Parti Socialiste
Comité directeur
2 et 3 décembre 1989

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Pierre Mauroy 3
Michel Rocard 12
Jean-Paul Planchou 22
Lionel Jospin 27
Louis Mermaz 32
Henri Fiszbin 39
Denis Cacheux 44
Laurent Fabius 45
Pierre Guidoni 52
Françoise Gaspard 57
Gérard Lindeperg 62
Philippe Farine 66
Jean-Luc Mélenchon 68
Pierre Mauroy 73
Jean-Marie Cambacérès 74
Marie-Noëlle Lienemann 76
Pierre Guidoni 80
Jean-Christophe Cambadélis 82
Patrice Finel 85
Gérard Fuchs 88
Isabelle Thomas 91
Gérard Le Gall 97
Jean-Michel Debout 101
Max Gallo 102
Françoise Laurent 105
Jacques Salvator 107
Pierre Guidoni (Commission internationale) 109
Alain Richard (Commission économique et sociale) 112
Michel Yoyo (Commission Dom-Tom) 115
Gérard Colomb (Commission déclaration de principe) 119
Daniel Vaillant (Commission statuts) 122
Pierre Mauroy 124
Ordre du jour 132
Intervention d'Henri Emmanuelli 132
Intervention de Louis Mermaz 134
Premier secrétariat 137
Secrétariat national à la coordination et à la trésorerie 141

Fondation Jean-Jaurès

Secrétariat national à l'information 143
Secrétariat national aux élections 144
Secrétariat national aux fédérations et au contentieux 148
Secrétariat aux relations internationales 151
Secrétariat national à la formation 154
Secrétariat national au bicentenaire 156
Secrétariat national aux affaires européennes et de sécurité 157
Secrétariat national aux questions économiques et financières 159
Secrétariat national aux relations extérieures 160
Secrétariat national à l'urbanisme et à l'environnement 162
Secrétariat national aux droits des femmes 164
Secrétariat national aux droits de l'Homme et libertés 165
Secrétariat national à l'audiovisuel - Porte-parole 167
Secrétariat national aux études 171
Secrétariat national aux affaires sociales 173
Secrétariat national à la culture 176
Secrétariat national à l'entreprise, au secteur public et à la planification 178
Secrétariat national aux questions de société et vie associative 181
Secrétariat national à la consommation 185
Secrétariat national à la communication 188
Secrétariat national jeunesse 191
Secteur administration 193
Secrétariat national à l'éducation et à la recherche 194
Délégation nationale au monde rural 195
Fédération des Français de l'étranger 197
ISER 198
Organismes centraux 201
Contribution thématique pour le Congrès de Rennes 201
La démocratie dans l'entreprise 201
Bulletin d'information du Secrétariat national à la consommation 210

Séance du samedi 2 décembre 1989 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, j'ouvre la séance du Comité directeur.

Vous avez dans vos chemises l'ordre du jour.

Je dois d'abord excuser notre camarade Henri Emmanuelli qui devait présenter le rapport d'activité, mais qui a dû retourner ce matin dans son département des Landes pour assister aux obsèques de notre camarade Lamarque-Candau, ancien député des Landes, ancien maire de Mont-de-Marsan, qui est décédé, il y a quelques jours.

Donc, Henri Emmanuelli ne peut pas présenter le rapport d'activité, mais vous

Coll. Fondation Jean-Jaurès

en trouverez l'essentiel dans vos chemises.
Nous allons, par conséquent, commencer tout de suite le débat général, avec l'intervention du Premier secrétaire, et le débat général continuera jusqu'à l'heure du déjeuner. Nous attendons, vers 11 h 15, 11 h 30, la venue du Premier Ministre, Michel Rocard.
Cet après-midi, nous débuterons avec la réunion des Commissions.
Comme vous l'avez vu, il y a quatre Commissions prévues :

- la Commission des questions internationales,
- la Commission des questions économiques et sociales,
- une Commission pour les problèmes des Dom-Tom,
- et une Commission sur la déclaration de principe.

On vous demandera, dans le courant de la matinée, de vous inscrire dans chacune de ces Commissions et il serait souhaitable que, contrairement à la dernière fois, elles soient plus équilibrées en nombre, afin qu'on n'ait pas des Commissions de 5 ou 6 camarades et des Commissions de 60 ou 70 !
Le débat reprendra à partir de 17 h et il se poursuivra demain matin, avec le rapport des travaux des Commissions.
Pas d'objection sur cet ordre du jour ?
Merci•
Je donne tout de suite la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, notre dernier Comité directeur date des 7 et 8 octobre dernier.
La veille, quelques milliers d'Allemands de l'Est, massés autour de l'Ambassade de RFA en Hongrie, venaient d'être autorisés, pour la première fois depuis quarante ans, à franchir le "rideau de fer".
Cette porte entrebâillée de la liberté gardait quelque chose de si exceptionnel qu'il pouvait nous sembler alors, il y a deux mois, que tout cela fut promis à l'éphémère.
Les faits ont parlé si fort qu'en 1989, l'année où nous célébrons le Bicentenaire de la Révolution française, nous sommes les contemporains d'une contre-révolution de la liberté à l'Est, aux conséquences si brutales, si importantes, que l'avenir en est encore imprévisible.
Le régime Jivkov s'est effacé en Bulgarie, en Hongrie le Parti Communiste est devenu Parti Socialiste et, dans la nuit du 8 au 9 novembre, sous la pression d'un soulèvement populaire pacifique, le mûr de Berlin est tombé. A son tour, aujourd'hui, la Tchécoslovaquie renaît à la démocratie et nous gardons l'espoir qu'un jour prochain la Roumanie secoue un joug absurde et cruel.
Nous nous réjouissons à juste titre de cette évolution, mais déjà le défi lancé à l'Est par Gorbatchev nous concerne dans ses prolongements.
Je livre cette réflexion d'entrée de jeu, car si chacun a sans doute en tête, pour ce Comité directeur, la préparation du Congrès de Rennes, que serait un débat entre Socialistes qui se situerait à l'écart d'un tel mouvement, je vous le demande?
Face à de tels événements, à une telle fulgurance, de l'Histoire, ni un

Fondation Jean Jaurès

gouvernement, ni un parti ne peuvent, bien sûr, s'en tenir au silence. Il faut analyser et décider très vite d'attitudes singulièrement nouvelles, car il serait illusoire de croire que le bouillonnement à l'Est met en cause le seul système Communiste. Il interpelle, bien sûr, les Communistes - et pas seulement eux - à l'Est (le Parti Communiste italien l'a compris, le Parti Communiste français beaucoup moins...), mais il interpelle aussi les Socialistes.
Nous sommes les premiers concernés, parce que notre perspective est la démocratie, alliance de la liberté et de la solidarité, et ce partout dans le monde.
C'est pourquoi notre politique à l'Est, si indispensable soit-elle, ne peut se faire au détriment de l'aide aux autres continents.
Il faut continuer à appuyer le désendettement de l'Amérique Latine et le développement des pays africains tout particulièrement. Gardons aussi en mémoire que le Communisme n'est pas en recul partout, que la nuit continue à s'étendre sur la Chine, et n'oublions pas, ce jour, les menaces des rebelles militaires qui mettent en cause le pouvoir légal de Cory Aquino aux Philippines. Ai-je besoin de dire que nous espérons l'écrasement de la rébellion, qui marquera le succès du droit et de la démocratie?
Nous sommes les premiers concernés, car le rejet massif du Communisme suscite en Occident une sorte d'illusion d'optique : celle qui fait que nos sociétés, parce qu'elles sont enviées sur le plan matériel et enviables au plan des libertés, constitueraient un modèle sans défaut. Il suffirait de nous copier, comme si nous étions au bout d'un processus d'évolution de notre société, à la fin de l'Histoire, comme l'a dit si naïvement un expert du département d'Etat américain, peu exigeant et peu regardant sur ce qui se passe autour de lui...
Sans doute pourrions-nous comprendre, compte tenu des circonstances, le discours de Lech Walesa devant le Congrès américain, mais tout de même... Je suis conscient que, pour sortir du carcan bureaucratique, il est indispensable aux théoriciens de la rénovation à l'Est de mettre en avant les vertus du marché, mais prenons garde que cette conversion du Communisme ne tourne à l'apologie du libéralisme et lève ainsi la condamnation qui le marquait jusqu'ici. Il serait ainsi lavé à peu de frais des critiques justifiées que nous lui adressons.
Nous sommes concernés en définitive, chers camarades, parce que nous avons à relever précisément un défi idéologique. Nous avons à vivre cette contradiction que la victoire historique de nos idées contre le Communisme pourrait en définitive se retourner contre nous si nous n'y prenions garde.
Ce qui a cédé à l'Est est précisément ce que, depuis 1920, nous dénoncions dans le Communisme : l'étouffement des libertés, le centralisme, plutôt antidémocratique, le Parti unique, la dictature du prolétariat, le régime d'exception érigé en droit commun.
Notre débat idéologique avec le Parti Communiste français, y compris dans la période de remise en cause du programme commun, s'est nourri de cette critique.
Les faits viennent de nous donner raison.
Quelle victoire, mais aussi quelle responsabilité !
Le présent, maintenant, est fait de trois exigences.

Fondation Jean Jaurès

La première est celle d'une évolution de notre Socialisme ; car les deux systèmes ne peuvent se comprendre à terme que dans le dépassement de leur propre idéologie. Y sommes-nous prêts ? Sans doute ; à condition de nous y mettre dans la cohésion et la clarté. Il est d'ailleurs significatif qu'aujourd'hui même je vous présente un projet de déclaration de principe.
La seconde exigence est celle de l'Europe et d'un nouvel âge de la Communauté européenne. Mais nous sommes là au cœur d'une contradiction car si l'Europe est une condition du progrès, elle peut se nourrir de projets très différents. Ne craignons pas de dire ce que nous souhaitons dans l'Europe d'aujourd'hui : une formidable pression idéologique contre l'économie mixte et le rôle de l'Etat, une approche trop technicienne de la fiscalité, la mise au second plan de l'Europe sociale.
Les Partis Socialistes des Douze réunis à Lisbonne ont contesté l'absence de caractère contraignant de la charte sociale préparée par le sommet de Strasbourg. Le groupe Socialiste au Parlement européen a raison de donner de la voix à ce sujet. Il faudra bien sortir de l'économisme européen et traduire concrètement, dans la démarche juridique de la Communauté européenne, que les problèmes sociaux sont désormais au cœur du développement économique de la démocratie industrielle.
Il lui faudra bien sûr une modification du traité de Rome comme le suggère Jacques Delors. Nous souhaitons que la présidence française soit une occasion d'œuvrer encore dans ce sens et nous savons qu'elle s'y prépare. C'est dans ce cadre européen que doit se poser la question allemande; la réunification n'est pas de saison. Certes, les Allemands ont leur droit à l'autodétermiNation ; mais le monde, pour son équilibre, a droit aussi au respect des traités internationaux. A terme, la réponse réside dans une Europe forte, susceptible de tisser les liens indispensables avec ses voisins.
Les décisions du sommet de Strasbourg feront ainsi plus que la hâte, que la précipitation du Chancelier Kohl à présenter un plan non dénué d'arrière-pensées électorales. La résolution finale de notre Comité directeur marquera certainement notre volonté sur ce sujet.
La troisième exigence, mes camarades, est celle du dialogue avec l'Est. Ce dialogue est déjà riche. Je m'étais déjà rendu en URSS il y a deux ans, vous vous en souvenez, au moment de la fin de l'étrange disparition de Gorbatchev, Laurent Fabius a pris l'occasion d'un échange parlementaire pour s'entretenir avec le Secrétaire générale du PCUS ; bref, une bonne pratique s'est instituée et nous allons prochainement accueillir une délégation du Parti Communiste soviétique, sans compter les nombreux déplacements des Secrétaires internationaux et européens : Pierre Guidoni et Gérard Fuchs à l'Est, et mon prochain voyage en Pologne les 19, 20 et 21 décembre.
Le véritable débat de fond perdure avec ce Communisme en devenir. Je dis bien Communisme car je ne suis pas de ceux qui pensent que l'évolution mène irréversiblement à notre Socialisme qui n'est pas le Communisme plus la liberté. Je dirai même, après la récente déclaration de Gorbatchev, qu'il n'est pas seulement le Communisme plus la liberté, mais le Communisme plus la religion.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes là au cœur de la discussion du Conseil de l'Internationale Socialiste la semaine dernière, à Genève, qui avait été précédée d'entretiens préparatoires à Milan et à Lisbonne. Ces discussions vont se poursuivre et concernent tous les Socialistes du monde, et nous en particulier.
Si pour nous la différence est grande entre démocratie et démocratisation, n'oublions jamais que le mouvement a été engagé par Gorbatchev et la Perestroïka. Même si aujourd'hui le succès de la démocratisation à l'Est paraît conditionner l'évolution même de la libéralisation en URSS, l'élan continue à dépendre du succès ou de l'échec de Gorbatchev. Nous avons à l'aider. Tous s'y emploient d'ailleurs, et c'est bien. Nous pourrions le rappeler demain dans notre déclaration finale.
Nous avons aussi à le comprendre. Ne suivons pas ceux qui sont passés vis-à-vis de l'URSS du cynisme ou du scepticisme à l'angélisme. Le projet de Gorbatchev est un projet de grande puissance. Son rêve reste la domination. Gorbatchev a certes pris acte de l'impasse économique et politique dans laquelle se trouve l'URSS. Il a donc agi en conséquence.
Le nouveau visage du Communisme va dans le sens des libertés et nous nous en réjouissons. Mais nous ne sommes pas prêts à accepter une pré-éminence idéologique, même du Communisme rénové. Et puisque ce débat va avoir lieu au sein même des pays de l'Est, entre Socialistes et Communistes, appuyons ce débat important au plan international par un maximum d'initiatives.
L'Internationale Socialiste a ainsi décidé de répondre positivement à la demande de Gorbatchev lui-même d'ouvrir ce dialogue. C'est ainsi que je me rendrai à Moscou vers le 15 janvier prochain, à la tête d'une délégation de l'Internationale qui comprendra notamment Nicky Noc (?) et un représentant Socialiste par continent, pour justement engager et poursuivre cette discussion politique et idéologique.
Au moment même où sur des navires, au large de Malte, les présidents Bush et Gorbatchev poursuivent un dialogue fait de rapports de force, mesurons bien quel pari nous avons à relever : le pari porte sur la volonté de paix de l'URSS.
Si cette volonté se confirme, bien sûr, dans les entretiens mais au-delà, si la compétition idéologique se poursuit par des moyens pacifiques, si le monde change au point de changer les données qui étaient celles de la paix et de la guerre pendant la terreur nucléaire depuis la fin de la dernière guerre, alors nous avons à relever le pari du désarmement général, équilibré et contrôlé, pour le monde, pour l'Europe, mais aussi pour la France bien entendu.
Pierre Guidoni et moi-même n'avons pu, à Genève, nous associer à la résolution concernant le désarmement. Contrairement à ce que nous avions obtenu à Stockholm il y a quelques mois, le texte voté a repris des éléments de divergence entre Socialistes européens et nous.
Je le regrette, bien sûr, mais j'estime en conscience et en responsabilité que notre position doit évoluer. Ce débat doit rebondir entre nous ; les Socialistes français ne pourront pas rester sur des positions figées. La discussion sur ces problèmes militaires est dès maintenant à l'ordre du jour sur le niveau trop élevé des dépenses d'armement et sur les conditions du service national.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Ce débat, nous devrions déjà l'avancer dans les discussions de Congrès et, au moment venu, je ferai des propositions au Parti Socialiste et aux militants.
Au-delà de l'aspiration à la liberté, quels points communs peut-on trouver entre les événements de Varsovie, Budapest, Berlin ou de Prague ?
Eh bien, c'est la pression de la rue, la volonté du peuple, la mobilisation des hommes et des femmes qui provoquent et accélèrent partout les réformes.
Que penser devant un tel mouvement de l'indifférence caractéristique trop souvent de notre société ? Un récent sondage du Point soulignait la désaffection croissante des Français à l'égard de la politique et leur moindre perception des clivages entre gauche et droite.
Le caractère récurent de ces affirmations depuis des dizaines d'années en diminue, certes, le poids ; il n'empêche que nous constatons, semaine après semaine, scrutin après scrutin, une montée continue des abstentions.
Plus de 30% aux législatives, près de 50% lors des européennes, jusqu'à 70% dimanche dernier.
Cette indifférence touche bien sur également les Partis conservateurs, mais tout parallélisme entre la Gauche et la Droite serait trompeur, les conservateurs peuvent gérer le pays dans l'indifférence, nous ne pouvons le transformer que dans l'adhésion populaire.
A Dreux, à Marseille, le Front National a dépassé 30, voire 40% des suffrages exprimés. Le contexte local était particulier, sans doute, il s'agissait d'élections partielles, bien sûr, il y a eu beaucoup d'abstentions, certainement. Est-ce pour autant rassurant ?
Il y a six ans, à Dreux, déjà le Front National avait obtenu 17% des voix. Le lendemain la honte se lisait sur tous les visages, dans toutes les rues, et un éminent politologue démontrait avec moult arguments que jamais l'extrême droite ne dépasserait les 5% au niveau national.
Aujourd'hui, tous les tabous ont sauté, chacun assume son vote, le revendique, le Front National qui naviguait entre 10 et 15%, vient de franchir un nouveau palier.
Voilà, mes chers camarades, le contexte dans lequel nous avons eu à décider la position du Parti Socialiste pour le scrutin de demain.
Nous devions adopter une position de principe ; nous devions mener un combat moral, et c'est à l'unanimité que le Bureau exécutif a invité tous les démocrates à Marseille, à Salon, à Dreux, à faire barrage au Front National et à ses candidats.
Nous devions réagir avec un parti uni, ferme dans ses principes, clair dans ses refus. Nous devions dire non. Non au racisme, à l'exclusion et à l'intolérance. Non aux préjugés, à l'irrationnel et aux fantasmes. Non à la démagogie, à la violence et au fascisme.
Nous l'avons fait.
Au moment où l'après-guerre s'efface à l'Est, nous avons le devoir de nous souvenir de notre histoire, de la résistance de notre peuple, et de condamner sans appel le Front National.

Fondation Jean Jaurès

Oui, Françoise Gaspard, tu connais bien Dreux et tu as eu raison d'écrire ta lettre : ce n'est pas pour toi que je vote, c'est malgré toi. Monsieur Juppé, ce n'est pas pour vous que nous votons, c'est malgré vous, à cause de vos hésitations au RPR et à vos alliances coupables.
Pour nous, le combat est clair, nous donnerons toujours une chance à la démocratie contre ceux qui veulent l'abattre.
(Applaudissements)
Le vote de Dreux, les foulards de Creil, ont à nouveau posé la question de l'intégration des immigrés. Le Président de la République, le Premier Ministre et le ministre de l'Education nationale se sont exprimés de manière convergente. Après un débat de qualité, le Parti Socialiste a, là encore à l'unanimité de son Bureau exécutif, réaffirmé son attachement au principe de la laïcité, de l'égalité entre les hommes et les femmes, aux droits de l'enfant.
Le Conseil d'Etat a fait connaître l'état de notre législation. Il appartient désormais au ministre de l'Education nationale, aux conseils d'établissement, aux enseignants d'apprécier en responsabilité les conditions d'exercice de la liberté religieuse, et je ne pense trahir, ni la pensée du Bureau exécutif, ni celle de la majorité des Socialistes, ni celle du ministre de l'Education nationale en soulignant que nous avons toujours été, que nous sommes opposés au port du voile. Nous avons compris la nécessité du dialogue et des débats imposés, mais le voile n'a pas sa place dans les salles de classe de notre République laïque et dans l'idée que nous avons de l'égalité entre femmes et hommes.
(Applaudissements)
Il appartient également au gouvernement et aux formations politiques de mettre en application le seul choix qui corresponde à l'histoire et à la tradition de la France : l'intégration.
Le gouvernement s'y emploie. Un Secrétaire général chargé de ces problèmes et rattaché à Matignon doit être nommé. Des réunions interministérielles vont proposer des mesures concrètes et peut-être même que le Premier Ministre nous en parlera tout à l'heure.
A l'initiative de Laurent Fabius et de Louis Mermaz, une mission d'information va être constituée au Parlement, réunissant tous les groupes politiques des Assemblées. Elle va entreprendre un travail d'écoute et de réflexion.
Le Parti Socialiste, de son côté, a déjà sur ma proposition, créé une Commission associant des membres du Bureau exécutif, des députés, des sénateurs et des experts. Elle doit aboutir à définir des positions et des propositions que le Parti Socialiste prendra.
Il y a, certes, entre nous, des nuances, voire même des divergences. Les limites du droit à la différence ou du devoir de ressemblance, ne sont pas identiques selon qu'on souhaite insérer, intégrer ou assimiler.
Mais n'attachons pas une importance excessive aux mots. J'ai, en effet, le sentiment qu'au-delà même de l'urgence, la définition des grands principes à affirmer, les mesures concrètes à adopter ne devraient guère nous diviser.
Voilà pourquoi je souhaite que la Commission du Parti puisse aboutir rapidement.

Fondation Jean Jaurès

Dans notre pays, le récent sondage IFOP-Le Monde sur l'Islam montre que la société française semble, dans sa majorité, jeter un regard hostile sur les musulmans qui vivent avec nous et pourtant de son coté cette communauté manifeste, elle aussi, dans sa majorité un désir de s'intégrer à notre société, en adhérant à nos valeurs et à nos règles du jeu.
Notons bien, chers camarades, que 95% des musulmans français interrogés estiment qu'il est possible de concilier l'appartenance à cette religion avec l'intégration à notre société.
La juxtaposition de communautés, de religions, de croyances d'origine, telle qu'elle existe dans des pays comme la Grande Bretagne ou les Etats Unis, ne serait pas acceptable chez nous. Ce modèle est contradictoire avec notre histoire, avec nos traditions, mais aussi avec notre conception de la société.
(Applaudissements)
Je salue l'arrivée du Premier Ministre, Michel Rocard.
(Applaudissements)
J'étais justement sur les problèmes touchant à l'intégration, je continue mon propos.
... il menacerait même, je pense, l'unité de notre Etat et de notre communauté nationale.
Et pourtant, le repliement de chaque communauté sur elle-même avance à grands pas en France, système de réconfort face à des repères qui s'effacent, besoin de se rassurer, alors que la crise frappe encore les plus faibles, égoïsme de nantis ou angoisse de marginalisés… Peu importe l'explication qu'il faut donner à cette évolution. Ce qui compte pour nous, mes camarades, c'est de trouver par l'action de l'Etat, par la prise en compte sur le terrain par l'explication et la pédagogie les moyens de rompre avec la logique des replis et la peur de l'autre, ce qui n'exclut nullement la part des devoirs d'intégration des musulmans en France.
Quel défi ! Car c'est à nous de faire de l'Islam une religion intégrée afin d'éviter de se trouver un jour face à une religion devenue intégriste, faute d'accueil et de compréhension.
Nous avons le devoir de mener une grande politique d'intégration qui soit celle de l'accueil et de la compréhension.
Mes chers camarades, je disais tout à l'heure que nous devions nous interroger sur la coïncidence entre notre mauvais score dans les dernières élections partielles et nos querelles internes. Je crois aussi que la perception d'un certain retard en matière sociale n'est pas étrangère à ces déconvenues.
Je le pense et croyez bien que beaucoup de nos camarades le pensent aussi et je suis content que le Premier Ministre soit- là pour en amitié, dans la solidarité qui est celle du Parti à l'égard du gouvernement, nous puissions aborder ce problème.
Le rapport publié la semaine dernière par le CERC sera sans doute commenté à cette tribune et la Commission économique et sociale en discutera cet après-midi.
Evitons cependant toute simplification : l'analyse s'arrête en 1988. De surcroît,

Fondation Jean-Jaurès

le gouvernement a commencé à s'attaquer au problème. Je pense que la tendance doit rapidement s'inverser, en tous les cas je le souhaite. Il n'empêche que le rapport du CERC nous conforte dans notre volonté d'aller plus loin, plus vite et surtout plus fort dans le domaine social, et ce que le Premier secrétaire dit ici au Comité directeur, je crois pourvoir dire que c'est véritablement l'idée, le souhait de tous les Socialistes, et ce qu'ils nous disent lorsque nous les rencontrons.
Je voudrais pour conclure revenir à nos problèmes internes.
Lors du dernier Comité directeur, il avait été décidé de confier à deux Commissions le soin de rédiger une nouvelle déclaration de principe et de préparer une révision des statuts du Parti.
La réécriture de notre déclaration de principe, c'est-à-dire d'un texte qui doit par nature unir tous les Socialistes était indispensable ; je suis d'ailleurs certain que l'actuelle déclaration de principe vous convaincrait également de cette nécessité.
Nous avons voulu un texte court et qui prenne en compte les évolutions du monde, ainsi que nos propres évolutions. Vous examinerez tout à l'heure en Commission.
Je souhaite le soumettre au vote des militants au nom du Comité directeur tout entier, mais si cela s'avérait impossible, je le présenterai au Parti avec l'accord des membres de la Commission qui ont collaboré, qui ont travaillé, qui ont donné le meilleur d'eux mêmes pour arriver à cette réalisation commune.
Je voudrais les remercier, ces membres, dont les travaux se sont déroulés dans un esprit serein et constructif, et ont abouti à un résultat dont je me félicite.
Je veux citer Jean-Marcel Bichat, Jean-Claude Boulard, Jean-Marie Cambacérès, Michel Charzat, Michel Debout ,Gérard Dupeyrat, Henri Emmanuelli, Max Gallo, Gérard Morche (?), Gérard Le Gall, Françoise Lindemann, Marc Paget, Yvette Roudy, Jacques Salvator, Gisèle Stievenard, Isablle Thomas, Henri Weber et, bien entendu, le rapporteur Gérard Colomb qui a apporté beaucoup de lui-même, et le second rapporteur, Jean-Christophe Cambadélis.
En revanche, si j'ai la satisfaction avec mes camarades de présenter un texte au Comité directeur sur la déclaration de principe, ce qui est sans doute l'essentiel, je déplore vivement que certains camarades n'aient pas souhaité collaborer réellement aux travaux de la Commission dans les statuts. Il aurait, en effet, été utile pour la clarté du débat, de faire la part de nos propositions communes et de nos points de divergences.
Je vous fais, en tout cas, part de mes principales propositions. Je les aurais présentées en détail à ce Comité directeur si tout le monde l'avait bien voulu ainsi, puisqu'il n'y a pas cet accord, je renouvellerai mes propositions aux uns et aux autres et, de toute manière, elles seront envoyées au Parti, aux camarades avant le délai de rigueur qui est le 15 décembre, avec les propositions de tous ceux qui voudront bien transmettre leur projet sur ce plan.
Je donne simplement les têtes de chapitres, en tout cas ce que je souhaite.

- Une direction resserrée, naturellement équilibrée, mais l'équilibre, c'est une affaire politique, une affaire de synthèse, ce qui me paraît indispensable, c'est une direction resserrée.
- Un homme, une voix Un accord sera facile à trouver et nous sommes ici

les hommes et les femmes d'une organisation sachant bien ce qu'il faut à une organisation et j'espère que nous trouverons un accord, parce que personne ne veut utiliser ce slogan, un homme une voix, pour démontrer que la vérité est d'un côté et qu'une certaine tricherie serait de l'autre Un homme, une voix : un accord est possible, et même très rapidement.

- L'application des statuts pour qu'à partir du choix d'une motion, il y ait un vote effectif pour les responsables et que nos dirigeants soient élus et non cooptés. Il est évident que ceci doit se faire dans le cadre de chaque sensibilité telle qu'elle s'exprime au moment où nous élaborerons notre Congrès, mais les courants n'ont pas à avoir de responsables cooptés, mais des responsables élus, et nous devons nous en donner les moyens au niveau de nos statuts.
- La tenue d'une Convention tous les trois mois où siégerait à côté des membres du Comité directeur et des parlementaires, une représentation pondérée des fédérations, de manière à assurer un échange permanent entre la direction et les militants. Si le Comité est l'expression des courants et du vote indicatif tel qu'il existe chez nous avant même l'ouverture du Congrès, il me paraît évident qu'il se passe tellement d'événements - regardez ce qui s'est passé depuis quelques semaines - que nous avons besoin d'un système plus élaboré pour que l'échange soit continu entre notre base et la direction du Parti. Il me paraît essentiel que les discussions politiques qui sont menées au niveau de nos sections puissent remonter au niveau de nos Commissions exécutives et fédérales, et qu'elles fassent l'objet de prolongements dans cette Convention où les militants auraient véritablement la parole par l'intermédiaire de leurs délégués de sections, mais aussi de leurs délégués de fédérations représentées.
- Et enfin, la recherche d'une formule d'association des partisans qui puisse à terme élargir le nombre de nos adhérents, comme nous le souhaitons, et que des expériences utiles puissent être menées à partir de notre prochain Congrès de Rennes.

Mes chers camarades, est-il excessif de dire que les bouleversements à l'Est, la déclaration à risques du Chancelier Kohl sur la réunification allemande, la guerre qui se rallume au Liban, la montée du racisme et de l'intégrisme en France justifient la plus grande cohésion et la plus grande unité de notre Parti ?

J'aurais voulu que ce Comité directeur soit sans doute celui d'une autre approche de notre Congrès et, en particulier, d'une synthèse qui concerne tout le monde, mais si elle concerne plus spécialement le courant AB, finalement, elle concerne d'une certaine manière tout le monde, bien entendu. Les esprits n'y sont pas, manifestement. C'est pourquoi je ne vous en parle pas... (sourires)... pas tous, certains la souhaitent, je suis de ceux-là, et je salue l'initiative de Louis Mermaz et de ses amis, je continuerai dans cette voie, vraisemblablement, si elle est possible, cela se situera entre la fin de l'année et le 13 janvier, en tous les cas, je serai au rendez-vous et à tous les rendez-vous pour qu'elle puisse se faire et donner ainsi au Parti une plus grande cohésion et une plus grande unité.

Fondation Jaurès

Je souhaite, en tout cas, que le Comité directeur et ce sera au fond sa contribution au départ de notre Congrès qu'il faudra prolonger et reprendre - puisse aborder toutes les questions que j'ai moi-même abordées, que vous retrouverez dans vos Commissions respectives, avec l'esprit de responsabilité qui est le sien, avec la volonté d'avoir une résolution finale qui soit claire sur nos prises de position, et une Comité directeur qui, plus que jamais, au moment où les problèmes idéologiques reviennent au galop, et de quelle manière, et pour le mieux, parce que posés à un échelon qui est celui du monde et de la grande compétition du monde avec une détermiNation Socialiste.
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy.
Camarades, je crois que nous pouvons remercier le Premier Ministre, Michel Rocard, d'être présent à nos travaux. Comme il l'a souhaité, je lui donne tout de suite la parole.

Michel Rocard

Chers camarades, ce Comité directeur marque une étape dans notre débat préparatoire pour le Congrès de Rennes. Il a d'ailleurs pour cela un ordre du jour précis, mais le monde ne s'arrête pas de tourner pendant le débat des Socialistes, le monde en question a même tendance ces derniers temps à tourner plus vite.
Notre responsabilité, celle du gouvernement, et celle du Parti, me paraît fortement engagée aujourd'hui. C'est d'ailleurs le point sur lequel concluait à l'instant le Premier secrétaire, Pierre Mauroy.
Le formidable bouleversement qui se produit à l'Est pose le problème de la responsabilités de la France dans des réalités mondiales changeantes.
La question de l'intégration interroge notre identité nationale. La nature des inégalités sociales nous préoccupe et préoccupe notre électorat. Ces ensembles de faits sont sans doute d'inégale importance à hauteur historique, mais tous commandent notre succès, car nous n'assumerons pas le rôle de la France dans le monde si nous ne maintenons pas la cohésion de notre société.
Pouvons-nous faire face ensemble à ces défis ? A lire beaucoup de papiers disponibles dans le Parti, en ce moment, à lire et à écouter plusieurs d'entre nous, il apparaît que cela ne pourrait être le cas. Des déficits de toute nature s'accumuleraient. Pourquoi plusieurs commentaires amèneraient presque à penser que lorsque les Socialistes emportent les élections, c'est malgré le gouvernement, mais que lorsqu'ils en perdent, c'est naturellement à cause du gouvernement ? Nous ne pourrons pas longtemps continuer ainsi. Nous devons ensemble être, au contraire, capables de définir des positions cohérentes, et montrer que les Socialistes ont en perspective autre chose que ce seul choix interne.
Examinons donc les enjeux, les enjeux et les faits, sans complaisance.
Les changements à l'Est sont, à l'évidence, le plus grand défi que le Socialisme démocratique ait eu à relever depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La

Fondation Jean Jaurès

notion de révolution appartient suffisamment à notre culture politique pour que nous sachions reconnaître le moment où il s'en produit une.
Un paradoxe tristement ironique veut que ces révolutions se font au nom de la liberté contre des régimes qui prétendaient mettre en œuvre d'authentiques démocraties populaires. Cela ne peut malheureusement pas nous surprendre. L'histoire ne s'écrit que sur la distance. Votre Parti a manqué d'avance son aventure. Cette phrase est de Léon Blum qui l'a citée en 1920 à ceux qui quittaient la vieille maison. Votre Parti a manqué d'avance son aventure. C'est fantastique. En effet, les moyens jugent toujours de la fin. Sans démocratie, il n'y a non seulement pas de Socialisme, mais pas non plus de développement durable. Le Socialisme ne peut avoir un avenir que dans la mesure où il allie le respect des droits de l'Homme, le pluralisme politique, une économie ouverte et diversifiée, un haut niveau de protection sociale. Tout cela, nous le savons, même si, nous aussi, il nous a fallu du temps pour trouver un équilibre, voir valider par l'histoire les choix faits par les générations qui nous ont précédés, dans le mouvement Socialiste, cela doit bien au-delà de la satisfaction que nous pouvons en tirer, nous donner la volonté d'exercer une influence sur l'histoire qui se fait au nom même de la justesse de ces choix.
Mes camarades, rien ne nous sera donné aisément, car nul ne peut dire aujourd'hui ce qui remplira à terme le vide idéologique qui se creuse à l'Est, des régimes démocratiques, des populismes autoritaires, des dictatures nationalistes, ces sociétés connaîtront-elles une fuite en avant tel le libéralisme sauvage, au nom de l'efficacité du marché, ou pourront-elles définir un équilibre qui fasse sa place au rôle régulateur de la puissance publique, l'aventure Socialiste démocratique ? Autant d'interrogations, d'interrogations lourdes.
Il en va de même pour l'avenir de l'Europe. Les structures issues de la Seconde Guerre mondiale ne pourront que se transformer, la renaissance des Nations qui constituent l'Europe centrale offre sans doute une opportunité pour que l'Europe retrouve l'unité culturelle qui l'a faite en grande part, et qu'elle soit par-là même l'Europe encore plus ressentie comme une valeur éminente, mais en même temps, le sort de l'Allemagne, la nouvelle donne économique, le devenir des alliances militaires, sont des questions ouvertes pour lesquelles nous n'avons pas de réponses toutes faites.
Tout cela définit, en tout cas, une extraordinaire aventure pour notre génération.
Remodeler le visage de notre planète en étant fidèles à l'esprit que l'idée nationaliste animait, souvenez-vous en le Socialiste du premier âge. Quel autre dessein fondamental pourrions-nous fixer ?
Evidemment, passer d'un équilibre à un autre ne sera pas aisé. Toute l'histoire nous montre que les situations où l'on passe brutalement du silence au droit à la parole sont riches d'imprévu. Il faut nous préparer à des transitions heurtées, à des troubles et à des crises, autant dire que l'imagination et la volonté politique vont nous être plus que jamais nécessaires. Nos responsabilités sont manifestes si nous voulons que la démocratisation des pays de l'Est soit effectivement une chance pour le Socialisme démocratique.
Je veux consacrer un moment à les détailler, à un double titre, comme Socialiste,

et comme Européen.
Comme Socialiste d'abord.
Nous savons, oh ! Nous savons ce que la division du mouvement ouvrier nous a coûté à chaque étape de notre histoire. Aujourd'hui, nous pouvons discerner à l'Est une sorte de reconnaissance du Socialiste démocratique, la liberté organisée peut être le principe de développement qui correspond aux aspirations des peuples. Les mouvements Communistes devront, à l'évidence, évoluer s'ils veulent survivre, ils devront opérer consciemment la double dissociation que nous avons réalisée pour notre part, d'abord du Socialisme et de la violence policière, ensuite du Socialisme et de l'Etat tutélaire.
Un immense travail est à faire pour favoriser le processus démocratique, les réformes politiques et les réformes économiques.
Les Socialistes occidentaux doivent offrir leur expérience et apporter leur contribution pour tous ceux qui cherchent des points de référence et qui vont affronter des problèmes multiples.
Dans aucun pays en cause, la démocratisation ne sera facile. Elle suppose la maîtrise des conflits anciens, avec les tenants de l'ordre bureaucratique, et la maîtrise aussi des conflits nouveaux engendrés par les inégalités que crée le marché, engendrés aussi par les revendications nationales multiples qui montent de toutes parts.
Nos partis Socialistes ont donc un rôle important à jouer.
Il est évident que l'Internationale Socialiste peut constituer un instrument privilégié, et je souhaiterais pour ma part que non seulement quelques-uns de ses dirigeants qui ont toujours fait leur métier à cet égard, mais tous les cadres tous les responsables du Parti et ses militants se sentent plus membres de l'Internationale. Tout au long de l'histoire récente elle a su très bien servir la paix et n'en a pas terminé avec cette tâche, au contraire. Elle y est prête, d'ailleurs.
Le Parti français doit renforcer sa présence et sa contribution dans l'Internationale, pour donner plus d'ampleur aux relations qu'il a déjà nouées avec les éléments qui œuvrent pour la démocratie, avant tout pour former des cadres. Il est temps de nous équiper d'un outil doté de moyens importants, peut-être d' une fondation comme nos camarades allemands ont su le faire, capable de coordonner les tâches et les initiatives jusqu'ici par trop éclatées. Nous sommes sous-développés dans nos moyens d'appui international à tous ceux qui en ont besoin, au nom des valeurs qui leur sont communes avec les nôtres.
Européens, nos responsabilités ne sont pas moins redoutables. Beaucoup a été dit et écrit depuis quelques semaines sur les avenirs possibles de l'Europe. Tout tient cependant à un enjeu majeur : comment maintenir la stabilité en Europe quand les règles qui l'assuraient vacillent ? Sortir de Yalta, avouons-le, n'était jusqu'à présent qu'une formule, et en fait, mes camarades, il faut tout de même prendre conscience du fait que le statu-quo était devenu confortable pour l'Europe de l'Ouest. C'était paisible ! Cela ne bougeait pas, on savait où on en était. Mais si le statu-quo était devenu confortable pour nous, pour l'Europe de l'Ouest, il ne l'était pas pour l'Europe de l'Est. Il n'y a plus de raison qu'il soit

Fondation Jean-Jaurès

encore accepté tel quel.
Mais un progrès substantiel ne pourra être assuré que par le maintien d'une structure stable de relations à la fois sur les plans économique, bien sûr, politique et militaire. A terme, il nous faudra nous définir un nouveau réseau de relations de coopération qui pourra progressivement se substituer aux anciennes relations de confrontation.
Quelle est la meilleure voie pour réussir ? L'expérience historique doit parler. Dans l'entre-deux-guerres, les Européens ont vainement cherché un pôle de stabilité, vainement et longuement. Aujourd'hui nous avons la chance historique de participer à la construction européenne. Penser qu'il faudrait ralentir son rythme, plus encore remettre en cause son principe, reviendrait à diluer l'Europe dans un ensemble disparate d'états où alors joueraient inévitablement les seuls rapports de puissance, et où on verrait probablement remonter des conflits locaux.
L'Europe comme la France aurait beaucoup à perdre et François Mitterrand a fort bien posé le problème devant le Parlement européen le 22 novembre dernier.
En effet, l'ouverture à l'Est et l'achèvement de l'édifice communautaire constituent bien ce qu'il a appelé un bilan de l'indissociable. Les deux démarches doivent aller de pair pour que l'Europe tout entière puisse se retrouver dan la paix.
Cette approche est assurément volontariste, bien sûr, elle demandera de la continuité dans l'effort, elle demandera beaucoup d'intelligence politique, car les obstacles de toute nature ne manquent pas et les intérêts nationaux pèsent lourd. La bonne foi ne sera pas toujours au rendez-vous. Mais il faut vraiment que nous levions toutes les ambiguïtés au moins pour l'opinion française.
La politique de la France ne peut être d'abord aujourd'hui qu'une politique européenne. Il faut réaliser le marché unique, mettre en œuvre une monnaie commune, élaborer les instruments d'une politique sociale et d'une politique de l'environnement, définir de plus en plus ensemble une politique étrangère et une politique de sécurité.
Bref, il nous faut aller vers l'union politique européenne.
La dynamique de l'Europe peut être un exemple et une assurance aussi pour les pays de l'Est en mouvement. Elle nous donnera aussi les moyens de soutenir efficacement les pays en voie de développement qui, dans tout ce tohu-bohu, pourraient avoir l'impression qu'on les oublie. Les événements nous apportent la confirmation que notre effort vers eux doit continuer.
Ce défi ne doit pas effrayer les Socialistes, car c'est en Europe que les partis, les syndicats, les mouvements qui refusent le laisser-faire et qui défendent la justice sociale ont les forces les plus importantes. La lutte contre le libéralisme ne pourra désormais être effective qu'au niveau international. Leur retenue sur les seuls états Nations amènerait beaucoup plus sûrement une prochaine capitulation.
L'Europe des règles du jeu qui puisse, encourager le progrès social, assurer une croissance stable, l'Europe des règles qui puisse réconcilier l'Est et l'Ouest, elle

est sans doute encore un pari, mais c'est le seul pari qui vaille aujourd'hui pour des Socialistes héritiers de Jean Jaurès et de Léon Blum.
Ces données, mes camarades, ne peuvent que commander notre débat. Elles ne résument pas tous nos devoirs, loin de là bien sûr. Mais elles indiquent quelle est la hauteur de l'enjeu qui doit nous réunir pour les années qui viennent. Comme dans tous les domaines où l'histoire s'accélère, l'opinion peut être troublée, traversée de mouvements contradictoires. Par le passé les Socialistes ont toujours eu du mal à trouver une position assurée dans l'esprit international.
Les divisions dans les rangs Socialistes l'ont le plus souvent emporté, au point qu'à plusieurs reprises en 1940, souvenez-vous, ou en 1958, ils ont failli se perdre, les Socialistes, nos prédécesseurs. Aujourd'hui il est clair que nous avons besoin d'unité pour l'Europe et pour la France. J'ajouterai volontiers un terme à notre appel du printemps 1988, souvenez-vous, une France unie dans une Europe unie, avec des Socialistes unis. En disant cela, je ne veux pas préjuger du moment où doit se faire entre nous une synthèse politique, le 13 janvier, au plus tard le 18 mars, n'en préjugeons pas. Mais préparons-nous à la faire de toutes façons. Nous avons en effet, et c'est un autre aspect, tout lieu de nous réjouir qu'il y ait un débat. Ce sera peut-être même le débat le plus long que notre Parti ait connu depuis longtemps, car je n'ai pas souvenir que des contributions aient été discutées avec tant d'intérêt, et la parole plurielle permet souvent de faire découvrir les diverses dimensions des questions qui nous préoccupent.
Je veux seulement à cet égard souligner ce que sont nos responsabilités vis-à-vis du Socialisme et vis-à-vis du pays, et je voudrais pour ce faire vous indiquer comment à mon sens notre débat pourrait s'organiser dans le respect des uns et des autres, pour en définitive interroger les militants sur quelques choix essentiels.
En prenant connaissance des textes des contributions, comme vous l'avez fait, j'ai eu le sentiment, du moins pour les principales d'entre elles, que nous avions beaucoup en commun. Le projet de déclaration de principe qui vous est soumis aujourd'hui et sur lequel également Pierre Mauroy concluait à l'instant son intervention, en est une preuve supplémentaire. Pour la plupart d'entre nous en effet, nous recherchons l'identité des Socialistes autour de la notion de Socialisme démocratique, ce qui ne veut pas dire évidemment n'importe quoi. L'expérience historique nous a appris que les Socialistes doivent assumer pleinement le Parti pris de la liberté tout en œuvrant pour que l'ordre économique n'échappe pas à la maîtrise consciente des hommes.
Les Socialistes à cet égard ne peuvent que tenir l'un et l'autre bouts de la chaîne. Ils doivent donc pour mener la transformation sociale privilégier la lutte contre les inégalités et contre les injustices. Egalité, partage, solidarité, autant de termes qui structurent profondément toutes nos contributions.
Presque tous aussi, nous mettons l'accent sur la nécessité de la durée pour réussir une réelle transformation sociale et sur le compromis et la négociation comme instruments de changement social.
Tout aussi commune est la référence à l'économie mixte qui permet de

conjuguer le secteur privé et le secteur public, la libre entreprise et l'action de l'Etat pour donner à notre économie tout à la fois sa spécificité mais aussi son dynamisme. Le rôle de l'Etat peut être ainsi défini clairement, sa fonction n'est pas de produire, mais de catalyser, de mettre en synergie les outils, les capitaux, les énergies. L'opinion en même temps a conscience que la puissance publique doit jouer tout son rôle, qu'il faut à la fois revaloriser et moderniser dans ce pays, et notamment revaloriser et moderniser le travail des fonctionnaires.

La stratégie politique comporte aussi une perspective commune. Il s'agit de rassembler autour du Parti Socialiste, à partir des valeurs et des engagements qui sont ceux des Socialistes, sans exclusive, pour être à l'écoute de la société, déceler les attentes nouvelles, anticiper les problèmes qu'elle rencontrera. Il s'agit d'avoir le comportement d'une Gauche ouverte qui ne détient pas seule la vérité, même si elle est sûre de ce à quoi elle croit.

Cette attitude vaut tout aussi bien pour les Français de sensibilité Communiste comme de préoccupation écologique que pour les hommes et les femmes de progrès qui pensent avec nous qu'on n'est jamais quitte de la lutte contre les intolérances et les injustices.

Enfin la plupart des contributions définissent l'Europe à la fois comme le seul espace pertinent pour une politique porteuse d'avenir et comme la référence nécessaire pour le rôle mondial de la France.

La lecture des textes fait apparaître que ces points de convergence définissent un véritable cadre conceptuel commun. Il est vrai qu'il n'en est pas toujours de même dans les déclarations orales et les arguments échangés, mais seuls les textes engagent pour permettre de voir oui ou non s'il y a des cohérences qui s'imposent.

manifestement, pour la grande majorité des camarades qui ont déposé des contributions, les convergences l'emportent Telle est du moins mon impression. Notre travail politique à partir de là devrait consister dans l'établissement de priorités pour notre action. Nous pourrions alors mesurer la part des divergences d'appréciation sur la démarche et les moyens. Je n'ai pas le temps aujourd'hui, dans le respect du temps du Comité directeur, de tracer un programme d'ensemble et je n'en ai pas non plus la prétention. Je veux seulement vous faire part de mes réflexions sur deux points de notre actualité.

Le rapport du CERC, et là encore le Premier secrétaire en parlait à l'instant, a été abondamment commenté. Sa conclusion seule a été le plus souvent retenue. Les années 1980 ont été une période d'accroissement des inégalités. Nous le sentions déjà, d'ailleurs, la confirmation chiffrée était nécessaire.

La délectation avec laquelle parmi nous cela a été parfois ici ou là accueilli est quelque peu navrante, car le sujet était d'importance. Il mérite une analyse plus complète, sans même parler de la fiabilité de certains indicateurs.

Il faut d'abord noter qu'elle ne juge pas des années qui ont suivi la deuxième victoire de François Mitterrand, 1989 en est totalement exclue, 1988 n'est traitée qu'en petite partie. Il n'y a cohérence dans l'affirmation du CERC que jusqu'à 1987 compris.

Elle ne prend pas en compte les tendances nouvelles apparues depuis lors, grâce

Fondation Jean Jaurès

à la deuxième victoire de François Mitterrand, et aux efforts communs que nous conduisons depuis.
Cette étude ferait évidemment apparaître le ralentissement du pouvoir d'achat intervenu à partir de 1983. Ce ralentissement n'a pas été l'effet d'une politique malencontreuse hélas, il fallait sortir d'une situation redoutable.
Il a été fait à l'époque, nous avons fait à l'époque un choix conscient pour recréer les conditions d'une croissance durable et c'est Pierre Mauroy qui porta ce choix avec le plus de courage et probablement le plus de conscience de sa dureté.
Nous avons débattu ici même, nous avons hésité ici même et comment ne pas hésiter... Finalement nous avons décidé. Si aujourd'hui, nous pouvons avoir des résultats en termes d'emplois, si nous redistribuons enfin du vrai pouvoir d'achat, si nous honorons les priorités affirmées par le Président de la République, nous le devons en grande partie aux choix de 1983.Ne nous livrons donc pas au jeu de la mémoire sélective. Tout cela nous l'avons fait ensemble et au jeu de la mémoire sélective, tous les joueurs ne seraient pas gagnants.
Plus importantes sont certaines évolutions qui se sont produites pendant ces années de crise, et si la tendance globale à la dureté, que je viens d'évoquer, toutes les tendances ne sont pas négatives. Ainsi le pourcentage des salariés rémunérés au niveau du SMIC s'est progressivement réduit. Les inégalités entre les femmes et les hommes ont cessé de s'aggraver, elles ne se sont pas améliorées, mais au moins ont-elles cessé de s'aggraver... Les disparités, et il s'agit du quantitatif, ma chère Véronique... les disparités tenant aux caractéristiques des entreprises, à leur taille et à leur secteur, ont décru, la situation des nouveaux retraités s'est améliorée.
D'autres tendances sont à l'évidence préoccupantes, pendant ces années l'éventail des salaires s'est réouvert, les détenteurs de valeurs mobilières ont vu croître leur patrimoine, qui d'ailleurs s'est concentré. Les cas d'exclusion ont augmenté, les jeunes générations ont plus de difficultés matérielles, leur pouvoir d'achat est par trop limité par les difficultés des promotions, l'accès au logement est mal aisé, les cotisations sociales pèsent trop.
Nous disposons sur ces points d'un diagnostique plus précis maintenant, et grâce à ce travail, que ce que nous pouvions formuler en mai 1988.
La politique mise en œuvre répond-elle ou non à sa réalité ? Je n'en tracerai que les grands traits.
Examinons entre autres la réalité du pouvoir d'achat en 1989, avec la prime de croissance, sans tenir compte d'aucune mesure de promotion : tout fonctionnaire aura bénéficié d'une augmentation de son pouvoir d'achat de 1%, certains notablement plus, j'exclus là toutes les promotions et les revalorisations catégorielles, à comparer avec moins 1,2 en 1987 et 0% en 1988, plus 1% en 1989.
Et si j'ajoute l'ensemble des valorisations catégorielles, le pouvoir d'achat moyen aura marqué - moyen par tête, toute moyenne comporte une distribution inégale - une progression de 3,3%.
En 1989, c'est une inflexion tout à fait considérable et c'est une inflexion

financée sur fonds publics dans des conditions qui nous donnent à penser.
Examinons aussi l'intervention de la courbe du chômage, 10,6% de la population active en mars 1987, autour de 9,5% aujourd'hui, et l'espoir que la pente continue dans le bon sens à baisser.
Examinons la politique du logement social, 20% de moyens budgétaires supplémentaires au budget de 1990, viennent, grâce à la vaillance du groupe Socialiste, d'être votés, ce qui représente 5,6 milliards de francs de plus dans le logement social.
Examinons l'effort réel, sans précédent, fait par l'Education. Je salue l'arrivée de Lionel Jospin, - qui dépasse de loin jusqu'à nos promesses électorales.
Depuis longtemps, la négociation sociale n'avait pas eu l'ampleur qu'elle a maintenant. En 1988, mois de mai, vous vous en souvenez, elle était au point mort entre l'Etat et ses agents. Aujourd'hui, plus de 90% des salariés du secteur public sont couverts par des accords collectifs de travail portant sur les salaires. Et vous savez ce que veut dire le réaménagement en cours de la grille de la fonction publique, les négociations sont ouvertes, chez Michel Durafour, elles sont complexes, nous les finirons à la fin de l'hiver, mais elles sont engagées dans des conditions audacieuses.
Cette politique ne se contente pas de traiter les effets d'une situation, elle a une perspective, qui s'attaque aux causes profondes.
Le revenu minimum d'insertion, le crédit formation, le réaménagement de la grille de la fonction publique, autant de réformes de natures diverses bien sûr, qui traduisent une volonté de requalification pour des millions de Français.
La politique fiscale a été réorientée par rapport aux années 1986-1988, l'impôt sur la fortune, l'impôt de la solidarité a été rétabli, plusieurs régimes fiscaux dérogatoires ont été remis en cause, la taxe d'habitation a été allégée pour les revenus modestes, les allégements de la taxe à la valeur ajoutée ont été réalisés, vous connaissez tous cela. Nous avons donc commencé d'inscrire dans la durée des mécanismes réellement correcteurs des inégalités, re-distributeurs de la solidarité, qui en même temps ne compromettent pas la consolidation de la croissance.
Ouvrons donc les yeux, osons expliquer, osons détailler l'ampleur de ce qui a été fait et des réformes en cours. Et à notre débat de Congrès de déterminer les priorités qui dessineront une nouvelle étape.
Essayons aussi de raison garder sur la question de l'intégration des immigrés.
Nous vivons actuellement un moment d'un malaise qui ne date pas d'hier, qui ne prendra pas fin demain matin. La société française construite par ses institutions autour d'une certaine idée de la France, pour reprendre une expression célèbre, est faite d'apports successifs, de cultures, de races, de religions, mais elle le reconnaît difficilement.
Rappelons-nous les émeutes contre les ouvriers italiens à la fin du 19^{e} siècle, l'antisémitisme lancinant jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dont je voudrais être sûr qu'il a perdu toute consistance en France.
Mais dans la durée, l'intégration s'est faite, elle a lieu aujourd'hui pareillement pour une grande partie des immigrés musulmans. Seulement la différence des

Fondation Jean Jaurès

cultures aidant, les difficultés sont plus grandes, et pour un parti politique, pour un gouvernement qui vit naturellement dans le présent, le risque existe de perdre de vu l'enjeu, et les lignes de forces historiques.
Il nous faut donc tenir très ferme sur quelques principes. Depuis quinze ans, l'immigration a changé de visage, les immigrés d'hier deviennent peu à peu le peuple des Français d'origine étrangère, nous devons définir une véritable politique d'intégration, la condition de la réussite et de maîtriser les flux migratoires, nous sacrifierions l'intégration si nous n'étions pas capables d'assurer ce contrôle.
Je ne détaillerai pas les mesures qui vont dans ce sens, et que le gouvernement a commencé à mettre au point, jeudi dernier. A partir de là, notre choix est simple, soit nous voulons maintenir une société relativement homogène où prime l'adhésion aux valeurs communes, tout en respectant les appartenances culturelles, soit nous acceptons une société faite d'une juxtaposition de communautés, qui conduit plus sûrement au droit à l'indifférence que le contraire, donc à des formes d'appartenance.
J'ai été frappé de voir quand je suis entré dans cette salle le Premier secrétaire lui-même décrire le choix qui se présente à nous, dans les mêmes termes ou à peu près, nous le percevons de la même façon. Nous n'avons pas à hésiter, notre perspective comme Socialistes ne peut être que celle de l'intégration. Il me paraît important que les Socialistes proposent maintenant clairement aux Français un pacte, la collectivité nationale doit reconnaître aux résidants d'origines étrangères des droits, dont il faut assurer la réalisation effective, droits d'ailleurs qui sont ceux de tous les Français, mais ils doivent assumer ces étrangers des devoirs, ceux de la règle commune.
Ces principes doivent nous servir de règles dans les situations concrètes, car tout comme l'art de la guerre, l'art politique est un art simple, tout est dans l'exécution.
En l'occurrence, nous devons toujours nous demander qu'est-ce qui peut favoriser l'intégration et la compréhension des communautés ?
Deux exemples s'imposent, je les prends, vous m'excuserez du caractère lapidaire de mes réponses, mais nous avons l'habitude de nous comprendre vite.
Faut-il un ministère spécifique de l'Intégration ? Non, nous devons mener des politiques de droit commun, le logement, l'emploi, la quête de la qualification de la formation professionnelle, et puis aussi la lutte contre la toxicomanie et la délinquance s'adressent à tous ceux qui habitent sur l'hexagone, quels que soient leurs passeports.
J'assumerai donc la responsabilité et la coordination du travail normal d'un Comité interministériel qui va se réunir régulièrement. Le Parlement sera à même de débattre au printemps
Deuxième exemple, faut-il ou non interdire le port individuel du foulard ? Le Conseil d'Etat a dit le droit, il fallait que le Droit fut dit, au gouvernement de trancher le politique.
Cela nous appartient.
Le port du foulard surtout quand il est une manière de penser les rapports entre

Fondation Jean Jaurès

les hommes et les femmes, dans des conditions que nous n'acceptons pas, doit être fermement dissuadé, mais la conviction peut demander du temps, et nous savons - on disait au Moyen-Age, que l'air de la ville rendait libre, aujourd'hui c'est l'air de l'école laïque qui peut rendre libre.
(Applaudissements)
Le ressort essentiel de la laïcité dans sa légitimité ainsi que dans sa force est de savoir faire preuve avec discernement de tolérance à l'égard de ce qui la conteste, cela a été le cas avec succès dans le passé, et cela le sera aujourd'hui.
Devant tout ce problème, j'ai la conviction profonde que dans la réussite indéniable des intégrations précédentes, les Italiens, les Polonais, les Espagnols, l'école laïque a joué non pas le rôle exclusif, mais le rôle le plus central.
Il faut qu'elle continue, elle doit être préservée dans sa laïcité même.
Il va de soi que le gouvernement apportera son plein soutien aux chefs d'établissements aux équipes éducatives qui après concertation avec les élèves et les familles, et dans le respect du droit, estimeront que le port du foulard perturbe le fonctionnement des établissements scolaires.
Il va de soi également que l'école laïque ne peut pas s'accompagner non plus d'un choix par les élèves et les familles des cours auxquels ils veulent bien assister ou des jours où ils entendent n'être pas présents.
Mes camarades, j'ai été déjà trop long, je n'aborderai pas d'autres questions qui me tiennent à cœur et à vous aussi, nous aurons d'autres occasion, il est clair que les défis tant nationaux qu'internationaux que nous avons à relever, sont importants, mais s'il y a des politiques sans chance, il n'y a pas de politique sans risque.
J'ai cependant le sentiment que nous pourrons nous rassembler pour prendre un nouvel élan, cependant le moment de la synthèse m'importe moins que la manière dont nous conduirons ensemble la préparation de ce Congrès vers cette synthèse.
Nous devons en effet avoir d'abord le souci des Français, certains mettent l'accent à juste titre selon les élections sur la crise de la participation démocratique.
La raison vient-elle de ce que nous avons perdu nos valeurs et références Socialistes ? Je ne le pense pas un instant. Il est vrai que nous ne ressusciterons pas l'opposition simple entre le capitalisme et le collectivisme, cela c'était simple, et mobilisateur, mais cela ne tombais pas juste. Et d'ailleurs si nous sommes au pouvoir c'est dans la mesure où cette opposition n'existe plus dans ces termes là.
Notre angle d'attaque s'est déplacé. Aucun d'entre nous ne souhaite sérieusement priver notre société du dynamisme qu'engendre la compétition entre libres entreprises. Ce sont les règles du jeu que nous entendons mettre en œuvre pour en limiter les dégâts sociaux.
Le Socialisme démocratique ne peut dans ces conditions être une formule magique, il peut être en revanche une réponse adaptée à un nouvel âge démocratique, celui où les citoyens veulent comprendre la raison des choix proposés, veulent comparer les alternatives.

Fondation Jean Jaurès

Le temps des électorats captifs est définitivement révolu.
Il faut offrir des choix clairs aux Français et ne pas hésiter sur la détermiNation des adversaires.
Dans la France de 1989, la différence entre la Gauche et la Droite a du sens. Elle distingue ceux qui veulent ou non travailler inlassablement pour une organisation sociale intelligente et généreuse. Là est le critère.
Elle amène évidemment à n'entretenir aucune compromission avec ceux qui jouent des craintes et des inquiétudes de l'opinion pour cultiver la haine et pour ruiner l'esprit de la démocratie.
Le Front National nous trouvera toujours partout dressé contre lui !
Toutes nos victoires aujourd'hui ne peuvent passer que par une dynamique politique fondée sur l'explication démocratique.
Encore évidemment faut-il avoir quelque chose à expliquer ! J'ai la faiblesse de penser que nous avons beaucoup à expliquer.
Encore faut-il aussi avoir la volonté de l'expliquer. Et cela, personne ne le fera pour nous ni à notre place.
Vous avez compris le sens de mon appel. Notre Parti ne doit pas être un parti comme les autres. Nous devons mener notre débat face au pays sans nous refermer sur nous-mêmes, dans un moment où les Français ont besoin de points de repère, de voir quelle est la perspective et d'éprouver aussi la continuité d'une politique.
Esprit de responsabilité, volonté d'unité, telles sont, mes camarades, les deux conditions de notre succès collectif.
Merci.
(Applaudissements prolongés)

Le président - Merci à Michel Rocard.
Nous allons donc ouvrir tout de suite le débat général, pour lequel j'ai déjà reçu un certain nombre d'inscriptions. Dans l'ordre : Planchou, Jospin, Mermaz, Fiszbin, Denise Cacheux, Colomb, Lindeperg, Gallo, Mélenchon, Fuchs, Guidoni, Laurent Fabius m'ayant fait savoir qu'il souhaitait intervenir à la reprise de cet après-midi.
Sans plus attendre, je donne la parole à Jean-Paul Planchou, ensuite à Lionel Jospin.

Jean-Paul Planchou

Merci, Claude.
Chers camarades, chers amis, après Pierre Mauroy et Michel Rocard, j'ai évidemment noté, moi aussi, depuis le début des contributions, il y a deux mois maintenant, que des événements formidables à l'extérieur, lourds de signification à l'intérieur, étaient intervenus.
J'ai pu lire, ici et là, que par rapport à ces événements le débat que nous avions entre nous manquait de sérieux, manquait de portée et qu'il apparaissait même dérisoire.
Il le serait, à mon sens (il pourrait l'être) si nous nous appesantissions par trop

Fondation Jean-Jaurès

sur ce que d'autres ont appelé "nos affaires", notre "cuisine", si vous me permettez ce terme trivial, en particulier sur cette exigence qui revient dans les articles de façon...

Le président - S'il vous plaît, au fond de la salle, je vous demande de vous asseoir ou, si vous ne voulez pas rester, de sortir, mais de ne pas perturber les débats !

Jean-Paul Planchou - ... récurrente, sur cette exigence, paraît-il, impérative aux yeux de certains, à reconstituer au plus vite un axe majoritaire, dont, je dois le reconnaître avec sincérité, on ne voit pas très bien (puisqu'il s'est défait) pourquoi et comment il se reconstituerait, dirai-je, par enchantement, sans que le débat ait été mené. Dès lors, dans ces conditions, chers camarades, on ne comprendrait guère qu'on puisse s'en tenir, avant terme (avant le terme normal de notre débat), à ce que j'appellerai cette petite synthèse d'appareil, et qu'il y ait même des exclus – comme d'ailleurs le rappelait tout à l'heure le Premier secrétaire - avant la fin de notre débat. D'ailleurs, après les événements politiques que nous venons de vivre et que nous vivons, que nous assumons, ce serait au moins de mauvais aloi.
A propos de ces événements, je veux dire des événements politiques de ces derniers jours, donc (Michel Rocard m'en excusera) du déficit politique que nous enregistrons pour nous-mêmes, bien sûr on ne peut que se féliciter - et je suis content que le Premier Ministre soit là, parmi nous - que le gouvernement s'empare à bras-le-corps du problème de l'intégration et je suis d'autant plus satisfait qu'il ait précisé la portée des intentions du gouvernement car, effectivement, "à chaud", il faut éviter un certain nombre de malentendus, c'est-à-dire que les efforts du gouvernement n'apparaissent pas seulement et ne soient pas seulement présentés (ou perçus comme tel) comme un plan concernant l'intégration des immigrés, mais aussi comme un plan intéressant l'ensemble des exclusions. De ce point de vue, il faudrait (et il faudra) que, s'il y a responsable de coordination de cette politique, ce responsable soit perçu comme tel. Sinon, je le crois, cela aurait un effet politique plutôt fâcheux.
En fait, les événements de la période, il me semble - et je prolonge les propos du Premier secrétaire - ceux qui sont survenus à l'extérieur comme à l'intérieur, relancent le débat, ils l'exigent. Jamais depuis longtemps, me semble-t-il, compte tenu de la portée des enjeux, le Parti, notre parti, n'a été en mesure de jouer aussi pleinement son rôle d'éclaireur et jamais depuis longtemps il n'a été aussi nécessaire de mener un débat à fond et jusqu'au bout.
Je voudrais rapidement évoquer deux problèmes qui me semblent au cœur de nos préoccupations, en amont d'ailleurs, et au cœur de notre débat de Congrès.

- Le devenir européen, sous l'angle économique et social; je sais bien qu'il est difficile de le séparer de la vision stratégique et politique, mais Pierre, comme Max, y viendront, je crois, après moi.
- Et par ailleurs, le débat social, qui est d'abord, selon moi, un débat économique.

Fondation Jean Jaurès

L'Europe d'abord.
Vue sous cet angle, la réalisation du marché unique n'est pas (n'est plus, si elle l'a jamais été pour nous) la réponse suffisante à ce déploiement des forces sociales au centre et à l'Est de l'Europe. En d'autres termes, il faut le souligner, la vision libérale de constitution de l'espace européen occidental est aujourd'hui obsolète.
Quand François Mitterrand souligne qu'aux ouvertures à l'Est il importe d'approfondir la Communauté à l'Ouest, c'est évidemment fort juste, mais de quoi parle-t-on quand on invoque aujourd'hui la Communauté européenne ?
S'agit-il d'achèvement du marché, agrémenté des perspectives d'union monétaire et, plus lointaines encore, d'union politique, dont on sait que ce sont deux processus qui devraient prolonger, parachever une organisation économique et sociale de l'Europe ?
Ou bien s'agit-il d'organiser effectivement ces marchés en développant des politiques communautaires, structurantes, comme on dit, qui donneraient un sens, une dynamique à l'ensemble ? Par exemple, parce que l'idée me vient à l'instant, un traité relatif à une politique forte, volontaire, d'aménagement du territoire européen, serait-il aujourd'hui si saugrenu ?
Je vous pose la question, chers camarades, car ce devenir européen, peut-on l'envisager ainsi ou ne le peut-on pas? Et si on ne le peut pas, doit-on sans retenue, sans barguigner, tête baissée, nous ranger à la vision libérale des choses ? Est-ce que les Socialistes doivent obtempérer à ce que j'appellerai les normes, à certains égards même le diktat, du Saint-Empire du Capital, pour reprendre une expression que nous écrivons dans notre contribution?
Certains, nombreux d'ailleurs, d'accord dans l'ensemble avec ce diagnostic, répondent : il n'y a pas d'autre voie possible, il n'y a pas d'autre chance pour la France, ajoutant : la France seule est révolue.
En posant ainsi les termes d'un débat qui, me semble-t-il, est le grand débat de notre Congrès, de façon donc aussi simple, simpliste et caricaturale, ne feint-on pas de confondre le but et les moyens ? N'y a-t-il pas parmi nous, très franchement, que des européens ?
Dire, dans les circonstances, que le marché unique, plus les perspectives d'une union monétaire, cela ne fait pas le compte de l'Europe que l'on veut construire, est-ce là, je vous le demande encore une fois, chers camarades, l'expression d'un nationalisme obtus, borné, exacerbé?
Mais alors, que doit-on penser de M. Kohl et de la plupart des responsables allemands, quand ils privilégient, priorisent la Nation allemande ! Que doit-on penser du ministre italien des Affaires étrangères quand il évoque une éventuelle coopération régionale privilégiée entre l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie et son pays, alors que, dans le même temps, et je le dis, sincèrement, ces hommes, ces responsables, ces dirigeants se proclament européens ?
Bref, ce que nous revendiquons pour notre pays, c'est d'être réaliste et de se rendre compte que le devenir européen est plus équivoque qu'hier et, en conséquence, de ne pas être exclusivement (je dis bien exclusivement) le meilleur élève de la réalisation du marché unique qui, tel quel, comme tout

Fondation Jean Jaurès

marché, rend les forts plus forts et les moins forts encore moins forts.
Cela signifie-t-il qu'il faudrait revenir en arrière ?
Non. Ce n'est pas ainsi que l'on fait l'Histoire. Mais est-on, pour autant obligé de précipiter l'harmonisation des capitaux, avec ses effets sur la réduction de la fiscalité du capital?
Les réalités existent. En l'état actuel des choses, elles existent bel et bien.
Qu'est-ce qui nous contraint, pour le bien de notre pays, pour le bien de l'Europe, à aller toujours plus vite dans cette voie?
Pourquoi, dans son sens positif (c'est-à-dire pour relancer d'une autre manière le débat et la mécanique) ne pas envisager une pause, vu les circonstances, justement, tant que des politiques correctrices des déséquilibres structurels européens ne sont pas édictées ? Et si ces politiques communautaires ne pouvaient voir le jour dans la période, pourquoi ne pas développer, intensifier les accords bilatéraux, multilatéraux, sur des projets stratégiques, en prenant désormais la dimension du nouvel espace européen d'Est en Ouest et du Nord au Sud ?
Quant à l'union monétaire, j'entends dire, chers camarades, à l'encontre de ceux qui prétendent qu'il s'agirait de la consécration définitive de la zone mark, que de toutes manières l'effet mark joue déjà à plein en tant que monnaie de référence. Oui, d'évidence, s'il s'agit de reconnaître le poids de l'économie allemande par rapport aux autres économies. Toutefois, dans les circonstances, existe une marge de souplesse monétaire. Or, dans le processus monétaire tel qu'il est envisagé, forcément long, et tel qu'il peut s'engager, ce sont les conditions du processus même qui interpellent.
Avant d'en arriver à la monnaie unique, un système de banque centrale doit être mis en place, gérant les monnaies nationales, liées paritairement entre elles, et gérant aussi la monnaie commune.
C'est justement, chers camarades, la gestion par cette instance, à beaucoup d'égards technocratique, cette instance qui va gérer des politiques que je qualifierai d'accompagnement (c'est-à-dire les politiques des grands équilibres de chaque pays) et que les Allemands voudraient au surplus autonome, indépendante - pour certains, qu'il est difficile, me semble-t-il, d'accepter tant que l'on se trouve justement dans ce contexte de profond déséquilibre, surtout si cette instance autonome, technocratique, devait fonder sa politique non sur des normes moyennes d'équilibre, mais sur celles, plus exigeantes, de l'économie la plus performante.
En définitive, s'il n'y a pas de croissance coordonnée, s'il n'y a pas de transfert de ressources, s'il n'y a pas de politique correctrice, et s'il n'y a pas de perspectives dans ce sens-là, n'est-ce pas, à beaucoup d'égards, la négation de l'Europe communautaire telle que nous la voulons tous ici, parmi les Socialistes ?
Certes, il est dans l'ordre du possible que ce que l'on peut qualifier comme la surpuissance économique allemande à venir, suscitée par son volume nouveau, alimentée par une expansion envisageable des économies est-européennes qui lui seront de plus en plus adossées, constitue un puissant facteur de croissance

pour l'Europe qui pourrait d'ailleurs, à l'aube de la prochaine décennie, compenser la réduction de croissance américaine telle qu'elle est en train de cheminer.
Néanmoins, chers camarades, se posera dans l'état actuel des choses la question des débouchés vers les autres pays européens, et notamment de l'Europe de l'Est, de l'exacerbation des concurrences dans cette situation-là ; croissance supérieure ou croissance maintenue, peut-être, mais dans un contexte sûrement de dualisme sociale qui risque de s'accentuer si on n'y prend garde, s'il n'est pas trouvé des solutions correctrices dans les économies intermédiaires comme la France.
Je voulais, chers camarades, que nous réfléchissions à ce premier problème dans la préparation de notre Congrès, dans ces termes.
Ces derniers mots me conduisent très rapidement à aborder le débat social qui, je le répète, est d'abord un débat économique ; débat économique parce que l'économie française est fragile, parce que nous n'avons pas suffisamment investi - je n'insiste pas - et qu'il faut poursuivre et même, à beaucoup d'égards, intensifier cet effort, et parce que, corrélativement, comme Michel Rocard le disait, nous sommes dans une société qui est plus inégalitaire que ses grandes homologues, au sein de laquelle le pouvoir d'achat moyen y est sensiblement inférieur.
Nous sommes donc en présence d'un paramètre contradictoire : d'une part fragilité de l'économie qui nous contraint à contenir la distribution de pouvoir d'achat ; et d'autre part la réduction des charges pesant sur le capital, donc aux dépens obligatoirement du travail pour les raisons internationales et nationales que l'on connaît, ce qui engendre des inégalités accrues.
Nous sommes là, et nous nous en rendons compte, face aux conséquences les plus perverses de ce que j'appellerai le schéma libéral et qui est potentiellement - et on le constate souvent dans la dernière période - explosif.
Donc, pour en arriver à ma conclusion, à partir de cette considération, je crois qu'au-delà des propos que nous venons d'enregistrer de la part de Michel Rocard il faudrait que le Parti, au terme du Congrès de Rennes, soit capable de préciser et de donner un contenu à cette double orientation.
La première qui est une stratégie sociale qui doit être, à long terme, plus explicite, plus globale, en tout cas mieux perçue comme telle par beaucoup de nos concitoyens. Je pense que de ce point de vue, l'Etat doit donner l'exemple en la matière et, par ailleurs, renforcer les politiques publiques, en particulier dans leur rôle d'incitation, d'orientation, de détermiNation des projets, étendre le rôle des services publics, étendre la sphère non-marchande.
Je crois que la question qui est posée aux Socialistes aujourd'hui, corrélativement au grand débat européen, est de savoir dans quelle mesure et comment nous serons capables, à l'aube de la décennie, de passer le social libéralisme et d'argumenter de manière plus convaincante et plus forte autour de l'économie mixte, en sachant que cette capacité-là conditionne notre volonté de démocratie et de justice sociale. Car, d'après moi, tout le reste ne serait que vains discours et c'est dans la mesure où nous saurons, au terme du Congrès de

Fondation Jean Jaurès

Rennes, répondre à ces questions qu'effectivement le Congrès de Rennes sera un grand Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci Jean-Paul. La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, nous sommes à mon sens entrés dans une phase d'incertitudes : incertitudes qui courent dans l'opinion et incertitudes qui pèsent sur nous. Je crois que celles-ci viennent d'abord du contexte international.
Les bouleversements en cours dans les pays de l'Est soulèvent une immense espérance mais, en même temps, un ordre ancien se défait sous nos yeux. Ces pays sont dans une crise sociale, politique et économique profonde et ils l'abordent sans modèle puisque le modèle Communiste se défait. L'Union soviétique - et c'est une occasion de peur - est traversée d'immenses contradictions et le réveil de la question allemande nous préoccupe.
Les incertitudes ne sont pas moins grandes sur le plan économique et social car nous ne sommes pas dans une situation claire et univoque. Nous ne sommes plus dans la phase de la rigueur obligée. La croissance économique reconquise est encore fragile ; le déficit extérieur et le mark nous pèsent, les impatiences catégorielles sont fortes, l'attente des nôtres et même leurs déceptions sont grandes. Nous devons donc nous poser la question, dans cette conjoncture complexe, de l'accent prioritaire que nous devons donner à notre politique.
Je crois qu'il y a eu aussi dans la dernière période des incertitudes sur le plan idéologique ; incertitudes qui ont été révélées, et je dois dire malheureusement même affichées, par l'affaire dite du "foulard".
Si sur la question de la laïcité et sur un problème de société nous ne marquons pas ensemble notre différence par rapport à la Droite et à l'extrême droite, dans la vision et le vécu de la laïcité, si de nos rangs mêmes vient, sans aucun fondement, le procès en abandon de laïcité, si les positions ou les positionnements de Congrès se substituent à la cohérence des positions - car personne à ma connaissance n'a proposé de position différente de celle proposée par moi-même, par le Premier Ministre et, faut-il le rappeler, par le Président de la République - alors nous ne pouvons pas convaincre l'opinion et, d'une certaine façon, malgré les intentions de chacun, nous nourrissons nous-mêmes la xénophobie.
(Applaudissements)
Il y a eu en plus, lors du dernier week-end - mais qui en suit d'autres - des incertitudes sur le plan électoral. Bien sûr, nous savons tous qu'il y a, dans ces deux élections partielles, un contenu local, un microclimat politique particulier. Le PS a néanmoins été éliminé deux fois des seconds tours. La Gauche est très minoritaire en raison notamment de l'abstention de notre électorat ; la Droite n'est pas elle-même majoritaire sans l'extrême droite. Le paysage politique est à nouveau brouillé.
Dans une telle situation, chers camarades, la cohérence et la cohésion dans les

positions politiques s'impose à nous, et s'impose à nous d'urgence.
Je vais prendre le dernier exemple en date de ces incohérences ; justement la question de ce que nous devons ou devions faire pour le deuxième tour des élections législatives partielles.
Chers camarades, on peut appeler à voter contre le Front National et, donc, pour les candidats de droite, au nom du barrage à l'extrême droite ; c'était personnellement ma position. Je l'ai prise, d'ailleurs, puisque j'étais interrogé à Europe 1 et que je ne pouvais pas m'y soustraire, parce que j'avais entendu le Premier secrétaire dire cela, que j'avais entendu le Premier Ministre le dire, et qu'il me semblait que c'était le chemin dans lequel on devait s'inscrire. C'était d'ailleurs plutôt ma position personnelle et c'est également la position qu'a adoptée Françoise Gaspard dans une lettre au candidat de droite. Je vous invite à la lire, tant elle est belle d'une certaine façon, et claire sur le plan politique.
Donc, on peut appeler à voter contre le Front National au nom du barrage à l'extrême droite. C'était plutôt ma position. On peut préconiser l'abstention en disant : la Droite n'a pas suffisamment, dans le passé récent, clarifié ses positions par rapport à l'extrême droite. Ce n'est pas tout à fait mon approche, mais c'est encore une position que l'on peut définir. On peut même, à la rigueur, dire, mais c'est déjà plus difficile à faire passer comme message sain dans l'opinion, que l'on pourrait voter à Marseille, parce que Mattei serait clair sur ce point, et ne pas voter à Dreux parce que Lethuillier ne le serait pas. Je crois que c'est trop complexe. Mais on peut encore prendre ce type de position.
Mes chers camarades, on ne peut pas, sur ce problème comme sur d'autres, continuer pendant encore longtemps à se donner le luxe d'avoir trois positions différentes, défendues successivement par des responsables Socialistes ou des membres du gouvernement.
(Applaudissements prolongés)
Il faut retrouver le sens de l'élaboration collective et de la défense en commun des positions Socialistes. Il faut réaffirmer que notre premier devoir dans la situation où nous sommes et notre sauvegarde sont dans notre solidarité.
Quand je dirigeais le Parti et dans les moments difficiles, j'ai été en toutes circonstances solidaire: solidaire sur le tournant de la rigueur, solidaire sur les restructurations industrielles, solidaire sur la façon dont s'est soldée, en 1984, la question école publique/école privée, solidaire sur l'affaire Greenpeace en 1985. Depuis 1988, où je suis membre du gouvernement, j'ai été solidaire sur le conflit des impôts et j'ai été solidaire sur le conflit des gendarmes. J'étais en droit d'attendre, et je suis en droit d'exiger, la même solidarité en ce qui concerne l'affaire des foulards, surtout quand ma position est juste et qu'elle est soutenue par le Premier Ministre et par le Président de la République.
(Applaudissements)
Le procès laïque qui m'est fait par certains est, compte tenu de ce qu'a été ma vie et de ce que sont mes engagements et mes convictions, dénué de toute crédibilité pour toute personne de bonne foi.
(Applaudissements)
Je vous le dis en conscience, ce qui pèse sur le mouvement Socialiste

actuellement est moins une crise d'identité qu'une crise de comportement. Les partis, chers camarades, naissent, se développent, et nous avons connu ensemble une grande aventure politique et humaine. Mais les partis, aussi, peuvent dépérir. Si nous ne favorisons pas ce qui nous rapproche par rapport à ce qui nous distingue, pratiquant peut-être la philosophie de l'intégration en nos rangs, si nous n'effaçons pas les batailles, si nous n'enrayons pas la tendance actuelle au fractionnement et au positionnement, je crois sincèrement qu'à partir de la situation actuelle notre Parti peut être menacé d'un affaiblissement dramatique, et même d'une décomposition. Je lutterai de toutes mes forces contre une telle évolution.

Comment faire ?

Peut-être en s'emparant pour notre discussion de Congrès d'un certain nombre de grandes questions que nous propose l'actualité vivante. Cela nous aidera à respirer un peu un air plus fort, plus sain, venu aussi souvent du large.

A propos de ces questions, j'évoquerai quelques pistes. Je ne veux pas traiter tous les problèmes, mais l'évolution des pays de l'Est, l'adaptation de notre politique européenne, dont Jean-Paul Planchou parlait à l'instant, l'ajustement de notre politique économique et sociale, la relance du problème de l'intégration posé par des événements récents, sont certainement des questions sur lesquelles nous avons besoin de discuter ensemble pour élaborer des positions communes.

L'enjeu de ce qui se passe à l'Est, Pierre Mauroy l'a bien marqué, est formidable pour ces pays, mais aussi pour le nôtre et pour le Socialisme démocratique.

Comment aller de l'avant vers les nouveaux équilibres du 21ème siècle en Europe et comment éviter, au contraire, de régresser pour revenir et faire resurgir les vieilles questions empoisonnées du 19ème siècle européen ?

Comment offrir d'autres modèles que le rêve américain ou le particularisme allemand? François Mitterrand a engagé à la tête de la Communauté Economique Européenne cette grande partie économique et diplomatique, notre parti doit se pencher sur ces questions pour prendre des initiatives et faire des propositions, le Premier secrétaire vient d'en énoncer quelques-unes.

Face à des peuples qui ont pris leur destin en main, face à des équipes dirigeantes nouvelles, à des partis nouveaux transformés qui vont cruellement manquer de point de repère, puisque le modèle unifié auquel il se repérait implose sous nos yeux, la France, dirigée par les Socialistes, doit marquer clairement l'identité de sa politique, y compris de sa politique au pouvoir et offrir par la même, sinon un modèle au moins une référence dans le débat européen de sortie du Communisme qui est en train de s'ouvrir. Ce qui pose, c'est clair, le problème de l'adaptation de notre politique européenne.

Les perspectives européennes changent.

Si s'achève la coupure de l'Europe en deux, si se développe sous nos yeux, quel qu'en soit le terme, l'inévitable unité allemande, si la perception de l'URSS et le poids de l'URSS sur l'Europe sont moindres, confrontée qu'elle sera à ses propres contradictions, ou évoluant elle aussi dans son approche de l'Europe et les traits en sont là, même si la position de Gorbatchev est fragile, alors la question de la Communauté Economique Européenne sera forcément posée en

Fondation Jean Jaurès

termes quelque peu différents.
Son développement, la nature et le contenu de politiques qui y seront menées, ce que nous devons concéder aux autres, à nos partenaires - et je pense notamment à l'Allemagne - en comparaison de ce qu'ils nous concèdent eux-mêmes dans la construction européenne, tout cela doit être réexaminé par nous, par vous, par le Président bien sûr, c'est son rôle, par le gouvernement, mais peut-être aussi débattu comme un débat politique par les Socialistes.
A cet égard, sans que je sois forcément d'accord sur tout, je comprends les préoccupations exprimées par Jean-Paul Planchou, parce que ces problématiques sont maintenant devant nous.
Faut-il plus de cohérence à l'Europe pour créer un môle pour les pays de l'Est ou faut-il déjà envisager d'ouvrir cette construction communautaire pour l'adapter au nouveau statut de l'Europe ?
Comment se préparer à intégrer les évolutions politiques, stratégiques et militaires à l'Est dans notre politique de défense, mais aussi dans nos projets de désarmement ?
Voilà deux grands et vrais projets de discussion, chers camarades.
L'ajustement de notre politique économique mérite aussi qu'on en parle. Il n'est pas question, bien sûr, de perdre l'acquis que représente notre capacité gestionnaire aux yeux de l'opinion et d'ailleurs si nous voulons être un interlocuteur écouté et un partenaire efficace pour les pays de l'Est, qui eux mêmes sont dans le marasme économique et se tourneront vers des partenaires solides, cohérents et prospères, nous devons rester équilibrés économiquement, mais il est clair que l'impatience, la frustration, quand les mouvements sociaux ne débouchent pas, la déception lourde déjà de démobilisation électorale, sont fortes chez les salariés, notamment du public, et donc dans notre électorat.
Dans la phase qui vient, je pense que nous ne pourrions pas sans risques calquer strictement notre politique sur celle de la République Fédérale d'Allemagne. Il nous faut faire le choix du partage et de la croissance, non pas de façon déraisonnable, non pas tous azimuts, mais au moins en utilisant ou en cherchant si nous pouvons utiliser les marges de manœuvre qui existent.
On peut agir, me semble t-il, sur les bas salaires, on peut même, dans certains cas, prévoir en tout cas des hausses de salaires si celles ci sont inscrites dans la limite des progrès de productivité et si elles ne sont pas de caractère inflationniste.
On peut aussi développer des formes différenciées de salaires : fonds salariaux, intéressement… On doit aussi poursuivre la réforme de notre fiscalité.
Voilà encore de vrais sujets de discussions entre nous et non pas des prétextes pour critiquer tel ou tel, mais pour avancer ensemble.
On a dit, bien maladroitement à mon sens, que la question du foulard, grossie par nous, ou par certains d'entre nous de façon à la fois fantasmatique et masochiste, posait ou reposait le problème de l'intégration.
Alors, parlons d'intégration.
Le Premier Ministre a évoqué un travail, le Comité interministériel a fait des propositions, mais essayons au moins, nous sommes là au Parti, nous n'avons

Fondation Jean Jaurès

pas à remplacer les ministres dans leurs fonctions, de dégager une philosophie, une orientation pour y voir clair.
C'est vrai, comme l'a rappelé Michel Rocard à l'instant que se pose un problème de flux. Pierre Joxe disait très justement au Comité interministériel, il y a deux jours : "On peut se fixer de réussir l'intégration pour un nombre donné et fini d'immigrés, on ne pourra pas convaincre qu'on peut réussir l'intégration pour un nombre indéfini ou croissant d'immigrés".
Je pense que cette formule est extrêmement juste.
Est donc posé le problème du contrôle aux frontières, du dévoiement du droit d'asile et je pense que dans ce domaines, nous devons être capables - mais nous allons le faire, le Premier Ministre l'a dit, il s'exprimera demain à 7/7 sur ces questions - de faire passer un message clair dans l'opinion, un message clair dans l'opinion, et je dirai aussi un message clair à l'intention des étrangers candidats au départ dans quelques pays étrangers où la question se pose.
En tout cas, sur cette question d'intégration, quelle est mon approche ? Quelle est l'approche que je suggère ?
Je suis, chers camarades, contre l'assimilation. Je suis, chers camarades, contre le différentialisme, je suis pour l'intégration.
Je suis contre l'assimilation qui nie les racines, qui nie les cultures d'origine, qui nie les appartenances communautaires et qui ne serait d'ailleurs même pas compatible avec ce que nous avons écrit ou fait, par exemple, sur la question des langues et des cultures régionales.
Je suis contre l'assimilation qui a le relent des dernières crispations du colonialisme face au mouvement de la décolonisation.
(Applaudissements)
Je suis contre le différentialisme en tant que théorie, parce que je pense que cette théorie est ambiguë. Le droit à la différence tel qu'il est affirmé par SOS Racisme ou par telle ou telle autre association anti-raciste et le droit à la différence tel qu'il est affirmé par le Club de l'Horloge et par le CRES, c'est-à-dire le droit à l'infériorité, le droit au ghetto, le droit à la discrimination, au bout du terme, dans la logique, le droit à l'apartheid, n'ont évidemment pas du tout le même sens et, dans des débats passionnés, il faut préciser le sens qu'on donne aux mots.
Il faut viser l'appartenance à une communauté nationale sur des valeurs humanistes, et non pas sur les préjugés historiques de chacun.
Voilà pourquoi je suis contre le différentialisme en tant que théorie ou en tant qu'approche.
Je suis pour l'intégration qui accepte les hommes et les femmes dans leur diversité, dans leur histoire réelle et propre, dans leur appartenance, mais qui, en même temps, les rapproche autour de valeurs communes par la citoyenneté pour ceux qui sont nés sur notre sol ou qui choisissent de rejoindre la communauté nationale, par le respect des droits et la participation à la vie de la cité, ce qui pose le problème du droit de vote local pour ceux qui choisissent de rester étrangers.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

L'école publique et laïque continuera à jouer un rôle décisif dans cette intégration et croyez bien, chers camarades, qu'avec les chefs d'établissements et les équipes éducatives, je réglerai cette question du foulard. La circulaire que je prépare, qui rappellera les principes et le respect de la laïcité, aidera à la solution de ce problème et, fondamentalement, nous réglerons ces questions par les progrès de notre système éducatif, par le rassemblement des moyens sur la priorité à l'éducation, c'est-à-dire par la diminution de l'échec scolaire notamment en milieu immigré, mais aussi en milieu défavorisé, par les progrès de la réussite.
Je termine, chers camarades, sur le Parti.
Personne ne sous-estime, j'imagine, parmi nous, l'importance d'un grand parti vivant et organisé pour le succès de notre action politique, celle du Président, celle du gouvernement, celle du mouvement Socialiste, d'autant que la responsabilité du Parti Socialiste dans la Gauche, nous l'avons vu, est devenue de plus en plus considérable.
Les objectifs, la méthode et la pratique politique qui nous ont guidés autour de François Mitterrand au cours des vingt dernières années, c'était l'union de la Gauche, l'unité des Socialistes, l'association de toutes les sensibilités du Parti autour d'un axe majoritaire.
Comment rénover le Parti Socialiste et renouveler sa direction - et je suis favorable à ces deux démarches - sans esprit de boutique ni comptes d'apothicaire, si l'on commence par casser son axe majoritaire et à le fractionner dans l'absence de solidarité, (dans les aléas des alliances d'intérêts, qui d'ailleurs seront fluctuantes ?)
Comment rassembler le courant majoritaire dans la Gauche ?
Comment rassembler un courant majoritaire dans l'opinion si on commence par diviser les Socialistes ?
Pour réussir le septennat de François Mitterrand, pour l'avenir du mouvement Socialiste en France, je lutterai de toutes mes forces pour la synthèse du courant majoritaire, puis pour le rassemblement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mermaz, mais auparavant je voudrais vous rappeler que vous devez vous inscrire pour les Commissions qui siégeront cet après-midi entre 15 et 17 heures.
Je vous prie de noter que les Commissions se réuniront dans les lieux suivants :

- déclaration de principe, 8ème bureau à l'Assemblée Nationale.
- Dom-Tom, 2ème bureau.
- Questions internationales, Salle Colbert.
- Questions économiques et sociales, 5ème bureau.

N'oubliez pas de vous inscrire sur les feuilles qui sont disposées à l'entrée.
La parole est à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Chers camarades, je voudrais traiter brièvement de cinq questions.

Fondation Jean-Jaurès

- La situation politique internationale, bien sûr.
- Le problème français.
- Le problème de société.
- Les circonstances, les enjeux du Congrès de Rennes.
- Les relations entre le Parti et le gouvernement.

L'écueil, en effet, c'est d'éviter de faire soit un discours général, voire philosophique, de type sciences politiques, ou un discours trop technique qui donnerait à penser qu'on ne voit pas tout ce qui se passe à travers le monde, alors que les bouleversements sont considérables.

Sur la situation politique, une première remarque : depuis que nous tenons des Congrès, nous appelons à la fin de la politique des blocs et à la construction de l'Europe des peuples. Il se pourrait que nous soyons à ce double rendez-vous et nous aurions tort de l'aborder dans un esprit: pessimiste, alors que notre pays a un rôle considérable à jouer, alors que le Président de la République s'y apprête.

La Perestroïka en URSS, le pari pris par Gorbatchev et les risques qu'il courra longtemps, font que nous devons veiller par notre action à ne pas contribuer au risque de déstabilisation qui existe aujourd'hui en URSS.

Le mouvement vers la liberté dans les pays de l'Est, l'effondrement - est-ce que le terme est juste ? Peut-être faudra-t-il encore quelque temps le nuancer - le probable effondrement de l'idéologie des partis Communistes orientaux, la grave crise dans la pensée Communiste, l'immense problème de l'unité allemande qui, pour longtemps, sera au centre de l'actualité, de grands rendez-vous internationaux, et parmi ceux-là probablement à mon sens le plus important, le sommet européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre où, sous la présidence française, seront à la fois posées la question de l'avancement de la Communauté et une démarche, un processus pour dominer, pour cerner l'avancée de l'unité allemande, nous interpellent.

La construction de l'Europe aujourd'hui, c'est l'élaboration d'une charte des droits sociaux, c'est aussi l'union économique et monétaire qui suppose d'ici quelques années une monnaie commune, c'est-à-dire un pouvoir politique commun, c'est le problème du pouvoir politique européen, et je préfère, sensible à la dialectique, Nations qui demeureront Nations, communautés, je préfère la formule des dévolutions de souverainetés égales au bénéfice d'un pouvoir politique commun, à l'idée d'abandon de souveraineté, et ce n'est pas seulement une question de vocabulaire.

La France a un grand rendez-vous historique, face à l'espace européen, mais aussi en liaison avec le tiers-monde, avec les pays de l'Afrique, avec le Maghreb, car la France continuera, dans le cadre de la Communauté d'avoir une politique mondiale.

Les conditions du succès de cette politique - et trop souvent, la diplomatie française a négligé les moyens, c'est un défaut séculaire des Français - les conditions du succès de cette politique, c'est le renforcement de notre économie, c'est une distribution plus vigoureuse, c'est le rééquilibrage des échanges industriels, c'est connaître les forces et les faiblesses de notre économie, c'est développer aussi le secteur public, croire à l'économie mixte, c'est

l'aménagement du territoire et c'est la recherche progressive d'un autre modèle de développement.
Oui, c'est là qu'est le problème français. La réponse au problème français, c'est le régime d'investissement d'avenir. On a commencé de le faire, pour l'Education nationale, et on ne fera jamais assez, tant les besoins sont immenses, pour la formation professionnelle, pour la formation continue, c'est la recherche de la cohésion sociale qui n'existe pas encore, c'est la réduction des inégalités, nous sommes tous d'accord pour en parler dans le même sens, je pense, cela passe - j'en dirai un mot dans un instant - par la réforme de la fiscalité, alors que nous en sommes aux premiers balbutiements, mais mieux vaut les premiers balbutiements que le silence impressionnant qui, en ce domaine, a régné pendant tant d'années. C'est l'application des lois Auroux qui sont loin de l'être partout. C'est l'extension des lois Auroux. C'est l'arbitrage en matière de conflit social, afin que l'Etat ne soit pas désarmé d'aussi longues semaines comme il l'a été structurellement au moment du conflit Peugeot.
C'est la recherche de la justice, pour qu'elle soit plus juste. C'est la défense des droits de l'Homme. C'est la défense de la nature. C'est d'autres relations humaines entre les citoyens, entre les citoyens et l'administration.
Immense programme. C'est du domaine de réflexion du Congrès.
Mais s'ajoutent à ces questions qui sont permanentes et qui nourrissent depuis longtemps nos débats, des problèmes nouveaux : les problèmes de la laïcité à la fin de ce siècle, la laïcité qui doit être affirmée comme conquérante, comme tolérante, qui est la chance suprême de l'intégration, qui est la chance de l'intégration des minorités dans une société harmonieuse et libre. C'est le problème de l'intégration lui-même.
C'est l'analyse des causes des déboires que nous connaissons, que la démocratie connaît, dans ces champs clos que sont aujourd'hui la ville de Dreux ou certains quartiers de Marseille, mais ces problèmes d'éthique, ces problèmes de conscience, ces problèmes de morale qui pèseront de plus en plus sur les choix politiques et sociaux des citoyens, nous devons les aborder entre nous, les aborder dans un esprit de sérénité de recherche, dans un esprit d'imagination inventive, plutôt que d'en faire des enjeux de concurrence entre nous, car il n'y a pas à ces problèmes des réponses préfabriquées par oui ou par non ; à sujets nouveaux, dans les années prochaines, réponses nouvelles. Trouvons les réponses ensemble, trouvons-les au sein de notre Parti.
La préparation du Congrès de Rennes intervient précisément au moment où toutes ces questions nous assaillent. Ces questions permanentes nouvelles seront au centre de nos débats, comme doit être au centre de nos débats la question de l'organisation de notre Parti. Ce n'est pas un faux problème. C'est le problème. C'est l'un des principaux problèmes du Congrès de Rennes. Quelle méthode ? Quels moyens ? Quelle stratégie de gauche, de rassemblement de la Gauche ? Comment mettre en œuvre cette stratégie ? Quelle équipe de direction ? Comment répondre aux interrogations de l'opinion ? Comment contribuer à l'élaboration d'une politique en soutenant le gouvernement, en sachant infléchir son action en direction des options et des choix Socialistes ? Quel doit être le

rôle du Parti, qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui appartenir à un parti ? Qu'attendons-nous des militants, comment transformer le Parti pour répondre à ces besoins-là ?
Le débat dure depuis un certain temps. Le débat du Congrès, on l'a ouvert, cette fois-ci exceptionnellement tôt, on l'a ouvert dès le mois de juin. La preuve, c'est que nous avons rédigé de nombreuses contributions dites générales, sans compter les contributions sur les thèmes ou celles qui ont été rédigées par des fédérations ou par des membres du Comité directeur.
Ne nous laissons pas entraîner par cette vue pessimiste qui est fausse des choses, à savoir que la Gauche, les Socialistes n'auraient plus d'idées. Si on lit nos textes, on y découvre beaucoup d'idées. Il n'est pas demandé aux militants, aux dirigeants du Parti de se révéler plusieurs fois par décennies des Hegel, des Kant, des Spinoza. On ne renouvelle pas la pensée philosophique à chaque Congrès, mais en matière de propositions, en matières d'idées, je dis qu'il y a un faisceau de propositions qui sont à l'honneur de notre Parti et de nos militants. Sachons reconnaître nos vertus quand elles existent et celles-là, elles me semblent évidentes.
Je m'excuse vis-à-vis des camarades qui n'appartiennent pas à l'axe majoritaire, je préfère dire ici au courant AB, car on me dira à très juste titre qu'après tout, François Mitterrand appartient à tous les Socialistes et qu'aujourd'hui, il est beaucoup plus qu'un chef de courant, à supposer qu'il l'ait jamais été. Mais il y a un axe, il y a un cœur, une majorité au centre du Parti, c'est l'axe majoritaire et ce qui se passe au sein de cet axe majoritaire, même si c'est observé soit avec inquiétude, soit avec malice, soit avec gourmandise par d'autres sensibilités du Parti n'en a pas moins une interaction sur la vie de l'ensemble des Socialistes. C'est pourquoi, en quelques minutes, je me permets de donner mon point de vue, en ce qui concerne les quatre textes centraux, et peut-être quelques-autres, après tout, d'inspiration, dirait-on, pour parler comme nos amis journalistes, mitterrandistes - et j'ai pris toutes les précautions de langage pour que personne ne se fâche...
(Rires dans la salle)... Il n'y a entre ces quatre textes que très, très peu de différences. La ligne politique...
C'est bien vrai, me dit-on. Observateur impartial dirai-je... La ligne politique est la même ; même idée, même programme, et lorsqu'on en parle, semble-t-il, Pierre Mauroy est intervenu dans ce sens, possibilité d'accord sur la direction, la gestion, l'organisation future du Parti, pas seulement entre ceux qui ont signé ces quatre contributions, mais entre beaucoup de membres du Parti.
Et moi, je crains que si ceux qui sont axe majoritaire ne s'accordent pas rapidement sur une synthèse, le débat ne tourne court. Or, nous avons besoin d'avoir un débat d'idées, du moins entre nous qui sommes d'accord avec par exemple les camarades de "Socialisme et République" qui mènent vigoureusement le débat sur la construction de l'Europe, il faut en parler avec eux ou avec les camarades rocardiens qui, en ce qui concerne les relations entre l'Etat, l'économie de marché, les réformes, les grands équilibres, ne disent pas forcément au départ la même chose que nous, sans qu'il soit impossible...

(exclamations dans la salle)... de faire la synthèse, mais je reconnais que Michel Rocard étant devenu Premier Ministre, sa pensée forcément a dû évoluer, et que cela dépasse sans incidence... (mouvements divers)... Attendez la fin de ma phrase ! Et que cela n'est pas forcément sans incidence sur la pensée de ces camarades.
(Exclamations)
Je considère que s'il y a eu et s'il subsiste encore probablement dans le Parti deux cultures, c'est la seule thèse et les rapprochements ont beaucoup avancé ces derniers temps... (mouvements divers)... nous avons certainement influencé votre pensée, comme vous avez probablement eu quelque influence sur la nôtre, la vivacité de vos réactions indique que, là, nous tenons un sujet de débat réel, et je préfère ce débat-là au débat entre les Mitterrandistes dont je ne vois pas sincèrement sur quoi fondamentalement il pourrait porter.
(Mouvements divers et applaudissements)
Ce débat auquel vous participez "fraîchement" e t joyeusement, est nécessaire dans l'intérêt du Parti, et dans l'intérêt de l'action présente et future du gouvernement.
Et puis, nous allons tenir le dernier Congrès utile avant les élections de 1993, chacun sachant que s'il y a aujourd'hui une succession d'ouverte, c'est celle des députés qui se produira au plus tard en 1993. Cette succession-là est ouverte et le moment est venu de faire un premier bilan de l'action du gouvernement de Michel Rocard.
Comme il l'a dit lui-même, le Parti doit être capable d'influencer les prochains mois, les prochaines années, de ce gouvernement-là. Toutes les sensibilités du Parti ou presque, les grandes sensibilités du Parti sont représentées au gouvernement.
C'est donc dire que ce qui se fait, se fait au nom de tous. La nécessité de mobiliser notre base sociale, je pense que c'est une idée qui est partagée très largement, la nécessité de moderniser la France, la nécessité de gérer, et nous gérons plutôt bien, la nécessité de gérer, mais de faire aussi des réformes, car nous devons et bien gérer, et faire des réformes, apparaît aujourd'hui, je crois, aux yeux de tous.
Le Premier Ministre, tout à l'heure, a dressé le bilan de son action et il faut sans barguigner lui en donner acte. Je ne répéterai pas ce qu'il a dit, nous sommes d'accord, mais je voudrais faire apparaître que, dans ce bilan tel qu'il est, la discussion entre le Parti et le groupe parlementaire, instrument du Parti, d'une part, et le gouvernement de l'autre, ont permis de faire avancer les choses, que le Parti et le groupe ont apporté leur "plus" à l'action du gouvernement qui était déjà une action très positive et très importante.
J'ai souvent dit, et je le répéterai chaque fois pour que les choses soient claires, que j'apprécie, nous apprécions tous l'esprit d'ouverture et de dialogue de Michel Rocard, son goût pour la discussion. Quand on a été tant d'années le leader du PSU, c'est normal qu'on aime la discussion et qu'on y soit rompu, et aujourd'hui nous en profitons, c'est très bien.
Je vais citer huit points sur lesquels l'action du Parti et l'action du groupe

Fondation Jean Jaurès

parlementaire ont fait avancer vers un plus l'action du gouvernement, si bien que nous pouvons nous féliciter ensemble de ce qui a été accompli.
La prévention des licenciements, très important. Nous avons obtenu la création de conseillers appartenant à de grandes centrales syndicales auxquels les licenciés ou les groupes menacés de licenciement peuvent faire appel. La discussion n'est pas achevée puisque se pose le problème de savoir qui va financer les prestations. Evidemment, si on ne leur donne pas les moyens financiers d'exercer leur rôle de conseiller auprès de ceux qui sont menacés de licenciement, ce sera une belle réforme qui restera lettre morte.
Nous en discutons avec le gouvernement, c'est légitime.
Le plafonnement des loyers : au départ, le moins qu'on puisse dire, c'est que le gouvernement n'était pas très chaud. Nous l'avons convaincu. Il sait écouter, nous savons écouter, nous aussi.
Il va falloir maintenant s'attaquer à la spéculation foncière qui chasse les habitants des grandes villes. Regardez chaque matin et chaque soir le spectacle des transports en commun ou individuels autour de Paris !
La détention des mineurs, fait de société : nous estimons qu'il y a eu des incidents douloureux des derniers temps. Nous estimons que les mineurs de moins de 16 ans ne devraient pas, sauf cas de crime, heureusement ils sont rares, être en détention provisoire.
Le garde des Sceaux est d'accord à condition qu'on dégage les moyens financiers pour trouver d'autres solutions. Nous avons avancé sur cette voie disons à 60%, il faudra aller jusqu'au bout.
La réforme de la fiscalité locale engagée par Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, que nous avons portée plus loin avec les engagements fermes du gouvernement pour 1991 : désormais une partie de la taxe d'habitation, impôt injuste s'il en est, dépend du niveau de revenu de ceux qui sont dans les appartements ou dans les maisons individuelles. C'est une réforme sociale qui sera bonne lorsque nous l'aurons menée au bout. Il faut poursuivre plus loin. C'est un des éléments de reconquête de notre électorat populaire.
Augmentation de l'impôt sur la fortune : le gouvernement, sachant qu'on l'attendait, a avancé : nous l'avons fait avancer encore de quelques centimètres. Je pense qu'on n'a pas encore été assez loin. On a quand même bougé dans le bon sens.
Plus importante, la taxation des plus-values des sociétés industrielles. On a porté cette taxe d'un peu plus de 16% à 19%. On nous avait dit : attention à la Bourse ! La Bourse avait été très agitée les semaines précédentes. Elle n'a pas bougé d'un millimètre lorsque nous avons pris cette décision. D'ailleurs ladite taxation, elle est de 20% aux Etats-Unis, et que je sache, cela ne fait pas fuir les capitaux ni américains, ni japonais des Etats-Unis.
Nous sommes dans un débat avec le gouvernement en ce moment. Le 49-3 est tombé.
Sur la revalorisation des pensions et des retraites, à commencer par les petites pensions et les petites retraites, les minima sociaux aussi, l'indemnité pour les adultes handicapés, le fonds de solidarité pour les personnes âgées, problème

Fondation Jean Jaurès

juridique complexe mais très attendu de notre base sociale, nous sommes certains qu'au printemps, comme le gouvernement s'y est engagé, il y aura là aussi des progrès.
Huitième et dernier point, en matière de crédits d'aménagement du territoire, nous avons obtenu du gouvernement qu'il triple ce qu'il avait prévu. Nous sommes encore loin des 3 milliards de deutschemarks que la République Fédérale Allemande et les Länders consacrent à l'aménagement du territoire, mais le retour plus nerveux à la prime d'aménagement du territoire va aussi dans le bon sens. Il faudra continuer.
Si j'ai voulu prendre quelques exemples techniques, c'est pour vous dire que nos discours ne sont pas seulement des discours de Congrès, et que comme chaque orateur qui m'a précédé l'a dit, tout ce que nous allons nous dire à l'occasion du Congrès, ce sera public. Il faudra bien prendre soin de parler un langage clair, et il n'est pas nécessaire de présenter au grand public les machineries du théâtre du Châtelet, car quand on va voir le spectacle, on ne s'occupe pas de ce qui se passe dans les coulisses. Il faut donc que les coulisses soient bien tenues, qu'on ait libre accès aux coulisses parce que c'est là qu'on monte la machinerie, mais préservons notre Parti. Ayons face à l'opinion un débat qui nous honore, car si nous nous perdions dans des discours de courants, de sous-courants, de sous-sensibilités, dans des courses entre Pierre, Paul, Jean, Jacques, dans la situation actuelle d'extrême sensibilité de l'opinion nous causerions un tort considérable à notre Parti, et il ne s'agit pas seulement des quatre contributeurs qui sont au centre du Parti, c'est la responsabilité de l'ensemble des Socialistes.
Si nous pouvons, nous, les Mitterrandistes, comme on dit d'un terme un peu facile, nous mettre d'accord rapidement, c'est bien. Mais de toutes façons, si cela ne devait pas se faire, et jusqu'au 13 janvier, nous ferons tout, nous sommes un certain nombre à tout faire, pour avoir cela. Ayons toujours le souci de la préservation des intérêts du Parti, car le Parti est utile à la vie de notre pays tout entier.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, nous allons suspendre la séance. Je vous rappelle que les Commissions siègent à partir de 15 heures, inscrivez-vous. Le débat reprendra ici à 17 heures.

Parti Socialiste
Comité directeur
2 et 3 décembre 1989

Séance du samedi 2 décembre 1989 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président - La séance est reprise.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Je donne la parole à Henri Fiszbin, ensuite à Denise Cacheux.
Je ne veux pas être trop sévère, mais je demande à chacun d'être le plus bref possible étant donné qu'il y a vingt orateurs inscrits.

Henri Fiszbin

Chers camarades, les événements qui se produisent à l'Est de l'Europe retiennent évidemment l'attention. Ils comportent beaucoup d'espoir, mais aussi beaucoup d'incertitude et des motifs sérieux d'inquiétude.
Tout est possible. Le pire n'est pas assuré, le meilleur non plus. En tous cas, ce qui est incontestable, c'est que nous sortons d'une période historique dans laquelle nous nous étions installés avec des habitudes, un certain confort. Tout cela vole en éclats et une période historique de plus d'un demi-siècle touche à sa fin. Les lignes bougent et nous avons à nous inscrire dans ces réalités nouvelles.
C'est une virtualité historique qui s'offre à nous. Qu'en ferons-nous ? Comment infléchirons-nous les événements ? C'est évidemment la question à laquelle il nous faut répondre, avec, je crois, la certitude que la force des idées jouera un rôle décisif et que c'est le mouvement populaire qui contribuera à façonner dans un sens tout à fait autre l'histoire qui s'ouvre à nous.
Mais je dirai que nous devons être conscients de la validité de cette idée bien connue et énoncée sous une forme différente.
On peut dire, je crois, qu'un spectre hante l'Europe. Ce spectre, c'est celui du Socialisme démocratique. A nous de lui donner chair.
Pour ce faire, il me semble important de ne pas avoir une vision par trop unilatérale et de ne pas voir une cause unique à ces perspectives. Bien entendu l'écroulement du monde Communiste est une donnée majeure, mais tout aussi importante est, je crois, la mutation des forces attachées au Socialisme qui sont passées d'une démarche à peu près exclusivement contestataire à une dimension gestionnaire de la société. C'est le cas pour notre pays. Et enfin, parmi les données déterminantes, il y a aussi l'échec, le discrédit du libéralisme capitaliste dont l'inhumanité s'avère absolument incapable de répondre aux besoins d'une société moderne comme celle dans laquelle nous vivons.
Le système du libéralisme capitaliste est intrinsèquement pervers, il est inacceptable et nous ne l'acceptons pas.
Alors quelles perspectives pour l'après Communisme qui est ouvert aujourd'hui ?
On peut se poser la question. Je crois qu'il est tout à fait irréaliste d'envisager d'autre issue favorable au peuple que celle du Socialisme démocratique. Seule cette idéologie, cet objectif répond à la volonté d'une société humaine échappant à la contrainte exclusive de la loi du profit et faisant de la solidarité et du partage sa raison d'être.
L'alternative et au Communisme et au Capitalisme, c'est le Socialisme démocratique dont la victoire idéologique est incontestable, et à cet égard il convient de rappeler à quel point Blum avait en 1920 tout à fait raison. Il convient, je crois, de rappeler, pour mesurer toute la vision, toute la clarté de la vision de Léon Blum, mais aussi tout ce qui est en train de craquer aujourd'hui,

l'argumentation de Léon Blum au Congrès de Tours qui s'inscrivait effectivement dans le fonds commun du mouvement Socialiste français tel qu'il s'était façonné au cours d'une dizaine d'années.
Mais la force de cette vision est de montrer que le Communisme russe était une rupture absolue avec l'idéologie Socialiste, constituait à partir d'un tronc commun un véritable dévoiement, de montrer que l'idéologie Communiste, telle qu'elle apparaissait en 1920, n'était pas une idéologie différente du Socialisme, mais en constituait une véritable perversion.
Il mettait en avant deux divergences fondamentales.
La première concernait le Parti. Blum montrait que la tradition du Socialisme était de viser à rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans l'idéal Socialiste, à partir de quoi toute la diversité d'approche, d'analyse, était non seulement permise, mais indispensable pour dégager les synthèses et les réponses adaptées.
A l'inverse, la structure que voulait construire le Communisme avec l'Internationale était une organisation récusant la différence d'opinion, récusant le débat fonctionnant autour d'une seule réponse.
La deuxième divergence fondamentale concernait ce que Léon Blum appelait la déviation anarchiste parce qu'elle substituait à l'objectif des Socialistes qui est de changer la société un autre objectif qui était de conquérir le pouvoir sans se préoccuper de savoir si cette conquête était ou non susceptible de changer la société.
Les événements ont montré à quel point Léon Blum avait vu loin et les résultats de cette perversion sont ceux que nous connaissons et qui ont mis en place un système fonctionnant jusqu'à récemment, autour de quatre critères essentiels aussi pernicieux les uns que les autres.

- Un système volontariste d'abord, avec l'illusion qu'il suffit de décider pour que les forces économiques, la nature obéissent. Evidemment, un tel système conduit à l'autoritarisme.
- Un système en conséquence niant le besoin et la nécessité de structures démocratiques pour un fonctionnement correct, y compris de l'économie, d'où système antidémocratique.
- Troisième critère : une économie entièrement étatisée, ce qui assure une bureaucratisation hors d'état d'assurer un fonctionnement normal à une économie moderne.
- Quatrième critère enfin : le pouvoir d'une caste : la nomenklatura, qui constitue la meilleure garantie d'une société entièrement conservatiste, se refusant à toute espèce de changement.

De cela, on peut tirer une première conclusion, c'est qu'il ne suffit pas de sortir du système capitaliste pour avoir une société Socialiste qui doit obéir et répondre à d'autres considérations. Eh bien ! C'est ce système qui vole en éclats, sous la pression et de l'échec économique et de l'aspiration à la liberté de centaines, de milliers, de millions de citoyens.
Je soulignerai au passage que la force du mouvement populaire est peut-être la réponse que ceci apporte à ceux qui concluaient un peu vite du monde contemporain que l'Histoire se faisait maintenant en dehors du mouvement des

Coll. Fondation Jean Jaurès

masses. On vérifie à l'Est à quel point ce mouvement reste puissant.
Dans ces conditions, que peut devenir la Perestroïka ? Encore une fois, il y a beaucoup d'incertitudes, mais la question qui se pose est de savoir si on peut réfléchir à ce que l'on pourrait appeler un nouveau Communisme.
Je crois que cette question appelle une réflexion approfondie. Parmi les éléments à prendre en considération, il y a celui-ci : si cette nouvelle société que la Perestroïka est en train de mettre en place et dont, encore une fois, je ne me porte absolument pas garant de son développement ou de son évolution, si ce mouvement se développe, reste sur son orientation de démocratisation de la société, s'il évite le retour, ce qui serait vraiment tomber de mal en pis, vers une société de type capitaliste, alors, je crois que cette évolution-là, ce qu'on pourrait éventuellement appeler un nouveau Communisme, ne peut être rien d'autre que le Socialisme démocratique.
On ne voit pas en quoi une société se démocratisant, s'efforçant de répondre à l'attente et à l'aspiration de justice sociale des populations, pourrait se différencier fondamentalement du Socialisme démocratique.
Voilà pourquoi je crois que l'avenir positif souhaitable de la Perestroïka, c'est le Socialisme démocratique et j'ajouterai, c'est la social-démocratisation du Parti bolchevique et de tous les partis Communistes. Il n'y a pas de place, je crois, pour une société de troisième voie. Entre le Socialisme et le capitalisme, il y a des sociétés fondées sur des structures idéologiques et économiques et dans ce cadre, naturellement, une très grande diversité. Il n'existe pas de modèle imposé ou garanti. On peut avoir plus ou moins de Socialisme, plus ou moins de démocratie, mais je crois que le Communisme nouveau, s'il se développe, et je le souhaite, conduira vers le rapprochement avec notre idéal du Socialisme démocratique, ce qui sera une très bonne chose.
L'histoire a tranché, nous sortons d'une période où deux conceptions du Socialisme ont été pendant des dizaines d'années en concurrence, c'est maintenant terminé, c'est la fin d'un schisme et le dynamisme qui domineront maintenant dans notre pays et en Europe, je le pense, c'est le dynamisme de la réunification des forces attachées au Socialisme.
Quelle perspective pour la France ? Quelle perspective pour l'Europe ? Quelle perspective pour le Socialisme en Europe ?
Prendre en charge cette nouvelle donne historique, implique que nous soyons à même de moderniser suffisamment notre doctrine, notre Socialisme, que nous soyons en mesure de préciser le dessein Socialiste que nous proposons.
Je ne crois pas du tout qu'il s'agisse d'un retour à la case départ, nous ne revenons pas à l'avant 1917, c'est un formidable bond en avant sur la base d'une large expérience historique dans le 20ème siècle, nous sommes sortis de la période exclusivement contestataire, nous voulons changer la vie, réformer la société avec le soutien majoritaire du peuple et la réformer suffisamment pour que le changement soit réel.
Je constate avec beaucoup de satisfaction que toutes les contributions soumises à la discussion préparatoire du Congrès soulignent la fonction de transformation sociale qui évolue au Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

Mais nous avons maintenant appris qu'il ne suffisait pas pour transformer la société de passer de la propriété capitaliste à la propriété sociale, ou Communiste, comme tout le monde le pensait au moment du Congrès de Tours, qu'il faut trouver des voies, qui garantissent en même temps la souplesse et la créativité d'une société permettant l'initiative privée, et la prise en compte de l'intérêt public et commun que seul peut apporter un vaste secteur public.
En France, c'est la voie de la société d'économie mixte, qui nous a conduits à développer le secteur public, mon opinion est qu'il faudra probablement continuer à avancer dans cette voie, le "ni... ni" qui était contenu dans le programme de François Mitterrand, pour les élections présidentielles, n'a pas valeur éternelle, il constitue une démarche pendant une période donnée, mais cette question demeure, et constatons qu'à l'inverse dans les pays de l'Est c'est au contraire l'absence d'un secteur public qui fait problème, et que c'est dans cette direction là que les solutions sont recherchées, cela n'implique pas le retour en soi au système capitaliste.
Une des questions centrales est évidemment la place du monde du travail dans le Socialisme, que nous souhaitons. Nous sommes le Parti qui est le représentant politique du monde du travail, à la suite de la carence et de la désaffection du Parti Communiste.
Le monde du travail reste par sa présence dans la société, par son rôle de force vive de la Nation, par l'appoint d'appui, la base de masse qu'il constitue à l'idéologie du Socialisme la force principale.
Constatons que le monde du travail est le principal exclu du partage dans notre société actuelle. Il est pour une large part exclu du partage des revenus, exclu du partage du savoir, exclu du partage du pouvoir. Pour le savoir, et le Parti Socialiste et le gouvernement ont engagé avec l'objectif de porter 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, une avancée tout à fait significative qui peut, permettre de penser que les choses changeront assez rapidement.
Il reste à faire plus pour le partage du pouvoir, c'est la question de la citoyenneté dans l'entreprise, ne nous leurrons pas, les lois Auroux, qui constituent une avancée législative remarquable, n'ont que très peu changé la réalité de l'existence des salariés dans les entreprises. Et il nous faut donner là un nouveau coup d'élan. Quand on partage des richesses, on en a déjà beaucoup parlé, le rapport du CERC montre bien à quel point les inégalités de revenus restent une question.
Je voudrais dire à ce point de vue que nous aurions tort de sous-estimer l'importance de la question du pouvoir d'achat et des salaires dans les préoccupations.
La situation actuelle, même s'il n'est pas possible de la changer - autant et aussi vite que nous le souhaiterions - nous devons avoir clairement conscience qu'elle est vécue à juste titre comme inacceptable pour des millions de travailleurs et que nous devons faire de l'objectif de faire tout le possible pour changer le plus vite possible cette situation, une des questions centrales.
Je ne crois pas que l'on puisse très sérieusement avoir la possibilité de compenser un pouvoir d'achat dramatiquement insuffisant par d'autres

Fondation Jean-Jaurès

améliorations, il est essentiel d'améliorer le logement, le cadre de vie, l'environnement, mais cela ne résout pas le problème, si un salaire décent n'est pas tiré de son travail, la vie ne peut pas répondre et correspondre à ce que nous souhaitons.
Voilà pourquoi je crois que nous devons, sur ce terrain, pousser la réflexion, fixer les objectifs, nous interroger sur toutes les possibilités d'apporter des réponses positives.
Par exemple, est-il toujours prouvé, évident que le coût du travail en France reste trop élevé, que la condition de l'amélioration de l'emploi est d'abaisser le coût du travail ? J'avoue que pour ce qui me concerne, constatant que le coût du travail est beaucoup plus élevé que dans d'autres pays européens, qui ne réussissent pas plus mal que nous, je pense à la RFA, je m'interroge sur le bien fondé de cette ligne de conduite et en tout cas je pense qu'elle devrait être plus discutée.
A cet égard, peut-être d'une manière un peu trop provocatrice, je serais tenté de dire, paraphrasant cette formule célèbre qui avait cours aux Etats-Unis, il y a un certain temps, où l'on disait tout ce qui est bon pour la Ford est bon pour les Etats-Unis, je serais tenté de dire que nous pourrions faire notre ligne de conduite de cette idée, tout ce qui est bon pour le monde du travail, est bon pour la France et bon pour toute la société.
Un dernier mot, le Parti Socialiste, comme pôle légitime de toutes les forces du Socialisme, historiquement le Parti Socialiste s'est identifié au Socialisme démocratique, il en tire au moins aujourd'hui le profit, si je puis dire, par la part qui lui revient de la victoire idéologique rencontrée.
Les valeurs du Parti Socialiste, du Socialisme démocratique sont admises très largement et nous constatons un phénomène d'évolution du mouvement ouvrier dans toute l'Europe, vers les Partis Socialistes, vers la Sociale Démocratie. C'est le cas par les demandes d'adhésions avec l'Internationale Socialiste, c'est le cas par la demande d'adhésion au groupe européen de Strasbourg du Parti Communiste italien, c'est le cas de l'évolution du Parti Communiste italien qui élimine de son sigle le terme de Communiste qui se rapproche des Partis Socialistes.
Nous avons, je crois, à favoriser, à aider, ce retour de toute un pan du mouvement ouvrier français et européen vers l'idéal commun, vers la famille Socialiste.
C'est pourquoi à la question de savoir si le Parti Communiste français se décidera enfin à faire lui aussi sa Perestroïka, je dirai qu'il ne faut pas sous-estimer les conditions nécessaires pour qu'il en soit ainsi.
Dans les pays de l'Est ce sont des centaines de milliers de citoyens dans la rue et le refus d'intervenir de l'armée soviétique qui provoque les révolutions. On ne voit pas très bien les foules révolutionnaires qui dans le Parti Communiste français sont prêtes à intervenir aujourd'hui pour imposer une Perestroïka qui serait, comme dans les pays de l'Est, la condamnation, éventuellement la mise en jugement des dirigeants du Parti Communiste français.
C'est pourquoi l'objectif et je crois l'issu, la solution c'est non pas d'attendre

une improbable révolution au sein du Parti Communiste français, mais d'assurer en tant que Parti Socialiste la responsabilité d'être la force de rassemblement capable de réunir dans une même démarche toutes les forces attachées au Socialisme.
Je conclurai par deux citations de dirigeants, de maîtres du Socialisme en France qui, je crois, nous ont indiqué la voie : Jaurès qui, en 1901, dans un article intitulé "Socialisme et syndicalisme" disait : "c'est dans le Parti Socialiste, qui est tout à la fois la réforme et la révolution que toutes les forces économiques et politiques du prolétariat finiront par se rencontrer et se coordonner", et ce fameux discours de Léon Blum au Congrès de Tours, qui voyait loin en disant "nous sommes convaincus jusqu'au fond de nous-mêmes que pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison, les uns et les autres même séparés restons des Socialistes, malgré tout restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle, mais une querelle de famille et qu'un foyer commun pourra encore réunir", eh bien je crois que nous y sommes et que c'est à cette tache que nous pouvons maintenant nous attacher.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Denise Cacheux, et ensuite Laurent Fabius...

Denis Cacheux

Mes chers camarades, mon intervention se limite à une seule question, et une question qui, si elle est facile à poser, n'appelle pas une réponse facile.
Je souhaiterais qu'on réfléchisse ensemble à la réponse que nous pourrions y apporter. En la posant, je souhaiterais qu'on ne me traite ni de naïve, ni de rétro.
Il s'agit de nos comportements collectifs et de la morale ou de l'éthique en politique. Je pense qu'une des raisons qui m'ont fait adhérer, mais qui ont fait adhérer beaucoup de nos camarades au Socialisme, parmi d'autres choses, c'est la notion de morale du Socialisme.
Et je suis inquiète, et cette inquiétude je ne voudrais pas, de façon simpliste, la traiter en opposant la base à l'appareil, parce que je pense que c'est tous les niveaux du Parti qui sont concernés.
Je voudrais que l'on cherche comment y remédier. Je suis frappée de voir d'une certaine manière la contagion de ce que je pourrais appeler le syndrome "Vigouroux", et du fait que l'on a tort d'être hors du Parti tant qu'on n'a pas gagné une élection.
Je suis inquiète devant la multiplication des prises de position individuelles qui vont à l'encontre des décisions collectives... (applaudissements)... et ceci à tous les niveaux. Cela va du moindre conseiller municipal par rapport à son groupe, jusqu'à des membres du gouvernement, en passant par des membres du Bureau exécutif, ou des députés.
Je suis inquiète par rapport au non-respect de la parole donnée, de camarades qui sont élus à la tête de collectivités locales en promettant de façon datée de passer

Fondation Jean Jaurès

la main et qui ne la passe pas.
Je suis inquiète quand je vois qu'on fait entériner en bureau exécutif la décision d'avoir une deuxième femme au Sénat - qu'est-ce que c'est que deux femmes au Sénat, ce n'est pas beaucoup ! - et qu'on ne se donne pas la possibilité d'avoir cette deuxième femme au Sénat !
(Applaudissements).
En ce qui concerne notre Congrès, je pense que la logique de nos institutions ce sont des textes différents pour des idées différentes. Quand on affirme sa volonté de synthèse dès le lendemain d'un Comité directeur, c'est-à-dire qu'on admet l'identité des idées, comment peut-on logiquement faire appel au vote des militants sur des non-différences ?
J'en reviens à mon point de départ, et je dis que je souhaiterais que nous ne donnions pas à l'intérieur, vis-à-vis de nos militants, et à l'extérieur, vis-à-vis de l'opinion, l'image d'un Congrès qui se ferait sur un choix d'homme tout à fait prématuré, sur une volonté de pouvoir, mais sur des idées.
Je pense que c'est ainsi que notre Parti restera fidèle à son exigence morale.
(Applaudissements)

Le président - Merci Denise et merci pour ta concision.
La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, les interventions qui ont eu lieu ce matin et en ce début d'après-midi montrent assez que nous avons tous conscience de nous trouver dans ce qu'on peut appeler, parce que l'expression est utilisée, une période, entre guillemets, "historique". On le dit souvent, mais cette fois-ci, c'est vrai.
Je pense qu'il faut faire attention à ce que, dans cette période, le Parti Socialiste et nos débats soient à la hauteur des enjeux.
J'aborderai trois problèmes, parmi beaucoup d'autres, mais auparavant je suis amené à faire une remarque, puisque d'autres ont beaucoup parlé de ce thème : Congrès/synthèse. Ce n'est pas directement l'objet du Comité directeur, mais on comprend très bien que ce sujet ait été abordé et je voudrais faire juste une courte remarque sur ce point.
Présenter comme je l'ai entendu faire la situation, parfois d'ailleurs en dramatisant, comme si, d'un côté, il y avait les partisans de la synthèse et, de l'autre, ses adversaires, comme s'il y avait même, d'un côté, les unitaires et, de l'autre, ceux qui ne le seraient pas, je pense que chacun de vous conviendra que cette présentation est artificielle.
J'ai compris que, dans notre futur Congrès, tout le monde recherchait la synthèse. J'espère que c'est bien exact, que cela demeurera vrai. En ce qui me concerne, en tout cas (je n'engage que moi), c'est ma position et cela le restera.
Oui à la recherche de la synthèse.
Mais comment? Et là, il me semble qu'il y a deux approches.
Dans une période où de nombreuses questions se posent (beaucoup ont été abordées aujourd'hui, beaucoup le sont ou vont l'être dans les sections), à un

Fondation Jean-Jaurès

moment où, partout dans le monde, on demande d'abord à s'exprimer, alors précisément que va avoir lieu le Congrès du Parti Socialiste, qui a pour principe de choisir ses orientations à partir des votes des militants, pourquoi faudrait-il que ces militants ne puissent pas réellement s'exprimer ? Un certain mode de cette expression, le bout de cette expression, c'est le vote.
Oui, pourquoi ? C'est la question qu'il faudra bien poser.
Mon appréciation, c'est qu'on ne peut pas et qu'on ne doit pas interdire aux militants de voter. D'ailleurs, je note que ce fut le cas lors de tous nos Congrès importants, marqués par François Mitterrand, en particulier lors du Congrès d'Epinay et lors du Congrès de Metz.
Encore faut-il, évidemment (et c'est là où je rejoins beaucoup d'autres) maîtriser le ton et le fond du débat.
C'est pourquoi je souhaite, et ce n'est pas une formule émise en l'air, que ce débat soit et reste amical. Je souhaite aussi que le débat porte sur des sujets qui le méritent.
La question - et j'aurai terminé sur ce point - n'est donc pas, comme on essaye de le faire croire, synthèse ou non-synthèse, la question est, à mon avis, tel que j'ai entendu se développer différentes argumentations : synthèse alors que les militants ne pourraient pas vraiment se prononcer, ou synthèse sur la base du vote des militants.
Cela étant dit, qui devait être dit compte tenu d'un certain nombre de choses que j'entends, que je lis, je voudrais aborder trois thèmes.
Le premier, le plus important, c'est ce qui concerne ce qui se passe à l'Est et ses conséquences, qu'il faut bien appeler (l'expression a été fort justement employée par plusieurs d'entre nous) une révolution
révolution économique, cela, tout le monde en convient. C'est une recherche de sortie du collectivisme vers (je ne sais pas quelle expression il faut exactement employer...) peut-être l'économie sociale de marché une forme d'économie mixte... enfin, vers autre chose.
Mais à côté de cette révolution-là, qui est bien connue et la plus évidente, il y en a au moins trois autres simultanées.

- Une révolution politique, puisque la dictature du Parti Etat est rejetée, qu'on veut installer l'Etat de droit et la démocratie pure et simple.
- Une révolution sociale, puisque dans tous ces pays c'est la domiNation de la nomenklatura qui est remise en cause.
- Enfin, une révolution culturelle, puisque tous ces peuples, et en particulier leur jeunesse, ne veulent plus d'un régime qui leur dicte quoi lire, que croire, que penser. C'est une avancée vers un certain respect de l'autonomie des personnes.

Cette révolution, formidablement positive en elle-même, pose évidemment des problèmes massifs. Certains d'entre eux ont été abordés.
- Problèmes économiques. Je me trouvais, on l'a rappelé ce matin, il y a quelques jours à Moscou. C'est simple : rationnement pour toutes les denrées de base. Il s'agit (les spécialistes pourront contester ce terme, je crois qu'il caractérise tout de même l'essentiel d'un pays à beaucoup d'égards sous-

Coll. Fondation Jean-Jaurès

développé.
Quand on se demande les raisons pour lesquelles cette révolution a éclaté maintenant, indépendamment de toute une série de forces et en particulier celle, très positive, de Gorbatchev, je pense qu'un élément important est la contradiction qui existe, pour reprendre les termes marxistes (paradoxalement), entre les nouvelles forces productives, liées à la révolution des intelligences (qui exige l'initiative, l'implication, la créativité) et ce qui était la tradition de ce système, c'est-à-dire une sur-hiérarchie et une totale bureaucratie.
- A ces problèmes économiques se surajoutent des problèmes gravissimes de nationalité, non seulement en URSS, mais dans les pays satellites.
Il y aura des élections au printemps prochain. La prévision qui est faite (je ne sais pas si elle sera exacte) c'est que, dans toutes ces élections régionales, les partis Communistes, en tant que tels, ont toutes les chances d'être battus, et déjà des pays baltes, d'ailleurs, s'élèvent des demandes d'autonomie.
- Problèmes géostratégiques. Ce sont ceux dont il y a une caricature amusante à la une du "Monde"... je ne sais pas si vous l'avez vue. Ce sont ceux dont vont vraiment parler M. Gorbatchev et M. Bush à Malte, mais qui nous concernent aussi.
S'agissant de l'Europe, on découvre, si on ne le savait pas déjà, que la Communauté n'est plus la seule Europe en Europe. Le rôle de l'Allemagne est posé. Et au-delà (l'un d'entre nous faisait allusion à la déclaration de Kohl, par rapport à laquelle plusieurs d'entre nous ont montré leurs réserves), une question immédiate est posée : si les Européens eux-mêmes sont incapables d'assurer la stabilité des frontières, cela veut dire que nous nous en remettons en fait aux pactes, au pluriel, aux Etats-Unis d'un côté et à l'URSS de l'autre, pour garantir ces frontières. Mais alors, ne nous plaignons pas que les pactes continuent d'exister comme devant.
Pour la sécurité, ce qui se passe sera évidemment d'une importance massive. Je pense qu'un accord est probable à Vienne, je pense que la stratégie classique de la France, qui est celle de frappe nucléaire préstratégique, sur (appelons un chat un chat) la Pologne, la République Démocratique Allemande, la Hongrie, devient assez problématique lorsque ces pays manifestent et deviennent des démocraties, à supposer qu'elle ait été moins problématique avant...
En tout cas - et je ne suis pas loin de penser comme Pierre Mauroy ce matin - je crois qu'il y a effort de nouvelle réflexion à faire pour garantir notre sécurité et pour agir nous-mêmes en faveur du désarmement.
Ces problèmes ne sont pas seulement économiques, de nationalité, géostratégiques, ils sont aussi évidemment idéologiques.
Jusqu'ici, il nous faut bien reconnaître que beaucoup de réflexions avaient eu lieu sur "comment sortir du capitalisme ?", mais assez peu sur "comment sortir du Communisme ?" Et pourtant, c'est le problème qui est posé.
Une certitude, que beaucoup d'entre vous ont rappelée : Blum, sans oublier Jaurès, avait raison. Le Socialisme, c'est la démocratie poussée dans son épanouissement total.
Mais il est trop rapide de dire que les fondements du stalinisme signifient

l'avancée du Socialisme démocratique, comme on l'entend pourtant dire ici ou là.
La Droite essaye d'accréditer l'idée que le capitalisme vient de l'emporter par KO sur le Socialisme. Nous, nous avions, dès l'origine, dénoncé le stalinisme comme une caricature monstrueuse du Socialisme. De plus, nous savons que cette révolution est démocratique, elle n'est pas une révolution bourgeoise, que la population n'est pas prête à liquider les droits sociaux.
Mais, tout cela étant dit, lorsqu'on regarde les issues possibles, je pense qu'il faut se garder de toute vision euphorique de ce qui se passe à l'Est.
L'avènement de la démocratie sociale, c'est ce que nous souhaitons à l'URSS, mais ce n'est pas nécessairement l'aboutissement naturelle de l'évolution en cours. Celle-ci peut parfaitement aller loin à droite.
L'URSS est passée sans transition du tsarisme au Communisme, elle n'a pas de tradition démocratique. Déjà, un certain nombre de forces archaïques de la vieille Russie connaissent un retour de flamme : slavophiles, grands russes, antisémites, populistes divers... Si les peuples d'URSS sont soumis durablement à de grandes difficultés, je pense que ces forces réactionnaires peuvent malheureusement gagner en puissance.
En dehors de ce passage à droite, qui serait terrible mais qui n'est pas impossible, je considère, parmi d'autres, que les principales sont les trois issues suivantes, qui peuvent être d'ailleurs distinctes selon les pays dont il s'agit :

- Ou bien ce que j'appellerai, pour faire image, un "Thermidor totalitaire", c'est-à-dire une re-glaciation, telle qu'on l'a vécue en Pologne en 1980 avec Jaruzelski, ou en Chine en 1989, avec Li Peng.
- Ou bien une transition à l'espagnole, c'est-à-dire une sortie progressive et pacifique du totalitarisme. C'est le schéma Poskaï en Hongrie.
- Ou bien, une auto-réforme contrôlée et souvent autoritaire, telle que l'a conduite Gorbatchev, depuis 1985, ou Jaruzelski, depuis 1989.

Aucun de ces schémas n'est acquis. Cela dépend en partie, mais en partie seulement, de nous.
C'est pourquoi (et c'est la dernière remarque que je ferai sur ce point) notre stratégie est si importante.
On a dit avec juste raison que l'Internationale Socialiste devait être, si c'est possible, encore plus active. Je le crois. Il faut souligner à quel point nous devons massivement apporter notre soutien économique et notre soutien de formation. Je me rappelle ce propos de Gorbatchev disant : "Nous avons pénurie de tout, sauf de débats..." Je pense que c'est vrai. Mais en même temps, il faut que nous appuyions massivement ce grand pays, sans pénaliser pour autant, ce qui risque d'être le cas, la Pologne et les autres pays de l'Est, ni bien sûr, on l'a souligné, les pays du tiers-monde.
Je pense enfin que, dans notre stratégie, il faut accélérer la construction européenne, la réorienter et mettre les points sur les i.
J'ai entendu, comme vous tous, les déclarations de Kohl. Je crois qu'à l'occasion du sommet de Strasbourg il faudra que le gouvernement de Bonn montre, par des gestes concrets, qu'à ses yeux plus d'Allemagne ne signifie pas

moins d'Europe. C'est peut-être le principal enjeu de ce sommet.
J'ajoute enfin qu'au-delà des mesures économiques, financières, sociales qu'il faut prendre, tout cela rend encore plus nécessaire l'union politique, quitte à la proposer par des moyens audacieux ; certains ont parlé d'assemblée constituante, d'autres formules différentes, en tout cas je ne pense pas qu'on puisse faire l'économie de ce débat.
Le deuxième point sur lequel je veux insister, très différent, c'est le risque de décrochage de l'opinion en France et la question, facile à poser, pas facile à trancher : comment, j'allais dire garder, en réalité je pense plutôt reconquérir, notre électorat?
Le risque de décrochage ne date évidemment pas de la semaine dernière, ni évidemment nos débats.
Mais nous sommes là pour voir un certain nombre de choses... le chiffre des abstentions, la nature des votes d'extrême droite, un certain décrochage social tel que je le ressens, beaucoup d'autres camarades aussi sentent que toujours, ils ne se traduisent pas dans les sondages, mais que l'on voit tout de même, lorsqu'on conserve avec les uns et les autres, le sentiment que les différences droite-gauche, se sont atténuées, estompées et même qu'elles ont disparu.
Les interrogations nées à propos de la laïcité, celles nées à propos de l'intégration... tout cela, très hétérogène faisant que ce risque de décrochage aujourd'hui, je le ressens.
Reconquérir notre électorat, implique certainement beaucoup d'actions mais je dirai - et c'est un point sur lequel je veux insister - que reconquérir notre électorat implique notamment davantage de justice sociale.
Je prendrai sur ce point seulement quelques exemples. Je me trouve, pour une large part, en phase avec eux, la liste de ce matin, que Louis énonçait... je crois que sur le plan européen, je suis parlementaire européen, comme d'autres dans cette salle, la Charte sociale européenne, qui va être adoptée vraisemblablement sans pour autant que les Anglais ne la votent, ne peut pas, à partir du seul fait que les Anglais ne la votent pas, acquérir une dimension vraiment sociale. Je pense qu'on a fait ce qui était possible mais qu'on est très loin de ce qui est nécessaire.
Je pense aussi que dans la future conférence intergouvernementale européenne, qui doit être proposée si le sommet de Strasbourg est un succès, pour l'année prochaine, il est indispensable que les problèmes sociaux soient au rendez-vous.
Je pense en deuxième lieu que dans la fonction publique, puisqu'une discussion a commencé, et qu'elle est d'après les échos que j'ai entendus bien avancée, le plan de revalorisation qui sera adoptée, doit pour être crédible, couvrir la période pendant laquelle les Socialiste sont assurés de diriger les affaires... sans quoi nous aurions, pour une bonne part de cette durée, quelques problèmes.
Je pense, en troisième lieu, qu'en matière d'intégration, il faut que le gouvernement annonce des mesures pour cette semaine, que nous avancions concrètement. Il y a une série de débats sur la laïcité. Je dirai, j'en suis sûr, les opinions étant partagées par vous tous, qu'une des choses les plus choquantes, c'est la façon dont les médias ont traité ce débat, pour donner le sentiment que

l'on devait choisir, nous Socialistes, ou bien entre la tolérance, ou bien entre la laïcité.
J'ai toujours considéré que c'était le respect de la laïcité qui était le premier gage de la tolérance. De même que, comme cela a été souligné ce matin, la promotion de l'égalité des femmes est, dans toutes ces affaires, quelque chose qui a paru à tous essentiel.
Une Commission du Parti Socialiste a été désignée. Maintenant, il faudra que nous en précisions la mission pour qu'elle soit opératoire puisque le gouvernement nous dit, si j'ai bien compris, que ces décisions doivent être annoncées la semaine prochaine. Il faudra que notre Commission puisse envoyer ce travail.
Le quatrième domaine, c'est le domaine des avancées sociales. Elles doivent être faites dans beaucoup d'entreprises mais je pense en particulier que les entreprises nationales ont un rôle pilote à jouer.
Car enfin s'il est vrai que respectant les contraintes économiques parfaitement, les entreprises nationales de plus en plus sont totalement identifiées au mode de fonctionnement des entreprises privées, eh bien, viendra un jour qui n'est pas loin, où un esprit facétieux se demandera pourquoi elles sont nationalisées.
Je pense donc qu'en matière d'égalité hommes/femmes de durée du travail, de ceci, de cela, ce qui n'est pas nécessairement coûteux en terme économique, mais qui se traduit par une spécificité, une avancée sociale, il faut que nous demandions aux entreprises nationales de montrer le chemin.
De même, pour appliquer et pour étendre les lois Auroux, je sais que Jean Auroux lui-même y travaille, de même en matière de réforme de la politique de santé, car vous êtes sans doute comme moi, beaucoup de ceux qui viennent nous voir pour discuter, déplorent, et ils ont raison, que se met en place de plus en plus un système à deux vitesse que nous ne pouvons admettre.
Je citerai enfin trois domaines, mais il y en aurait beaucoup d'autres, toujours avec cet état d'esprit, où il faut davantage de justice sociale pour reconquérir notre électorat.
La réforme fiscale, inspirée d'un principe : il ne faut pas que les revenus du capital, et le capital lui-même subisse un traitement sans aucune mesure commune. Avec l'évolution des revenus du travail, les actions en matière d'aménagement du territoire... un effort a été fait dans le groupe dans le budget.
Je pense néanmoins que par rapport à d'autres pays, nous sommes loin du compte.
Enfin le lien auquel je crois beaucoup, entre l'audiovisuel et l'éducation, car je pense que c'est un des moyens que nous avons d'avancer massivement sans que les coûts ne soient in supportables.
Le dernier point que je veux aborder, c'est une partie de l'influence de ce qui se passe à l'Est, sur notre politique. Je veux dire l'attitude du Parti Communiste et celle que nous, nous pouvons avoir.
Il ne sera pas un grand scoop que de dire que le Parti Communiste n'a pas vraiment fait sa mue idéologique. On comprend qu'elle soit très difficile car le jour où le Communisme - Henri Fiszbin en a bien parlé - abandonne sa

Fondation Jean Jaurès

spécificité idéologique, la question brutale est posée. Quelle est la raison d'être d'un parti Communiste quand le Communisme s'étiole ou s'éteint ? En admettant même que cette mue s'opère, demeurent les réalités d'appareils des intérêts électoraux, des traditions culturelles, des fidélités des réseaux, des habitudes, etc.
Tout cela joue, tout cela pèse pour empêcher que ce soit la seule réponse qui soit déterminante, qui pousserait à dire :"si c'est pour bâtir une politique PS, pourquoi ne pas se revendiquer des Socialistes ?
Parmi tous les schémas qu'on peut avoir de l'évolution future du Parti Communiste, il y a deux hypothèses principales.
La première, c'est la régression vers le statut de groupe politique de plus en plus minoritaire. Cela sera semble-t-il le cas si ni la doctrine Communiste, ni les méthodes Communistes, ni les dirigeants Communistes eux-mêmes n'évoluent, on pourrait dire pourquoi pas ?
Non, parce que sur le plan politique, cela risquerait de cristallier, de bloquer une partie, peut-être pas très importante, mais non négligeable, de l'électorat... 5, 6, peut-être 10% qui par rapport à notre ambition de rassembler la Gauche, poserait un problème majeur pour les années qui viennent. Mais, l'autre évolution qu'on ne voit pas poindre mais qui - après tout la théorie n'est pas impossible, consisterait à une sorte de Perestroïka du Parti Communiste, changeant ses méthodes, sa doctrine, ses dirigeants, pourrait tout aussi bien - et personne ne se leurre ici - poser des problèmes au Parti Socialiste.
Il ne faudrait pas que, si ce schéma advenait, l'on ait un parti Communiste retrouvant un terrain qu'il a perdu et essayant petit à petit de déplacer le Parti Socialiste et notre gouvernement vers le centre.
C'est pourquoi, quel que soit le schéma, je pense qu'il est fort peu probable que le Parti Communiste retrouve dans la période qui vient, une attitude unitaire.
Quoi qu'il en soit, cela veut dire que pour nous, Socialistes, il y a à partir de ce que j'ai appelé le décrochage social, à partir de l'éventualité des schémas possibles, sur l'attitude Communiste, à partir de ce qui se passe à l'Est, à partir des demandes qu'on sent monter, un certain nombre de réponses à apporter, et c'est par rapport à cela que je voudrais conclure.
Première réponse : stratégie. Nous devons occuper nous-mêmes le terrain le plus large à gauche. Cela veut dire en particulier être capable, plus que nous le sommes lorsque nous regardons la réalité du terrain, d'accueillir beaucoup d'électeurs et de militants Communistes.
La deuxième série de réponse, c'est que nous devons promouvoir et traduire aussi concrètement que possible un projet d'ensemble, de transformation sociale.
On a parlé ce matin du rapport du CERC C'est vrai qu'il faut, sans remonter à des querelles de périodes, lutter davantage contre les inégalités en cours. Oui... et certains sont encore plus, me semble-t-il, dans leurs formulations, en pointe et ils demandent à être rejoints par tous.
Il faut faire en sorte que dans les conditions que j'ai dites, on puisse accentuer la construction européenne, pour qu'elle puisse soutenir le changement

démocratique à l'Est.
Il faut que nous soyons-nous-mêmes partie prenante de l'action de désarmement qui peu à peu rendra possible et plus facile le désarmement des autres.
Il faut que nous mettions à profit le nouveau cours qui s'esquisse pour nous attaquer, à mon sens, plus collectivement que nous le faisons, au saccage de l'environnement et au sous-développement. Bref, de même qu'il faut occuper un plus large terrain à gauche, de même je crois qu'il faut que nous soyons porteurs, concrètement, d'un projet de transformation sociale. Et puis, c'est là où l'on rejoint le souci immédiat qui est le nôtre. Je crois qu'il faut toujours, dans cette volonté de reconquête, donner une vitalité et une dynamique plus forte à notre Parti non pas pour le plaisir d'être plus forts, plus nombreux, mais afin de lui permettre de peser vraiment sur la transformation sociale.
Ma conclusion est très courte : en ce qui concerne la politique étrangère, il va de soi, d'après ce que je viens de dire, que le soutien est total à la politique qui est menée.
En ce qui concerne la justice sociale, dans notre politique, je pense que collectivement, nous devons faire pas mal d'efforts supplémentaires.
En ce qui concerne notre fonctionnement, le dynamisme de notre organisation, nous en sommes tous porteurs. On a parlé beaucoup aujourd'hui de débat. J'en ai parlé moi-même dans mon introduction. Le débat n'est pas la division. Sur ces conclusions, soumises à débat, je souhaite qu'elles puissent être précisément discutées, et pourquoi pas adoptées dans l'unité.
Merci beaucoup.
(Applaudissements)

Le président - Merci Laurent Fabius. La parole est à Pierre Guidoni et ensuite à Françoise Gaspard.

Pierre Guidoni

Chers camarades, il me semble que nous avons à faire dans ce Comité directeur, à ce stade de nos débats, à un double effort. Un effort de lucidité, et un effort de franchise et je vais m'efforcer de donner l'exemple.
Un effort de lucidité d'abord : je sais, mes chers camarades, qu'une partie importante de la vie politique parfois essentielle en période calme, consiste à nous rassurer nous-mêmes en répétant indéfiniment les mêmes formules parce qu'elles recoupent nos certitudes en évitant de trop regarder le paysage qui change autour de nous.
Seulement il y a aussi des périodes où le paysage change tellement vite que les vieilles formules ne suffisent pas et qu'il est nécessaire de chercher tous ensemble quelles sont les bonnes réponses aux questions que nous pose l'actualité.
Un Congrès est fait pour cela, il n'est pas fait pour autre chose. Il est uniquement le lieu où les Socialistes cherchent tous ensemble à savoir ce qu'ils sont, ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent, et ils cherchent tous ensemble à définir le projet qu'ils vont proposer au pays.

Fondation Jean-Jaurès

Quand je dis "tous ensemble", vous savez que ce n'est pas sans intention, j'y reviendrai en conclusion de mon propos.
Autrement dit, il n'y a que des avantages à ce que nous ayons entre nous le débat le plus libre et le plus ouvert possible ; il n'y a que des avantages à ce qu'il apparaisse clairement pour l'opinion publique, pour tous ceux qui nous suivent et nous écoutent, que le vrai débat sur l'avenir de la société française, sur le rôle de la France dans cette fin du 20ème siècle, sur la réponse à apporter aux questions que se posent concrètement nos concitoyens a lieu à l'intérieur du Parti Socialiste, que c'est là que les choses se décident et se jouent, que c'est là qu'avec tout ce qu'ils peuvent rassembler comme bonne foi et comme respect mutuel, les hommes et les femmes qui se sont engagés sur les valeurs du Socialisme démocratique, cherchent ensemble la réponse aux questions qui préoccupent aujourd'hui le pays tout entier.
Cela suppose que nous soyons capables d'avoir entre nous des débats, a t-on dit, et pour certains à la lecture des contributions, il n'apparaît que nous en soyons capables. Vous me pardonnerez d'avoir le sentiment inverse. On a l'impression qu'au cours de ces dernières semaines, à la fois par écrit et oralement, nous avons tous contribué à des travaux dont la conclusion n'est pas sans portée, sans conséquences quant à leur avenir.
C'est évident sur les problèmes économiques, sociaux ; les inquiétudes incontestables existent, concernant l'évolution du niveau de vie, la politique salariale, l'avenir de la fonction publique, la manière dont notre gouvernement et ceux qui l'ont précédé... n'oublions pas que tout cela se joue dans le temps et sur plusieurs années... ont affronté les problèmes dont je ne méconnais pas la complexité mais dont je sais qu' aujourd'hui ils exigent réponse.
Donc, nous avons tous mes chers camarades, beaucoup de réunions, nous visitons les sections, les fédérations du Parti, c'est la loi du genre, c'est le moment. Y a-t-il un seul d'entre nous parmi ceux qui se livrent à cet exercice, comme je le fais, qui puisse avoir une opinion différente ?
Ce que nous disent les militants, ce que nous disent les responsables c'est aussi ce qu'ils entendent autour d'eux, c'est ce que leur disent nos sympathisants, nos électeurs, ceux qui nous ont suivis, ceux qui ont assuré nos victoires électorales.
Eh bien leur inquiétude est réelle et pourquoi ne pas employer les mots, leur mécontentement l'est aussi.
Y a-t-il seulement un déficit d'explication ? Serait-il suffisant que nous parcourions tous ce pays en disant : cette politique est excellente et elle doit continuer... pendant combien de temps... pour un jour produire des fruits?
Je ne le crois pas. Je crois qu'aujourd'hui le décrochage dont parlait Laurent Fabius il y a un instant d'une partie de notre base électorale, soit sous la forme d'une abstention devenue structurelle, soit sous la forme du ralliement à d'autres formations politiques, et parfois les plus extrémistes et les plus condamnables, est la question majeure qui nous est posée dès maintenant et qui nous sera posée de plus en plus dans les années qui viennent.
Bien sûr cela renvoie à d'autres discussions, à d'autres débats et notamment à ce qu'a révélé... pas sur le fait lui même, mais sur ce qu' a révélé ce qu'il était

convenu d'appeler l'affaire du foulard.
Je me félicite finalement que ce débat ait lieu. Mal engagé sans doute, pas toujours mené avec clarté, pas toujours mené avec mesure, mais amenant notre Parti, et j'ai écouté très attentivement toutes les informations depuis ce matin, à clarifier sa position sur quelques points essentiels, sur lesquels jusqu'alors nous étions restés dans le flou et dans le vague.
En effet, combien de fois avons-nous entendu défendre au sein de notre Parti les théories de ce que Lionel Jospin appelait ce matin le différencialisme alors que nous étions quelques uns à sentir depuis longtemps, bien avant cette affaire, qu'on ne s'engagerait pas dans cette direction sans d'immenses dégâts moraux et intellectuels et sans de très grandes difficultés politiques.
Aujourd'hui, voilà clarifiée tout à coup notre conception de la laïcité dont nous sommes tous d'accord pour dire qu'elle n'est pas uniquement la tolérance mais qu'elle doit être aussi l'éveil, par les lumières et l'apprentissage de l'autocritique et que c'est le rôle de l'école d'y parvenir et d'y concourir.
Nous voilà tous d'accord pour dire que notre but est l'intégration et nous savons bien que l'intégration ne peut pas être l'assimilation pour la raison très simple - ce n'est pas le lieu de faire un cours de dialectique - qu'au fur et à mesure que de nouveaux éléments s'intègrent à la société française, celle ci se transforme en fonction même de leur apport et est bien différente de ce qu'elle était auparavant.
Nous voilà tous d'accord pour admettre l'urgence de mesures cohérentes, simultanées, liées entre elles, montrant à l'opinion publique française que nous sommes décidés à répondre énergiquement au défi qui est devant nous.
Sommes-nous également d'accord pour penser qu'à cette occasion, nous pouvons aussi liquider ce vieux débat qui m'a toujours paru absurde et dans lequel certains intellectuels notamment envisageaient de dissocier la citoyenneté de la nationalité, comme si en France, en République et après la Révolution française, cette position avait la moindre croyance.
Sommes-nous d'accord, en sachant très bien que ce n'est pas une solution miracle et qu'elle ne remplace pas tout ce qu'il faut faire en matière d'emploi, de logement, d'éducation, en matière sociale, pour permettre, mais de façon rapide, massive, j'allais presque dire automatique, à tous ceux qui le souhaitent de devenir des citoyens de la République française, avec les droits et les devoirs que cela comporte ?
Pardonnez-moi, mes camarades, cela s'organise, cela se prévoit, cela se planifie, cela se finance, cela ne se fait pas en engageant des aides pour ceux qui traitent les dossiers de naturalisation !
Et j'en viens à un autre grand débat, et rassurez-vous, j'accélère, qui, lui, nous est posé aujourd'hui, qui est celui qui nous est posé par l'évolution en Europe centrale et orientale, par la révolution de 1989, par ce formidable mouvement qui brise les cadres imposés immédiatement après la dernière guerre et ouvre pour tous ces peuples les chemins de la démocratie.
Je n'y reviendrai pas dans le détail, nous en avons parlé tout à l'heure dans la Commission qui parlait des questions internationales et nous aurons l'occasion,

Fondation Jean-Jaurès

je pense, d'y revenir demain, d'autres orateurs y ont fait allusion, mais la question qui nous est posée, mes chers camarades, et le débat qui est entre nous, et c'est aussi un grand débat pour les années qui viennent, et il est utile, il est sain que ce débat ait lieu parmi les Socialistes, c'est les conséquences pour nous-mêmes et notamment pour la Communauté européenne, notamment pour la construction européenne telle que nous la concevons.

Mes chers camarades, la Communauté européenne serait-elle une de ces expériences de laboratoire qui peut se dérouler imperturbablement, quoi qu'il arrive par ailleurs, quels que soient les événements autour d'elle ?

Nous savons bien qu'il n'en est pas ainsi. Nous savons bien que toute l'histoire de la construction de l'Europe est liée à une situation qui était celle de la guerre froide, de la coupure de l'Europe en deux blocs, avec la menace que représentait pendant longtemps une Union soviétique stalinienne. Et le fait que tout cela s'effondre, que tout cela bouge, n'aurait aucune conséquence pour nous ? Qu'il suffirait de dire " continuons" ?

Vous savez bien que non.

J'ai écouté, avec beaucoup d'intérêt ce qu'en disait ce matin Lionel Jospin.

La construction européenne, mes chers camarades, sa nécessité fait l'unanimité des Socialistes et nous sommes quelques-uns ici à avoir agi pour l'Europe et pas seulement d'en parler. J'aime bien savoir de quoi je parle. J'aime bien savoir de quelle Europe nous parlons et je dis très calmement qu'aujourd'hui, à la lumière de l'immense ébranlement qui est en train de se produire, la stratégie dite du marché unique, concrétisée pour l'instant par cette directive applicable à l'ensemble des pays de la Communauté et par la décision de libérer les mouvements de capitaux, n'est pas une réponse au défi historique qui est devant nous, qu'elle est même en train de perdre de plus en plus de sa réalité, au fur et à mesure que les jours passent et qu'il ne suffira pas là aussi de la méthode "Coué" pour répondre, comme par miracle, à l'immense interrogation que nous posent aux portes de l'Europe actuelle, ces nouveaux interlocuteurs qui sont en fait nos futurs partenaires.

La question allemande est posée. Il n'est pas très difficile d'imaginer, à partir des discours déjà tenus, quelle réponse sera apportée par les faits dans les quelques années qui viennent. Quel sera à ce moment-là le rapport des forces, car il s'agit bien de rapport de forces, vous le savez, dans la vie internationale et dans la communauté elle-même, quel sera le rapport de forces à l'intérieur d'une Europe qui doit rester l'Europe actuelle ?

Mais quels dangers n'y a-t-il pas à imaginer que ce cadre lui-même craque tout d'un coup, et vers quoi, vers quel inconnu ? Mes camarades, réfléchissons-y ensemble aussi loyalement que possible. Croyez-moi, nous n'avons pas beaucoup de temps pour apporter une réponse cohérente.

Voilà. Ce ne sont pas de grands débats, tout cela, ce ne sont pas de vrais débats susceptibles de passionner nos militants et d'intéresser l'opinion. Ce ne sont pas les vrais questions auxquelles l'ensemble des Socialistes sont capables de répondre.

Je sais bien qu'il y a une question qui n'intéresse personne, pardonnez-moi de

vous le dire, qui encombre les pages des journaux et les commentaires des médias, avec quelques inconvénients pour l'image de notre Parti et sans profit politique apparent, c'est l'immense problème dramatique, préoccupant, angoissant : qu'est-ce que certains de nos camarades vont bien pouvoir faire entre eux le 12 janvier ?

Louis Mermaz - Le 13.

Pierre Guidoni - Le 12, mon cher Louis, et tu le sais bien.
Sûrement pas le 13, parce que les événements importants de la vie du Parti, ils ne se passent jamais quand nous sommes tous réunis. Ils ne se passent jamais quand nous sommes tous là pour en débattre et pour en discuter, parce que les événements importants, ils se passent ailleurs, avant, sous d'autres formes, dans d'autres conditions
De quel droit, à quel titre, et pourquoi serions-nous, nous et d'autres, exclus de ces passionnantes discussions ?
(Mouvements divers, applaudissements)
Vous vous tuez à dire que le débat concerne tout le monde, que vous ne trouvez pas entre vous suffisamment de différences ou de clivages, et en même temps, pourquoi par amitié, par le poids des souvenirs, par tendresse réciproque... (rires)... vous ne parvenez pas à sortir du cadre dans lequel vous vous êtes vous-mêmes enfermés.

Dans la salle - On va t'inviter !

Pierre Guidoni - S'il y a synthèse le 13, mes camarades, - je redeviens sérieux - quel rôle nous attribuez-vous ? Vous comptez sur nous probablement pour, présentant un texte, animer par notre présence les débats du Congrès ?
(Rires)
C'est un rôle qui est à mi-chemin entre l'animation culturelle et l'intermède artistique !
(Rires et applaudissements)
Nous nous y sommes prêtés souvent, par gentillesse... (rires)... je ne suis pas sûr que nous ayons très envie de nous y prêter cette fois-ci.
Et je ne suis pas sûr, pour être tout à fait franc, que ce soit l'intérêt du Parti.
Je crois, au contraire, que l'intérêt du Parti, c'est que tous ces nuages un peu noirs que nous voyons dans le ciel ces derniers temps, crèvent d'un bon coup et qu'on ait l'orage. Après la pluie, le beau temps.
Je crois que s'il y a ici des camarades qui ont des choses à dire et qui veulent s'adresser aux militants qui ont fait des textes et qui les signent, eh bien ! Qu'ils les fassent voter. Où est le drame ? Louis, où est le massacre ? Nous sommes tous là bien vivants. Et nous nous retrouverons, j'en suis sûr, dans les meilleures conditions, après avoir, comme il convient aux Socialistes, librement et calmement, débattu.
Rien ne fait plus de mal au Parti que la dramatisation artificielle d'un conflit qui

Fondation Jean-Jaurès

n’en est pas un. Rien ne fait plus de mal au Parti que l’attachement à des formules périmées et, pardonnez-moi de le dire, je crois que tout ce que nous vivons, permettez-moi de le dire un peu comme un observateur, j’allais dire extérieur, objectif, tout ce que nous vivons ces derniers jours montre que s’il y a une formule qui est périmée, c’est celle de l’axe majoritaire.
J’ai dit que je serai franc, mes chers camarades. Je vais l’être jusqu’au bout. L’axe majoritaire, qu’est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu’en étant majoritaire à l’intérieur du courant A, on est automatiquement en situation de diriger le courant AB, et que lorsqu’on dirige le courant AB, grâce à une synthèse générale au Congrès, on dirige l’ensemble du Parti, ce qui veut dire qu’on dirige l’ensemble du Parti avec 20 à 25% des membres du Comité directeur. Ce n’est pas sain.
Je crois - qu’on ne me raconte pas d’histoire - je crois, au contraire, qu’il est temps que tout soit vraiment réellement sur la base d’un débat politique, sur la base d’un accord politique, associé aux responsabilités du Parti, et j’ai le sentiment que si nous le voulons vraiment, nous pouvons avoir un débat qui, à la fois, éclairera le pays sur les véritables problèmes, honorera les Socialistes, et montrera l’utilité de leurs discussions collectives, et nous permettra d’arriver à Rennes plus forts, plus unis et plus fraternels. C’est en tout cas le souhait que nous formons. Nous avons, vous le savez, vous vous en doutez, beaucoup de choses à dire dans le débat du Congrès, et nous les dirons, dans les sections, les fédérations à nos camarades, lorsque le moment sera venu pour cela, mais ce que je voulais vous dire aujourd’hui, c’était tout simplement ceci, et peut-être n’était-ce pas à moi de le dire, que nous sommes tous les artisans des victoires du Parti, nous sommes tous tristes dans ses difficultés, nous sommes tous garants de ce qu’il représente. Soyons capables d’être tous unis pour le débat, pour le Congrès, pour rechercher ensemble la synthèse qui permettra au Parti d’être plus que jamais à la hauteur de ses responsabilités.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Françoise Gaspard. Ensuite à Gérard Lindeperg.

Françoise Gaspard

Chers camarades, vous conviendrez qu’après Pierre Guidoni, il est difficile de parler. Je n’ai ni sa voix, ni son sens interne de l’humour et du comique de certaines situations, d’ailleurs que je ne partage pas complètement. Je vais essayer, malgré tout pendant quelques minutes de retenir votre attention.
Je ne parlerai pas de la situation du monde, des bouleversements qui affectent à une vitesse incroyable l’Europe de l’Est et la Russie soviétique.
Cependant, une analyse rapide de la situation intérieure, à la lumière des élections législatives partielles - et l’immigration, est une fois de plus un enjeu - suppose qu’on n’oublie pas les extraordinaires mouvements de population auxquels nous assistons, et qui vont très vraisemblablement, dans les décennies qui viennent, se développer.
Je vous parlerai donc de Dreux et de façon incidente de Marseille : comme au

lendemain des élections municipales partielles de septembre 1983 qui avaient révélé pour la première fois un Front Nationale à plus de 10%, les analystes aujourd'hui, pour les élections de dimanche, disent qu'il s'agit de cas particuliers et qu'on est en présence de phénomènes locaux.
Permettez-moi deux remarques concernant la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir.
La première, c'est qu'il faut éviter d'abord les critiques faites sur la campagne de notre candidat. Sa campagne à Dreux n'a pas été excellente d'abord par différence. Le Front National a mené une campagne remarquable fondée sur le contact, une campagne professionnelle bien ciblée, lourdement financée, lourdement et terriblement démagogique aussi.
Notre candidate, comme d'ailleurs le candidat du RPR s'est usée dans une tournée de mairies pour rencontrer des élus qui souvent n'étaient pas là et qui dans leur très grande majorité n'ont jamais été nos relais.
Si je dis cela, c'est parce que je pense qu'il est temps de réfléchir, il y a d'autres partielles qui vont venir, sur l'aide à apporter par le national aux militants locaux lorsqu'ils mènent un combat dans une période où tout bouge et où il est utile que, sur le plan de la communication, nous soyons collectivement et localement en état de mener des campagnes qui doivent être nécessairement d'un type nouveau.
Il y a plus important. Expliquer le score du Front National par la présence d'une forte proportion d'immigrés masque la réalité et empêche de voir l'essentiel. Dans cette circonscription, c'est vrai, il y a Dreux et son agglomération qui ont connu depuis trente ans un très fort courant d'immigration, mais le problème principal de cette ville comme de beaucoup d'autres de la très grande couronne parisienne, c'est moins le problème des immigrés, la présence des immigrés, que la déqualification de la population, l'existence d'une population essentiellement ouvrière, ouvriers non-qualifiés fragilisés par la modernisation de notre économie Dreux est une ville pauvre avant d'être une ville immigrée, et c'est parce qu'elle est une ville de sous-prolétariat qu'elle est une ville d'immigrés.
Il faut ajouter à cette réalité économique sa situation par rapport à Paris, ce qui conduit d'ailleurs à s'interroger sur nos politiques en matière d'aménagement du territoire. Nous connaissons depuis une dizaine d'années une nouvelle forme d'immigration, celle des ouvriers et des employés qui sont chassés de Paris et de sa banlieue par le prix du logement. Les promoteurs ont mité nos communes rurales proches de Dreux de lotissements, ils ont vendu du rêve qui est devenu du cauchemar, des traites impossibles à payer, la menace de la saisie, dix à onze heures absent de chez soi, des enfants et des adolescents livrés à eux-mêmes, dont les principaux de collèges nous disent qu'ils posent autant, sinon plus de problèmes que les enfants d'étrangers. Des gens déracinés, amers, angoissés, désocialisés. Ils sont dans cette circonscription 3 à 4000 à quitter chaque matin le département pour se rendre travailler à Paris ou dans la région parisienne et ne revenir que tard le soir dans leur maison.
La circonscription, ce n'est pas seulement Dreux et son agglomération, c'est aussi du rural profond, on l'oublie quelquefois, pas la circonscription de Dreux,

mais il y a aussi un morceau de Timeraie, un morceau de Perche. Le canton de La Ferté Vidame est coupé de Dreux et loin d'une cinquantaine de kilomètres, tourné vers l'Eure et vers l'Orne. On y lit peu la presse d'Eure-et-Loir. Il n'y a pas un immigré dans le canton de La Ferté Vidame. Marie-France Stirbois obtenait dans ce canton aux élections législatives de juin 1988, 9% des voix.
Elle y a obtenu dimanche dernier 32% des suffrages exprimés. Il convient donc d'être prudent au moins entre nous sur la spécificité du terrain, qui suffirait à expliquer un résultat afin de le considérer comme aberrant. On risque en effet de faire ce que les politistes appellent d'une affreuse formule un "fallace écologique", une erreur par surestimation du local.
Je voudrais dire aussi, pour répondre à un argument qui m'a été donné, que nous avons examiné avec Gérard Le Gall, que l'argument, l'explication du vote affectif pour Marie-France Stirbois, veuve éplorée, n'est pas pertinent, au moins pour la ville de Dreux. Depuis la mort de son mari, Marie-France Stirbois a déjà été candidate aux élections municipales à Dreux au mois de mars dernier, et elle avait obtenu sur cet argument affectif notamment 22% des voix. Elle en a obtenu dimanche dernier 49,9%.
Si le local atténue ou exagère les tendances profondes, il ne saurait à lui seul expliquer le résultat. Il suffit d'être sur le terrain pour mesurer les effets en termes de démobilisation de ce qu'on appelle le déficit social, le malaise dans la fonction publique, la querelle au sein de la Gauche sur le thème "plus laïque que moi tu meurs !"
Le problème lié à Creil, il fait des ravages ? Je ne crois pas qu'il faille dire les choses aussi vite, tant la question est complexe, et il y a beaucoup de choses sur le voile. J'ai été une des premières à me prononcer précisément dans le numéro du Nouvel Observateur où Lionel Jospin a donné son interview, ce qui fait que je ne peux pas être dénoncée comme suspecte de complaisance à l'égard de ce qui constitue une oppression insoutenable pour les femmes.
Je crois avoir depuis dix ans traité dix fois, vingt fois, trente fois la question du voile à Dreux. Je sais aussi qu'on n'arrache pas les voiles sans courir le risque d'en voir fleurir d'autres.
(Applaudissements)
Ce qui a fait des ravages, je vous le dis, mes camarades, ici, ce sont les déclarations assassines en direction de Lionel Jospin pour des raisons qui n'ont pas grand chose à voir avec le principe, mais tout à voir avec les perspectives d'un Congrès !
(Applaudissements)
Quelles conclusions tirer de ces élections ? Moi je pense qu'il faut d'abord ne pas pratiquer la politique de l'autruche. En septembre 1983, Pierre Mauroy le rappelait ce matin, les politistes ont essayé de démontrer de façon scientifique qu'à partir des élections de Dreux, on pouvait extrapoler que jamais l'extrême droite en France ne dépasserait 5%. Je ne veux pas extrapoler à partir des résultats du Front National à Dreux et à Marseille dimanche dernier, d'autant qu'il n'y a pas d'élection générale en perspective. Tant mieux ! Tant mieux si nous savons tirer les conclusions justes de ce que nous venons de sentir et de

constater.
J'ai été personnellement inquiète, je le dis, et je le dis ici et pas à l'extérieur, de la réaction pour le moins hâtive du Premier Ministre qui dès lundi trouvait comme seule cause à la poussée de l'extrême droite dans les circonscriptions concernées la présence d'étrangers. Les immigrés ont servi de bouc émissaire à l'extrême droite, il serait dangereux qu'ils deviennent le bouc émissaire de nos déboires électoraux.
(Applaudissements)
Je ne crois pas en outre que l'annonce précipitée de mesures en faveur de l'intégration - je sais bien que le Comité interministériel était prévu avant les élections - démobilise le Front National demain. En la matière, des actes, des pratiques sont plus importants que des discours. Je conclurai en parlant surtout de la nécessité de cohésion du Parti Socialiste, car dans les résultats de dimanche dernier, il y a aussi le résultat de nos dissensions, et je donnerai à la déclaration, au discours de Denise Cacheux quelques exemples concrets.
Dreux et Marseille, chers camarades, cela vous dit quelque chose ? L'Eure-et-Loir et les Bouches-du-Rhône ?
Deux villes meurtries par les divisions internes. Tant que certains dans le Parti soutiendront l'indiscipline, privilégieront ceux qui sont à l'extérieur du Parti Socialiste contre ceux qui sont à l'intérieur, nous courons des risques graves.
Les divisions des Socialistes dans le département d'Eure-et-Loir préparaient depuis des mois et plus nos difficultés de dimanche, et les Socialistes qui ont tenté de faire prévaloir une position collective ont été publiquement par certains de nos camarades qualifiés de sectaires.
La bonne ligne n'était pas en juin 1988 de soutenir le candidat du Parti Socialiste, Bertrand Gallet, dans la 3ème circonscription d'Eure-et-Loir, mais François Hubard, le candidat du MRG. Les Socialistes à Dreux l'année dernière ont fait campagne pour le candidat du MRG et non pour moi. Ils me traitaient effectivement de sectaire dans la presse. Pour une poignée de Socialistes, et parmi eux des noms qui comptent, l'ouverture signifiait abandon de la référence Socialiste, soutien à des candidats extérieurs du Parti Socialiste, voire renversement de nos alliances.
A Dreux, en mars dernier, une liste dissidente composée à partir du club Convaincre avec le soutien d'un notable départemental s'est non seulement présentée au premier tour avec une bénédiction au plus haut niveau du gouvernement, mais maintenue au second tour, faisant repasser le maire qui avait fait le premier l'alliance avec le Front National. Quand on a distribué dans la rue un tract sur lequel il était indiqué "ni Droite égoïste, ni Gauche sectaire, aucune compromission avec les partis politiques", avec sous cette formule le nom d'un ancien ministre des gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, mes chers camarades, on comprend qu'un certain nombre de nos électeurs soient resté dimanche chez eux !
Je suis enfin mal à l'aise, face aux positions des responsables Socialistes, pour indiquer avec précipitation avant la décision du Bureau exécutif le bon choix de demain. Bernard Roman l'a dit, a fait face comme il convenait, en se contentant

Fondation Jean-Jaurès

de dire qu'il fallait faire obstacle au Front National. L'après-midi, sans commentaire sur la responsabilité de la Droite, sans rappel des alliances dans les régions ici ou là de la Droite avec le Front National, le Premier Ministre invitait nos électeurs à voter dimanche pour les partis de Droite. C'est un peu vite comme réaction. Les Secrétaires nationaux ou de simples députés y sont allés de leurs communiqués et de leurs déclarations entre lundi et mercredi, dans tous les sens.
Est-ce là un parti ?
J'ai personnellement refusé tous les micros qui se tendaient, toutes les caméras et les invitations sur les plateaux de la télévision. Marcel Debarge est venu à Dreux mardi soir entendre les militants de la circonscription. Lorsque j'ai dit que moi, en tous cas, je voterais pour le candidat du RPR dimanche parce que l'essentiel était de faire obstacle au Front National, il a vu la difficulté que cela représentait à Dreux et la réaction des militants.
En tous cas j'ai préféré pour ma part la forme du communiqué à l'AFP plutôt qu'une déclaration spectaculaire. Nous ne pouvons pas jouer, mes chers camarades, avec le Front National comme nous l'avons fait au cours de la semaine. Je ne veux pas me présenter comme spécialement vertueuse, je veux simplement dire que la cacophonie n'est pas digne du premier parti de France, du Parti des Socialistes.
Je conclurai en rappelant que lors d'un Comité directeur de 1983, j'avais déclaré qu'autant que la progression de l'extrême droite, ce qui m'inquiétait à la faveur de cette progression, c'était la droitisation de la Droite. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est qu'en raison de l'affolement que les progrès de l'extrême droite suscitent, il y ait un risque idéologique, y compris dans nos rangs, sur les grandes questions de société auxquelles nous sommes, et comme le disait ce matin Louis Mermaz, nous serons dans l'avenir confrontés, et auxquelles les réponses ne sont pas toujours évidentes, toujours faciles.
S'il n'y a pas sur ces questions là un débat interne approfondi, s'il n'y a pas au terme de ce débat cohésion des représentants, des dirigeants du Parti Socialiste, il nous sera, je crois, et je l'ai vu dimanche dernier, difficile de maintenir très longtemps dans l'opinion l'avantage que nous avons encore et qui tient très largement à notre ancrage dans l'idéologie républicaine et dans l' idéologie Socialiste humaniste.
Mes chers camarades, il a été dit par le Premier secrétaire qu'il serait heureux qu'à l'avenir il y ait régulièrement des Conventions. Moi, si je peux me permettre une suggestion, un rêve de titre de Convention serait morale et pratique politique.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci, Françoise Gaspard. Je donne la parole à Gérard Lindeperg, après quoi Philippe Farine nous fera un court rapport sur la Commission d'intégration, et puis la parole sera à Jean-Luc Mélenchon.

Gérard Lindeperg

Mes chers camarades, je ne voudrais pas troubler le sens de la très belle intervention que vient de faire Françoise Gaspard en répondant au dernier quart de ses propos.

Je crois que tout ce qu'elle a dit sur l'intégration et le tableau qu'elle nous a fait correspond à une réalité très forte et je partage ses conclusions.

Pour ce qui concerne le département de l'Eure et Loir, je crois que nous sommes devant une situation qui est très complexe, qui est très difficile, dans laquelle les responsabilités, je crois, sont partagées, même si certains en ont peut être de plus lourdes que d'autres, et c'est, je crois, tous ensemble que nous devons aborder cette question. Il y a comme cela dans notre parti deux ou trois départements particulièrement difficiles et je suis de ceux qui sont prêts à créer les conditions pour que l'on avance dans un certain nombre de départements et qui sont bloqués.

Je voudrais, au-delà de cette incidente, essayer de répondre à trois questions.

Première question, y a-t-il déficit social ou plus exactement sentiment de déficit social, et si oui, pourquoi

Deuxième question : pourquoi ce Congrès exige plus que d'autres, de notre part, un grand sens des responsabilités ?

Troisième question, et là je rejoindrai la problématique de notre ami Pierre Guidoni, lorsque nous parlons de synthèse et d'axe majoritaire, est-ce que nous parlons exactement de la même chose ?

Sur la première question, au Comité directeur de septembre, je suis intervenu pour démontrer que le contrat passé avec le Président de la République avec les Français avait été respecté par le gouvernement, les propositions précises ont été exécutées, les chiffres ont été respectés, voire dépassés, pour l'Education nationale et les priorités sont aujourd'hui illustrées dans le budget de 1990.

Pour ma part, donc, je refuse l'expression de déficit social et ce qu'elle recouvre, et ceux qui pensent le contraire, après avoir entendu Pierre Bérégovoy, tout à l'heure en Commission, après avoir entendu ici Michel Rocard ce matin, doivent le démontrer de manière objective et faire des propositions précises. Sinon, il faut cesser d'alimenter plus ou moins insidieusement le doute dans l'esprit des militants et de susciter du même coup le trouble chez nos électeurs.

Mes chers camarades, si je récuse le terme de déficit social, je suis prêt à reconnaître aujourd'hui le sentiment de déficit social, et c'est, je crois, Bernard Roman qui est l'auteur de la formule… décidément beaucoup de choses nous viennent du Nord, puisque c'était également un camarade du Nord qui avait parlé le premier de déficit social, et il a raison de l'utiliser car aujourd'hui, effectivement nous en sommes là.

Mais de la même manière, et je voudrais attirer votre attention sur ce point, souvenons-nous qu'entre 1984 et 1986, on parlait alors d'un sentiment d'insécurité, malgré la politique rigoureuse et courageuse conduite par Pierre Joxe et alors même que toutes les statistiques de criminalité étaient à la baisse.

Mais, mes camarades, il y a une différence de taille à l'époque c'était la Droite qui nourrissait ce sentiment, alors qu'aujourd'hui nous avons à rechercher des

Fondation Jean Jaurès

explications dans nos propres rangs, car s'il y a un sentiment de déficit social, face à une politique de gauche conforme aux engagements du Président de la République, il faut bien quelque part qu'il y ait un déficit d'explications dont une partie au moins est imputable à notre propre Parti.
Qu'attendons-nous pour parler de la baisse du chômage, des 17% de hausse en faveur du logement social, de l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires, de l'ISF, du RHI, de l'action en faveur de l'éducation, de la culture et de la recherche ?
Je voudrais poser cette question. Depuis dix huit mois combien de tractes, et de journaux avons-nous distribués sur ces thèmes ? Depuis dix huit mois combien d'argumentaires avons-nous expédié à nos fédérations ?
Combien de numéros de notre hebdomadaire avons-nous consacré à expliquer le sens de réformes directement inspirées de nos motions de Congrès ?
Le RMI, le crédit formation, c'est dans nos motions de Congrès. Alors, mes camarades, je crois qu'aujourd'hui, il y a mieux à faire que de scier la branche sur laquelle nous sommes assis.
Je constate par exemple qu'en redonnant à l'Etat son rôle de régulation, en matière d'implantation de bureaux dans la région parisienne, Michel Rocard ferme une parenthèse libérale, ouverte en 1985.
Je constate qu'en transformant les TUC en véritables contrats de travail indexés sur le SMIC, Michel Rocard comble un déficit social pour le coup qui s'était creusé depuis quatre ans avec le développement des petits boulots précaires.
Je constate qu'avec l'augmentation de 17% des crédits consacrés au logement social, au budget de 1990, Louis Besson va pouvoir redresser une situation qui avait atteint les limites du supportable et je constate en matière de pouvoir d'achat que certaines professions ont été revalorisées, infirmières, enseignants, que tous les agents du service public recevront une prime de croissance que le SMIC a été relevé de 4% depuis le 1er janvier 1989, et que les fonctionnaires bénéficient d'une progression significative qui vient interrompre une longue période de stagnation.
Alors, nous savons bien qu'il reste encore beaucoup à faire en matière de pouvoir d'achat, mais sachons aussi reconnaître le chemin parcouru et ne nous laissons pas aller à je ne sais quelle tentation masochiste.
Deuxième question sur l'esprit de responsabilités dans ce Congrès. Le Congrès effectivement, je ne sais pas s'il sera historique, on le sait après en général, mais en tout cas je pense qu'il sera totalement inédit, c'est le quatrième Congrès que nous tenons alors que les Socialistes sont au gouvernement, et il diffère déjà profondément des trois autres. Souvenons-nous à Valence, nous avions un Congrès d'unanimité, et je n'ai pas le sentiment que cette fois nous en prenions le chemin.
A Bourg-en-Bresse, en désaccord avec la politique du gouvernement, Jean-Pierre Chevènement appliquant les principes, qu'il avait préalablement formulés avec la vigueur que l'on connaît, avait démissionné pour défendre dans le Parti ce qu'il appelait à l'époque avec ses amis une autre politique.
A Toulouse, Michel Rocard n'était plus au gouvernement lorsqu'il avait

Fondation Jean Jaurès

présenté sa motion.
Pour ce Congrès de Rennes, tous les courants sont représentés au gouvernement, et je crois qu'il nous faut en tirer toutes les conséquences et en mesurer tous les risques.
On a déjà vu ce qu'il en coûtait de dire que le Parti doit être à la fois la majorité et l'opposition. Et cette espèce de stratégie de Pénélope provoque le trouble chez nos militants et déroute notre électorat. Si demain, mes camarades, les ministres siègent la journée au gouvernement et s'affrontent le soir sur les estrades des fédérations, je crains que la cacophonie de ces derniers jours prenne une intensité difficilement soutenable.
Et si ces tensions vont jusqu'à affecter la conduite des affaires du pays, nous risquons d'être sévèrement jugés par les militants et par les Français, qui attendent autre chose de responsables et de ministres Socialistes.
Mes camarades, ne sous-estimons pas compte tenu de la nature des débats engagés simplement au stade des contributions, ces risques pendant qu'il en est temps et sachons conduire la préparation de notre Congrès dans un souci de responsabilité et avec le souci de notre cohésion.
Dernière question : le problème de la synthèse, et j'aurai avec moins de talent bien sûr, les mêmes interrogations qui celles de Guidoni, mais pas tout à fait les mêmes réponses.
Sans vouloir m'immiscer dans les débats internes à un courant, après tout chaque courant a sa vie interne, on le sait bien, il y a un certain nombre de choses qui se décident, pas toutes ici, et c'est valable pour tout le monde. Je voudrais que ce Comité directeur nous aide à clarifier des procédures qui concernent l'ensemble du Parti.
Toute notre vie interne est structurée autour des courants qui se définissent par un acte très précis, celui de déposer une motion et pour que l'affrontement de nos motions différentes soient justifiées et compréhensibles par les militants qui suivent nos débats, il faut des orientations politiques et des propositions suffisamment explicites, et suffisamment différenciées les unes des autres, mais lorsque les textes convergent sur l'essentiel, et que tout se joue sur des nuances, que même les meilleurs exégètes ont de la peine à cerner quel est alors le sens du vote des militants ? S'il s'agit seulement de mesurer des rapports de force entre des hommes et des équipes de candidats à la direction du Parti, pourquoi pas ?
Mais il vaut mieux le dire clairement.
Mais alors, dans ce cas, le mot de motion d'orientation n'est plus adapté, et nos mécaniques internes deviennent des coquilles vides, car jusqu'ici les courants et les motions ont toujours reposé sur un débat d'idées et d'idées différentes.
C'est pour cela que je souhaite que l'on réponde à quelques questions.
Lorsqu'il y a quarante huit heures, c'était dans Libération, je crois, Marcel Debarge parle d'assemblée de synthèse, avant le Congrès national, fait-il un lapsus en voulant parler des assemblées de motion...

Louis Mermaz - C'est une erreur.

Cercle Fondation Jean Jaurès

Le président - Il a précisé que c'était une coquille du journal.

Gérard Lindeperg - ... ou s'il voulait changer la nature de nos procédures ?

Lionel Jospin. - On l'a déjà interrogé !

Gérard Lindeperg - Je ne connais qu'une manière de faire la synthèse : celle que nous pratiquons depuis toujours. Mais il peut y avoir des lapsus révélateurs, parce que si l'on s'achemine vers de nouvelles règles à travers, si j'ai bien compris, des synthèses à plusieurs vitesses, ou à plusieurs étages, il faudrait le dire, de manière plus explicite, dès maintenant pour que les conditions du débat soient clarifiées

Enfin, j'aimerais qu'on explicite également à mon tour le concept d'axe majoritaire. Nos pratiques veulent que cet, axe soit constitué au précédent Congrès par la motion arrivée en tête autour de laquelle s'agrègent éventuellement d'autres apports, à l'issu d'un débat politique qui permet d'intégrer à la motion majoritaire des propositions émanant de motions minoritaires.

Mais là encore, le concept d'axe majoritaire repose sur un débat d'idées et par ailleurs et surtout je ferai observer que l'axe majoritaire n'est pas une donnée préalable autour de laquelle s'organise le débat du Congrès, mais le résultat des débats du Congrès.

Et si cette approche n'était pas respectée, cela supposerait au fond qu'il y a dans le Parti des camarades qui par définition, par nature, par atavisme peut-être sont exclus de tout axe majoritaire et condamnés à camper aux portes du vrai pouvoir dans le Parti.

Mes camarades depuis Metz, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et il suffit d'observer la place qu'occupent aujourd'hui les principaux protagonistes du Congrès, l'un est à la tête de l'Etat, l'autre est à la tête du gouvernement et le troisième est à la tête du Parti.

Depuis quelques semaines, nous avons beaucoup parlé d'insertion, d'intégration, d'assimilation, je pose la question, ces mots ne valent-ils pas aussi pour nous-mêmes et le moment n'est-il pas venu de réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité du creuset Socialiste ?

Entre la reconnaissance des différences qui font notre richesse, et l'exaltation voire l'exacerbation de nos différences n'y a-t-il pas place pour une véritable intégration des uns et de autres au bénéfice de la direction et de l'animation d'un parti qui doit retrouver sa capacité d'innovation et de mobilisation ?

Pour conclure je dirai : ne nions pas les difficultés mais ne noircissons pas le tableau. Et puis aussi, sachons nous souvenir du passé.

Dix huit mois après notre premier retour au pouvoir de 1981, à la même période de quoi débattions-nous ? De la pause sociale et de la rigueur économique.

Après dix huit mois de conduite des affaires de quoi nous a parlé Michel Rocard ce matin ? De la nécessité d'une nouvelle étape, alors je crois que nous devons

nous réjouir que les conditions créées par l'action du Président de la République et du gouvernement nous permettent d'avoir en matière de politique sociale un débat sur la nouvelle étape plutôt que sur la pause.
Mes camarades, faisons en sorte que notre parti se donne des moyens à la hauteur de ses responsabilités et de ses ambitions, et qu'au soir du 18 mars mieux assuré de son projet et fort d'une identité mieux affirmée, le Parti sorte du Congrès plus cohérent, plus uni, plus offensif et surtout en bon ordre de marche pour affronter les batailles qui nous attendent.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Philippe Farine et ensuite Mélenchon.

Philippe Farine

Chers camarades, ceci est donc une communication sur la manière dont ont commencé les travaux de la Commission intégration.
Elle a été créée comme vous le savez, par le Bureau exécutif, et elle comprend 10 parlementaires, 10 membres du Bureau exécutif, et une dizaine de camarades baptisés en l'occurrence experts, soit parce qu'ils sont engagés sur ce terrain depuis longtemps, soit parce qu'ils assument des responsabilités soit parce qu'ils sont eux-mêmes des militants d'origine franco-maghrébine.
Cette Commission s'est réunie deux fois, au cours de la première réunion le Premier secrétaire a bien précisé le cadre dans lequel s'exerçaient ces travaux qui ne consistaient pas à présenter un nouveau rapport général sur l'intégration, il y a déjà eu un certain nombre de travaux faits dans ce sens, mais de dégager dans un certain nombre de domaines précis des propositions concrètes, permettant de réaliser des mesures en direction de l'intégration, voies et moyens de l'intégration si vous préférez. ; dispositions à proposer de type réglementaire, législatives, budgétaires et également de types d'actions à conduire dans l'opinion.
Après une première réunion, qui a permis de clarifier les objectifs, j'ai été chargé de présenter une note de travail pour balayer le sujet, et à la suite des premiers travaux, ces travaux vont s'articuler comme cela.
Notre point de départ est tout à fait simple, il est donné par le texte qui fût notre livre commun, pendant la campagne législative, les propositions des Socialistes pour la France, qui s'expriment ainsi : réussir l'intégration dans la société française des populations étrangères ou d'origine étrangère se trouvant sur notre sol et souhaitant y demeurer, tel est l'objectif des Socialistes et des propositions qu'ils feront aux Français.
Cet objectif étant précisé, cette intégration était considérée par nous Socialistes comme une priorité, l'objectif étant ainsi affirmé, ce sont les voies et les moyens que va s'efforcer de dégager la Commission pendant ces travaux, sans faire l'économie d'une réflexion plus générale sur le sens même que l'on donne au mot intégration, cette réflexion pouvant servir d'exposé des motifs aux différentes mesures qui seront proposées.

Fondation Jean-Jaurès

D’autre part, s’il est évident que dans cette affaire tous les immigrés sont concernés, il est certain qu’actuellement se trouvent au cœur du débat les Maghrébins, et plus généralement ceux de culture musulmane, c’est pourquoi nous ne pouvons pas esquiver, nous n’esquiverons pas les questions posées par la rencontre de l’Islam et de notre société laïque.
Les travaux pourront s’articuler autour de 6 grands chapitres.
Premièrement, intégration et égalité des droits et obligations, étant bien entendu que les obligations sont en général connues mais que les droits ne sont pas tous conquis, avec trois parties...
Comment parvenir à une égalité réelle dans le domaine économique et social ? Par la chasse aux discrimiNations, en faisant l’inventaire des textes législatifs ou réglementaires, des pratiques administratives à éliminer. En particulier, tout ce qui touche aux conditions de l’accès à l’emploi, et vous savez combien il y a toute une série de professions, ne serait-ce que la fonction publique et ses dérivés, les sociétés nationales, etc., qui sont interdites aux étrangers, à l’égalité en matière de prestations sociales (un certain nombre de prestations leur sont interdites), à l’éligibilité aux Conseils de prud’hommes, à l’accès aux Chambres de commerce, de métiers, d’agriculture, etc.
Toutes ces questions seront listées, étudiées, et on présentera au choix politique les décisions qu’il y a à prendre.
Deuxième aspect de l’égalité des droits : les questions posées par l’exercice des droits civiques, la reconnaissance du droit de vote et d’éligibilité aux élections locales.
Troisième paragraphe : la facilitation de la naturalisation, transparence, simplification et accélération de la procédure.
Ceci est le premier chapitre.
Deuxième chapitre : l’intégration suppose la rencontre et le refus de l’exclusion, avec deux terrains privilégiés, l’école et l’habitat. Je ne détaille pas, vous saisissez tout ce qu’il y a derrière.
Le troisième chapitre recouvre intégration et vie quotidienne, avec en première ligne le regroupement familial facteur d’intégration, et une interrogation sur les conditions dans lesquelles se déroule actuellement le regroupement familial, et la nécessité qu’il y a éventuellement à modifier ces conditions.
L’accueil aux guichets, avec tout le problème de la formation des personnels administratifs ayant, avec les étrangers, des relations de base.
Le soutien de la vie associative.
La politique d’expression communautaire, les radios.
Et une interrogation sur le renforcement des dispositions de la loi antiraciste de 1972.
Quatrième chapitre : c’est tout ce qui touche intégration et contrôle des flux migratoires. Des questions que vous connaissez bien, je ne vais pas les développer.
Cinquième chapitre : la politique d’intégration et sa dimension européenne, avec en particulier l’harmonisation au sein de la Communauté européenne des conditions de séjour et de résidence des travailleurs étrangers et de leurs

familles, et l'égalité des droits, au sein de cette Communauté, entre travailleurs communautaires et extra-communautaires.
Enfin, dernier chapitre, et non le moindre, le Parti comme facteur d'intégration.
Enrichie par les débats de la semaine dernière, cette note va être remaniée et servira de base, de table des matières, si vous voulez, aux travaux de la Commission.
Ceux-ci se dérouleront hebdomadairement (plus d'autres réunions, s'il le faut) et la Commission devrait être, dans le courant du mois de janvier, en mesure de transmettre, de présenter le résultat de son travail au Bureau exécutif, qui aura à lui donner le suivi politique et à prendre les décisions politiques que ces travaux peuvent amener.
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Philippe.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon, ensuite à Jean-Marie Cambacérès.

Jean-Luc Mélenchon

J'ai l'intention de vous éblouir par ma concision et, pour bien faire, rompant avec la série des monologues, je voudrais dire que je me reconnais quasi totalement dans ce qu'a dit Françoise Gaspard, et également, puisque je suis sénateur, dans ce qui a été dit par Denise Cacheux concernant la possibilité qui est à notre portée (et conformément à nos décisions antérieures) de doubler le quota des sénatrices au Sénat...

Véronique Neiertz - Cela fait deux !
(Rires)

Jean-Luc Mélenchon - Après cela, chers camarades, je voudrais dire que beaucoup de camarades ont évoqué ici les bouleversements qui se déroulent dans les pays de l'Est, mais j'ai eu le sentiment, souvent, que ces bouleversements étaient évoqués davantage comme une toile de fond que comme ce qui me paraît, à moi, être la vérité des faits, la matière même de la situation politique à laquelle nous sommes confrontés, et je vois une caractéristique que je veux souligner, pour que nous n'en restions pas à l'impression que la situation à l'Est, ce qui s'y produit, ne comporterait que des risques du point de vue de l'idéal qui nous anime, des risques parce qu'en Union soviétique et dans tel et tel pays de l'Est, on voit des forces conservatrices apparaître.
Je considère, moi, au contraire, que ce qui se déroule est une chance pour le mouvement Socialiste et qu'il y a une caractéristique qui tranche avec les années précédentes, notamment toute la période des années 70 et du début des années 80, c'est que nous voyons fusionner dans un processus unique la revendication démocratique et la revendication sociale.
S'il est vrai que la bannière aujourd'hui est celle de la démocratie, les peuples de

Fondation Jean-Jaurès

ces pays mettent la revendication démocratique comme le moyen du règlement de leurs problèmes qu'ils sentent insolubles dans le cadre du silence obligatoire qui est celui des régimes des pays de l'Est.
De ce point de vue, j'estime que, s'il y a une leçon à tirer de ces événements, c'est que plus que jamais l'alternative du Socialisme démocratique est à l'ordre du jour.
Mais naturellement, elle ne naîtra pas mécaniquement des faits, elle ne pourra résulter que de la bataille d'idées.
On a évoqué le rôle de l'Internationale Socialiste, mais nous ferions bien, si nous sommes d'accord sur ce point, d'en tirer les conséquences pour nous-mêmes. Nous n'avons que cela, les idées, qui rendent compte des faits, des revendications, qui permettent de tracer des perspectives sur l'avenir et qui permettent de rassembler pour faire accoucher le grand projet, faire naître le grand projet qui est le nôtre.
C'est à cette échelle que, pour ma part, j'apprécie le conjoncturel, même s'il est révélateur de tendances de fond (c'est-à-dire ce qui se passe à Dreux), et le durable, ce qui sera arrêté par le Congrès de notre Parti.
Dreux, chers camarades... Je veux d'abord tordre le cou à une idée que je trouve répugnante, l'idée d'après laquelle nous payerions à Dreux le prix du foulard !
C'est une ignominie - largement colportée dans notre Parti, une insulte à l'intelligence des militants Socialistes et la préparation de déboires encore plus grands si nous en restions à ce niveau imbécile d'analyse !
(applaudissements)
Dreux, chers camarades, c'est le cri du pauvre contre le plus pauvre. Et c'est le cri du pauvre contre le plus pauvre faute de perspectives, faute de possibilités à empoigner soi-même, avec ses propres mains, à transformer la société et à changer la vie. C'est le prix du consensus et, je vous le dis d'avance, lundi sera pire que dimanche ! Si Stirbois nous bat, elle aura battu tous les partis politiques. Et nous, si la politique est symbole et éducation, nous aurons fait la preuve qu'entre la Droite et la Gauche il n'y a pas de différence face au Front National, et nous aurons accru le désarroi moral, intellectuel, militant, de ceux qui peuvent se regrouper autour de nous.
Sur l'effet de l'inégalité, i'ai entendu tout à l'heure dire des choses et je veux aussi, moi faire part de mes constats.
Je constate, cher Gérard Lindeperg, qu'alors que le plafond d'imposition sur les grandes fortunes est passé de 3 à 4 MF, il y a 40% de plus de gens qui en relèvent et que, dans la même période, il y a 20% de plus de personnes qui ne sont plus imposables sur le revenu !
Je constate que nous sommes la lanterne rouge de l'Europe pour ce qui est de l'intégration des jeunes dans l'emploi.
Je constate que les pointes du chômage de longue durée correspondent aux pointes de la croissance et que, l'année dernière, le chômage de longue durée s'est accru de 7%.
Je constate que, parmi les chômeurs de longue durée, 79% sont des femmes.
Je constate que les plafonds de l'accès au logement social, hier, permettaient à

88% de la population de relever des ayants droit et qu'on en est aujourd'hui à 55, 58.
Si j'évoque ces chiffres, c'est pour évoquer le tableau concret, quotidien, auquel sont confrontés les pauvres les plus pauvres, et ceux qui redoutent que, demain, ce soit leur tour.
Le développement du monde a été un développement dual pendant toutes ces dernières années et nos pays développés, le nôtre, sont 30% plus riches qu'ils n'étaient au début de la grande crise, à partir de 1974.
Telle est la perspective qui semble partout être la seule possible aux peuples, qu'ils soient à l'Est, à l'Ouest ou dans notre pays.
Pour moi, Dreux, c'est cela, et j'ajoute, pour l'inégalité devant l'accès à l'emploi, que rien ne pourra permettre de rompre cette situation sans la réduction du temps de travail, sans travailler moins chacun, pour travailler tous. Rien ne le permettra d'autre que cela, car partout les gains de productivité détruisent les postes de travail. C'est donc à une nouvelle civilisation qu'il faut faire face et ces 35 heures, qui ne peuvent être acquises que dans le cadre de la lutte européenne, ne peuvent l'être que par la société mobilisée, ne peuvent l'être que si on les propose comme un objectif collectif et non comme un rapport de forces.
Eh bien ! C'est tout cela qui n'est pas présent lorsque nous nous adressons aux pauvres et aux plus pauvres, et à ceux qui craignent que ce soit leur avenir, à Dreux comme ailleurs.
Je suis persuadé, de ce point de vue, que lundi sera pire que dimanche.
Alors, chers camarades, il n'est pas loyal et il ne serait pas honnête de dire que la politique du gouvernement ne se fait pas dans le Congrès, ou bien alors, on en revient à autre chose : on fait les déclarations qu'on veut, plus à gauche les unes que les autres, à la tribune du Congrès, et ensuite on fait autre chose dans les faits !
Je crois que l'honnêteté à l'égard de nos camarades au gouvernement et à son chef, commande qu'on ait cette clarté et que les militants tranchent.
C'est l'objet du Congrès.
Sur ce sujet, un premier mot. Le débat ne nous divise pas, camarades, c'est le silence qui nous divise, sournoisement. Le débat ne nous divise pas et nous n'avons donc pas besoin de la présence permanente (d'où l'action bloquée) de la "FINUL" du Congrès, qui vient en permanence entre les tranchées expliquer que nous nous aimons les uns les autres... parce que nous nous aimons, et nous nous aimerons encore certainement longtemps, mais cela fait partie de notre forme d'amour que de nous dire les choses comme nous les pensons !.. (quelques sourires)... et dans le débat d'un Congrès, il ne doit pas y avoir de tabou, d'abord parce que c'est un enjeu, un défi, non seulement pour nous-mêmes, Socialistes, mais pour toute la société.
Il n'y a pas de tabou. Sur la Défense, par exemple, il n'y a pas de peuple vraiment libre qui ne discute de sa Défense et de sa stratégie. Je reprends à mon compte cette interrogation - je ne suis pas un militaire, mais je suis capable de comprendre ces choses-là.. - quel est l'intérêt de disposer d'armements qui nous

permettent de frapper les Hongrois, les Polonais, les Tchécoslovaques, pour dissuader les Soviétiques de s'en prendre à nous ?
Il n'y a pas de tabou, la Nouvelle-Calédonie représente trop de choses pour nous pour qu'elle soit sortie des débats du Congrès et il n'est pas correct que l'on se fasse les haut-parleurs de Jacques Lafleur, face à un camarade Socialiste, pour prendre à la lettre ce que dit Lafleur, le répercuter, et considérer que je suis un provocateur parce que je défends le contenu des accords Matignon, la décolonisation et le contenu de la motion du Congrès de Lille du Parti, qui est que nous sommes partisans de l'indépendance association. Lui, je comprends qu'il trouve que c'est une provocation, mais nous, devons-nous "l'avaler tout rond" ? Et quand je vois tel ou tel ancien délégué me dire qu'il est en désaccord avec mes déclarations, que je lui demande où il a vu mes déclarations, qu'il me dit qu'il les a vues dans la presse, que je lui demande quelle presse a parlé de mes déclarations, et qu'il me cite "Le Figaro", "Le Quotidien de Paris" et "Les Nouvelles Calédoniennes", je dis : d'abord les camarades, les adversaires après !
Ce sujet-là non plus n'est pas tabou et je demande, moi, qu'il fasse partie des débats du Congrès du Parti...

Véronique Neiertz - Et "Le Monde"...

Jean-Luc Mélenchon - Comment nous insérons-nous dans l'enjeu que représente la réussite de l'indépendance association en 1998? Car je suis toujours indépendantiste (je pense que c'est le cas de tout le monde ici) et je le suis parce que j'aime mon pays et je ne veux pas que l'indépendance inéluctable de la Nouvelle-Calédonie se réalise dans la haine de la France.
Le débat, chers camarades, c'est forcément l'examen des différences. Alors, il faut quand même partir de cela.
Il y a une limite. Elle n'est pas là où l'ont dit les camarades toute la journée, elle n'est pas dans le débat sur les contributions. La limite, elle est dans le débat sur la déclaration de principe et je voudrais vous mettre en garde contre ce qui est en train de se passer.
Il y a une Commission créée, large, ouverte, travaillant avec sérieux et application, en présence du Premier secrétaire, qui a largement payé de sa personne pour qu'à chaque moment on puisse parvenir à des synthèses. Alors, on pouvait imaginer qu'à la fin de ce travail il reste, ici et là, des différences qui puissent donner lieu à des amendements, mais le corps essentiel doit être commun, parce que la déclaration de principe, c'est la carte d'identité de tous les Socialistes. Il ne peut pas être question que nous allions au débat sur cette affaire avec 3 ou 4 textes alternatifs, parce que cela, c'est quand même une logique de 3 ou 4 partis alternatifs !
La limite, elle est là.
(Applaudissements)
Nous devons avoir une seule déclaration de principe, fut-ce avec des amendements, et si nous ne pouvons pas l'avoir, la sagesse commande qu'on ne touche pas à celle qu'on a. Si nous ne pouvons pas avoir cette démarche, mieux

vaut ne toucher à rien, parce que, du moins, certains y trouveront totalement leur compte - c'est mon cas - et les autres n'auront qu'à apporter la preuve qu'ils sont capables de proposer mieux et tous ensemble !
Pour le reste, il faut aller aux différences. Le thème de la synthèse prend des allures assez croquignolesques.
J'ai noté dans l'appel de Louis Mermaz que nous n'étions pas inclus dans la famille des Mitterrandistes.

Dans la salle - C'est une distraction !

Jean-Luc Mélenchon - Je t'invite à réfléchir à certaines velléités locales où le principal et l'annexe ne sont pas là où on croit.
(Sifflements dans la salle)
Cela me donne l'occasion d'une petite mise au point. Qu'est-ce que le Mitterrandisme ?... une histoire commune ?... J'en étais !
Au Congrès de Metz, et puis, et puis... je ne vais pas sortir mes médailles. Je peux mais je le ferai en privé avec toi.
Et puis c'est une ligne... Et cette ligne, c'est celle d'abord et avant tout du rassemblement de la Gauche. On avait une stratégie. Moi j'ai le sentiment que je réponds, avec les camarades, dans la contribution au niveau de la proposition du rassemblement de la Gauche. Je me sens Mitterrandiste et dans la continuité de ce que je fais depuis que je suis au PS.
Il faut laisser cela de côté. Il faut aller aux différences, et si on n'y va pas, franchement on n'y comprend plus rien.
Si on explique qu'il n'y a pas de différences avec les prémisses économiques de la pensée du Premier Ministre et de ses amis au PS, si on n'explique pas qu'on est solidaire de ce qui se fait, et comme ses camarades sont cohérents, ils disent, ils écrivent, ils font...
S'il n'y a pas de différences, je ne vois pas au nom de quoi, du fait que trente fédérations se trouvent en situation de prendre la direction - on les sataniserait si on est d'accord avec. S'ils sont les meilleurs, il faut qu'ils fassent. Sinon, qu'est-ce qu'on est ? Un syndicat sortant ?
Une bonne synthèse, ça peut être une synthèse sur les idées. La synthèse sur les idées, il faut forcément qu'elle marque la différence, les différences. Sinon, on ne discuterait pas. Il faut débattre de ce sur quoi on se différencie. D'ailleurs, heureusement qu'on se différencie car c'est grâce à cela qu'on va porter plus loin la réflexion sur laquelle on n'était pas d'accord.
Alors, eh bien, il faut aussi que je balaye devant ma porte.
Ceux qui pensent qu'il faut fermer définitivement la parenthèse libérale, ceux qui pensent qu'il faut tout de suite proposer une nouvelle méthode de répartition des fruits de la croissance, et qui sont d'accord pour dire que tout cela s'acquière au prix du rapport de forces de la société immobilisée et du rassemblement de la Gauche, eh bien, tous ceux-là devraient présenter un texte nouveau au Parti.
Clarté et cohérence... on n'a rien sans risque.
Eh bien voilà. Prenez cela comme un appel.

Fondation Jean-Jaurès

Cher Jean-Paul, cher Jean-Marc, c'est à vous que je m'adresse. J'en profite... oui, c'est à vous que je m'adresse. Je crois que ce serait, en tout cas si la période des contributions sert à quelque chose - à cet effort de réflexion honnête et sérieux qui consiste à ce que chacun dès lors qu'il a affiché des différences voit dans quelle mesure il peut contribuer au débat général et peser sur la vie de son parti - que nous devons participer.
C'est une ambition légitime, si on pense que c'est cela qui est juste.
On ne va pas mettre, chacun sur notre table, nos 20 ans d'histoire passée. Je pense que ceci est essentiel par rapport, à cet instant, à un cours dont nous voulons inverser la marche.
Voilà, mes chers camarades, ce que j'avais à vous dire. C'est l'honnêteté qui doit commencer et c'est la confrontation des points de vue qui est nécessaire. C'est à ce prix qu'on fait une bonne synthèse et un Congrès honnête.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy veut dire un mot.

Pierre Mauroy

Je remercie Jean-Luc Mélenchon et je voudrais dire un mot sur le sujet qu'il a abordé. Je crois qu'il a abordé le problème de la déclaration de principe. C'est celui qui en a parlé avec les mots les plus justes. Nous sommes un parti qui doit avoir une déclaration de principe. Rien ne serait pire que chaque courant ait sa déclaration de principe. Ce serait l'échec total. Je dois dire que par définition, une déclaration de principe, cela ne peut satisfaire pratiquement aucun militant tout à fait, même les 200 000 qui sont dans le Parti. C'est nécessairement, compte tenu de toutes les sensibilités, surtout dans la période actuelle de grand brassage, avec les nouvelles générations qui arrivent - le compromis.
Le compromis le meilleur possible, pour donner vie à ce Parti, c'est encore un mot très juste : une carte d'identité.
J'ai, avec Gérard Colomb, et aussi avec Jean-Christophe Cambadélis, et avec d'autres camarades, vous avez raison, animé cette Commission de déclaration de principe. Nous avons bien discuté ensemble. Nous nous sommes réunis en Commission tout à l'heure. Et pratiquement - je m'adresse à mes camarades, à Pierre Guidoni, et à tous - je pense que la synthèse est possible, si vous-même, vous avancez dans cette synthèse.
C'est vous sans doute vous qui avez apporté la contribution la plus décisive... pour les travaux qui ont été ceux de notre Commission. Cela nous a aidés.
J'ai vraiment le sentiment que si demain, on devait se réunir et travailler les uns et les autres, nous pourrions arriver à un projet qui donnerait satisfaction à l'ensemble du Comité directeur. Dans ces conditions, cela pourrait être léché, réécrit, peut-être dans le détail mais nous aurions du temps. Nous aurions tout de même l'immense satisfaction de pouvoir adresser à nos militants une proposition commune de l'ensemble du Comité directeur.
Merci.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je donne la parole à Jean-Marie Cambacérès et ensuite à Marie-Noëlle Lienemann.
Ensuite il serait raisonnable que nous interrompions nos travaux pour les renvoyer à demain matin. Il y a une dizaine d'orateurs qui pourront poursuivre.

Jean-Marie Cambacérès

A ce stade du débat, effectivement, je crois qu'il faut être bref.
Je voudrais intervenir pour dire que dans le cadre de la révolution qui se fait dans les pays de l'Est, il y a quand même la Chine qui fait une évolution en sens inverse. Cela nous indique que le processus n'ira pas toujours dans un même sens.
J'en viens maintenant à deux questions d'actualité : le foulard et le barrage contre le Front National
Si je mets en rapport ces deux questions, ces deux thèmes sont très importants dans la mesure où j'ai battu Charles de Chambrun à la députation. Il était député Front National. Il est devenu, depuis, le seul maire de France à être Front National d'une grande ville, St Gilles.
Il y a aussi Jean-Marie André, le maire de Beaucaire, UDF que j'ai battu, aussi au deuxième tour, qui a refusé les enfants d'immigrés dans les écoles, dans les cantines et dans les transports.
Tout ce qui se fait au niveau national et ce qui se dit a des répercussions dans cette circonscription. J'ai été sensible aussi à l'argumentation de Françoise Gaspard. Il est vrai que dans la circonscription de Dreux, il y a beaucoup d'immigrés. Ca n'est pas seulement cette raison-là. Il y a aussi, dans cette circonscription, le plus fort taux de chômage du Languedoc : 15 à 16%. Et donc c'est aussi un problème social.
Sur le foulard, je crois que Lionel Jospin, le gouvernement, le Bureau exécutif, approuvés par le Président de la République, ont eu politiquement raison de faire ce qu'ils ont fait, parce qu'une mesure générale d'exclusion aurait été plus dangereuse sur le plan politique.
La défense de la laïcité, la lutte contre le prosélytisme, la modération dans la situation de porter des foulards, et maintenant la rédaction d'une circulaire en liaison avec les syndicats, tout cela paraît une bonne méthode. Et moi qui me bat contre l'exclusion des enfants d'immigrés, dans ma circonscription, je pense que cela me va tout à fait.
En ce qui concerne le barrage du Front National, les deux ou trois jours qui ont suivi les résultats de dimanche dernier, m'ont rappelé, sur le plan historique, ce qui devait se passer dans le début des années 30 en Allemagne. La Gauche se battait, le Parti Communiste a tapé sur les Socialistes et pendant ce temps-là, les nazis continuaient à progresser.
Je crois qu'il faut être clair là-dessus. Il faut faire barrage au Front National.
On ne peut pas reprocher à la Droite de s'allier avec le Front National contre nous dans certaines régions, notamment dans la mienne, si nous, nous ne nous prononçons pas clairement contre le Front National quand celui-ci est opposé à

Fondation Jean Jaurès

elle. C'est très simple comme problème.
Sur ces deux points, il y a unanimité au Bureau exécutif. Je ne comprends pas pourquoi il y a des campagnes dans le Parti sur ces deux points.
Depuis quelques semaines, je dois vous le dire, mes chers camarades, il est très difficile de faire son travail politique.
Notre travail politique, c'est combattre la Droite pour convaincre des gens nouveaux à être promus. Je peux vous dire que c'est pratiquement impossible avec des déclarations des uns et des autres...
C'est même l'UDF, dans le Roussillon, qui diffuse les déclarations de nos propres camarades pour nous combattre dans les communes des circonscriptions. On tourne en rond.
J'ai l'impression d'avoir, pour convaincre, des pelles mécaniques trouées, avec lesquelles on n'attrape plus rien. C'est très dangereux maintenant pour le Parti toutes ces déclarations dans tous les sens.
J'en arrive au troisième point qui est le Congrès. La liaison me paraît tout à fait directe. On pourrait en avoir des vrais débats, la politique économique, sociale, avec certains, l'Europe avec d'autres... et dans certaines instances, certains pourraient s'exprimer sur leurs différences. Il faudrait qu'on discute entre nous : l'environnement, l'intégration, la baisse du budget militaire, la citoyenneté dans l'entreprise, la décentralisation. Ce serait intéressant d'en parler. On ne peut pas. Tout est occulté par de faux débats à l'intérieur du courant sans différences véritables sur les textes.
Ce serait intéressant de savoir ce que pensent les camarades sur la réforme électorale dans les régions ou dans les départements, si les diverses motions ou contributions l'écrivaient... elles ne l'écrivent pas.
Par contre, les mêmes qui font du débat d'idées ou de l'argumentation selon qu'ils sont dans un département ou dans un autre, marquent leurs différences. Ils ont des arguments différents.
Comment voulez-vous qu'on ait de vrais débats dans le Parti sur ces problèmes ?
Pour avoir un véritable débat, il faut au contraire d'abord unir le courant AB avant le Comité directeur du 13 janvier pour permettre après, comme dit Mauroy de faire une synthèse générale avec tout le monde.
Le Président de la République et le gouvernement, ont plus besoin d'un parti unique après un vrai débat que d'un parti troublé après de faux débats.
Je répondrai à Guidoni et Lindeperg, sur le concept de l'axe majoritaire. Ce concept a encore un rôle historique à jouer.
Pourquoi ?
Il y a une identification des Socialistes, de leur électorat, de l'ensemble de la Gauche, depuis quelques années, avec effectivement un axe central qui montre un certain nombre de lignes sur l'action internationale, sur sa ligne politique interne d'union de la Gauche, et sur le programme.
Si à la place de cela, il y avait une multitude de petits groupes avec des lignes et des hommes qui peuvent changer au gré d'alliances diverses, il n'y aurait plus cette identification et très rapidement, nous risquerions d'en pâtir pour le Parti

Fondation Jean Jaurès

même sur la société, et nous risquerions d'avoir même beaucoup de conséquences électorales dans l'avenir.
Voilà les quelques mots que je voulais vous dire à ce stade du débat. Merci.

Le président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, il n'est pas du tout original de dire que nous observons un certain flottement politique chez nos concitoyens.
Deux signes distinctifs actuellement : l'abstention et le score du Front National.
Pour ma part, j'y vois deux raisons essentielles.
La première, l'absence de référence politique éclairant l'avenir. C'est vrai pour la Droite, c'est vrai pour la Gauche.
Je crains que les votes d'espoir, mes chers camarades, soient devenus les votes Front National, les votes verts, les votes écologistes.
C'est une lourde responsabilité pour nous et il faut essayer de combler ce déficit.
La deuxième raison, est le décalage important entre l'opinion et les politiques que j'analyse aussi comme un décalage, je crois, entre ce que nous annonçons dans notre discours et les faits.
Le vécu... chacun le mesure. Il s'agit de deux enjeux majeurs pour le Congrès.
Premièrement, contribuer à redéfinir une identité Socialiste à l'aube du 21ème siècle et les événements récents de l'Est rendent plus encore nécessaire cette rénovation cette actualisation, parce qu'effectivement il se passe des choses très positives à l'Est, mais je crains qu'au fond, in fine, ce soit d'abord une nouvelle avancée du capitalisme qui soit concrétisée et pas un réel progrès du Socialisme.
Il ne s'agit pas de regretter les mouvements, ils sont formidablement positifs, ni même les redouter, d'être craintifs, il s'agit d'être prêts et si regret il doit y avoir, c'est de n'avoir su plus tôt engager la rénovation de notre pensée et de nos projets.
La question se pose en France, mais elle est d'abord européenne.
Dans notre Congrès, rien ne sera plus urgent que de redéfinir des objectifs de transformation sociale, un nouveau projet, des choix et des priorités intangibles.
Je prendrai deux exemples.
Tout d'abord, l'Europe : il semble que de façon assez majoritaire, nous nous prononcions en faveur de l'accélération de la construction européenne, mais il y a à peine six mois, nous faisions une campagne européenne. Notre texte, très honnêtement, péchait par une certaine timidité, et je suis modeste, en particulier sur l'Europe politique.
Dois-je rappeler qu'à cette époque, et même au moment du débat sur les présidentielles, j'insistais sur la nécessité de confier au Parlement européen un rôle de constituante, je souhaitais que nous annoncions que nous étions en faveur des Etats-Unis d'Europe et le Parti, timide, s'est tu à ce sujet.
Il se trouve que François Mitterrand, à Strasbourg, récemment, a repris ces perspectives... quand je dis il se trouve, ce n'est pas un hasard, François Mitterrand a toujours annoncé que pour lui c'était la perspective.

Fondation Jean-Jaurès

Aujourd'hui, Laurent Fabius se pose la question : serions-nous finalement en situation... il faut renforcer l'Europe politique ou donner au Parlement européen des pouvoirs nouveaux de constituante... Il se pose la question… j'attends des réponses !
Car, finalement, n'est-ce pas une des grandes faiblesses de ce que nous faisons aujourd'hui que de sans cesse poser des questions et de ne pas s'attacher à y trouver des réponses.
Je pense donc qu'effectivement le débat sur l'Europe politique doit être tranché au Congrès du Parti Socialiste, et que ceux qui nous traitaient, il y a peu de temps, de gens un peu illuminés, ceux qui trouvaient que l'audace était irresponsable, trouvent en moins de six mois que l'audace est devenue réalisme.
Je les invite donc à avoir aujourd'hui un peu plus d'audace que celle que nous trouvons dans les textes de contributions, et pas seulement à ce sujet là, j'y reviendrai.
Je pense qu'effectivement, nous sommes là avec cette question sur l'identité Socialiste devant un moment crucial. Au moment où dans toute l'humanité montent des volontés démocratiques où, comme l'a dit Laurent Fabius lui-même, l'autonomie des personnes devient une question fondamentale, au moment où les technologies exigent que l'activité, ce que l'on appelle la valorisation des ressources humaines, comment des Socialistes pourraient-ils être en train de pleurer, de se lamenter, et seraient incapables de redéfinir un mode de développement qui met les besoins humains et l'équilibre de la planète au centre de leurs préoccupations ?
Au moment où le grand mouvement est en train partout dans le monde de se concrétiser, il n'y a pas que l'Europe de l'Est, regardez les salariés de la Corée qui commencent à manifester, il n'y a pas que ces phénomènes, c'est un moment plus général, comment pourrions-nous continuer à avoir une vision hyper-productiviste, traditionnelle, du développement économique ?
Il est temps de rompre avec cette logique là et je voudrais donc insister sur le deuxième thème qui me parait tout à fait important, qui est celui de l'écologie.
Je note que nous sommes très facilement ballottés par l'actualité, on n'en parle plus de l'écologie, comme si la question était réglée, qu'il suffisait d'une couche de peinture verte sur notre vieux projet pour avoir réglé la question.. Je ne le crois pas, c'est une question plus fondamentale, qui exige des remises en cause et je vais donner un exemple.
Mardi, nous allons avoir un débat sur le nucléaire, en tout cas sur la politique énergétique d'une demi matinée à l'Assemblée Nationale pour ce débat essentiel. Avons-nous le courage d'avoir ce débat avec l'opinion publique ? Non.
Il y a peu de temps, moins d'une semaine, on chargeait d'uranium Golflex... tous les Socialistes ont été manifester contre Golfex et avec un gouvernement Socialiste, on continue Golflex !
On arrête Creys-Malville, pas du tout par un choix politique, parce qu'on a la conviction que ce n'est pas l'avenir, non, simplement parce que c'est un gouffre financier. Heureusement que le gouffre s'est comblé vite, car qu'aurions-nous

fait ?
Nous allons avoir ce débat sur le nucléaire au moment où la grande majorité de l'opinion publique est contre le développement des centrales nucléaires. Les Socialistes, au mieux, seront silencieux, et au pire, continueront leur lutte traditionnelle sur l'énergie nucléaire, en ajoutant un petit couplet sur "l'énergie nucléaire, l'énergie propre de demain".
Si la question n'est pas traitée au fond au Congrès vous n'aurez pas la crédibilité en direction de la jeunesse ni même en direction d'un certain nombre de gens qui votent vert aujourd'hui.
Je voudrais prendre le troisième sujet qui est celui du désarmement.
Là aussi, peu de contributions ont eu le courage d'écrire qu'il fallait réduire les crédits militaires de façon massive. Nous l'avons fait. Je me rappelle encore, là aussi, avoir entendu : "Vous êtes responsables, la défense de la France... etc."... et puis, aujourd'hui, tout le monde dit : "La question est ouverte". Peut-être, mais il va être aussi essentiel de trouver une réponse rapidement.
Pour ma part je crois que cette question est décisive, pas seulement à cause de la question des pays de l'Est et du désarmement, mais parce que la structure économique d'un pays qui a consacré le gros de ses énergies à défendre le développement économique fondé sur le militaire est fragile dans le monde contemporain. Il concentre le pouvoir en des mains limitées, il réduit la diffusion technologique et de fait l'ensemble des objectifs stratégiques et économiques du pays sont conditionnés par un petit nombre de gens, souvent dans le secret.
Il me parait donc tout à fait essentiel de rompre avec cette politique-là et de s'engager de manière plus déterminante en faveur du désarmement.
Autre vœu politique que nous ne pouvons pas contourner à la fois parce que l'actualité le pose et parce que pour notre identité Socialiste c'est essentiel... oui, je parle de déficit social, et pour moi la question n'est pas de dire: le gouvernement n'a-t-il pas bien fait son travail ? Il n'y a pas d'un côté les bons Socialistes qui voudraient réduire les inégalités, qui d'ailleurs, quand ils ont été au pouvoir, ont fait comme les autres, c'est-à-dire les ont accrues, et les piètres Socialistes d'aujourd'hui qui seraient timorés. Il faut bien constater que sept ans avec un Président de la République de gauche ont accru les inégalités en France, et ce n'est pas de se renvoyer la balle pour savoir qui en est responsable qui réglera l'affaire.
Le fond du problème est bien plus lourd quand on constate dans les autres pays de la Communauté européenne il n'en est pas de même. Qu'on n'aille pas raconter que c'est la crise... la crise a eu des effets divers selon les pays, mais c'est fondamentalement la structure sociale et politique de ce pays qui fait qu'elle secrète par nature un certain nombre d'inégalités, et si nous avons fait de la redistribution du pouvoir le sens de notre contribution, c'est dans cette volonté-là.
Aucune distribution des richesses ne sera durable s'il n'y a pas redistribution du pouvoir, et singulièrement du pouvoir dans l'entreprise. Vous vous lamentez souvent sur la grande Allemagne si puissante économiquement, mais cherchez les raisons de sa puissance. Je dis que la cogestion a été un des éléments

déterminants du succès politique, social et économique de l'Allemagne fédérale, que ce sont les socio-démocrates qui l'ont portée, et qu'aujourd'hui, dans notre France si prompte à donner des leçons, nous n'avons même pas été capables de faire mieux que des lois, certes courageuses, de la part de notre collègue Auroux qui donnent le droit de donner la parole mais jamais le droit de décider.
Il est temps, parce que c'est raisonnable, c'est du réalisme, parce qu'il va y avoir des sociétés européennes où ce sera possible, de faire de l'autogestion et que les Socialistes arrêtent d'être timorés en ayant comme seul projet de mieux redistribuer le pouvoir.
Je constate que ce problème sera tout à fait déterminant dans le débat du Congrès, et je terminerai sur un point : les phénomènes de société, les problèmes de société.
Sur ces points-là je crois tout à fait essentiel de casser la dynamique qui est justement du faux bilan.
Quand on fait des bilans on fait la liste de ce qu'on a fait, mais les gens s'en moquent de ce qu'on a fait, à juste titre... Qu'est-ce que c'est qu'un bilan ? C'est les effets de l'action. Et combien de discours sur la réhabilitation des banlieues, combien de discours sur la lutte contre les ghettos dans les zones d'éducation prioritaires.
Je les vois tous les jours, moi, je suis élue d'une ville de banlieue, comme beaucoup ici, et j'ai dans ma commune des ghettos, et des difficultés. Concrètement, qu'est-ce qui a changé depuis 81 ?
Objectivement, avons-nous été capables d'engager une vraie rupture avec ce phénomène de marginalisation sociale ? Pour ma part j'estime le bilan douloureux mais on pourra toujours trouver toutes les solutions qui ressemblent aux précédentes si on ne met pas à plat une réflexion fondamentale.
Il y a un problème de crédits, mais pas seulement, et je vais en donner quelques exemples.
Croyez-vous que la solution aux problèmes de l'immigration soit la mise en place d'un Nème Comité interministériel ou d'un Secrétaire général à l'immigration ? Il y en a déjà des quantités de Commissions interministérielles. Quand on ne sait pas quoi faire pour résoudre un problème on crée une Commission interministérielle. C'est la réponse technocratique pure, classique, et qu'on ne ricane pas, tous les gouvernements Socialistes l'ont fait, les uns comme les autres.
Il est essentiel de rompre avec cette logique technocratique aujourd'hui car le décalage entre les discours affichés et l'action sur le terrain provient pour une large part d'un fonctionnement de nos institutions qui a sécrété un pouvoir déterminant, celui de la technocratie, d'autant plus fort que les politiques ont renoncé à avoir des sanctions et des projets.
Quand, dans la région Ile-de-France, pour préparer le schéma directeur d'aménagement, on ne trouve pas d'autre solution que de faire un Comité d'experts qui va faire un livre blanc pour proposer des autoroutes, sans le moindre projet de transports en commun, je dis, on peut m'expliquer tout ce qu'on veut, que ce n'est pas acceptable, que cela sécrétera les mêmes effets

qu’on a vu depuis toujours en région parisienne : l’asphyxie de la région parisienne, l’accentuation du déséquilibre habitat/emploi, est les transports en commun voués à une petite minorité pour éviter que ce soit totalement insupportable.
Mes camarades, si l’on continue ainsi il ne faudra pas s’étonner que nos concitoyens ne votent plus pour nous. Personnellement je les comprends.
Il me parait donc essentiel qu’on pose la question des institutions de la manière dont se fait le pouvoir politique : qu’une assemblée vote un texte, on le retrouve ensuite sur le terrain, et on dit : "Le RMI c’est très bien", seulement on se retrouve avec des circulaires d’application, des décrets, au mieux, quand ils sortent... avec autre chose que ce qu’on nous a dit dans le débat parlementaire. Evidemment, les termes sont toujours bien choisis dans la circulaire, mais ensuite nos concitoyens nous disent : "C’est très bien votre RMI, mais j’ai toujours des gens qui mendient, à Euromarché, etc.".
Il est clair que ces décalages sont très mauvais. Il y a la façon dont le rôle de l’Etat se détermine dans le pays. En réalité il est hypertrophié par une technocratie très lourde, les politiques sont devenus de plus en plus timides, et de fait l’Etat est devenu impuissant.
Il me parait donc essentiel que ces débats aient lieu au cours du Congrès, et je voudrais terminer en disant, pour ma part, que je comprends tout à fait qu’un certain nombre de camarades soient un peu inquiets sur la cacophonie actuelle. Je crois qu’elle est révélatrice d’une chose, et je l’ai dit au Bureau exécutif, Dieu sait que je suis favorable aux débats dans le Parti, je n’ai pas manqué de parler quand j’avais des choses à dire, mais il ne faut pas confondre les genres : plus on a des textes timorés, plus on a des textes prudents pour des raisons de positionnement interne, plus on se permet de savonner la planche aux petits camarades, à l’extérieur, et c’est vrai de partout. Qu’on ne me raconte pas d’histoires.
Il est donc essentiel que nous privilégiions une autre démarche, celle du débat d’idées, de propositions, avec le courage d’aller au bout d’un certain nombre de réponses, et pas seulement de poser des questions.
Il est essentiel que se pose la question de l’unité du Parti, mais elle ne se créera pas s’il n’y a pas une capacité d’écoute, de complémentarité entre nous. Et quand j’entends les camarades parler de l’axe majoritaire, je leur dis : soyez prudents, en physique un axe c’est toujours fixe, et aujourd’hui, mes chers camarades, ce dont nous avons besoin c’est du mouvement.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Il est juste 20 h Je crois qu’il est raisonnable de suspendre nos travaux maintenant. Il reste une dizaine d’orateurs pour demain matin.

Pierre Guidoni

Il ne serait pas convenable, le Secrétaire général nous ayant interpellés, qu’on suspende la séance sans que nous lui ayons répondu. Ce ne sera pas long.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes d'autant plus conscients de l'importance du travail de rédaction de la déclaration de principe que nous avons pleinement participé aux travaux de la Commission préparatoire et comme tu le rappelais toi-même, Pierre, je crois que nous avons loyalement contribué à chercher des solutions communes pour améliorer le texte. Max a suivi l'ensemble des séances et nous avons essayé jusqu'au bout d'arriver à un texte commun qui soit satisfaisant pour nous.
Lorsque nous avons fait le bilan de ce travail, de cette recherche loyale de l'accord entre nous, il nous est apparu qu'au-delà des problèmes de formulation qui peuvent toujours s'arranger dans une réécriture, il restait un certain nombre de difficultés dont je ne suis pas sûr que nous arriverions à les surmonter mieux que nous ne l'avons fait jusqu'ici.
On a beaucoup parlé aujourd'hui de la biographie du Parti, mais elle est ce qu'elle est, et les tropismes des uns ne sont pas obligatoirement les obsessions des autres. Les additions en la matière sont quelquefois difficiles et, en tout cas, ne suffisent pas à faire un texte cohérent.
Je crois avec toi qu'il serait dramatique que chaque courant se croit obligé de déposer son propre projet de déclaration, un peu comme une annexe aux contributions déjà déposées, et nous en arriverions à un débat tout à fait incohérent. Il me semble que ce n'est pas le cas pour l'instant. Nous avons un délai salutaire qui est imposé et qui est, me semble-t-il, ce Comité directeur...

Pierre Mauroy - 15 décembre.

Pierre Guidoni - J'allais y venir. Le véritable délai, c'est le 15 décembre.
Au-delà, y compris sur la déclaration de principe, des possibilités de rapprochement et de synthèse et de discussions existent dans le Parti. Alors, donnons-nous le temps de la réflexion. Voyons si, dans la suite de cette préparation de Congrès, les points de vue se rapprochent.
Nous avons beaucoup souhaité - et tu l'as souhaité toi-même, Pierre - que la dimension idéologique ne soit pas absente de ce Congrès. Au fond, pour nous, c'est peut-être une manière d'ouvrir ce débat, et de l'ouvrir dans le Parti autrement que ne l'a fait notre ami, Régis Debray, dans son très brillant article du dernier numéro de l'"Observateur", mais les problèmes que nous posons, me semble-t-il, méritent d'être pris en considération.
Voilà ce que je voulais dire maintenant. Au point où nous en sommes, sans doute serait-il sage d'en rester là pour l'instant.

Pierre Mauroy - Et de se réunir mercredi prochain, alors ?

Pierre Guidoni - Eventuellement.

Pierre Mauroy - La réunion de demain, ce n'est pas la peine de la tenir, alors ?

Pierre Guidoni - Je le crois honnêtement.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Bien.
La séance est levée.
Nous reprenons demain matin, à 10 h.

Parti Socialiste
Comité directeur
2 et 3 décembre 1989

Séance du dimanche 3 décembre 1989

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Nous avons encore onze orateurs inscrits dans la discussion générale. Je demanderai à chacun de se tenir dans la possibilité de dix minutes. Après quoi, nous entendrons les rapports des quatre Commissions.
Le premier orateur est Hubert Bicep. Il n'est pas là ? Alors, la parole est à Jean-Christophe Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadélis

Il est difficile de commencer, mais pour une fois que je ne termine pas... (Sourires)
Camarades, pour faire suite au débat qui a commencé hier où beaucoup de choses ont été dites et qu'il faut peut-être maintenant préciser, je crois que l'ensemble de notre électorat et plus largement la France, s'interroge sur la situation et sur ce que font les Socialistes dans cette situation.
Je crois qu'on s'interroge beaucoup sur les développements qui sont en train d'intervenir à l'échelle internationale. Dans les discours que nous entendons, nous avons une vision un peu partielle de la situation à l'échelle internationale, ou plutôt, nous sommes sous la pression de l'événement, et nous oublions un peu ce que nous avons dit il y a de cela quelques semaines dans de précédents Comités directeurs.
En effet, si l'élément important, c'est l'accent aigu qui est à l'Est, pour moi, l'accent grave reste encore dans les pays du Sud. S'il y a une déstabilisation, ô combien visible, extraordinaire, historique, au niveau des pays d'Europe de l'Est, je pense que ce n'est pas simplement une partie du monde qui est rentrée en mouvement, mais n'oublions pas ce que nous expliquions lors du dernier Congrès ou encore lors des récents Comités directeurs, sur le fait que l'hégémonie américaine est, elle aussi, mise en cause et qu'il s'agit donc d'une crise qui existe, qui est vivante, qui est palpable, au niveau des pays d'Europe de l'Est, mais en même temps, une crise qui existe et qui est palpable au niveau de l'hégémonie américaine et donc au niveau économique, et que ces deux éléments-là ont des conséquences dans les pays du Sud. Conséquences dans les pays du Sud qui posent un certain nombre de problèmes.
Je crois que s'il faut reprendre une démarche qui est celle de Gorbatchev, c'est

Collection Jean-Jaurès

qu'il faut substituer au monde bipolaire un monde et une vision multipolaires et intégrer dans notre analyse l'ensemble des contraintes qui pèsent sur les Socialistes et qui pèsent sur la France.
En effet, on ne peut pas rejeter d'un revers de main ce qui est en train de se développer dans les pays du Maghreb. Ce qui se développe en Amérique Latine, que ce soit au Brésil ou au Salvador, n'est pas pour avoir une vision tiers-mondiste, mais pour redonner l'équilibre de ce qui se passe. Oui, la crise qui existe du point de vue économique au niveau des Etats-Unis, et de l'ensemble des pays du Sud, et la crise particulière de référence idéologique et politique, et géostratégique des pays d'Europe de l'Est, mine les organisations et les références de ces organisations dans les pays du Sud.
En effet, toute une série de partis qui s'étaient constitués sur l'image même des partis Communistes sont entrés aujourd'hui en crise et libèrent, eux aussi, un certain nombre de phénomènes à l'intérieur de leurs propres pays, je veux parler de la montée de l'Islam.
L'ensemble de ces éléments-là, aujourd'hui, touchent les Français parce qu'à tous les niveaux qu'ils soient, lorsqu'on se retourne et que l'on analyse les choses, on ne voit plus aucune certitude. Toutes les certitudes, tous les éléments politiques, toutes les références, toutes les cultures qui étaient intervenues depuis le lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, sont entrés en mouvement, et c'est ce qui crée un certain nombre de problèmes dans notre analyse.
En fonction de cela, en fonction de ce moment historique, je crois qu'il est nécessaire que les Socialistes, que le Parti Socialiste et que sa direction aient la plus grande responsabilité, la plus grande responsabilité pour donner des réponses, trouver les moyens d'avancer dans cette situation internationale qui, encore une fois, n'est pas simplement issue d'une crise dans un domaine. On pourrait voir dans la réaction d'un certain nombre d'intellectuels, dans la réaction d'un certain nombre de camarades ou de militants, par rapport à l'ensemble de ces problèmes, on pourrait voir une situation toute particulière ou une formulation toute particulière. A la crise du millénarisme qui existe aujourd'hui à l'Est, répond une grande peur dans les pays d'Europe occidentale où l'ensemble des fantasmes qui existaient au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale sont en train de resurgir, c'est la peur du millénaire qui se substitue à la crise du millénarisme. Partout, nous voyons dans les réactions exacerbées la confusion des textes, la confusion des références, la multiplication des positions, sans pour autant trouver des solutions qui nécessiteraient, à mon avis, une pédagogie plutôt qu'un anathème.
Je pense que, par rapport à cette situation internationale, il y a une interrogation qui touche la société française, qui touche son identité, et il est nécessaire que les Socialistes travaillent dans la responsabilité pour trouver les solutions des réponses à ce premier problème.
Le second problème, c'est l'interrogation de la France, de notre base sociale du Parti Socialiste, sur la question sociale. Comment ne pas voir qu'à chaque instant, dans chaque mouvement, on cherche à trouver une réponse par rapport aux questions sociales ?

Fondation Jean-Jaurès

Tous les mouvements qui sont en cours, tous les mouvements que nous avons pu voir lors de la dernière période, particulièrement dans la fonction publique, mais pas simplement, cherchent non pas des réponses quantifiables simplement, mais cherchent de la part des Socialistes un signe, une cohérence, un discours qui puisse permettre à notre base sociale de voir où nous en étions, ce que nous faisons, où nous voulons aller, et constamment, pour ne pas répondre sur "où nous en étions", et pour ne pas dire "où nous voulons aller", nous disons : brouillons le discours, et nous n'avons pas la possibilité de dialoguer avec notre base sociale.
Moi, je crois qu'il est nécessaire d'avoir un accent, un signe vis-à-vis de notre base sociale, sur tous les problèmes, ceux que j'ai évoqués au premier point et ceux que j'évoque maintenant. Un signe qui est la force du tournant que nous avons dû prendre sur la rigueur, un signe qui est la force de ce que nous avons dû faire un moment donné pour remettre la France sur les rails, et c'est cela l'objet du Congrès. Cet objet du Congrès nécessite la plus grande responsabilité de la part des Socialistes et de la part de la direction.
Alors troisième élément et dernier point, interrogation sur le Parti Socialiste : il est quand même extraordinaire de noter qu'au moment où tout bouge, au moment où tous les camarades montent à la tribune pour dire : c'est la victoire du Socialisme démocratique, au moment où il y a de grandes possibilités pour le Parti Socialiste, pas simplement et difficilement nous l'avons vu en terme électoral, mais en terme de construction d'un parti ancré dans le monde du travail pour reprendre un certain nombre de formules, qui ont été développées ici, à ce moment précis, où il est nécessaire de répondre aux grands défis de l'ensemble de la société internationale qui se posent au niveau de notre base sociale, à ce moment précis, les Socialistes ont peur, semblent avoir peur, de répondre ensemble.
Et nous assistons à une situation, à une cacophonie à une difficulté de réponse politique ou de synergie commune, un peu comme si on avait peur de la réponse politique, et qu'à la nécessité d'une réponse collective, on préférait une aventure personnelle.
Et je crois que ceci est fort dommageable. Je voudrais prendre un seul exemple, et essayer de le traiter sans polémique, un seul exemple qui est celui de la laïcité. Foucault disait que la pire des choses c'était d'être chassé de son propre discours et je crois que c'est ce qui nous est arrivé sur le terrain de la laïcité par irresponsabilité politique.
Personne ne peut croire que sur ce problème la question de la défense de la laïcité était en cause, et on n'a pas pu le croire à tel point que dans les discours officiels dans ce qui s'est dit publiquement les éléments étaient communs, mais on a, par petites phrases, par petites touches, par un certain nombre de formules assassines, trouvé le moyen de légitimer un discours qui permettait à la Droite de venir sur notre propre terrain.
Et moi, j'aurais préféré quand ce débat a été mené sur le terrain de la laïcité, j'aurais réellement préféré que nos coups soient marqués en direction de la Droite, qui tout d'un coup se transformait en défenseur de la laïcité, plutôt qu'au

Fondation Jean Jaurès

niveau du Parti et du gouvernement qui défendait d'une manière pratique la laïcité. Et si la laïcité c'est la liaison organique avec la tolérance, comme a dit un orateur, alors on ne peut la défendre par l'intolérance, et la démarche pratique qui nous était posée, si on avait bien voulu voir l'essence du discours plutôt que le positionnement, on aurait vu et nous en avons la preuve aujourd'hui, que la meilleure manière de défendre la laïcité c'était - je voudrais parler de la pédagogie de la laïcité - de ne pas laisser un terrain qui nous aurait amené à de nouvelles défaites sur ce qui est l'essence même de notre combat politique.
Je conclurai en disant l'élément suivant, il est nécessaire que l'ensemble des Socialistes se ressaisisse par rapport aux enjeux qui sont les nôtres, je crois camarades que l'on ne gagnera pas les élections législatives en se fractionnant, qu'on ne gagnera pas les élections législatives et la fin du septennat en utilisant toutes les chances de la situation politique pour porter un coup à son ami adversaire, si nous continuons à avancer dans ce sens, ce que nous avons vu sur le terrain de la laïcité demain sera la loi commune de l'ensemble des Socialistes et au moment où tous les militants syndicalistes, au moment où des militants venant du Parti Communiste, au moment où tout un mouvement peut s'effectuer vers nous, nous n'avons pas la possibilité de les attirer, de les faire venir pour une raison toute simple, c'est au moment où ils cherchent une réponse et pas simplement un cadre, à ce moment là nous nous divisons, nous ne sommes pas capables d'indiquer où est le chemin.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Patrice Finel et ensuite Gérard Fuchs.

Patrice Finel

Je voudrais ce matin aborder trois ou quatre questions qui me paraissent être les enjeux du Congrès.

Le président - En dix minutes, s'il te plait.

Patrice Finel - Entendu, en dix minutes.
Plusieurs intervenants ont dit hier que les résultats électoraux confirment que notre parti est sur la pente de son déclin, de ce point de vue le Congrès de Rennes peut jouer un rôle extrêmement important pour faire en sorte que nous puissions de nouveau incarner la transformation sociale, changer la vie, rendre l'espoir, et donc la première question c'est celle du rôle du Parti en tant qu'outil, puisque le Parti c'est un outil.
Cet outil a servi à prendre le pouvoir, il avait été fait pour cela, et comme cela, et aujourd'hui on se demande à quoi il sert.
Je voudrais prendre deux exemples qui montrent que le Parti peut être un outil pour construire des rapports de force, pour construire des consensus majoritaires.
Le premier c'est le débat sur le revenu minimum. Il y a six, ou sept ans, je ne

Fondation Jean Jaurès

sais plus, un certain nombre de camarades, dont j'étais, mais pas seul, il y avait à l'époque les camarades du Parti Socialiste, de la CFDT, des intellectuels divers, ont fait un colloque sur le revenu minimum, colloque clôturé par Georgina Dufoix disant : c'est une utopie généreuse, mais ce n'est pas pour demain. Deux ans après ce colloque, l'idée du revenu minimum se trouvait dans une des motions du Congrès de Toulouse, celle du courant 2, le courant Rocard de l'époque, - je ne sais plus si c'est une lettre ou un chiffre - et deux ans après c'était dans la motion de l'ensemble du Congrès de Lille, parallèlement, un certain nombre de municipalités prenaient des initiatives pour mettre en place des revenus minimums locaux, deux ans après le Front National et députés du 16ème arrondissement exceptés, c'était un consensus de la société.
Et je ne parle pas de l'application concrète du RMI, c'est un autre débat, j'aurais beaucoup de choses à dire, mais je parle de la démarche de construction d'un consensus sur ce point et je crois que là on est en plein dans le rôle du Parti.
Mais je prendrai un autre exemple, plus actuel, par rapport à cela et par rapport à la montée du Front National : ce qui se passe sur le vote des immigrés; et sur l'insertion des immigrés.
François Mitterrand, dans sa lettre aux Français, dit : "Je suis pour le vote aux élections locales, mais les Français ne sont pas prêts, il faut faire de la pédagogie". Sur ce problème de la pédagogie, on est en plein dans le rôle du Parti aujourd'hui, et de ce point de vue le Premier Ministre, même si ce qu'il a dit est vrai en déclarant : "Ce n'est probablement pas pour cette législature", il aurait mieux fait de se taire, de ne pas le dire, cela ne contribue pas à créer le rapport de forces.
Par contre, à la fédération des élus Socialistes, pourquoi ne prend-on pas un certain nombre d'initiative coordonnées dans 60, 100 municipalités Socialistes pour mettre en place des procédures d'associations des immigrés à la vie locale ? Par ce que c'est aussi comme cela que nous créerons un certain nombre de rapports de force et que nous ferons de la pédagogie politique visant à faire changer l'avis des Français sur ces questions.
Je prends cet exemple, il y en a beaucoup d'autres, mais qui permettrait à la fois de sortir du faux débat: savoir si le Parti doit être pour ou contre le gouvernement. Le Parti doit avoir son autonomie sur un certain nombre de sujets pour construire des consensus afin de transformer la façon dont les questions sont perçues par l'opinion.
Je prendrai, de ce point de vue, un autre exemple.
Ce qui se passe en Europe de l'Est fait, là aussi, accélérer la réflexion de tout le monde. Il s'agit des questions de défense.
Nous avons vécu sur une espèce de mythe gaulliste, sur la stratégie de la dissuasion, et puis, par rapport à ce noyau central, qui n'a pas été remis en cause, sont venues se greffer certaines choses qui sont en contradiction. Il est clair que l'armement nucléaire tactique est contradictoire avec la stratégie de défense nationale. Il est clair que notre volonté de défense européenne est, en fait, contradictoire avec le fait qu'on ait cédé au lobby militaro-industriel, représenté par Dassault, et qu'on ait fait le "Rafale" tout seul, car l'avion de

Fondation Jean Jaurès

combat européen se fait de son côté, et puis qu'après qu'on ait fait le "Rafale", on ait fait le "Leclerc" pour l'armée de terre, et les porte-avions nucléaires pour la marine, et qu'on ait fait une politique d'armement qui n'a rien à voir avec une stratégie de défense, mais qui a à voir avec le fait qu'on a cédé à un certain nombre de lobbies...

Aujourd'hui, la situation a bougé. Je ne veux pas être cruel, mais je rappelle quand-même qu'on a été élu pour limiter, diminuer les ventes d'armes, qu'on a fait exactement le contraire et qu'on n'a pas entamé le problème de la reconversion de l'industrie d'armement, ce qui, maintenant que la situation a bougé en Europe de l'Est, va se poser de façon beaucoup plus cruciale.

Je voudrais rappeler une ancienne position du Parti, qui à mon sens n'a pas été abolie, qui est toujours dans nos textes, c'est la dissolution simultanée des blocs. Ne serait-il pas le moment pour le Parti, avec la façon dont cela bouge et la vitesse à laquelle cela bouge, de re-mobiliser sur cette question? Nous sommes pour la dissolution simultanée des blocs militaires et il me semble que, dans les circonstances politiques en Europe aujourd'hui c'est quelque chose qu'il faudrait remettre en avant.

Enfin, je terminerai par un troisième exemple où, là aussi, sur ce point, le décalage entre notre pensée, nos textes, nos discours et nos actes devient un peu trop grand et, à partir de là, nous décrédibilise.

François Mitterrand, au nom de l'Europe, a expliqué que nous allons aider l'Europe de l'Est à condition qu'elle fasse des élections libres et démocratiques. C'est tout à fait excellent. Mais ne peut-on pas se poser la même question quant à ce qu'on fait de nos crédits à la coopération et au développement par rapport à l'ancienne Afrique francophone ? Là aussi, le Parti a sa responsabilité, car la France est un des pays d'Europe qui donnent le moins aux organisations non-gouvernementales et qui contribuent le plus à reproduire l'aide au développement qui existait dans le temps, c'est-à-dire d'Etat à Etat. Donc, sur cette question aussi nous pourrions avancer, me semble-t-il, et c'est probablement un des enjeux du Congrès.

Je terminerai d'un mot. Je crois que la situation actuelle et notre déclin entamé viennent aussi du fait que l'opinion a l'impression que nous réagissons plus que nous agissons. Nous attendons d'être mis devant des faits accomplis pour ensuite faire un certain nombre de propositions, comme ces pompiers qui courent après l'incendie sans jamais arriver à l'éteindre.

Il faudrait peut-être, et j'espère que le Congrès sera ce moment-là, anticiper sur l'événement et se remettre en position de faire des propositions concrètes de transformation sociale ; ce sera une façon de nous re-crédibiliser en termes de projet, en termes de propositions de transformation sociale et en termes de réincarNation de l'espoir.

Merci.

(Applaudissements)

Le président - Merci de t'être tenu aux dix minutes, et tu as démontré qu'on pouvait dire beaucoup de choses en dix minutes. Bon exemple pour les autres.

Fondation Jean Jaurès

Gérard Fuchs, ensuite Isabelle Thomas.

Gérard Fuchs

Chers camarades, malgré les débats d'hier, que j'ai trouvé souvent intéressants en termes d'analyse, mon inquiétude demeure entière quant aux conditions de préparation de notre Congrès.

J'avoue, en effet, ne pas encore bien comprendre quelles sont les divergences de fond qui font que certains nous disent d'ores et déjà vouloir aller au vote des militants, tandis que d'autres seraient prêts à s'entendre avec les premiers, mais pas avec nous !

Chers camarades, pardonnez-moi cette immodestie, je crains fortement que si, moi, je ne comprends pas, beaucoup de militants ne comprennent pas davantage, et moins encore les Français qui regardent nos jeux et se demandent si, vraiment, ce sont des questions d'idées qui nous séparent, ou pas simplement des querelles de pouvoir ?

Or, si telle devait être la perception extérieure, je craindrais fortement que ce que j'ai entendu dire hier à propos de telle ou telle élection partielle ne soit que la répétition tout à fait mineure de lamentations à venir, qui résulteraient de désagréments électoraux autrement plus importants demain et après-demain.

Alors, essayons d'être responsables, dans notre intérêt d'abord, mais aussi dans l'intérêt de notre gouvernement et de notre Président, et surtout (surtout) dans l'intérêt de ceux qui nous font confiance pour améliorer leur sort.

Si j'essaye, pour ma part, de résumer ce qui s'est dit hier, il me semble avoir ressenti deux catégories de questions : les unes pour aujourd'hui, les autres pour demain.

L'aujourd'hui, c'est la politique du gouvernement.

Celui-ci fait beaucoup, tous les intervenants se sont plu à le reconnaître.

La question est alors : peut-il faire plus ?

C'est une question pertinente à laquelle, chers camarades, je pense qu'il nous faut répondre au plus vite, et je ne vois alors que deux hypothèses.

Si certains ont à proposer des mesures concrètes, susceptibles d'être immédiatement mises en œuvre, alors qu'ils les énoncent vite. L'amélioration de la vie quotidienne des Français ne saurait être l'otage de quelque tactique de Congrès.

J'ai bien dit, naturellement, des mesures concrètes, susceptibles d'être immédiatement mises en œuvre, et non de bonnes intentions ou des vœux, certes toujours sympathiques, mais sans effet.

Dire, par exemple, comme je l'ai entendu hier, que le projet de Charte sociale européenne actuellement en discussion devrait être meilleur, c'est sympathique, cela a même mon entier accord... Le problème est que le texte actuel est le résultat d'une négociation internationale qui rencontre déjà l'hostilité affirmée de la Grande-Bretagne ! Je ne doute pas que le Président de la République ne cherche, à Strasbourg, à améliorer encore le texte, je doute par contre tout à fait qu'il souhaite terminer avec une Charte qui ne recueillerait l'approbation que d'un nombre encore plus réduit de nos partenaires européens !

Mais je suis tout prêt à croire cependant ceux qui ont évoqué hier des possibilités, même si elles sont inconnues de moi.
Alors je dis : si Jean-Pierre Chevènement, Louis Mermaz, Laurent Fabius, Lionel Jospin ou Jean Poperen - je parle des plus notables signataires des principales contributions - ont des mesures immédiates à proposer à Jean-Pierre Chevènement, Louis Mermaz, Laurent Fabius, Lionel Jospin ou Jean Poperen - je cite maintenant des membres du gouvernement ou de très hauts responsables de l'Etat - je ne doute pas, chers camarades, que les seconds écoutent les premiers ! Pas plus que je ne doute que, si Pierre Bérégovoy, notre grand argentier, donne son accord, François Mitterrand et Michel Rocard ne soient prêts à soutenir ces mesures de tout leur poids.
Maintenant, si je suis trop optimiste et que les allusions qu'il m'est arrivé d'entendre à tel ou tel manque, déficit, voire décrochage, traduisent simplement des impatiences ou, pire, des positionnements, alors, chers camarades, je crie : casse-cou !
A quoi servirait, à qui servirait surtout, au bout du compte, l'encouragement de demandes, même légitimes, qu'aucun gouvernement (et je dis bien, en pesant mes mots, aucun gouvernement) ne peut immédiatement satisfaire ? A qui cela servirait-il, sinon à la Droite ?
Faut-il rappeler ici que mars 1990 n'est pas la date des prochaines élections législatives, mais celle de notre Congrès ?

Gérard Le Gall - Heureusement !

Gérard Fuchs - ... Que nous avons normalement encore plus de trois ans devant nous (je réponds à Gérard Le Gall) pour construire lentement, peut-être, mais sûrement, le bilan sur lequel, en 1993, nous serons jugés ? Que personne, par conséquent, ni nos militants, ni nos électeurs, ne nous pardonnerait de commettre une deuxième fois (une deuxième fois...) l'erreur de confondre une course de fond avec une course de sprint ?
J'en viens alors aux questions pour demain, celles qui doivent constituer le cœur de notre Congrès en éclairant l'action de notre gouvernement par la perspective de long terme qu'il est nécessaire que nous rappelions à l'opinion.
Ces questions-là, il me paraît d'autant plus indispensable de les aborder que nous sentons bien (c'est aussi le bilan que je tire de la journée d'hier) qu'il n'existe plus aujourd'hui de majorité bien définie pour assurer l'orientation de notre Parti.
A cet égard, l'appel lancé hier par Louis Mermaz, je dois le dire, m'a ému. Il est triste d'aimer sans être aimé...
(Murmures)

Louis Mermaz - C'est plus compliqué que cela... voir "Les Liaisons Dangereuses" !

Gérard Fuchs - Mes chers camarades, pourquoi ne pas nous souvenir que nous

Fondation Jean-Jaurès

sommes un parti avant d'être une famille ? Pourquoi ne pas essayer de fonder la majorité nouvelle, qui nous est indispensable, non sur les sentiments ou sur l'histoire, quelque respectables que soient les uns et les autres, mais sur des bases politiques explicites ?
Je pense qu'il est clair pour tous ici qu'en disant cela, je n'exclus quant à moi à priori personne.
Je vais donc examiner devant vous quelques points qui me paraissent particulièrement importants, en essayant de mesurer ce qui nous sépare et ce qui nous rassemble, sachant (je le dis d'entrée comme je le sens) que mon sentiment est que le second est bien plus important que le premier.
Tous nos textes préparatoires d'abord - et ce n'est pas rien en cette période de soi-disant effondrement idéologique - font référence au Socialisme démocratique comme démarche récusant à la fois le Communisme totalitaire et le libéralisme inégalitaire.
Tous, nous considérons que l'Europe se trouve aujourd'hui à un carrefour historique et la très grande majorité d'entre nous, m'a-t-il semblé, considèrent que le chemin qu'il nous faut maintenant emprunter est celui d'un renforcement accéléré de la Communauté européenne, de ses politiques communes, de ses institutions politiques et démocratiques.
J'ai bien écouté le discours d'hier de Jean-Paul Planchou, réclamant une pause car il s'inquiétait, lui, des effets de la libre circulation des capitaux à venir. Je ne désespère pas encore de le convaincre que la réponse à cette inquiétude réside justement dans la réalisation rapide de l'union économique et monétaire.
J'ai bien entendu hier les fortes critiques de Pierre Guidoni à l'égard des aspects trop libéraux à ses yeux de la Communauté. Je partage son sentiment, il le sait d'ailleurs, mais à ces critiques je ne connais que deux réponses : la sortie de la Communauté ou le renforcement de l'action des Socialistes européens.
Encore une fois, je crois que ceux qui préfèrent le deuxième terme au premier sont ici une très grande majorité...

Pierre Guidoni - L'unanimité.

Gérard Fuchs - Tous, nous faisons de la lutte contre les inégalités l'élément essentiel de notre identité collective, mais là je dois avouer une surprise : je suis de ceux qui considèrent que, de toutes les inégalités, la plus inacceptable est celle que crée le chômage, chômage des jeunes, chômage des femmes, chômage de longue durée. Or, au risque de surprendre tout à l'heure quelques commentateurs extérieurs, je dois à la vérité de reconnaître que le plus explicite, et de loin, sur ce terrain, a été Jean-Luc Mélenchon... comme quoi il peut se produire des convergences même là où on ne les attend pas ! Mais je ne doute pas que nous partagions pour autant tous l'analyse que je viens de faire, ni que nous en tirions les mêmes conséquences, c'est-à-dire que la priorité doit être donnée à la lutte pour l'emploi par l'investissement des entreprises, par la formation des hommes et, bien sûr aussi, si nous savons cette fois la réussir, par la réduction de la durée du travail.

Tous, ensuite, nous considérons que la dégradation de la vie dans certaines périphéries urbaines constitue le plus redoutable terreau pour la renaissance d'un racisme opposant absurdement les moins favorisés de notre société. Seule une faible minorité d'entre nous considère, je crois, qu'il suffirait d'une loi, fut-elle cadre, pour changer cela. Seule, je crois, une faible minorité d'entre nous considère que l'intégration indispensable des populations concernées, en particulier les immigrés (mais il n'y a pas qu'eux), pourrait être accélérée sous le simple effet du volontarisme. Seule, je crois, une faible minorité d'entre nous considère qu'en donnant rapidement la nationalité française à ceux qui ne l'ont pas l'intégration s'en trouverait réalisée par magie.
Créer les conditions d'une réelle égalité des chances à l'école, transformer nos villes pour qu'il y fasse meilleur vivre et que les associations y fleurissent, quelqu'un ici est-il contre cela ?
Mais dois-je alors rappeler que ces politiques, le gouvernement de Michel Rocard les a déjà engagées ? Faut-il simplement redire (mais vous le saviez, j'espère), qu'il faudra hélas des années avant de cueillir leurs fruits ?
Reste alors, et je terminerai là-dessus, le Parti.
Tous, nous souhaitons le voir grandir, notre Parti, pour en faire un instrument de transformation sociale efficace, car tous, j'espère, nous avons aujourd'hui compris, huit ans et demi après 1981, que l'action d'un gouvernement ne peut suffire à changer la vie.
Mais alors, chers camarades, je vous le demande, nos différences de vues sur les façons d'atteindre cet objectif suffisent-elles à justifier le risque de fracture entre nous, d'autant plus difficile à réduire ensuite que, faute de pouvoir forcer le trait, nous serions nécessairement conduits à forcer le ton ?
Alors, débattons, oui, c'est indispensable, mais débattons des problèmes qui concernent l'avenir des Français, et qu'ils en aient conscience.
Débattons sans mettre inutilement en difficulté notre gouvernement qui travaille et réalise.
Débattons en ne faisant trancher par les militants que les différences qui le mériteront. Débattons, en d'autres termes, en responsables, qui voulons garder quelques chances de le rester.
(Applaudissements)

Le président - Merci, la parole est à Isabelle Thomas.

Isabelle Thomas

Malgré les sympathies de Fuchs vous me permettrez d'exprimer quelque inquiétude, et c'est pour cela que je tenais à intervenir à ce sujet.
Cette rentrée scolaire et les débats fantasmatiques récents ont montré à quel point nous nous éloignons progressivement, non seulement de notre base sociale, mais des préoccupations des gens. Notamment le refus systématique d'aborder la question de l'immigration, la paralysie dont nous avons fait preuve sur cette question, me semblent voisines de l'irrationnel.
Alors qu'en 1988, au sortir de l'élection présidentielle, le rapport de force était

Fondation Jean-Jaurès

largement en faveur de l'intégration des immigrés, nous avons dramatiquement attendu. La jeunesse de ce pays avait mis son enthousiasme sur notre capacité de lutter contre toute forme d'exclusion. Nous nous retrouvons, un an et demi plus tard, en train de fuir à toutes jambes et en ordre dispersé, parce que quelques jeunes femmes portent un foulard à l'école.

Nous sommes en droit de nous poser une question : que s'est-il passé entre temps ? Pour moi la réponse à cette question tombe comme un couperet : rien.

La ligne du consensus et du silence ont entraîné notre défaite et paralysé notre action. Il est aussi vain d'imaginer négocier un consensus sur l'immigration aujourd'hui qu'il était vain de le rechercher sur l'école en 1984.

Le libéralisme est structurellement facteur d'exclusion et il est vrai qu'une bonne partie de la Droite envisage au prix de l'alternance une alliance avec l'extrême droite.

Souvenons-nous de Pasqua entre les deux tours des présidentielles.

Alors, le coup de tonnerre de Dreux va-t-il enfin nous ouvrir les yeux ? Cela commence, effectivement, semble-t-il.

Il nous faut réaliser que nous sommes dans une situation identique sur le plan de la xénophobie aux années 83/84, c'est-à-dire sur la défensive, avec, de la part de certains de nos dirigeants, de vieux accents assimilationnistes.

Face à cette gangrène, que nous n'avons pas su empêcher, il nous faut de grands remèdes. Et de ce point de vue des propositions, effectivement, sont réalisables immédiatement.

Il faut de grands remèdes contre la constitution de ghettos dans nos banlieues, une politique spécifique et pourquoi pas inégalitaire au sens du projet Mexandeau, pour la scolarité de ces enfants, de l'immigration, de nouveaux droits accordés à ces sous-citoyens, une autre politique de l'aménagement du territoire, la liste n'est pas exhaustive.

Quant au refus d'un ministère de l'intégration, soyons sérieux ! Si l'on reconnaît la nécessité d'une politique spécifique, pourquoi réfuter d'emblée l'idée d'un ministère correspondant ? Il y a bien un ministère pour les rapatriés, ce que je ne conteste pas, car eux aussi, nous avions le devoir de les intégrer correctement. Alors, les immigrés ne méritent-ils pas la même considération ?

Ne nous cachons pas la tête dans le sable. Si les 42% des suffrages du Front National démontrent à Dreux, s'il en était besoin, une remontée du racisme, il ne faut pas faire l'impasse sur les 70% d'abstention.

Sur ce point, je me retrouve derrière les propos de Françoise Gaspard. Pourquoi donc cette abstention ? Certains ont répondu lors des dernières cantonales ou européennes qu'il y avait trop d'élections. D'autres disaient, et j'en étais, que notre électorat n'est pas au rendez-vous parce que depuis 1988 il n'y trouve pas son compte.

De ce point de vue, il faut bien parler au-delà du déficit en matière d'intégration, du déficit social. Il nous reste deux ans pour inverser le cours des choses.

Si l'on veut gagner en 1993, si l'on veut avancer dans la transformation de la société, il est indispensable de re-mobiliser nos bases sociales et de redonner confiance à notre électorat.

Collection Jean Jaurès

La synthèse qu'il nous faudra faire, c'est la synthèse de tous ceux qui expriment la nécessité de combler le déficit social qui nous a conduits à Dreux.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bicep.

Hubert Bicep
Merci, Monsieur le président.
Chers camarades, je m'excuse de ce retard... il semble que vous m'ayez déjà appelé, Monsieur le président. Vous comprenez, il fait froid... je n'ai pas pu faire mieux.
Je n'ai pas l'habitude d'être en retard.
Mes chers camarades, depuis notre dernier Comité directeur, des 7 et 8 octobre 1989, qu'il me soit permis ici de faire le point sur la situation économique de la Guadeloupe après le cyclone, comme vous le savez, qui a détruit la Guadeloupe, je remercie Pierre Mauroy pour l'effort continu qu'il a demandé aux Socialistes et beaucoup de maires Socialistes ont signé, ont pris des engagements avec des maires de la Guadeloupe sans coloration politique pour les aider dans l'œuvre difficile de reconstruction.
Donc, que tu sois remercié devant les caméras, Pierre, pour cette action. Je dirais que la Guadeloupe commence petit à petit à mettre les choses en place, mais c'est difficile.
Deux exemples.
- Le premier exemple porte sur le plan agricole, sur le plan de l'industrie sucrière. Tout a été détruit. Les usines sont, entre 60 et 80% détruites en particulier dans le Nord. Je le dis, parce que j'essaie de donner des précisions géographiques. Le camarade Mermaz, il n'y a pas si longtemps, est passé et je le remercie, en tant que président du groupe Socialiste, d'être intervenu au niveau du gouvernement pour qu'une rallonge budgétaire supplémentaire soit donnée à la Guadeloupe... mais cela ne fait pas le compte.
Il faut un effort beaucoup plus soutenu et je dirai même exceptionnel. Je suis venu le 7 et le 8 octobre ici même, à cette tribune, j'ai déposé un amendement de proposition et j'aurais aimé que le Parti me dise si mes propositions étaient idiotes... qu'il me dise si je dois faire d'autres propositions alors que précisément, j'en ai à faire sur la décentralisation... j'ai un bilan à faire mais il faudrait que je sache, si, quand je propose quelque chose, cela va aboutir, et ce qu'on a l'intention d'en faire avec.
Permettez-moi, camarades, d'attirer votre attention aussi dans le domaine de l'éducation et là je m'adresse un petit peu, je ne t'interpelle pas -... je sais que tu fais de gros efforts... et tu as toujours montré une volonté par les actions conjoncturelles que tu as déjà prises, mais une volonté de dire que la Guadeloupe, au niveau de l'Education - et le Président de la République a défini cela comme une priorité - est prioritaire dans le domaine de l'éducation... ta présence est attendue. On t'attend en Guadeloupe.

Fondation Jean Jaurès

Lionel Jospin - On fait la synthèse et j'y vais !

Hubert Bicep - Je souhaite que tu viennes, la synthèse trouvée. Dans le domaine de l'éducation actuellement, il se passe des choses catastrophiques. Et ce, pour deux raisons.
Vous savez que nous sommes dans un pays cyclonique, un pays de catastrophes naturelles. Il y a eu un moment où le gouvernement a été obligé d'intervenir pour construire des collèges... en structures légères. Je vous dirai qu'ils sont entretenus dans des conditions bizarres. La décentralisation arrive. Tous ces collèges passent sous la responsabilité du département, mais malheureusement pas tout le temps avec les moyens adéquats pour pouvoir prendre en charge la gestion de ces collèges.
Tout a été rasé. Maintenant, on essaie de donner aux enfants des cours, mais avec une forme pédagogique discutable. On travaille le matin, on ne travaille pas les après-midis, dans des conditions souvent pénibles. Les enfants sont regroupés dans des petites salles, et ils ont le tableau à deux mètres de hauteur... imaginez ce que cela peut être... cela veut dire des troubles visuels pour bientôt.
Je voulais vous le dire, pour que vous essayez de nous apporter votre soutien, afin d'améliorer cette situation.
Il y a aussi une priorité, comme l'a dit Lionel Jospin, qui consiste à faire des évaluations. Cela touche à la question des évaluations en CE2 et en 6ème. Il n'y a pas d'évaluation en CE2... il n'y a pas d'évaluation en 6ème. Il y a de mauvaises conditions de travail actuellement et de mauvaises conditions en CE2 et en 6ème actuellement.
Il faut que les Guadeloupéens aient les mêmes chances de succès que tous les Français, que tous les petits Français de leur âge. Je ne le dis pas pour essayer de vous convaincre. Je sais que vous êtes convaincu. Il faut que vous nous donniez les moyens pour aller dans ce sens-là. Il faut faire vite.
Alors permettez-moi, camarades, d'attirer encore votre attention sur cette fameuse loi... sur les catastrophes naturelles de juillet 1989 qui furent pour nous, vous le savez, terriblement catastrophiques... situation que le Président de la République a trouvé choquante... tu t'en souviens... tu étais avec lui... si dans la bouche d'un simple citoyen ce mot peut paraître anodin, utilisé par le Président de tous les Français, et par conséquent des habitants de la Guadeloupe, il prend une importance et une résonance hors du commun.
Premier garant de la constitution, et de son respect total, le Président a voulu nous faire comprendre, avec son mot "choquant" qu'il laissait un message. Un message aux parlementaires des Dom en général et aux parlementaires de la Guadeloupe en particulier.
Je crois modestement, chers camarades, avoir déchiffré ce message, et cette loi par son article est fondamentalement anticonstitutionnelle puisque l'article 2 de la Constitution stipule, je cite :
"La République assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion".

Trouvez-vous, camarades, constitutionnelle une loi qui dit, je cite :
"Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux départements d'Outre-mer" ?
Nous avons donc, là; camarades, une preuve de l'illégalité de cette loi, puisque, à moins que je me trompe, les guadeloupéens sont des citoyens français au même titre que les bretons, que les lorrains, que les aquitains...

Dans la salle - Tu as oublié les Corses !

Hubert Bicep - Oui..

Le président - Ne te laisses pas détourner et conclus.

Hubert Bicep – Je crois qu'il faudrait qu'aujourd'hui on me laisse un peu plus de temps.
Nous exclure d'une loi, n'est-ce pas nous exclure de notre citoyenneté française, que nos populations ont payé très cher et dont je vous fais grâce des différents exemples.
A l'heure où les trompettes de la liberté, de la démocratie font crouler les remparts et les murs les plus honteux, le pays des droits de l'Homme, la France, mon pays, ne devrait-il pas s'interdire toute discrimiNation législative à l'encontre de ses propres citoyens ?
L'indigNation du Président de la République s'explique donc et je la partage entièrement.
Il importe de remettre en chantier cette loi anticonstitutionnelle ; d'ailleurs, au risque de vous étonner et là je répondrai à ta préoccupation, camarade, je la trouve très incomplète. Le territoire métropolitain lui-même est soumis à de gros risques, au moins 25 départements en France sont classés sismiques... je ne parle pas de la neige, des inondations, des risques chimiques, etc.
Ces potentialités catastrophiques, camarades, nous interpellent et un Etat moderne, structuré, comme l'est notre pays, se doit de se doter d'un arsenal de mesures aptes à absorber les coûts financiers desdites catastrophes naturelles.
A ce propos, je pense que le ministre Le Pensec a raison de se hâter lentement dans ce domaine. Cependant, la loi qui cette fois sera applicable à tous, je ne dis pas le même régime pour tous, devra tenir compte des risques permanents de là Martinique et de la Réunion.
Cette loi devra donc avoir deux chapitres importants à mon sens.
Le premier applicable à tous les citoyens.
L'autre spécifiant les modalités des indemnisations en fonction de coefficients de risques.
A la fédération de la Guadeloupe, nous avons déjà commencé à réfléchir sur ce que doit être cette loi pour la France tout entière : n'en déplaise à certains, la Guadeloupe, c'est en droit aussi la France.
Je ne m'attarderai pas, chers camarades, sur le coût médiatique du député Aimé Césaire quant à sa demande de référendum. Cela nous interpelle, cela nous

Confédération Jean-Jaurès

concerne.
Connaissant l'article 11 de la constitution française, il ne me serait pas venu à l'esprit d'avancer une telle demande en droit irrecevable et irréalisable.
Il n'en demeure pas moins qu'au fond les inquiétudes des Dom face à l'Europe demeurent. L'octroi de mer que la Commission de Bruxelles veut supprimer cristallise les craintes. D'ailleurs, peut-on supprimer cet octroi de mer ? Oui, si une autre taxe équivalente la remplace. Dans le cas contraire, la loi aurait pour but de diminuer une ressource publique et serait contraire à l'article 40 de la constitution française qui dit "que toute proposition de loi ou amendement entraînant une diminution des ressources publiques n'est pas recevable. " Cela, c'est la loi française, c'est ma loi aussi.
Camarades, je vous pose donc la question : la Commission européenne serait-elle au-dessus de la constitution française ? Pour nous, c'est important d'avoir une réponse sur cette question là.
Je reste pour ma part serein, même si les coups de canifs constitutionnels ont été légion à l'égard des Dom.
Qu'il me soit permis également, camarades, de parler devant vous des cris et chuchotements à propos de la décentralisation, de l'assemblée unique et des autres modifications administratives.
L'assemblée unique avait été proposée par nous-mêmes les Socialistes, grâce à un projet de loi ; lorsque je relis ce texte, toute la clairvoyance d'alors reste aujourd'hui parfaitement d'actualité. Il apparaît comme pouvant servir de base sérieuse solide à toute réflexion.
Certes, compte tenu de l'acte unique européen, il devra être enrichi par des articles qui institueraient une structure technique, je dis bien structure technique, permettant à l'ensemble des Dom d'être parfaitement cohérents vis-à-vis de la Commission de Bruxelles.
Par souci d'efficacité, qui mieux que les Dom eux mêmes connaissent leurs propres besoins et leurs problèmes ?
Au lieu de cela, notre avenir européen est confié à des technocrates qui ont souvent du mal à nous situer ne serait-ce que géographiquement.
Je reste persuadé que cette Commission technique, composée de valeurs sures de l'Outre-mer, en prise directe avec Bruxelles, donnerait aux assemblées départementales éventuellement uniques, l'efficacité qu'elles n'auraient pas autrement.
J'ajouterai cependant qu'il ne faudrait pas se contenter de mettre en place une assemblée unique si parallèlement les structures vieilles de plus de 43 ans concernant les Dom ne se faisaient l'objet de ces vieux litiges.
Je m'autorise, camarades - et je termine, président, alors que j'ai beaucoup de choses à dire - à émettre l'idée qu'il faudrait deux réformes fondamentales.
La première, toute simple, serait, par une loi organique, d'ériger le ministère des Dom-Tom en ministère d'Etat et ce définitivement.
L'autre proposition - nous sommes en préparation de Congrès, toutes les propositions doivent être faites parce qu'il faut réfléchir, discuter - l'autre proposition, plus originale, qui ferait des Dom de véritables ambassadeurs de la

Fondation Jean Jaurès

France dans leurs zones géographiques, consisterait à créer au tour de ce ministère d'Etat trois secrétariats d'Etat.

- Le premier secrétariat, bien sûr, aurait sous son autorité les départements de l'Atlantique ;
- Le second serait pour le Pacifique.
- Enfin, on verrait, pour l'Océan indien.

Mais nommer trois secrétaires d'Etat avec un ministre n'aurait de sens que si les titulaires étaient obligatoirement originaires des régions concernées et exerçant leurs fonctions à partir de leurs zones, et non pas dans quelques bureaux parisiens.
Vous qui avez, camarades - je parle de l'ensemble du Parti - en tant que Socialistes, réalisé la décentralisation, n'ayez pas peur, n'ayez ni complexes ni peur de faire de l'Outre-mer, ce qu'il est capable d'être. Si nous avons été les derniers, en 1848, à bénéficier des droits de l'Homme - et vous savez bien de quoi je veux parler, l'esclavage - nous serons les premiers à être fiers d'appartenir à une France qui demeure la première à se battre pour la liberté, l'égalité, la fraternité.
Merci, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Camarades, je vous demande de revenir aux dix minutes.
La parole est à Le Gall.

Gérard Le Gall

Il n'y a pas de raison que les Bretons aient moins de temps que les Guadeloupéens.

Le président - Tu ne viens pas ici parler de la Bretagne, que je sache ?

Gérard Le Gall - J'aimerais rapidement, en style télégraphique, compte tenu de la compression horaire tout à fait légitime, parler de quelques réflexions sur la situation internationale, sur la situation dans le pays telle qu'on peut la percevoir, et sur le Parti.
A l'échelle internationale, il est devenu banal de dire que l'accélération de l'histoire est la plus rapide, les phénomènes qui se passent s'accélèrent de manière extrêmement vive.
Trois thèmes d'inquiétudes.
Inquiétudes quant à la construction de l'Europe.
A l'évidence, il va falloir trouver de nouveaux équilibres dans la construction européenne. L'histoire semble se faire plus rapidement que les positions que l'on peut prendre ici ou la. Je pense par exemple à la réunification allemande qui est posée, de fait, indépendamment des équilibres, des positions telles qu'elles sont prises au niveau européen, comme par exemple à Yalta. Ce sont des sujets dont nous parlions, il y a quinze jours, trois semaines mais on n'osait même pas dire que Yalta devrait être surmonté.

Fondation Jean Jaurès

La réunification allemande, on se contentait de dire que la question n'était pas posée, donc on ne la poserait pas, mais c'est l'histoire qui la pose, indépendamment des protagonistes en Allemagne ou en France, elle est posé historiquement et je crois qu'en ce sens, nous devons avoir une vision sans doute plus prospective sur ce sujet que de se cantonner à voir le suivi des événements, semaine après semaine.
Inquiétude aussi vis-à-vis de l'URSS. La question qui est posée à travers la presse, c'est de savoir si Gorbatchev peut rester à la tête de l'URSS. C'est une très grande question entraînant beaucoup de conséquences selon la manière à laquelle on y répond. Moi, je crois que la question qui est posée par l'histoire, c'est la question de la survivance de l'URSS, en tant qu'union fédérale. C'est le problème principal.
Quand on voit la situation dans les Républiques périphériques à l'URSS, mais la grande question qui va nous être posée, c'est, en quelque sorte, l'attitude que nous aurons lorsque Gorbatchev prendra les mesures politiques qu'il sera conduit à prendre dans les différentes Républiques Socialistes dont tout le monde sait qu'un jour ou l'autre, elles vont poser le problème de la revendication nationale, et chers camarades, quelle attitude aurons-nous ? Considérerons-nous que la répression dans ces Républiques, c'est un problème de politique intérieur à l'URSS ou un problème de droits de l'Homme, ou un problème de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ? C'est une question capitale à laquelle nous serons confrontés. Je vous invite à y réfléchir par avance car cela nous promettra de beaux débats dans le Parti. Pour les Russes, le problème du maintien de l'ordre dans ces Républiques périphériques est à peu près du même ordre que le maintien de l'ordre au pays Basque ou en Corse pour nous, mais d'un point de vue théorique, pratique et politique, nous comprenons que cela pose d'autres considérations.
Voilà deux ou trois regards rapides sur des réalités politiques, mais dont on est à peu près sûr qu'elles se poseront dans les mois ou les années à venir.
Quelques réflexions politiques sur le pays, toujours dans le sens d'une certaine inquiétude par rapport à la situation.
A travers nos débats, nos appréciations sur la situation intérieure du pays, je crois que nous sous-estimons la Droite. Nous raillons leurs divisions, nous nous moquons, à raison en grande partie, des combats internes qui minent la Droite, mais je crois qu'on sous-estime la situation. Idéologiquement, politiquement, électoralement, la Droite est majoritaire dans le pays. C'est sur cette réalité-là qu'il faut réfléchir, notamment idéologiquement. Tous les indicateurs d'évolution idéologique à travers les enquêtes d'opinion montrent que, depuis 1981, et si l'on regarde les tendances sur une décennie, tous les indicateurs liés au capitalisme, liés au libéralisme dans sa composante économique, sont en progrès, malgré et à cause, c'est là qu'est le débat politique, notre présence au pouvoir, à la tête du gouvernement ou de l'Etat.
Le deuxième thème qui m'inquiète, c'est l'approche diversifiée du problème de l'immigration, et je dirai que le thème de l'immigration, s'il n'arrive pas à intégrer les travailleurs immigrés, bénéficie plus politiquement à la Droite qu'à

Fondation Jean Jaurès

la Gauche. C'est un handicap considérable dans la pérennité de notre situation au pouvoir et dans le rapport de forces électorales. Si on y ajoute, mais le fait a été suffisamment souligné, si j'ose dire, éloquent, la cacophonie interne au gouvernement et au Parti, cette approche sur l'immigration ne nous favorise pas en soi, peut être aggravée.

Puisque nous intervenons à cette tribune, non pas pour faire des déclarations sur des points de vue personnels mais pour faire avancer le débat politique, je suis heureux que Pierre Guidoni ait reconnu qu'il y a eu clarification politique sur un certain nombre de choses. Pour ma part, au Bureau exécutif et au secrétariat, je nous avais appelés à clarifier un certain nombre de concepts d'assimilation, droit à la référence et intégration. Beaucoup de nos débats sont incompréhensibles tant qu'on n'aura pas clarifié les notions ou les concepts sur ces trois notions fondamentales. Lionel Jospin a apporté des éléments de clarification du débat sous sa forme théorique ; nous réussirons l'intégration des travailleurs immigrés par des actions concrètes sur le terrain, mais si on fait l'économie d'une approche théorique et idéologique sur le sujet, nous ne convaincrons pas à l'intérieur et surtout pas à l'extérieur. Il faut savoir où l'on va avec et à côté de cette population étrangère.

Je crois donc que, sur ce point, la clarification s'impose.

Même chose sur la laïcité, chers camarades. Assistons-nous dans le pays à une montée du sentiment laïque ? On serait tenté de le croire, ici ou là. Si l'on fait des sondages sur la laïcité, sur la population, si l'on discute, on croirait quand on lit les déclarations, à gauche comme à droite, qu'il y a une montée du sentiment laïque. Je crains que faire cette analyse se révèle une mauvaise analyse sur la réalité. Tous les gens qui se prononcent en ce moment sur le fameux sujet dont je ne parlerai pas, comme sur l'affaire Dreyfus, ne sont pas forcément des laïques. Il y a une extrême confusion sur le sujet. Cela révèle plus l'inconscience de notre pays, c'est-à-dire un rejet de l'Islam, que des sentiments pro-laïques. Là-dessus, il faut bien faire l'analyse sinon on risque de confondre... (quelques applaudissements)… et de prendre la mauvaise voie, la mauvaise solution.

Le phénomène Front National rapidement. Je ne reviendrai pas sur l'analyse électorale. Nous avons fait une contribution sur le sujet où j'indiquais qu'un quart des Français avaient voté depuis 1984 au moins pour le Front National.

Je crois qu'il va falloir hausser un peu ce seuil de la proportion de la réalité au vote Front National dans notre pays. Je voudrais attirer l'attention, puisque j'ai décidé de donner une tonalité d'inquiétude à mon intervention : attention au vocabulaire que nous employons sur le thème de l'immigration, de la laïcité. Il y a trop - pour employer un mot savant - de tropismes idéologiques entre certaines tonalités du discours à gauche et du discours à droite Cela contribue au brouillage idéologique. Le Front National, incontestablement, se développe sur le terreau du brouillage ou des ambiguïtés idéologiques.

Autre facteur de développement du Front National : la démobilisation électorale, cela va de soi, je n'y reviens pas. Un certain rejet vis-à-vis de l'Islam. Ne croyons pas que les événements récents, le sujet dont je ne parlerai pas et la mosquée ont fait monter les préventions par rapport à l'Islam. Le fait est patent

dans les années antérieures. Il y a une augmentation du phénomène qui peut être parfaitement régulé à la baisse, mais c'est en posant le problème ainsi que l'on comprend bien le phénomène.
Il y a un autre aspect, c'est le rejet de la politique. Toute attaque des partis politiques, des appareils politiques, toute attaque des hommes politiques, tout brouillage politique, tout silence trop pesant, contribuent à la non-perception et à la non-lisibilité du discours politique, tout cela profite à Le Pen dont le discours est clair, non-technocratique, et certains disent qu'il joue sur l'irrationnel, je dirai qu'il joue sur l'inconscient, l'irrationnel et l'affectif.
Autre phénomène, ce que j'appelle l'agnosticisme idéologique, car il y a un agnosticisme idéologique et politique, il y a une montée des risques, risque de montée du fait religieux, ce qui en soi n'est pas choquant, la religion ne m'inquiète pas en elle-même, je suis moi-même agnostique par rapport à la religion, mais par idéologie. L'agnosticisme idéologique appelle la montée de l'intégrisme religieux. C'est beaucoup plus dangereux.
Enfin, y compris dans l'analyse des résultats ou de la composante Front National des résultats de dimanche dernier, ce que j'appellerai "les formules" - un petit peu d'euphémisme - l'affaiblissement du dispositif central gouvernemental ou de la direction du Parti par des déclarations, ce n'est pas forcément la cacophonie qui me gêne parce que nous y sommes habitués, mais la théorisation d'une capitulation du gouvernement et du Parti par rapport à l'intégrisme qui est le fait le plus dangereux parce que c'est la thématique du Front National. Et je regrette que certains intellectuels qui doivent appeler les masses, qui doivent faire passer l'affectif dans le raisonnable et dans le rationnel, aient succombé aux sirènes de la capitulation et osé employer les termes de "Munich".
Je rappellerai qu'à Munich une majorité des Français soutenaient Daladier, souvenez-vous le "lâche soulagement", formule de Léon Blum; le problème qu'on refusait de voir, reviendra après. Je ne dis pas que parce qu'on est minoritaire on a raison, mais sur cet aspect la comparaison à Munich ne joue pas, car en la matière nous sommes minoritaires dans le pays.
Sur le Parti Socialiste - pour rester dans les dix minutes - attention, chers camarades, attention au décalage entre certains propos lénifiants à la tribune, et des propos sulfureux sur le terrain, dans les fédérations.
(Quelques applaudissements)
Je crois que c'est très important. Je fais partie, avec quelques camarades, de ceux qui ne changent pas de discours selon qu'ils sont au Bureau exécutif, au Comité directeur, ou dans les fédérations, ou dans la presse.
Il faut respecter les militants, et le paradoxe c'est que certains camarades tentent très lourdement et maladroitement d'opposer l'appareil aux militants, mais respecter les militants c'est tenir le même discours là où l'on est, et dire les choses très clairement, dire clairement ce que l'on veut, y compris sur tous les sujets de l'actualité.
Alors, quand ici vous entendez des camarades dire qu'ils vont tenir des propos fraternels... c'est un mot que je n'emploie jamais, et je crois être fraternel, au moins autant que tout autre, sachez que ces onctuosités masquent parfois des

griffes acérées dont on s'aperçoit parfois sur le terrain, et c'est très dommageable pour tout le monde.
Le brouillage idéologique est une manière de mépriser les militants. Je terminerai pas un affreux calembour que j'ai testé auprès de mes amis… certains me conseillant de le dire, d'autre pas, mais vous apprécierez :
Tout le monde dit : "Débattons, débattons".. Je dis trois fois oui, mais je ne suis pas sûr que dans le Parti on comprenne cela, surtout pas à l'extérieur, ce qu'on entend surtout c'est "des bâtons dans les roues" !
(Applaudissements et rires)

Le président - La parole est à Jean-Michel Debout, et ensuite à Max Gallo.

Jean-Michel Debout

Chers camarades, nous arrivons au terme de ce Comité directeur. Un Comité directeur qui était utile, qui a débattu, en Commission, sur des problèmes d'importance et qui s'inscrit comme une étape dans le débat sur les contributions. Débat sur les contributions qui est particulièrement animé dans nos sections, dans nos fédérations, et nous nous en félicitons.
Au cours de ce Comité, nous avons entendu beaucoup d'appels à l'unité. Je dirai que si ce n'est pas encore l'amour, au moins nous y sommes vraiment sensibles.
C'est vrai que nous ne gagnerons pas divisés. C'est vrai que nous gagnerons ou perdrons ensemble... que nous ne gagnerons de tout façon pas Parti contre gouvernement, ou gouvernement contre Parti... mais si la condition de notre succès c'est bien l'unité, nous pensons que pour que cette unité soit efficace, il faut qu'elle prenne toute sa force, il faut que ce soit l'unité des militants et qu'eux-mêmes, là où ils se trouvent, là où ils agissent, là où ils se prononcent éventuellement, ils s'y sentent pleinement engagés.
Et pour que cette unité soit ce nouveau ciment pour nos nouveaux combats, nous pensons que le débat doit se mener tranquillement jusqu'à son terme naturel, qui vous le savez bien, est celui du Congrès.
Alors on entend aussi que du fait de l'actualité, des bouleversements, de l'accélération du mouvement, eh bien, nos débats n'auraient plus court... ils seraient un peu futiles, mais quand est-ce que nos débats de Congrès ont été futiles ?
Il ne faudrait pas que la force des événements fasse diversion devant la nécessité de notre débat. Je dirai même, à l'inverse, et parce que les événements s'amplifient, se développement, qu'ils sont complexes, complexes à saisir, que justement nous avons besoin collectivement d'en débattre.
Et, d'ailleurs, si on devait s'en arrêter à cet argument, il est clair que si nous avions déjà tenu notre Congrès, eh bien, la question ne se poserait pas.
J'ai entendu aussi dire que le débat, c'était le débat d'idées, et que les problèmes donc ne devaient pas se poser.
Ce n'est pas moi qui vais protester contre la nécessité du débat d'idées.
Nous le réclamons depuis suffisamment longtemps pour nous en réjouir, mais enfin ne forçons pas le trait dans l'hypocrisie, et ne faisons pas comme si les

Fondation Jean-Jaurès

problèmes des hommes ne se posaient pas. Vous le savez bien, ils se posent aussi, et d'ailleurs, si j'ai bien compris, il s'est posé notamment un certain soir du mois de mai 1988. Et oui, mes camarades, c'est aussi cela la démocratie, c'est aussi cela ce que réclament les milliers, les millions de manifestants en Europe de l'Est, c'est de pouvoir choisir aussi leurs responsables, mes camarades le débat d'idées chez nous ce n'est pas un débat académique, les idées c'est pour l'action et l'action est forcément menée par les hommes.
(Applaudissements)

Le président - Merci, au moins cela a le mérite de la clarté !
Max Gallo, ensuite Françoise Laurent.

Max Gallo

Chers camarades, hier le Premier Ministre nous a dit : ouvrons les yeux, soit !
D'abord, sur le pays, vieux pays d'histoire, vieux pays de culture, vieux pays fier, impérial, orgueilleux et impérieux. J'ouvre les yeux à ma manière.
Quand, dans ce pays, le nombre des abstentionnistes dépasse régulièrement 50%, quand la représentation politique à la vue d'un certain nombre d'enquêtes convergentes n'est plus considérée par plus de 60% du pays comme efficace, quand le Parlement lui-même n'est plus considéré comme un organisme délibératif actif, quand l'écart entre les revenus des plus grosses fortunes et les plus pauvres se polarise, quand un noyau important de chômeurs reste persistant, quand le déficit industriel se creuse, quand la croissance, qui recommence, le fait en même temps que l'inégalité, quand ce même pays voit s'enraciner et se développer un parti raciste et fascisant, quand les images qui paraissent à la télévision n'appartiennent pas toujours è ce que nous appelons la culture humaniste, en une semaine en octobre 1983, 646 scènes de meurtres ou de bagarres à la télévision, quand le Parti au gouvernement, le plus important parti du pays, est contraint de servir de force d'appoint à des hommes qui l'ont combattu et qui sont ses adversaires naturels, quand les mouvement sociaux sont à l'état endémique, depuis plusieurs années, et ne se résorbent pas, ou reparaissent ici ou là, quand ce qu'on pourrait appeler le cœur de l'Etat, c'est-à-dire le cœur symbolique de l'Etat, la gendarmerie, le fisc tremblent eux-mêmes à partir de crises intérieures, quand les hôpitaux, et les universités ne sont pas en état de faire face aux besoins aujourd'hui, quand la politique extérieure - soyons clairs sur ce point, j'y reviendrai rapidement - apparaît tout à coup bancale, parce qu'elle est engagée dans une direction unique, et que le socle sur lequel on s'appuyait brusquement bouge, ou se dérobe - Lionel Jospin l'a dit, Gérard Le Gall l'a noté, ils l'ont noté à leur façon - quand la spéculation s'accroît à l'évidence, que les impôts sur le capitial diminuent pour telle ou telle raison, et qu'au contraire sur les salariés - Mélenchon l'a dit - la part apparaît lourde, ou bien l'on s'aperçoit qu'un certain nombre ne peuvent plus payer l'impôt sur le revenu, quand une querelle - je ne me prononcerai pas encore - met en question à tort ou à raison, l'idée que l'on se fait d'une des institutions de la République, à savoir l'école, et le sens même de la laïcité, quand cette société plus que duale,

Fondation Jean Jaurès

inégalitaire, travaillée par l'indifférence, le racisme, l'individualisme, la peur, l'extrémisme, quand dans cette société il faut intégrer 3, 4 millions d'immigrés, qui représentent aux yeux de la majorité - Le Gall l'a dit - l'autre, le différent absolu, sinon l'ennemi, celui qu'on a colonisé, et qui vous a finalement battu, je parle de l'inconscient collectif national, que vous êtes un pauvre blanc et que vous ressentez la présence de l'autre sur votre sol comme une agression, quand la confusion règne au point que 61% des Français confondent la Gauche et la Droite, et disent "il y a identité", quand malgré tous les efforts des uns et des autres, il est difficile de dire quel est le projet national offert à cette collectivité nationale, et quand le Parti qui voulait, c'est ce qu'il a dit, c'est ce que nous avons dit, changer la vie, se trouve depuis une décennie et quelles que soient ses intentions, et quelle que soit l'excuse des circonstances placées dans la situation de devoir accompagner de évolutions qui écrasent les inégalités voir le CERC, on en a parlé, il me semble, chers camarades, que quand on concentre ces indices, que nous avons tous ici cités à des moments divers de nos interventions, eh bien je crois qu'il faut dire que le pays est profondément ébranlé.

Je formule un diagnostic - pour moi, je crois que nous nous trouvons en face d'une crise nationale grave, que cette crise nationale met en cause notre responsabilité et que notre responsabilité n'est pas par rapport au courant A, au courant B, axe majoritaire, elle n'est pas par rapport même au gouvernement, elle est d'abord par rapport au pays que nous dirigeons depuis une décennie et par rapport à nos électeurs, à ceux qui nous ont élus.

Or, ce pays en crise, se trouve dans une Europe qui bouge, et il n'est pas d'exemple dans l'histoire qu'un ébranlement important révolutionnaire, profond, se produisant dans un secteur de l'Europe, n'ait pas ses répercussions d'une manière ou d'une autre dans un secteur qui, à priori ne semble pas concerné. Nous sommes d'ailleurs déjà réellement concernés par le fait que notre diplomatie se trouve mise en face d'évolutions rapides que parfois elle n'a pas prévues.

A propos de ces évolutions à l'Est, de ces révolutions à l'Est, deux remarques : on a dit : ces révolutions à l'Est c'est le triomphe du Socialisme démocratique, je veux bien, et il est vrai que Jaurès, Blum et d'autres, qui n'étaient pas socio-démocrates, Rosa Luxembourg par exemple, l'ont emporté devant l'histoire sur Lénine et Staline, mais en même temps souvenons-nous que Jaurès, Blum et les autres voulaient maîtriser le système capitaliste et le faire disparaître. Sur ce point; là, je crois que si nous nous reconnaissons comme les héritiers de Blum et de Jaurès, il nous reste beaucoup à faire à l'égard de ce qui se passe à l'Est. Alors ayons le triomphe modeste, ou en tout cas, voyons les deux faces de la situation telle qu'elle se présente.

Cette crise, à mon sens, est une crise d'identité nationale, c'est-à-dire de projet national. C'est peut-être d'ailleurs la crise ou 20ème siècle français, qui a eu deux points forts, 1940 avec le choix qui a été fait par nos élites politiques, la Chambre du Front Populaire, et aussi un de ses aspects à cette crise ce sont les événements de 58-68.

On a voulu à la fin du Gaullisme, qui était une manière discutable et nous

l'avons discutée de donner un projet au pays, on a voulu substituer à ce projet 18 projet (?). C'était le projet mystique, le projet mythique de substitution. Il apparaît aujourd'hui que ce projet je l'ai déjà dit, se dérobe et quand Laurent Fabius dit par exemple qu'il faut accélérer la construction européenne, et qu'il a cette formule : plus d'Allemagne ne signifie pas moins d'Europe, je dirai tout simplement que plus d'Allemagne signifie une autre Europe et que nous devons intégrer cela.

Et sur ce point, quand on regarde les différents pays européens, nous nous apercevons sans aucun masochisme, car je tiens à ce que ce que je dis ne soit pas pris pour du masochisme, c'est simplement un effort pour ouvrir les yeux, suivant les conseils du Premier Ministre; quand on regarde les différents pays d'Europe, que nous regardons l'Allemagne, celle-ci a un projet qui est projet national, quand nous regardons un pays comme l'Italie, elle a ce projet régional de reconstruction d'une zone d'Autriche-Hongrie, et un projet intérieur, le Parti Communiste italien change et les ouvertures à gauche sont désormais réelles.

Je m'interroge sur ce que doit être notre projet, personnellement j'en vois un tout à fait majeur, qui est précisément celui de l'intégration des 4,3 millions d'immigrés, c'est-à-dire de la liaison en fait avec le Sud, ce qui pose tout le problème de nos rapports avec l'Europe et ce qui explique bien entendu sans aucune motivation de Congrès, que globalement la question de la laïcité et disons du pouvoir ait à ce point secoué l'opinion française, et pas du tout artificiellement, il suffit d'avoir fait des réunions ici ou là, pour savoir que le trouble, la question quel que soit le choix que l'on fait de la solution, est très profond, parce qu'il y a dans ce pays la perception intuitive que cette question de l'immigration c'est l'enjeu national fondamental, et cet enjeu national est à relier bien entendu avec la question du sens que l'on donne à la construction européenne et de la place de la France dans cette construction européenne.

Les intellectuels qui se sont engagés, ont peut-être employé des termes en effet excessifs, je n'ai pas signé leur manifeste par solidarité Socialiste, parce que ces manifestes, ces termes étaient excessifs, loin de leur jeter la pierre, et je dirai qu'il faut se féliciter que les intellectuels entrent dans le débat sur ce sujet, adoptent des positions contradictoires parfois, mais en tout cas prennent à cœur et à corps cette question décisive dans le processus d'intégration français de l'école publique de la République.

Et je voudrais dire d'un mot à Gérard Fuchs que quand il a dit que nous pensions que nous étions quelques-uns à penser que la naturalisation était la clé magique de l'intégration, je pense que ci est une vision un peu simple. Nous pensons simplement qu'il est plus facile de s'intégrer avec tous les problèmes complexes que cela pose, quand on a ouvert la porte Régale, officielle de la citoyenneté française, qui ne résout rien concrètement, mais qui en fait permet de commencer le processus d'intégration. Et si je suis, et si nous sommes partisans, parce que nous considérons que c'est pédagogique du vote des immigrés aux élections locales, nous en sommes partisans, j'ai signé personnellement un des premiers textes en ce sens, je crois qu'il faut nous mettre en garde contre les effets pervers de cette mesure.

Nous risquons de créer des citoyens français qui n'en seront pas, qui seront des citoyens de seconde zone, nous risquons d'entretenir le trouble dans l'opinion, qu'est-ce que c'est que ces citoyens de seconde zone ? Qu'est-ce que c'est que ces étrangers qui votent ?
Et s'il faut adopter cela, pédagogiquement comme un instrument de politique de débat, pour ouvrir les conscience il faut aussi affirmer avec force que c'est à des citoyens ayant tous les droits, et tous les devoirs, que c'est vers ces citoyens là que nous nous dirigeons. C'est donc un problème central.
Ces problèmes, ceux liés à cette crise nationale dont je souhaite que nous prenions conscience au-delà des clivages de Congrès et de telle ou telle analyse de tel point particulier, sont tellement majeurs que les arguments d'autorité, les appels à la compréhension des camarades du Parti ne suffiront pas.
Quand Lionel Jospin, par exemple, nous dit : "Ce n'est pas une crise d'identité que nous traversons mais une crise de comportement", je crois que les crises de comportement signalent toujours des crises d'identité.
Et quand par exemple le Premier Ministre dit : "Les Socialistes se sont perdus en 1940 parce qu'ils étaient divisés" je crois surtout: qu'ils s'étaient perdus en 1940 parce qu'ils avaient choisi les mauvaises solutions et qu'ils avaient été en partie dupes de Munich.
Il y a donc là une crise profonde, qu'il est normal qu'elle nous touche, et je dirai qu'elle nous touche de plein fouet et de plein cœur.
Pourquoi ? Parce que nous sommes le Parti au pouvoir depuis une décennie, grosso modo, et parce que nous sommes aussi le Parti de la Gauche, et que c'est entre nous et la réalité, entre ce que nous avons dit et ce que nous espérons, que l'écart apparaît le plus flagrant et le plus insupportable pour les Français. C'est en ce sens que Gérard Lindeperg parlait - cela me rappelait des fonctions - de multiplier les publications SID, les campagnes de télévision sur l'action gouvernementale. Nous en avons fait beaucoup en 83, 84 ; cela n'a pas empêché qu'en 86...
La communication est bonne et elle fonctionne quand les solutions adoptées résolvent les problèmes et répondent aux urgences.
Je crois que c'est de cela que notre Parti devrait discuter.
Notre contribution est à votre disposition. Nous pensons avoir, dans cette contribution, avant qu'un certain nombre d'événements se produisent, évoqué ces problèmes et esquissé des solutions.
(Applaudissements)

Le président - Françoise Laurent, et ensuite Salvator, dernier orateur.

Françoise Laurent

Camarades, je voudrais d'abord vous parler de la question de l'intégration...

Le président - Une seconde, Françoise...
La séance ne sera pas terminée après les deux orateurs qui restent : il y a les rapports des Commissions et je vous demande donc de rester à votre place.

Fondation Jean-Jaurès

Merci.

Françoise Laurent - Je vais être assez brève.
L'affaire du foulard a autant posé le problème de la présence de signes religieux à l'école que le problème de la présence de signes de l'infériorité des femmes et des jeunes filles.
Il s'agit, pour nous, de ne pas occulter ce second point en considérant que la défense de la laïcité...

Le président - S'il vous plaît ! Ayez la correction d'écouter l'orateur, quand même !

Françoise Laurent - Il s'agit de ne pas occulter le second point que je viens d'énumérer en considérant que la défense de la laïcité suffit en elle-même à défendre l'égalité entre les hommes et les femmes dans notre société.
Qui mieux que les Socialistes peut affirmer aujourd'hui que les droits des femmes sont essentiels à construire ?
Aujourd'hui, nous réfléchissons à la mise en place d'une politique d'intégration des immigrés. C'est vrai que les jeunes filles et les femmes d'origine maghrébine font partie de cette population envers laquelle nous voulons établir une politique d'aide à l'intégration, mais il ne faut pas commettre l'erreur de croire que, puisque les femmes appartiennent à cette population, toute politique en direction de l'ensemble des populations issues de l'immigration résoudra leurs problèmes. Ne recommençons pas les erreurs trop souvent commises ailleurs.
Je vais prendre un exemple exprès en dehors de cette problématique.
Combien de militants et de responsables ont du mal à comprendre que, sur la politique de l'emploi des femmes, une politique généralement en direction des chômeurs de longue durée (parmi lesquels les femmes sont notoirement majoritaires) ne suffisait pas à résorber le chômage féminin et qu'il faut mettre en place un certain nombre de mesures spécifiques ?
Pour l'intégration des jeunes filles et des femmes d'origine maghrébine, c'est exactement la même chose.
D'une part, les femmes immigrées sont un élément solide et important, il faut le reconnaître, pour asseoir la politique d'intégration que nous voulons.
Cependant, d'une part elles sont plus écartelées que les hommes entre leur culture d'origine et la nôtre, compte tenu de la situation spécifique d'infériorité dans laquelle elles étaient maintenues dans leur pays d'origine.
D'autre part, elles cumulent en plus tous les handicaps habituels des femmes face à l'insertion, auxquels il faut ajouter celui de leur origine ethnique.
Le Parti ne doit donc pas oublier qu'un aspect essentiel d'une politique d'intégration des immigrés doit être constitué par un volet "intégration des femmes immigrées et issues de l'immigration".
En fait, aujourd'hui (et c'est la question que je voudrais poser), il est question de la difficulté qu'a notre Parti, malgré ses principes et ses textes, à pointer dans ses

Collection Jean Jaurès

débats politiques tout ce qui concerne le droit des femmes.
On pourrait croire à une immense pudeur...
Or, aujourd'hui, ce jour-ci, deux questions se posent à notre Comité directeur et à notre Parti:
Quelle "pudeur", entre guillemets, nous retient pour affirmer que les accords unanimes concernant la désignation sénatoriale dans les Hauts-de-Seine doivent être appliqués... si ce n'est sans doute qu'ils concernent les femmes ?
(Quelques applaudissements)

Yvette Roudy - Très bien !

Françoise Laurent - ... D'autre part, notre Comité directeur ne s'est pas saisi de la question de la réforme des statuts. Cependant, concernant la question des femmes, que ce soit le quota ou les outils pour le faire appliquer, nous nous trouvons devant une situation paradoxale : l'ensemble des sensibilités et de la Commission nationale au droit des femmes se sont mis d'accord sur la modification de ce quota à 30%. Le dernier Comité directeur s'est prononcé unanimement sur la création statutaire d'une Commission mixte pour la promotion des femmes. Or, rien n'est prévu pour concrétiser auprès des militants cette unanimité.
L'expérience des Congrès précédents nous conduit à constater que les modifications de statuts présentées par le Bureau exécutif au Comité directeur, unanimement, ont beaucoup plus de chances d'être votées par les militants que des modifications présentées autrement.
En conséquence, puisqu'il y a accord sur ces deux points entre les différentes sensibilités et le Comité directeur précédent, les femmes et les membres de la Commission nationale du droit des femmes demandent que ces propositions de modifications de statuts soient présentées aux militants par le Bureau exécutif.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Salvator, dernier orateur, et ensuite les rapports des Commissions.

Jacques Salvator

Chers camarades, je voudrais en quelques mots parler, moi aussi, du déficit social, vraisemblablement pas celui évoqué par un certain nombre de camarades avant moi, mais celui qui risque d'affecter le discours du Parti Socialiste, si nous accordons plus d'importance à la photographie du passé, fut-ce un rapport aussi sérieux que celui du CERC, qu'au développement et à l'analyse des réalités d'aujourd'hui.
Compte tenu du fait que ma délégation nationale concerne l'insertion, je me permettrai d'avertir les membres du Comité directeur du danger qui consiste à ne rien dire sur cette question dans les mois qui viennent.
Nous sommes à l'orée de la mise en place d'un dispositif que d'aucuns considèrent (je parle du dispositif d'insertion) comme une véritable révolution

Fondation Jean Jaurès

dans le travail social.
Si notre Parti reste absent de ce débat, soit en termes de popularisation de ce qui est fait, soit en termes de motivation de ses militants, soit en termes de défense et d'illustration de la politique qui est menée sur le terrain, je crois que nous perdrons là une occasion de nous identifier à de véritables acteurs des luttes contre les inégalités.
Je voudrais donc attirer votre attention sur un certain nombre de discours tenus ici ou là, qui laissent entrevoir le fait que l'insertion est une coquille vide et risque d'échouer.
Aujourd'hui, vous le savez sans doute, il y a 610 000 bénéficiaires du RMI en France. L'insertion représente dès aujourd'hui, pour tous ceux qui en bénéficient depuis plus de trois mois, 26, presque 27% de contrats signés, avec une courbe d'accélération du nombre de contrats signés de 38% par rapport au mois d'août.
Autrement dit, le dispositif considérable mis en œuvre pour la politique d'insertion, dans chaque département, dans chaque municipalité, commence à trouver son plein régime et commence à démontrer son efficacité.
Mais, plus encore que l'efficacité du dispositif, on a dit ici hier que les circulaires ministérielles étaient en deçà du débat parlementaire. Pour ma part, pour suivre de près l'ensemble du dispositif, il ne m'est pas apparu qu'il y ait de discordance entre la qualité du débat parlementaire qui a eu lieu en décembre dernier et la qualité des circulaires qui émanent aujourd'hui des différentes institutions.
Mais, je ne suis pas ici simplement pour vous donner la "température" et vous dire là où nous en sommes en matière d'insertion, je suis là pour appeler le Parti à la mobilisation.
Lorsqu'on parle d'objectifs pour une société mobilisée (je crois l'avoir entendu dans la bouche de Mélenchon, hier), s'il est un objectif pour une société mobilisée, pour un parti mobilisé, c'est bien celui de l'insertion qui accompagne le RMI.
Comment ne voit-on pas que les structures que nous mettons en place autour de l'insertion sont, en fait, pour l'avenir, un véritable instrument de transformation de la vie quotidienne ?
En ce qui concerne, par exemple, l'insertion et la santé, il ne se passe pas une journée, un mois, sans que des expériences nouvelles ne nous soient relatées, sans que les médecins, par exemple, ne se mobilisent pour créer des circuits courts de santé, pour mettre à la disposition des bénéficiaires du RMI de nouvelles formes de soin.
En ce qui concerne le logement, là aussi un certain nombre d'associations, d'institutions, se mobilisent pour permettre d'offrir aux bénéficiaires du RMI un logement plus compatible avec leurs ressources.
Ce qui est vrai pour le logement, pour la santé, est vrai pour l'insertion par l'économie.
Le RMI, la politique d'insertion, sera vraisemblablement le vecteur le plus important pour la création d'une véritable économie sociale dans ce pays. C'est le terreau sur lequel naissent aujourd'hui associations intermédiaires, entreprises

d’insertion, qui sont d’une rare efficacité et qui se développent à grande allure, à la condition, bien sûr, que les expériences-pilotes menées ici ou là dans certains départements à majorité Socialiste, dans certaines villes tenues par nos camarades, puissent avoir force d’exemple pour l’ensemble du territoire national et qu’on ait le courage politique, et la possibilité politique, de le faire et de disperser, de diffuser ces informations.
De ce point de vue, il a été décidé, au sein du Secrétariat national aux affaires sociales, de réunir le 9 décembre ce que nous appelons pompeusement une "Commission nationale technique insertion et aide sociale", qui regroupera ce samedi une cinquantaine de camarades, tous plus opérationnels les uns que les autres, qu’ils soient élus ou militants politiques, professionnels de la santé, de la formation ou de l’insertion par l’économie, pour essayer de mettre au point la manière dont le Parti s’exprimera sur cette question.
Par ailleurs, il serait utile que le journal «Vendredi», notre hebdomadaire, continue à faire sur l’insertion ce qu’il a commencé à faire sur le budget voté. Je crois que ce "4 pages", qui va être largement diffusé, est un début, un début prometteur en tout cas, de diffusion massive de ce que nous sommes capables de faire en matière sociale depuis dix-huit mois. De ce point de vue, il contribue peut-être à atténuer le déficit social de notre discours en la matière.
Je voudrais terminer rapidement sur le fond de ma pensée en ce qui concerne l’insertion, pour que le Comité directeur prenne la mesure de l’importance de ce chantier.
Je terminerai en une phrase. Je crois que les militants Socialistes aujourd’hui doivent considérer que leur mission principale dans la société civile peut être l’insertion, mission aussi importante pour les années qui viennent que l’a été l’instruction publique au début du siècle, et je ne crois pas qu’il y ait de différence de nature entre les "hussards" de la République en ce qui concerne l’instruction publique et les futurs "hussards" Socialistes de l’insertion, à la condition qu’on donne à cette perspective politique tout le contenu dont elle a besoin et qu’on ne perde pas de temps dans des discours annexes.
(Applaudissements)

Le président - La discussion générale est donc terminée.
Nous prenons maintenant les rapports des quatre Commissions : Pierre Guidoni, pour la Commission internationale, ensuite Alain Richard, pour les questions économiques et sociales, Michel Yoyo pour les Dom-Tom et Gérard Colomb pour la déclaration de principe. Pierre Guidoni?

Pierre Guidoni (Commission internationale)

Mes chers camarades, la Commission internationale s’est réunie hier sous la présidence de Gérard Fuchs. Vous ne serez pas étonnés d’apprendre qu’elle a consacré l’essentiel de sa discussion à la fois aux immenses événements qui sont en train de se produire à l’Est de l’Europe et aux conséquences que ces événements pouvaient avoir pour nous-mêmes et pour la Communauté européenne.

Cela ne nous a pas empêchés de rappeler l'importance que doivent conserver dans nos préoccupations, dans nos travaux, dans notre action, les rapports avec le Sud et les problèmes toujours présents du tiers-monde.
Nous avons également évoqué quelques-uns des conflits et problèmes qui peuvent se produire aujourd'hui, je pense notamment au drame que continue à vivre le Liban.
Mais l'essentiel de notre discussion a porté sur la signification qu'il convient d'accorder au sens du mouvement vers la démocratie, vers la liberté, qui a commencé en Pologne et en Hongrie, s'est poursuivi en Bulgarie sous des formes différentes, a atteint l'Allemagne de l'Est, se produit aujourd'hui en Tchécoslovaquie et, nous en sommes sûrs, se produira tôt ou tard en Roumanie (sur fond de changement, de restructuration, de toute l'Union soviétique, avec à la fois les problèmes de nationalité et les gigantesques difficultés économiques que connaît ce pays), et tout cela a, bien entendu, nourri à la fois les questions et les interrogations de nos camarades.
Je crois traduire le sens général de la discussion en disant que Gérard Fuchs et moi-même avons commenté, rappelé quelles étaient les décisions prises récemment par notre Bureau exécutif, au cours de deux séances successives, l'une consacrée à l'analyse en profondeur de la signification à accorder au grand mouvement qui touche les pays de l'Est, l'autre consacrée aux conséquences de ce mouvement pour l'avenir de la Communauté européenne, de la construction de l'Europe.
Vous savez que dans le premier cas, la caractéristique de notre Parti, ce qui nous a amené à intervenir, depuis déjà quelque temps, dans le mouvement Socialiste international, c'était l'interprétation de l'ensemble des événements qui se produisaient dans les pays qui étaient jadis au-delà du rideau de fer en terme de démocratisation.
Je crois qu'il est important que nous soyons tous conscients de la différence de nature qui existe entre ce qu'on avait jadis appelé la libéralisation, au moment où l'on pensait que ces pays se lanceraient dans quelques processus simplement de réformes limitées qui ne déboucheraient pas à la structure même du pouvoir et à la nature même du pouvoir et la démocratisation, la marche à la liberté, à la démocratie, à la construction à l'Etat de droit à laquelle nous assistons aujourd'hui.
La question ouverte qui est celle des conséquences pour nous-mêmes, des interrogations que nous pose par exemple l'ouverture à nouveau de ce qu'il est convenu d'appeler la question allemande, la manière de poursuivre et d'accélérer l'idée, la construction de l'Europe, c'est bien entendu là aussi un sujet sur lequel nous aurons à revenir, pour prolonger notre réflexion. Beaucoup d'orateurs y ayant fait allusion directement à la tribune, et dans le débat général, je n'y reviendrai pas.
J'ai, à la demande du Premier secrétaire, préparé un texte qui devrait, en principe, conclure les travaux de notre Comité directeur sur un point très particulier, et en même temps décisif, qui est la solidarité que nous comptons manifester à tous ceux qui dans les pays de l'Est luttent pour le Socialisme

démocratique.
Je ne sais pas s'il convient d'en donner lecture maintenant ?

Le président - Si !

Pierre Guidoni - Voilà donc la motion qui serait soumise au Comité directeur.
"Le Comité directeur du Parti Socialiste salue le magnifique mouvement vers la démocratie, la liberté, l'institution d'Etat de droit, qui soulève aujourd'hui la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la RDA, la Tchécoslovaquie, et touchera demain la Roumanie.
La chute du mur de Berlin, le démantèlement de ces peuples que l'on veut imposer dans ces pays de l'Est, donnent raison à ceux qui depuis 1980 n'ont pas cessé d'affirmer que Socialisme et démocratie sont inséparables et à ceux qui pensaient, avec François Mitterrand, qu'il fallait sortir de Yalta.
Le Parti Socialiste se donnera, dans les prochains jours, les moyens de manifester à tous ceux qui luttent en Europe de l'Est pour le Socialisme démocratique, sa solidarité concrète.
Il appelle ses militants, ses fédérations, et ses élus à se mobiliser avec les Socialistes français, ave la partie française de l'Internationale Socialiste, afin d'être au premier rang pour l'aide et l'appui qu'il faut maintenant apporter à la démocratisation de l'autre Europe.
Il multipliera, dans les prochains jours, les initiatives pour resserrer ses liens avec tous ceux qui se rassemblent, dans chacun des pays de l'Est, autour des idéaux qui sont les nôtres".

Le président - Des remarques sur ce texte ?
Henri Fiszbin.

Henri Fiszbin - Ca n'est pas vraiment une remarque mais une suggestion. Je serai attaché - je l'ai dit hier et je crois que c'est une préoccupation partagée, unanime, non seulement d'appeler à soutenir ceux qui luttent dans les pays de l'Est, mais aussi à mettre en avant que nous avons la possibilité de rassembler en France, tous ceux qui aspirent au Socialisme démocratique... il faudrait affirmer, à la fin, notre détermiNation à soutenir... d'une phrase... à appeler à agir avec nous, tous ceux, quelle que soit leur culture, qui se reconnaissent dans l'idéal du Socialisme démocratique.

Pierre Guidoni - Je ne suis pas en désaccord avec toi sur le plan personnel. Je sortirai de mon rôle de rapporteur d'une Commission qui trait des problèmes internationaux.
Je renvoie la balle du président du Comité directeur.

Le président - Si le Comité directeur est d'accord sur la suggestion de Fiszbin.

Gérard Fuchs - Concrètement, dans l'esprit d'Henri, cela veut dire que notre

Fondation Jean Jaurès

action en direction des pays de l'Europe de l'Est se ramène à qui ?

Henri Fiszbin - Tous ceux qui sont attachés au Socialisme démocratique.

Gérard Fuchs - On va faire des manifestations communes avec le PC ?

Henri Fiszbin - Il faut se guérir de cette idée.

Gérard Fuchs - Je te demandais de préciser cela...

Henri Fiszbin - C'est le défaut qu'il faut éviter dans mon esprit. Il faut renoncer à l'assimilation culture Communiste...

Le président - Je demande à Henri Fiszbin de se rapprocher de Pierre Guidoni si on peut introduire un bout de phrase dans ce texte...
Sous cette réserve, vous êtes d'accord ?
Pas d'objections ?
Merci.
Alain Richard pour la Commission économique et sociale.

Alain Richard (Commission économique et sociale)

Je n'ai pas de conclusions à rapporter au nom de la Commission. Vous l'auriez deviné.
Quatre débats principaux - les camarades se répondant les uns aux autres - se sont dégagés pendant la Commission économique et sociale.
Le premier, je le cite, sur l'aménagement du territoire et la nouvelle donne de la lutte contre les inégalités qui se définit aujourd'hui.
Au fond, la phase des grandes reconversions de la gestion du recul industriel est tout de même en grande partie derrière nous, avec notablement l'exception du textile. Mais l'évolution de l'économie européenne aboutit à une concentration sur la région parisienne et cela nous pose des problèmes d'autonomie, de développement des autres grandes régions, et cela suppose des méthodes et des actions nouvelles.
Il faut des moyens supplémentaires... bien sûr. Si ces moyens sont au service d'une stratégie, ils peuvent être gaspillés largement. Cette stratégie évidemment est à définir par notre Congrès. C'est une vraie question de société, de lutte pour le partage qui reste ouvert... mais il est certain que au moins la notion de contrat, à la fois avec les régions, avec les entreprises, et les secteurs industriels sera dans cette stratégie.
Deuxième débat qui a été repris, puisque cela n'était pas nouveau, c'est sur le conflit des impôts.
Il a été noté que ce conflit était à la fois un conflit sur les rémunérations mais aussi sur les méthodes et sur les styles de travail, sur les rapports à terme.
Il a été fait observé qu'à la décentralisation, à la hiérarchisation de cette administration répondait à la fois d'une certaine centralisation au niveau parisien

Fondation Jean-Jaurès

des organisations syndicales, et une très grande division qui rendait difficile la recherche d'un compromis.
Le débat n'a pas débouché sur des propositions particulières. Simplement, il faut noter qu'il est en relation directe avec la politique de rénovation du service public, et la recherche de méthodes de négociations adaptées à des situations de pluralisme ou de division syndicale.
Il faut ajouter qu'il est en relation avec l'un des points que je citerai ensuite qui est l'inégalité des revenus.
Dans une partie de leur action, les agents des impôts se portaient aussi, se présentaient comme des porte-parole de la lutte contre les inégalités.
Troisième débat qui a parcouru la Commission : la santé et la protection sociale avec un désaccord sur la gestion de savoir si notre système de sécurité sociale est encore parmi les meilleurs du monde ou pas.
Certains notant qu'il n'apportait pas de résultat en matière de santé publique, de maintien de la santé particulièrement spectaculaire alors, alors qu'il avait l'un des coûts les plus élevés du monde maintenant.
En revanche, l'accord s'est fait pour noter la contradiction persistante entre un système de production des soins de prestations qui est principalement un système privé et libéral individuel, et un système de soins qui lui est totalement socialisé.
Ceci pose en particulier la question de la croissance du secteur II, en matière de médecine de ville, qui est une véritable faille, une véritable cassure à l'intérieur du système de protection sociale.
Certains d'entre nous disant au fond que la logique de la position Socialiste serait de rechercher dans un rapport de force qui le permettra, la suppression pure et simple du secteur II.
Enfin le grand débat, celui qui nous regroupe et qui regroupe tous les autres, qui a traversé la Commission, est celui du partage des revenus avec en particulier une intervention de Daniel Chollet qui a bien, à mon sens, resitué la nature du débat à la fois en rappelant la correction qui est intervenue à partir de 1982 ou 1983, du partage entre les entreprises et les salariés en matière de rémunérations, qui était un rattrapage en grande partie d'un décalage, d'une dégradation de la situation financière des entreprises.
Il a aussi noté la montée de la culture de l'argent et la spectacularisation du rapport avec l'argent qui, chez les plus démunis, correspond aussi à une crise de représentation liée à la fin de l'inflation qui était un moyen de sortir de certaines situations, et enfin, avec une crise de la médiation sociale. J'en parlais à l'instant, à propos des impôts.
Beaucoup d'intervenants ont aussi demandé qu'on recherche des moyens pour agir sur les rémunérations du privé pour que le gouvernement, la puissance publique, puissent instaurer une forme, au moins partielle, de politique des revenus, ce qui vient un peu en contradiction avec l'idée qu'il faut donner plus de moyens et plus de puissance aux organisations syndicales.
Le rapport sur le CERC a été abondamment discuté. Pierre Bérégovoy nous a rappelé en particulier que ce rapport du CERC faisait apparaître une remontée de

Fondation Jean Jaurès

la part des entreprises et une stabilisation de la part des salaires mais qui, je le disais à l'instant, correspondait à une compression des marges des entreprises
Ce rapport du CERC couvre la période 1980-1988, c'est-à-dire qu'il correspond à la fois à ce rattrapage des marges des entreprises, et la plus grande partie de la période est recouverte soit par un plan de rigueur conduit par les Socialistes, et soit par une période de gouvernement de droite.
Une partie importante des mesures de redressement et de lutte contre les inégalités, adoptées depuis 1988, portent ses effets sur l'année 1989 et ne sont nullement répercutées dans ce rapport du CERC.
La question de la reconstitution des marges des entreprises reste évidemment à discuter. Les résultats en matière d'investissement et d'emploi apparaissent mais sont contre-balancés par la précarité des emplois nouveaux créés par la gestion du partage des revenus.
L'évolution du pouvoir d'achat global est positive et d'ailleurs cela se voit dans l'évolution de la consommation qui par exemple, en 1989, est de plus 3% en volumes, en pouvoir d'achat de la consommation, avec les répercussions qu'on voit sur la balance des paiements.
Une partie notable de cet accroissement de consommation est importante.
Une pression importante est exercée sur l'évolution du pouvoir d'achat par le partage entre actifs et inactifs et la montée du financement des charges de retraite.
C'est aussi ce que dit le rapport du CERC en faisant observer que les revenus des prestations sociales par contre, ces revenus, ont augmenté de 40% en 8 ans, en pouvoir d'achat, parce que le nombre de bénéficiaires des prestations sociales, mais aussi le montant individuel de ces prestations sociales, avaient très fortement augmenté.
On peut s'entendre sur le fait qu'un grand débat des années à venir - et il a commencé à se produire avant-hier au Parlement - c'est la question du partage entre actifs et inactifs et de la montée de la revalorisation possible des différents revenus d'inactivités, notamment les retraites, mais aussi les prestations familiales, avec la répercussion inévitable de ponctions très fortes sur les revenus des actifs, avec la question de la répartition aussi de cette ponction entre les différents niveaux des actifs.
Sur la réforme de la fiscalité, qui est la suite logique de cette réflexion, la question de l'assiette de la base de calcul de l'impôt sur la fortune a été relancée avec les pages et les anomalies que traduit l'exonération des biens professionnels. Mais aussi la question est de savoir si l'on veut, à travers le financement de la protection sociale, élargir l'éventail des prélèvements et faire peser plus la charge sur les revenus élevés qui ont bénéficié de la baisse de la fiscalité de l'épargne... mais l'observation aussi a été faite que l'accroissement des inégalités des revenus est en particulier la résultante d'une remontée de l'emploi. Quand l'emploi des jeunes se remet à augmenter, c'est un emploi à faible rémunération. Il s'agit de salaires de débutant et donc le nombre de salaires faibles qui augmente est en grande partie la contrepartie d'une baisse des prestations du nombre de bénéficiaires de ces prestations chômage.

Fondation Jean Jaurès

Il y a d'un côté une inégalité et de l'autre côté une exclusion. Il faut hiérarchiser la lutte contre les inégalités et contre les exclusions.
Alors, la conclusion qu'on peut donner de ce débat, c'est évidemment que tout cela est préparatoire à un débat de Congrès ; il faut souhaiter que le Congrès s'oblige à être concret, à être réaliste, à aller droit au fait sur la question du partage du revenu des méthodes d'action qui permettent de contenir les inégalités, de les réduire, sachant casser la croissance et les méthodes qui peuvent permettre un progrès de la concertation, de la négociation dans ce pays, en donnant aux organisations syndicales la représentation directe des travailleurs plus de possibilités de s'exprimer et de trancher, non seulement sur le social, mais sur l'économique et sur le développement de l'emploi.

Le président - Merci Alain.
La parole est à Michel Yoyo, pour la Commission Dom-Tom.

Michel Yoyo (Commission Dom-Tom)

Tous ceux qui sont allés à cette Commission se plaisent à remercier la volonté de Pierre Mauroy de faire avancer ce groupe de travail où du reste nous avons eu l'occasion de discuter ou plus exactement d'entendre assez longuement M. Le Pensec, le ministre des Dom-Tom.
Le ministre a voulu un peu fixer les axes de la politique, expliciter plutôt les bases de l'action de son ministère qui sont essentiellement d'aller vers l'égalité sociale, de parfaire la décentralisation, de négocier avec l'Europe des dispositions particulières à prendre, et de créer les conditions d'une coopération régionale.
En ce qui concerne chacun de ces points, il a souligné quelques difficultés qui sont liées à la mise en œuvre de ces mesures, et en particulier en ce qui concerne les problèmes sociaux, l'égalité sociale, car il s'agit essentiellement de la différence de SMIC entre la métropole et les Dom-Tom, problème qui pose un certain nombre de questions. Et s'il est fortement souhaitable qu'il y ait un rapprochement des SMIC, il y a peut-être une question qui est posée à propos de la complexité des Dom, à partir de ce relèvement des SMIC.
En ce qui concerne le RMI quelques progrès ont été enregistrés, mais il y a aussi des dysfonctionnements et une évaluation sera faite en 1992. Rien que pour la Réunion, le RMI représente 50 à 55 000 allocataires sur 600 000 habitants, ce qui fait l/12ème de la population.
La Commission Ripert de l'égalité sociale va déposer son rapport d'ici trois semaines. Il y a un certain nombre de propositions qui sont faites et qui concernent l'égalité sociale mais également le développement économique. Ces propositions sont qu'un certain nombre d'étapes et de paliers existent, mais qui doivent prendre en compte un certain nombre de problèmes, en particulier ceux des primes et des rémunérations des fonctionnaires, et de ce point de vue un certain nombre de décisions fortement impopulaires seront prises, mais on espère qu'elles pourront passer.
En ce qui concerne le problème de la décentralisation, Louis Le Pensec disait

Fondation Jean-Jaurès

que l'assemblée unique viendrait en son temps, que les problèmes économiques étaient les problèmes prioritaires, d'où la discussion au niveau de l'Europe de deux problèmes qui sont cruciaux : ceux des accores de Lomé et des préférences communautaires qui ne sont pas respectées pour les Dom, et il signalait la très forte angoisse des Dom face à l'Europe, et non seulement à cause des problèmes fiscaux mais probablement aussi à cause de tout ce que cela comporte pour les Dom.
Les négociations sont en cours avec Jacques Delors, et il y a un quasi-accord pour la reconnaissance d'un certain nombre de spécificités.
Certains avantages d'ailleurs ont été donnés aux Dom en ce qui concerne leur PDR, projet de développement régional, et des concessions sont à faire sur la banane et le rhum, et il y a nécessité de négocier maintenant pendant la présidence française.
Il a longuement fait un compte rendu sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, en disant qu'il existait un dialogue institutionnel, que ce dialogue existait assez fortement sur le terrain. Cependant on peut se demander s'il y a une volonté réelle des exécutants d'entrer dans les accords de Matignon, et s'il n'y avait pas un certain nombre d'ambiguïtés, en particulier en ce qui concerne l'accord avec le FLNKS et le SPCR La question s'est posé après une discussion avec les différents membres de la Commission, mais malheureusement le tour n'a pu être fait, et malheureusement aussi le dialogue avec Louis Le Pensec n'a pas pu s'établir puisqu'il a du quitter la séance.
Quoi qu'il en soit plusieurs questions ont été discutées. Que voulait-on faire de cette Commission, et, au fond, quelle en était la signification ?
Hubert Bicep, qui eut l'occasion de se faire entendre tout à l'heure, a posé un certain nombre de questions. Il a, du reste, développé certaines d'entre elles tout à l'heure. Et de ses interventions j'en retiendrai deux qui paraissent importantes, en particulier il a posé le problème selon lequel il n'y avait pas de développement économique sans protection, d'où la nécessité de négociations avec l'Europe, et surtout d'une chose qui me semble fondamentale, qui est la suivante : il disait qu'on aide la Guadeloupe actuellement à se reconstruire, mais il s'agit là d'une reconstruction conjoncturelle et non pas d'une reconstruction structurelle, et il me semble que l'on touche un des problèmes essentiels posés : va-t-on reconstruire la Guadeloupe, lui permettre de redémarrer;seulement au plan conjoncturel ? Ou va-t-on aborder les problèmes de fond et envisager les problèmes structurels ?
Il appelle un débat sur la formation des revenus en Martinique et en Guadeloupe.
On a parlé de la délégation Dom-Tom et on souhaiterait que cette délégation devienne une délégation nationale du Parti et on souhaiterait aussi que par rapport à un certain nombre de problèmes posés par les fédérations, on considère les fédérations comme des fédérations comme les autres et de ce point de vue, on considère qu'il y a une discrimiNation et on se demande si cette discrimiNation de traiter les fédérations d'Outre-mer à part n'est pas le signe d'un certain colonialisme ?
Il suggère de mettre en place un Secrétariat national au Dom-Tom, secrétariat

qui aurait toutes les attributions et les moyens nécessaires.
Une question a été discutée et a été initiée par lui qui est celle de la mise en place d'un Parti Socialiste guyanais et martiniquais. Est-ce que ce n'est pas là établir un écran structurel entre ces partis et le Parti national ?
Il a donc protesté contre cela en disant que cela risquait de produire une évolution non-contrôlée dans l'avenir institutionnel de la Guadeloupe.
Une autre anomalie qu'il a signalée est l'existence de deux assemblées, la nécessité d'une assemblée unique s'impose pour lui et elle devrait être une étape vers la mise en place d'une grande région dans les Antilles françaises.
Il souhaite qu'on nous aide à nous prendre en charge, qu'on nous aide à faire entendre notre voix, que les ressortissants des Dom-Tom soient au centre des décisions prises par eux, il faut un calendrier, il faut poursuivre la décentralisation.
Le camarade de la Guyane a parlé des problèmes posés actuellement par le PSG et la section Socialiste de Kourou, peut être y a-t-il une opportunité de reconstituer, dit-il, une fédération Socialiste en Guyane, d'autant que les responsables du Parti Socialiste guyanais demandent à renégocier l'accord qu'ils avaient fait en 1984.
Peut être faut-il, de ce point de vue, accélérer et améliorer les liens entre le national et les fédérations, avec des moyens institutionnels et peut-être pourrait on instituer une banque de données ; les problèmes des Dom sont à étudier de façon permanente. Il y a un certain nombre de problèmes locaux de la Guyane qu'il faudrait exposer.
L'un des plus importants est celui de Cayenne, c'est aussi celui de l'immigration en Guyane, immigration brésilienne, haïtienne, sud-vietnamienne qui pose des problèmes, notamment celui de l'intégration de ces populations.
Jean Luc Mélenchon a déjà exprimé ici à cette tribune un peu ce qu'il a dit en Commission, à savoir qu'il était impensable, parce que reproche lui avait été fait de certains termes qu'il employait en Nouvelle-Calédonie, qu'on ne puisse plus s'exprimer au Parti et en fait s'il ne faudrait pas considérer au Parti qu'il n'y avait aucun sujet tabou ?
Il y a la nécessité, dit-il, d'évoquer au niveau du Parti le problème à nouveau de la Nouvelle-Calédonie, qui n'est pas terminé.
Robert Le Foll a parlé d'un certain nombre de problèmes des Dom et parmi eux il semble qu'il faut s'attaquer au système des économies locales, notamment en ce qui concerne l'import et export qui sont des freins au développement et à sa poursuite.
Il disait, à propos de la Nouvelle-Calédonie, qu'il y avait un accord en faveur des accords Matignon.
Je voudrais ajouter à tout cela quelques réflexions que j'ai amenées au cours de cette Commission et que j'avais demandé au président la permission de faire maintenant.
Il me semble qu'on peut regretter le peu d'enthousiasme qu'il y a eu pour cette Commission, puisque nous nous sommes retrouvés seulement à 15 ; à ce niveau, on a l'impression que les questions sont déjà résolues, alors qu'elles sont à mon

Fondation Jean-Jaurès

sens beaucoup plus ouvertes actuellement, d'une part, par les bouleversements actuels à l'Est qui posent les problèmes de la construction européenne, et, d'autre part, les interrogations multiples de la société française.
En fait, il me semble que cela rejoint une interrogation et une question : quelle intégration ? Pour quelle Europe ?
On a parlé des inquiétudes très vives de certains et notamment des inquiétudes de Césaire qui a reposé la question de faire un référendum local à propos de l'intégration à l'Europe.
Il ne faut pas, à mon sens, minimiser, ni non plus évacuer le problème que Césaire a ainsi posé.
Il faut dire qu'il a provoqué le trouble à travers tous les partis de droite et de gauche dans les Dom. En fait, je crois que sa résolution, ou plus exactement, sa question part d'un certain nombre de remarques, et ces remarques nous semble t-il méritent d'être explicitées Elle consisterait pour moi en ceci :
Peut-être que dans les Dom, nous avons tendance à trop confondre le Parti et le gouvernement et dans ces conditions on s'étonne que le Parti Socialiste étant au pouvoir, les problèmes des Dom ne soient pas plus vite et mieux pris en compte et qu'ils n'avancent pas.
De ce point de vue, je dois signaler qu'il y a une convergence entre les différents partis de gauche des différents Dom a propos du mémorandum qu'on avait posé auprès de l'Europe.
Le deuxième problème qui a peut être justifié l'intervention de Césaire, c'est que la décentralisation marque le pas, elle est contrecarré actuellement et discutée très fortement par un certain nombre d'administrations qui ont tendance à garder la décentralisation à leur profit.
Il me semble que c'est un des écueils de la remise en route de cette décentralisation auquel il faudra réfléchir.
Il me semble aussi que considérer l'assemblée unique comme si c'était une panacée est une erreur, alors qu'à mon sens il s'agit d'un faux problème ; ce n'est pas exactement, ce n'est pas obligatoirement non plus la réponse aux problèmes de Dom.
Les coopérations sont parfaitement possibles entre les deux assemblées, Conseil régional et Conseil général ; elles sont d'autant plus possibles qu'elles peuvent s'établir par l'intermédiaire de Commissions à l'issue des deux assemblées, et cela d'autant plus qu'en Martinique, en Guadeloupe et même en Guyane, les deux assemblées sont dirigées par la Gauche.
Peut-être que, là, il y a une volonté qu'il faudrait manifester déjà et qui serait amenée à résoudre un certain nombre de problèmes administratifs, mais non pas les problèmes structurels auxquels faisait allusion Hubert Bicep dans son introduction tout à l'heure. Il nous semble que le problème des relations avec l'Europe est un problème fondamental, en ce sens que quelqu'un parlait tout à l'heure des problèmes de RMI, nous y reviendrons dans une minute, mais ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de développement sans protection et si le problème n'est pas réglé de l'intégration des Dom au niveau européen, il y a une question qui est particulièrement grave pour nous. Je dois rappeler qu'en mai 89,

avant les élections européennes, j'avais alerté le PS sur les inquiétudes des populations de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion, face à l'intégration à l'Europe, il me semble qu'actuellement, il y a une réflexion dans le Parti à propos des problèmes d'intégration. Les problèmes d'intégration sont posés ici par l'intermédiaire des immigrés, et c'est une question qu'on a longuement débattue, mais peut-on rêver d'intégration quand il n'y a pas de garanties offertes aux populations à intégrer ? Peut-on parler d'intégration sans que les gens en voie d'intégration ne se sentent soutenues par le ou les pays d'accueil ? Peut-on s'intégrer alors qu'on n'a pas de droits, alors que l'on n'aurait que des obligations ?
Je dois dire que, par la distance et l'éloignement, nous sommes et nous nous sentons des immigrés de l'intérieur et nos compatriotes qui vivent sur le sol de France sont souvent considérés purement et simplement comme de véritables immigrés.
Je dis souvent que les problèmes des Dom sont des problèmes que vous aurez à traiter ici. Nos problèmes, on a parlé des inquiétudes face à l'Europe, mais nos problèmes, ce n'est pas seulement l'intégration européenne, ce sont les problèmes qui nous sont posés par le combat difficile que nous avons engagé pour notre propre développement, dans une sphère qui est la Caraïbe, mais aussi dans l'Europe, puisque nous n'avons jamais déclaré que nous ne voulions pas en faire partie.
Nous avons, et nous ne sommes pas les seuls à avoir parlé des problèmes d'appauvrissement de la désorganisation. En ce qui concerne le RMI, j'avoue que nous sommes un peu inquiets d'entendre parler seulement d'une évaluation en 1992, alors qu'en fait, peut-être que le versant insertion sociale n'est pas du tout aussi développé chez nous qu'ici et on a l'impression qu'on risque une fois de plus d'avoir une allocation sociale, et pas autre chose.
(Applaudissements)

Le président - Merci beaucoup. Pas de remarques sur ce rapport ?
Tu tiens vraiment à prendre la parole ? Il est tard. Tu t'es déjà exprimé longuement. Il n'est pas raisonnable de reprendre un débat maintenant.
Gérard Colomb, pour la Commission déclaration de principe.

Gérard Colomb (Commission déclaration de principe)

Chers camarades, je vais tenter de rapporter devant vous les travaux de la Commission de la déclaration de principe tels qu'ils se sont déroulés depuis un certain nombre de semaines et des travaux de la Commission du Comité directeur que nous avons eue hier après-midi, des prolongements qui ont pu leur être apportés au cours de la matinée d'aujourd'hui.
Ecrire une nouvelle déclaration de principe n'est, certes, pas une chose facile. Au cours de notre histoire, il y a eu relativement peu de déclarations de principes du Parti Socialiste, puisque la première déclaration de principe du PS date du Congrès d'unification de 1905, qu'une autre a été écrite par Léon Blum en 1946, que, dans le cadre de la préparation de la fusion du Parti Socialiste

SFIO de la Convention des institutions républicaines de l'UCRG, de l'UGCS, une autre déclaration de principe avait été élaborée par une Commission où siégeaient essentiellement nos camarades Fusier et Pierre Joxe, que les événements ayant été ce qu'ils étaient à l'époque, cette déclaration de principe est devenue la déclaration de principe du Parti Socialiste d'Alain Savary, et qu'elle est devenue déclaration de principe du PS au Congrès d'Epinay, adoptée telle quelle.

Nous avions donc à essayer après un échec lors du Congrès de Lille où une nouvelle mouture de la déclaration de principe avait été préparée, mais n'avait pas été retenue par le Congrès de Lille, à tenter de préparer un projet qui puisse être accepté par l'ensemble du Parti.

Mes chers camarades, c'est là un exercice difficile, dans la mesure où notre Parti, parce qu'il se veut un parti de masse largement ouvert, comprend, vous le savez, un éventail d'opinions sur l'ensemble des sujets assez étendu où, d'autre part, il convient qu'essayant de faire la synthèse entre les positions variées, on n'aboutisse pas à un texte qui serait sans signification, ni à un texte qui serait illisible.

Nous avons travaillé pendant deux mois au niveau d'une Commission comprenant l'ensemble des camarades qui, dans le Parti, avaient déposé une contribution. Les rédacteurs de toutes les contributions étaient donc représentés dans cette Commission.

Nous avons abouti à un texte qui a été présenté hier à la Commission de notre Comité directeur. D'emblée, notre camarade Max Gallo a fait remarquer que, sur un certain nombre de points concernant la conception de l'économie mixte, concernant l'Europe, il lui semblait qu'il y avait une différence d'analyse insurmontable, entre ce qu'était la position de ses amis et ce qu'était la position du texte.

Notre ami Gérard Dupeyrat, qui représente la contribution de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon, avait fait remarquer lui aussi qu'il existait sur ce texte des éléments d'appréciation différents de la part de ses amis, mais qu'il entendait poursuivre la réflexion et voir s'il y avait moyen de surmonter les contradictions.

Gérard Delfaux, à titre personnel, avait fait un certain nombre de remarques sur à la fois la structure de la déclaration de principe, telle qu'elle était proposée, et sur un certain nombre de paragraphes, notamment un paragraphe qui donnait peut-être à la déclaration de principe une allure scientiste, c'était un paragraphe qui portait sur les risques que comportait le développement de la science aujourd'hui et qu'il trouvait, dans sa formulation, relativement scientiste.

Il demandait également que les notions de transformations sociales, que notre critique de la société soit plus affirmée et plus structurée.

Hier soir, nous nous sommes donc séparés avec la volonté d'examiner à nouveau s'il y avait entre nous des possibilités d'arriver à une synthèse.

Hier, Max Gallo vous a fait distribuer un texte présenté par "Socialisme et République" qui était un texte de déclaration de principe, telle que ses amis la concevaient. Ce matin, se sont retrouvés des représentants des différents

Fondation Jean Jaurès

courant, sauf "Socialisme et République", et les amis de Jean Poperen qui, hier, nous avaient dit qu'ils n'avaient pas d'opposition à ce qu'un accord puisse intervenir.
Nous avons donc retravaillé toute la matinée et nous sommes parvenus à un texte qui, dans sa mouture actuelle, avait l'accord d'un certain nombre de sensibilités de la contribution déposée par Lionel Jospin, de celle déposée par Laurent Fabius, de celle déposée par Michel Rocard, de celle déposée pour Louis Mermaz, de celle déposée par Marie-Noëlle Lienemann, et de celle déposée par Julien Dray.
Nous sommes parvenus à un texte commun. Nous avons essayé, lors de la préparation de ce texte, d'esquisser un certain nombre de synthèses possibles, avec nos camarades de "Socialisme et République". C'est ainsi que, sur deux points qui nous apparaissaient comme des points clés qui avaient été mis en avant comme tels, pouvaient exister des divergences, celui de l'économie et celui de l'Europe.
Nous avons essayé de présenter une formulation qui puisse permettre un accord généralisé. Notre volonté en effet est d'aboutir pour ce texte à une déclaration de principe qui aurait l'accord de l'ensemble des Socialistes.
Il nous semble, en effet, qu'il serait dommageable que la déclaration de principe des Socialistes ne soit pas finalement une déclaration unanime, mais fasse l'objet d'un vote, c'est-à-dire qu'un certain nombre des militants du Parti Socialiste pourraient ne pas se sentir engagés par la déclaration de principe de leur parti.
Sur ces deux points, j'explique les propositions qui ont été faites.
Le premier point de blocage était de dire que la façon dont nous avions défini la société d'économie mixte semblait en faire un état permanent et donc semblait dire que l'objectif du Parti Socialiste se limitait désormais à la société d'économie mixte.
Nous avons essayé, dans la rédaction que nous avons eue ce matin de dire que, bien évidemment, elle constituait l'étape d'aujourd'hui, mais qu'il y avait des perspectives de dépassement que l'histoire explorerait peut-être un jour.
Sur le plan de l'Europe, il y avait un débat entre nous, sur le problème de la Communauté européenne ; en effet, nous avions prévu une phrase qui était la suivante, je vous la lis parce que je crois que cela mérite une explication dans le détail : "la Communauté européenne à condition qu'elle ne se réduise pas à un simple marché... on parle de l'Europe, on dit que le Parti Socialiste est le vrai choix de l'Europe pour donner aux Nations qui la composent leur pleine efficacité -... doit en être l'élément moteur ; les Socialistes s'attachent à sa construction, dans toutes ses dimensions politique, économique et sociale".
C'est-à-dire que nous nous prononçons dans la déclaration de principe pour l'accélération de la construction de la Communauté européenne.
Nous avons décidé, pour que la formulation puisse éventuellement avoir une lecture plus large que celle-ci, de ne pas renvoyer explicitement le dernier alinéa de phrase à la Communauté européenne, mais à répéter :
"Les Socialistes s'attachent à accélérer la construction européenne dans toutes

ses dimensions politique, économique et sociale".
Il nous semble que dans cette voie pourrait être recherché un système généralisé.
Nous avons donc décidé, si mes amis de Socialisme et République en sont d'accord, que mercredi prochain pourrait avoir lieu une dernière réunion de la Commission, réunissant l'ensemble des sensibilités mandatées par leur contribution, pour tenter de parvenir à un accord généralisé de l'ensemble des Socialistes.
Voilà donc où nous en sommes de nos travaux au jour d'aujourd'hui. Je ne sais pas cher Pierre s'il convient de lire le texte étant donné qu'un autre texte est pour le moment en concurrence, il me semble avoir assez bien résumé l'état de nos travaux aujourd'hui, en espérant que nous arriverons à une rédaction unique de cette déclaration de principe.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard.
Avant que Pierre Mauroy puisse clore nos travaux, un mot à Daniel Vaillant pour un point particulier.

Daniel Vaillant (Commission statuts)

Merci Claude.
Chers camarades, juste un point d'information pour que le Comité directeur soit pleinement informé. La Commission statuts que le Comité directeur avait mise en place, s'est réunie, a travaillé pour examiner les options des uns et des autres, après plusieurs séances de travail il a été convenu que chacun déposerait auprès du secteur fédération ses propositions afin que l'on puisse examiner la manière de dégager un tronc commun pour éviter que les militants ne reçoivent des dizaines et des dizaines de propositions souvent très proches, les unes des autres, mais bien sûr laissant la liberté à chacun de présenter des propositions qui seraient en contradiction avec d'autres.
Hélas, cela n'a pas été possible, puisque des contributions - elle avait été la composition de la Commission - les 9 contributions plus le secteur femmes n'ont pas cru devoir participer à ce travail commun et à partir de là je pense qu'il est difficile de dégager un tronc commun en l'absence d'une ou de plusieurs contributions.
Je le regrette, et je tiens à dire devant le Comité directeur que si aujourd'hui, chaque contribution a conformément à ces propositions dans le texte de sa contribution des propositions de modifications statutaires il ne serait peut-être pas inutile que nous nous retrouvions avant la date fatidique du 8 décembre à midi où les propositions doivent être déposées devant Françoise Seligmann, pour éditer le "Poing et la Rose" qui doit être adressé statutairement parlant le 15 décembre aux militants. Il serait peut-être souhaitable de faire ce travail, ce qui n'empêche personne de présenter ses propres propositions sur tel ou tel sujet, qu'il juge important, mais je veux redire ici que quand les militants vont recevoir une centaine de propositions de modifications statutaires à voter dans les sections, vous imaginez à 11 heures trente du soir le côté démocratique du

vote qui interviendra sur ces propositions. J'espère que les 9 contributions accepteront cette réunion afin de faire ce travail en commun.
Deuxième sujet, qui n'a strictement rien à soir je le précise, la proposition que je vais faire, je la fais au nom du Secrétariat national unanime du Parti, et après consultation des Premiers secrétaires fédéraux, dès le 21 octobre - cela n'a rien à voir avec les statuts nationaux puisque vous savez que le Congrès de Rennes doit être régi par les statuts actuels du Parti et les modifications adoptées à Rennes vaudront dès le lendemain du Congrès mais évidemment pas avant.
Quel était le problème posé ? C'est celui du mode de calcul des mandats fédéraux dans les sections et fédérations. En effet, si à l'échelon national les choses sont claires, puisqu'elles sont statutaires, c'est l'article 27 qui dit que les mandats nationaux sont calculés sur les fournitures prises au 31 décembre de l'année précédente que chaque fédération dispose d'une voix nationale ce droit et d'une voix par 25 adhérents à jour de leur cotisation, un timbre annuel et 12 timbres mensuels, si c'est clair pour le national, pour les fédérations les choses sont très diverses, et cela est régi par les statuts fédéraux.
Les statuts nationaux sont muets sur cette question et il existe des disparités. Je veux dire par-là que quelque fois le mandat fédéral c'est 5 adhérents à 12 timbres, ou 25 adhérents à 12 timbres, ou un adhérent à 10 timbres, cela ne je joue pas sur la proportionnelle en tant que telle mais à la marge cela joue notamment en défaveur pour les motions qui obtiennent un score faible. Le plus généralement dans les fédérations, 80% des cas, le mandat fédéral correspond à un adhérent qui a le timbre annuel et 12 timbres mensuels. Après donc avoir consulté les Premiers secrétaires fédéraux, j'ai fait cette proposition à la fois dans le groupe statuts, et à la Commission de préparation du Congrès, et jeudi dernier au Secrétariat national du Parti j'ai donc proposé une harmonisation du mode de calcul des mandats fédéraux dans les sections et fédérations.
Les statuts fédéraux sont soumis à l'examen du Comité directeur, donc je pense que le Comité directeur peut valablement réglementer la préparation de ce Congrès en matière de mandats fédéraux sans qu'un problème juridique ou statutaire soit posé.
Et je dois dire d'ailleurs que nous l'avons fait précédemment, notamment pour des désignations de candidats c'est le Comité directeur qui a prédominance sur les statuts fédéraux.
Donc, la proposition que je vous fais au nom du Secrétariat national unanime, c'est que dans chaque fédération pour le Congrès de Rennes, que dans chaque section le mandat fédéral soit équivalent a un adhérent, avec sa carte annuelle et 12 timbres mensuels.
Je pense que c'est une avancée, une avancée démocratique dans la transparence, dans l'égalité, pour les uns et pour les autres, et si vous en étiez d'accord, si vous acceptiez cette proposition, une circulaire parviendrait dans les temps aux fédérations, aux Premiers secrétaires fédéraux pour appliquer dès ce Congrès avec de surcroît la volonté que chaque réunion de section fasse l'objet d'un bordereau pour la fédération, à la fois avec le calcul en mandats tel que je viens de vous le proposer, et en voix c'est-à-dire avec les présences le soir du vote, sur

tous les votes, quitus, déclarations de principe, statuts, notions d'orientations, recollé au niveau de la fédération, idem pour la transmission nationale, afin que nous soyons au moment du Congrès en état d'apprécier la réalité des choses dans les fédérations, et nous permettre pour ce Congrès d'appliquer la règle réductrice que vous connaissez des 10% de présents ou des 25% de présents pour ramener les mandats en fonction de la présence dans les assemblées générales de sections.
Voilà, chers camarades, les propositions que je vous fais en espérant qu'elles feront l'objet de l'unanimité du Comité directeur.
Merci.
(Applaudissements)

Une intervenante - Comme pour les autres articles soumis à la discussion, il n'y a pas eu renvoi en Commission, simplement sur la proposition que vient de faire Daniel Vaillant, je voudrais attirer l'attention qu'il y a au niveau des fédérations des statuts fédéraux, qui prévoient que dans la période de Congrès on peut réviser les statuts fédéraux.
Il ne semble que l'on ne peut peut-être pas s'avancer ainsi car on serait en contradiction avec la révision des statuts fédéraux.

Pierre Mauroy - C'est l'inverse.

Le président - On ne va pas ouvrir à nouveau un débat maintenant.
Je mets aux voix la proposition qui est faite par Daniel Vaillant au nom du secrétariat unanime.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
... 1
Adopté.
La parole est à Pierre Mauroy pour clore nos travaux

Pierre Mauroy

Chers camarades, rapidement, je voudrais dire quelques mots pour clore ces travaux du Comité directeur.
Vous vous souvenez que la convocation du Comité directeur avait surpris lorsque je l'avais annoncée. A l'origine je souhaitais à vrai dire faire avancer dans la voie de la synthèse, synthèse qui peut concerner un courant mais qui concerne l'ensemble des courants, de façon à préparer dans les meilleures conditions la réunion que nous devions avoir, que nous aurons de toute façon, le 13 janvier.
Bref, le Comité directeur a pris un autre cours, et pourtant, si nous ne l'avions pas prévu, il eut fallu certainement le convoquer exceptionnellement, compte tenu des problèmes qui ont été ici soulevés, et je pense que l'importance de ces problèmes n'a échappé à personne, que ce soit sur le plan national ou sur le plan

Fondation Jean Jaurès

international.
Je ne vais revenir ici que sur quelques questions, et je vais le faire brièvement.
Je voudrais d'abord revenir sur l'organisation du Comité directeur. Je voudrais que le Comité directeur me donne acte que nous terminons avec un Comité directeur clairsemé. La majorité des membres du Comité directeur n'est pas là, et c'est ainsi pratiquement à toutes les réunions du Comité directeur. Et je remercie le président qui a la charge de présider cette réunion du Comité directeur, pour la façon dont il préside nos travaux, non seulement en cette réunion-ci, mais en toute les réunions, mon cher Claude. Le prochain Comité directeur sera un Comité particulier, qui sera de synthèse ; ce sera le dernier Comité directeur sans doute normal de l'exercice. Je voulais donc, au nom des présents à ce Comité directeur, le remercier très vivement.
(Applaudissements)
Je voudrais par conséquent qu'il soit mentionné dans les actes du Comité directeur que le Premier secrétaire a pratiquement prononcé son petit discours de clôture devant un Comité directeur à peu près désert.
Vous connaissez ceux qui doivent assister au Comité directeur, il n'y a pas seulement des titulaires, mais des suppléants. Les titulaires et suppléants, membres du Comité directeur, doivent s'exprimer par ce collège large, et c'est ainsi que j'ai été élu Premier secrétaire. Mais je reviens sur ma constatation, la majorité des membres du Comité n'est pas là. Or ce Comité est l'expression de courants, et un certain nombre de camarades ne sont pas là pour exprimer leurs opinions, et au moment où l'on parle des problèmes ayant trait aux sensibilités à l'intérieur du Parti, il est regrettable qu'ils ne soient pas présents, ou partis.
J'observe que parmi ceux qui sont présents - nous n'allons pas en faire le contrôle - beaucoup de Premiers secrétaires invités à participer à ce Comité directeur sont présents, et il en est toujours ainsi.
(Applaudissements)
Je tiens à les remercier et à les saluer. Je pense que la proposition que je ferai au Parti de faire qu'il y ait des représentants de fédérations aura tout son sens. Et ainsi on remédiera à la carence d'une assemblée qui est l'expression d'un vote indicatif qui forme les courants, alors que l'expression du Parti dans ses fédérations et ses sections n'est pas représentée comme nous pourrions souhaiter. Dans ces conditions, on ne peut pas dire qu'il y a véritablement une liaison satisfaisante entre la direction du Parti, les fédérations et les sections.
C'est un débat que nous retrouverons au moment du Congrès.
Je note la présence de nos camarades d'Outre-mer. Je tiens à saluer Bicep et Yoyo qui ont participé à nos travaux, qui les ont animés.
Nous allons devoir prendre des dispositions - mais pas statutaires - pour les associer davantage. Ce n'est pas à un Comité directeur exceptionnel qu'ils doivent participer, ils devraient être plus associés, même régulièrement, aux réunions du Comité directeur, ou en tous les cas à nos Conventions. Sur ce plan on pourra faire des propositions.
J'ouvre une parenthèse pour dire que tous ceux qui présenteront des motions seraient bien inspirés s'ils pouvaient trouver une synthèse pour proposer que

l’on revienne à une assemblée dans les départements d’Outre-mer. Vous savez dans quelles conditions ces deux assemblées ont été créées. Comme Premier Ministre, j’avais prévu une Assemblée et le Conseil constitutionnel en a décidé autrement, nous avons maintenant dans chaque département deux assemblées : une assemblée régionale et une assemblée départementale. Elles ont pratiquement les mêmes compétences, et si elles ne les ont pas, elles se les "piquent" comme feraient n’importe où deux assemblées au niveau d’un département.
C’est une situation institutionnelle que nos camarades veulent modifier, ils attendent de nous qu’on la modifie, et je pense que le Parti serait bien inspiré si, à l’unanimité, il pouvait faire cette proposition au gouvernement pour que, le moment venu, on en revienne à une seule assemblée dans chacun de nos départements.
J’aborde maintenant l’organisation des Commissions.
Je crois que la cause est entendue, que les Commissions sont indispensables, qu’elles nous permettent de prendre des textes, par exemple sur le plan international, voire même sur d’autres sujets.
Peut-être devraient-elles être plus structurées. Je ne dis pas être fixes, parce que je crois que les membres du Comité directeur apprécient de pouvoir aller à une Commission ou à une autre, ou du moins un Comité directeur à une Commission, un autre Comité directeur à une autre, mais je pense que, sans être fixes, sans une répartition stricte du Comité directeur entre différentes Commissions, la participation dans les Commissions devrait être organisée de telle façon qu’il y ait un certain équilibre.
Je crois que nous devrions y penser et peut-être même faire une proposition sur le plan statutaire.
Au niveau de la synthèse, on a finalement peu parlé. Ce n’était pas le jour, ce n’était pas ce Comité directeur, ce sera le prochain, ce seront les initiatives et les comportements durant les prochaines semaines, ceci jusqu’au 13 janvier...
Mais je tenais à la déclaration de principe. Au moment où se passent des événements (des événements graves, mais aussi que nous saluons) à l’Est, au moment où on parle de Communisme rénové, il était absolument indispensable de modifier la déclaration de principe qui avait été marquée par les événements de 1968, qui était véritablement datée, qui était la déclaration de principe d’une époque. On est dans une autre époque.
Cette déclaration de principe n’a de sens, bien sûr, que si, comme on l’a dit, elle est une carte d’identité du Parti. Elle n’est pas faite pour donner satisfaction strictement à chacun, elle est faite au moins pour être le point de rassemblement, la carte d’identité de tous ceux qui se rassemblent dans le Parti Socialiste.
C’est pourquoi il est très important qu’on puisse, là aussi, procéder à une synthèse.
Elle est faite. Je ne sais pas si elle est faite aux 2/3 ou aux 3/4, etc. c’est le Congrès qui nous le dira. Pour le moment, nos camarades ont participé activement (Max Gallo...) à la rédaction de cette déclaration de principe... Ce qui nous console, c’est qu’il y a déjà une liaison entre les deux déclarations de

Fondation Jean Jaurès

principes, dans un certain nombre d'articles. Bon. Est-ce qu'on arrivera, d'ici le 8 décembre à midi, à un accord ? Ce sera sans doute bien difficile...
En tous les cas, cette question sera remise à l'ordre du jour du Comité directeur de synthèse du 13 janvier et, à ce moment-là, le Comité directeur aura son mot à dire. S'il y a deux textes, eh bien ! Il y aura deux textes, mais ce serait mieux s'il y avait un seul texte, bien entendu.
Nos statuts.
En ce qui concerne nos statuts, j'ai fait des propositions. Je voudrais être clair en ce qui concerne les statuts.
Les statuts doivent être envoyés impérativement aux sections et aux fédérations. C'est le 8 à midi.
C'est vrai que si l'on envoie une centaine de propositions, c'est le "tir aux pigeons" ! Ce qui revient, après le "tir aux pigeons"... nul ne peut le savoir. On a justement dit qu'incontestablement, lorsque les propositions ont été celles du Bureau exécutif, appuyées par un effort de synthèse entre plusieurs courants, elles avaient toutes les chances d'être adoptées.
Il y a tout de même des propositions statutaires qui sont indispensables à notre fonctionnement. Il ne faut pas, pendant deux ans, réclamer du Parti telle ou telle proposition, telle ou telle structure, et puis ne pas faire ce qu'il faut au moment où il faut pour que le Parti puisse en décider !
Je pense que la Commission des statuts, comme l'a d'ailleurs dit Daniel Vaillant, va se réunir une nouvelle fois. Tout le monde y est invité et je souhaite qu'il y ait la synthèse sur un certain nombre d'articles qui sont décisifs.
Pour ma part, je déposerai des propositions de statuts auxquelles j'ai fait mention hier, dans mon propos devant vous. Ces cinq ou six propositions que j'ai faites, qui recoupent d'ailleurs celles qu'a déjà Daniel Vaillant, je veux les rappeler.

- Une direction resserrée.
- Un homme/une voix, sur laquelle un accord sera facile. Je pense que la proposition qui vient d'être adoptée par le Comité directeur facilite grandement déjà une synthèse sur ce plan.
- L'application des statuts pour qu'à partir du choix d'une motion il y ait un vote effectif pour les responsables et que nos dirigeants soient élus et non cooptés. C'est vrai. Tout à l'heure, un membre du Comité directeur est intervenu pour dire : ce n'est pas seulement le débat des idées, un Congrès, c'est aussi le choix des responsables.

Eh bien ! Oui, d'accord, absolument, le choix des responsables à tous les niveaux. Que ce soit les membres du Comité directeur, que ce soit les responsables fédéraux, que ce soit les responsables des sections, il ne peut pas y avoir de cooptation dans notre Parti, c'est la généralisation de l'élection à tous les niveaux.

- La tenue d'une Convention tous les trois mois, où siégera, à côté des membres du Comité directeur et des parlementaires, une représentation pondérée des fédérations, de manière à assurer un échange permanent entre la direction et les militants.

Fondation Jean Jaurès

Je crois que c'est absolument indispensable.

- La recherche d'une formule d'association des sympathisants qui puisse, à terme, élargir le nombre de nos adhérents.

Je pense qu'à partir de l'expérience que nous faisons avec "Vendredi", dont on ne parle pas beaucoup mais qui est une réalité qui marche bien, nous pourrions généraliser au moins généraliser cette expérience, et je suis sûr que nous pourrions, à partir de ces sympathisants, augmenter le nombre de nos militants. Je n'ai pas le temps de m'étendre davantage sur ce sujet, mais je crois qu'il est important.

A ces propositions que je fais, je voudrais en ajouter une sixième qui concerne les femmes.

Moi, je souhaite qu'on recherche une synthèse et, si cette synthèse n'est pas obtenue, je considérerai comme un privilège du Premier secrétaire (mais j'en userai sans en abuser), dans une "Lettre aux militants", de proposer cette modification statutaire, en particulier pour qu'on adopte ce qui a déjà fait un accord (un accord peut-être partiel, mais un accord quand même, comme l'a d'ailleurs souligné Françoise Laurent), à savoir le quota, et ensuite la Commission de la promotion de la femme, qui à mon avis pourrait être institutionnalisée.

C'est donc une proposition de statuts, de façon qu'au prochain exercice il puisse y avoir, au niveau du quota et au niveau de la Commission de la promotion de la femme, une mise en route qui ne souffre pas des difficultés que nous avons connues.

Enfin, en ce qui concerne le rapport d'activité, un rapport sera adressé naturellement aux sections. Ce rapport d'activité, vous en avez l'ébauche. Nous devons envoyer ce rapport d'activité six semaines avant le Congrès. Ce n'est donc pas à partir du 8 décembre que nous devrons l'adresser.

Nous allons faire en sorte que ce rapport d'activité soit rédigé (il l'est pratiquement, mais il y a certainement des améliorations à apporter, des compléments à ajouter, et surtout des tableaux de fin d'année à inclure) et l'on pense pouvoir le mettre sur les tables du Comité directeur du 13 janvier ; il sera envoyé autour du 15 janvier aux fédérations et aux sections.

En ce qui concerne le débat, rapidement (mais je veux l'avoir dit), cela a été un débat de qualité sur de nombreux problèmes qui ont été soulevés. Je crois que tous ceux qui ont voulu parler ont pu le faire, et on a abordé les problèmes internationaux et les problèmes intérieurs.

Moi, je voudrais dire que ce qui me frappe de ce Comité directeur, ce qui était déjà sensible au dernier Comité directeur, c'est finalement une analyse plus ou moins critique, mais une analyse critique tout de même...

Je dois dire que Max Gallo, lui, a fait une fort brillante analyse critique, qui quelquefois avait l'allure d'un pamphlet... Bon. Mais cela, c'est le débat, c'est notre débat du prochain Congrès et je pense qu'au lieu de tous ces problèmes autour d'une synthèse difficile, sinon impossible - j'espère encore possible le 13 janvier - le débat devrait s'engager.

Bon. Très bien, cela, c'est un point de vue. C'était plutôt radical, mais cela a au

Fondation Jean Jaurès

moins le mérite d'être parfaitement clair et de lancer un débat d'idées. Je pense d'ailleurs qu'avec un débat d'idées lancé comme cela, si cette tonalité reste, il est difficile de faire une synthèse générale, à partir de positions aussi radicales... mais enfin, on n'est pas au Congrès, c'est un point de départ, c'est peut-être un morceau de littérature... Quand même, nous l'avons entendu, on ne peut pas faire comme si nous ne l'avions pas entendu. On est au Comité directeur...
En tous les cas, moi, je vous félicite, cela, c'est le vrai débat.
Un autre débat qui, je crois, a été mené au cours de ce Comité directeur (on a maintenant tous les éléments pour le poser exactement comme il doit être posé), c'est celui sur les problèmes sociaux.
Le Premier Ministre a expliqué, d'ailleurs très bien, la politique de rigueur jusqu'au début de son gouvernement. Je crois que son explication est correcte. J'avais souligné moi-même que ce qui était dans le rapport du CERC s'arrêtait en 1988. Ce qui est vrai, ce sont quand même les inégalités. Donc, on peut quand même se mettre d'accord. D'ailleurs, ce problème, on n'en fera pas l'économie, il sera au centre de nos débats de Congrès. Il est lancé, il est d'ailleurs déjà dans nos contributions, on le retrouvera dans les motions. Mais, quand je le dis de cette façon, ce n'est pas pour appuyer, moi, sur le rapport qui a été présenté, et qui à juste titre s'arrêtait en 1988, ce n'est pas pour critiquer le gouvernement, c'est pour dire que beaucoup de choses ont été faites, mais que la perception qu'en a le Parti (cela, c'est clair), c'est qu'il faut aller plus loin.
Est-ce que c'est une analyse critique qui porte uniquement sur les problèmes sociaux ?
Il appartiendra au Congrès de le dire.
D'une façon générale, j'observe et je dois dire que je suis un peu surpris, que bien des orateurs s'expriment ici à cette tribune, ils le feront au Congrès, mais cela vaut la peine quand même de le mentionner car cela donne une orientation sur la manière dont il faut peut-être rédiger les motions... ils donnent l'impression qu'au fond nous sommes toujours dans l'opposition et ils donnent l'impression que le Parti peut prendre des initiatives, décider, offrir. Qu'est-ce que c'est que cela ? Quand nous étions dans l'opposition, c'est bien vrai c'était le Parti qui devait faire ces propositions, et nous devons faire nos propositions, mais il y a un Président, il y a un Premier Ministre et il y a un gouvernement.
Vous pouvez faire tout ce que vous voulez, nous sommes sous la 5ème République. Le vrai problème par rapport à l'opinion c'est l'ensemble Président, Premier Ministre, le Parti, le Premier secrétaire et l'ensemble du Parti, tout cela forme un ensemble.
Vous voudriez le dissocier devant l'opinion publique pour venir dire : ici, c'est de la faute au Parti si on ne fait pas telle ou telle chose ?... Ecoutez, excusez... Ou c'est la faute au gouvernement ?
C'est un ensemble et vous ne pouvez pas le dissocier. C'est encore un faux problème de vouloir le dissocier et de souhaiter qu'il y ait une grande politique sociale.
Quel est le sens d'une grande politique sociale si le Parti l'exprime, et que le gouvernement n'est pas décidé à la mettre en application ?

Eh bien oui... mais on est au cœur là de nos problèmes.
Je pense qu'au lieu de faux problèmes, tels qu'ils sont posés maintenant, dans la préparation du Congrès, ce qui me paraît essentiel, c'est cette discussion à laquelle d'ailleurs le Premier Ministre est tout à fait prêt à ouvrir avec le Parti, une discussion pour justement dire "qu'est-ce qu'on peut faire ?
Nous connaissons d'ailleurs toutes les difficultés.
Qu'est-ce qu'on peut faire pour répondre à cette attente, pour répondre à ces difficultés sur le plan social ?
Cela aurait de la gueule.
Alors là, on aurait des motions... une motion de synthèse sans doute, peut-être pas entière... d'autres voudraient encore aller plus loin... mais ce serait un peu l'anticipation de la politiquée menée par le gouvernement. Ou alors, mes camarades, mais alors posons le problème carrément, ou alors c'est une critique plus large qui fait qu'on avait l'ouverture.
Le Parti d'ailleurs, sur l'ouverture, a contré l'ouverture pour la ramener à de plus justes proportions.
Sur le plan parlementaire, nous menons une expérience de gauche ; compte tenu de la composition du gouvernement, elle est plutôt de centre gauche, que de gauche. N'est-ce pas là exactement le débat ? Est-ce que le Parti ne sent pas la nécessité d'une politique plus à gauche dans son ensemble ?
C'est une affaire qui ne concerne pas le Parti, mais le Parti a le droit d'avoir cette idée qui concerne aussi le gouvernement, et qui concerne aussi le Président.
Ce sont là véritablement des questions essentielles Je veux bien que l'on traduise ici ou là, il y a des abstentions, c'est vrai, nos catégories sociales ne s'y retrouvent et par conséquent, dans le Parti, il y a des inquiétudes mais il faut trouver la réponse à cela.
Ce que j'ai dit, je ne peux pas en dire davantage mais j'aurai l'occasion d'aller beaucoup plus loin sur la lignée de ce que je vous dis maintenant très rapidement.
Il se peut que notre Parti trouve que c'est une politique trop centre -gauche, plutôt que gauche. A nous de le dire, majorité, relative, etc. c'est tout un problème. C'est un problème effectivement qui honorerait le Parti, c'est un problème de préparation de synthèse. C'est un problème véritablement entre les courants. C'est le problème politique par excellence. C'est sans doute vers tous ces problèmes que nous devions aborder, que nous devrons trancher... autrement, je le répète, c'est un faux problème qui nous est posé à travers une synthèse, dont on dit faussement que c'est pour donner une qualité aux idées, alors que le vrai débat sur les idées que je pose et qui sera posé, lui, celui-là, est tronqué et qu'en définitive, il ne cache qu'une volonté de pouvoir. On a le droit. Si les uns veulent avoir l'avantage sur les autres dans le Parti, c'est autorisé... c'est la démocratie... s'ils le font avec les idées, ce serait quand même mieux. Cela servirait davantage le Parti, à mon avis, que de faux débats de synthèse dans lesquels on rentre... on n'échappera pas, que vous le vouliez ou non, en 5ème République, à la nécessité, pour le Parti, de trouver la plus large synthèse

Fondation Jean Jaurès

possible pour soutenir son Président, et soutenir son gouvernement. Ca n'est pas à nous de faire le gouvernement... le gouvernement est en place. Il est le nôtre... nous sommes solidaires. Nous avons des critiques à faire ?... nous les faisons. Nous avons peut-être un dépassement à opérer. Un dépassent dans le sens de ce que je viens de dire. Mais dans une discussion avec les amis de Michel Rocard,... que vous représentez ici... je le dis très nettement, de la même façon... vous savez comment je me situe, où je suis... Tout est parfaitement clair.
Je dis que pour le Parti il ne sera pas sain, pour régler un problème de suprématie à l'intérieur du courant AB, et un problème de pouvoir uniquement, de pouvoir personnel - on a le droit, d'agir de cette façon. Il n'est pas sain que les amis de Michel Rocard soient seuls au vote des militants, ou alors que c'est que le Parti veut donner une signification à cela.
Dans ce cas-là, que chacun prenne ses responsabilités. Cela veut dire qu'on veut changer de gouvernement ? Moi je dis que j'ai été Premier Ministre... je n'aurais pas apprécié qu'on me laisse seul avec mes amis. Je demande au Parti d'en prendre conscience.
Si le Parti a des critiques à faire au gouvernement, elles sont sans doute justifiées, et qu'il les fasse ! S'il veut aller au-delà d'une formule de centre gauche, c'est peut-être justifié, qu'il le fasse. La pire des choses ce serait de se comporter comme des gosses, de ne pas être à la hauteur de nos responsabilités, et de poser à côté des vrais problèmes, de faux problèmes.
Nous sommes en train de les poser maintenant.
Je termine en vous disant ceci, car je dois vous le dire : je mènerai jusqu'au bout le combat pour la synthèse. Je pense que tout le monde est concerné. Je parle de la synthèse AB... je crois qu'effectivement tout le monde est concerné et j'apprécie les efforts que Louis Mermaz et ses amis font. Moi j'irai jusqu'au bout.
Si je n'y parviens pas, et vous savez bien que le 13 on n'y parviendra pas mais avant... le 13, les carottes seront cuites, comme on dit chez moi un peu vulgairement... qu'est-ce qu'on pourra faire ?
Je veux l'avoir dit au Comité directeur. Je ferai une lettre aux militants, comme Premier secrétaire, et je leur ferai l'état de la situation, telle que je la crois. Je leur dirai ce que j'ai à leur dire sur le Parti, sur la synthèse.
Vous me connaissez trop pour penser qu'à partir de là, je partirai... je ne sais sur quel Olympe... à partir de là, le Premier secrétaire reprendra se place de militant et si la synthèse ne se fait pas, je ferai ce qui est nécessaire, avec une motion. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Pierre Mauroy. La séance est levée. Merci.

Parti Socialiste
Comité directeur
2 et 3 décembre 1989

Fondation Jean Jaurès

Ordre du jour

Samedi matin

- Rapport d'activité de la Direction nationale
- Débat général

Samedi après-midi

Réunion des Commissions :

- Questions internationales
- Questions économiques et sociales
- Dom-Tom
- Déclaration de principe

A partir de 17 heures

Suite du débat général

Dimanche matin

- Rapport des travaux des Commissions
- Suite du débat général

Parti Socialiste
Comité directeur
2 et 3 décembre 1989

Intervention d'Henri Emmanuelli

Chers camarades, depuis le Congrès de Lille, notre parti a vécu une période riche en événements exceptionnels que l'on peut décomposer en deux phases : celle de la cohabitation et celle du retour au pouvoir.

La cohabitation

La cohabitation, ou plus exactement la coexistence entre un Président issu de nos rangs et un gouvernement de droite imposé par les urnes, a été une période exceptionnelle de notre histoire. Sans précédent, elle a exigé de notre Président une maîtrise, un talent politique et un sens de l'Etat à la mesure de l'événement, qui ont été appréciés à leur juste valeur, non seulement par les Socialistes, mais aussi et surtout par une large majorité du peuple français qui l'a fait savoir le 8 mai 1988.

Pour notre parti non plus cette période n'a pas été facile. Combattre la politique d'un gouvernement exacerbé de droite tout en soutenant un Président qui n'a jamais renoncé à être lui-même n'était pas un exercice ordinaire.

Je crois que nous pouvons dire ensemble que cette difficulté imposée par les circonstances a été bien assumée, dans et grâce à la plus parfaite cohésion. Et ceci d'autant plus que les coups ne nous ont pas été épargnés par ce

Collection Jean-Jaurès

gouvernement qui est allé, dans sa rage de nous détruire, jusqu'à fournir de vrais faux passeports à un homme recherché par la police !
De surcroît des bilans ont été faits, des perspectives ont été tracées. Et la campagne présidentielle a été menée même s'il a fallu accepter qu'elle le soit, à certains moments, avec une certaine discrétion.
Oui, mes camarades, je crois que notre Parti, dans cette période difficile a su se montrer à la hauteur des événements.
Quant aux événements eux-mêmes, je laisse le soin aux spécialistes d'en tirer toutes les leçons avec le recul du temps. Je dirai simplement, pour ma part, qu'ils ont sans doute très fortement contribué à l'évolution de notre système politique dans le sens d'une plus grande maturité démocratique. Et que, sur un autre plan, ils auront permis, par les possibilités de comparaison qu'elle a offerte à nos concitoyens dans le court terme, un renforcement de l'ancrage du Socialisme dans la vie politique française.
En toute hypothèse, elle s'est achevée par notre retour au pouvoir, lequel a placé la seconde parenthèse à l'endroit où nous souhaitions qu'elle le soit.

Le retour au pouvoir

La réélection de François Mitterrand au suffrage universel, fait lui aussi sans précédent, a marqué le signal de notre retour au pouvoir.
S'est ouverte alors cette seconde période exceptionnelle, elle aussi, puisque notre Parti a dû affronter, en 15 mois, sept scrutins nationaux. Je n'insisterai pas sur ce que cela représente car vous le savez aussi bien que moi. Je n'insisterai pas non plus sur la difficulté supplémentaire qu'a pu présenter la gestion d'une politique dite d'ouverture, parfois mal comprise parce que trop souvent mal interprétée, mais dont je constate aujourd'hui qu'elle a réintégré la signification et les limites originelles dont elle n'aurait jamais dû sortir, puisque tout le monde exclut explicitement et unanimement toute perspective de changement d'alliance.
Ces élections, mes chers camarades, nous les avons gagnées, en obtenant, lors des élections municipales, la plus forte implantation de notre histoire. Mais nous savons aussi, que, malgré ces victoires stratégiques ces élections nous posent, dans la continuité de leur évolution, des questions tout à fait sérieuses.
Je ne sais pas si la formule de "déficit électoral", qui serait elle-même liée à un déficit social et à l'irruption brutale du problème de l'intégration est la bonne. Mais je sais, comme vous tous que les pourcentages enregistrés et les abstentions croissantes, aussi bien que l'émergence du vote écologique nous interrogent depuis un certain temps déjà. Et davantage encore depuis le premier tour des élections de Dreux et de Marseille.
Ne compter que sur les divisions de la Droite pour assurer notre pérennité serait une erreur. Ne pas mesurer l'écart qui existe entre les cotes de popularité et les résultats électoraux en serait une autre.
C'est, je crois, après 18 mois de gouvernement à direction Socialiste un constat que nous devons faire dans la sérénité, avec le souci de rechercher ensemble les moyens de faire face à une situation que le temps qui nous est imparti doit nous

Fondation Jean Jaurès

donner la possibilité de maîtriser à notre avantage.
Ce gouvernement, qui a déjà fait beaucoup de choses, nous l'avons soutenu comme c'est notre rôle. Même si, parfois, pris entre les turbulences de certains conflits sociaux et notre devoir de solidarité, nous aurions souhaité être mieux entendus. Mais de ces écarts entre les souhaits du Parti et les choix du gouvernement, confronté à de lourdes contraintes, je ne tire, pour ma part, aucune conclusion pessimiste.
Parce que ces écarts, posent, tout simplement, la question primordiale de la nécessaire marge d'autonomie du Parti. Question difficile, qui, dans le cadre de nos institutions et de notre pratique politique ne suscite pas de réponse évidente. Je pense néanmoins que cette réponse réside pour beaucoup dans la capacité du gouvernement et du Parti à définir et à accepter le rôle et les contraintes de l'un et de l'autre. Je pense surtout, comme l'a démontré la dernière session budgétaire, qu'il ne saurait exister de marge d'autonomie du Parti sans cohésion de l'axe majoritaire.
Dix huit mois, donc, lourdement chargés, au cours desquels, malgré tout, la direction s'est efforcée de prendre un certain nombre d'initiatives pour faire vivre et moderniser notre Parti en le dotant, notamment, d'un système de communication performant. Vous en trouverez le détail, dont la somme n'est pas négligeable, dans les rapports particuliers à chaque secrétariat qui vous sont remis aujourd'hui.
Désormais, nous avons trois années devant nous pour gérer et réformer la société. Trois années pour faire avancer nos idées. Trois années pour améliorer le sort de nos concitoyens vers plus de justice et de liberté. Trois années pour préparer l'échéance législative de 1993.
Nous avons aussi quelques mois pour faire notre Congrès et mener jusqu'à son terme un débat largement engagé.
Chers camarades, nous avons à relever de grands défis.
Sur le plan international d'abord où des événements considérables se produisent, qui pèseront sur notre avenir et qui mobilisent toute notre attention. A tous ces peuples qui sortent d'une longue nuit, nous devons offrir la référence d'un Socialisme d'avance, capable de réaliser la synthèse entre l'aspiration à la liberté et l'aspiration à la justice.
Dans notre pays aussi et surtout : mieux répartir la richesse nationale, réussir l'intégration, partager et diffuser le savoir... Autant de défis majeurs que nous avons à relever en élaborant des réponses claires et praticables.
Tel doit être l'objectif du Congrès de Rennes.
Débattre pour construire ensemble et non pas pour nous opposer.
Débattre pour réussir ce septennat et non pas pour le compromettre.
Débattre pour faire vivre ensemble un "Socialisme d'avance".

Intervention de Louis Mermaz

Dans ce genre d'intervention, il faut éviter deux écueils : le discours trop général "style sciences politiques" ou le discours technique compréhensible uniquement des militants.

Je vais tâcher de lier les deux propos et d'établir leur interaction.

1)La situation politique

Depuis plus de 15 ans, nous demandons dans chacun de nos Congrès la fin de la politique des blocs et la construction de l'Europe des peuples. Nous sommes vraisemblablement à ce double rendez-vous. Les événements qui se passent à l'Est sont considérables à la suite de la Perestroïka soviétique. Gorbatchev a fait un pari et prend des risques : veillons à ne pas le déstabiliser. Mais nous sommes aussi en face du problème immense de l'unité allemande.

Parmi les grands rendez-vous internationaux de cette fin d'année, la tenue du sommet Européen à Strasbourg les 8 et 9 décembre sous la présidence de François Mitterrand sera déterminante pour faire avancer la Communauté et pour donner précisément un cadre à l'évolution de la question allemande.

Nous devons aussi être sensibilisés à la dialectique Europe/Nations. Nos Nations continueront d'exister, mais nous devons mettre en commun nos forces et nos ressources pour nous développer à l'échelle du monde.

La France continuera d'avoir une politique mondiale, mais elle doit se tourner vers les espaces européens, solidairement adossée à l'Afrique et au Maghreb.

Les conditions de notre succès en Europe passent par le développement de notre industrie, le rééquilibrage de notre balance extérieure et les réponses que nous apporterons au problème français.

2)Le problème français

Nous devons réaliser les investissements de l'avenir - Education nationale, formation professionnelle, formation continue - atteindre la cohésion sociale par la réduction des inégalités (la réforme de la fiscalité réclamée depuis si longtemps est un des moyens), l'extension des lois Auroux, la réforme de la justice, la défense des droits de l'Homme.

3)Les problèmes de société

Comme nous le voyons avec l'affaire du voile, avec la relance du débat sur l'intégration, désormais beaucoup de problèmes d'éthique, de conscience, de morale vont se poser à nous. Il n'y a pas de réponses toutes faites. Il reviendra aux Socialistes de les élaborer dans la sérénité avec imagination et surtout pas à coups d'exclusives.

4)La préparation du Congrès de Rennes

Il nous faut aussi dire quel parti nous voulons, quelles méthodes, quels moyens, quelle équipe de direction ?

Il faut poser le problème du rôle du Parti et de ses relations avec le gouvernement.

Le débat s'est ouvert très tôt dès le mois de juin entre nous. Il est absurde de dire que les hommes et les femmes de gauche, politiques, écrivains, chercheurs sont à cours d'idées. On ne crée pas un système philosophique nouveau tous les deux ans, à la rigueur une ou deux fois par siècle. Mais ce Congrès comme les précédents est l'occasion de réfléchir.

Nos propositions sont multiples et riches.

Nous sommes en présence de neuf contributions. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que le courant "mitterrandiste" présente à lui seul quatre et même cinq textes.

Fondation Jean-Jaurès

Or entre les textes de Lionel Jospin, de Laurent Fabius, le nôtre, celui de Jean Poperen etc. il y a très peu de différences. Nous défendons la même ligne politique.
Si la synthèse se fait rapidement au sein du courant AB, alors nous pourrons nous consacrer entièrement au débat d'idées et avoir un vrai débat avec nos camarades de Socialisme et République et nos camarades rocardiens pour rechercher également avec eux la synthèse. Sinon les querelles de personnes et les compétitions entre équipes prendront le pas sur tout le reste.

5)Les relations entre le Parti et le gouvernement

Voilà une question qui doit être au centre de la préparation du Congrès. Les Socialistes non seulement doivent bien gérer, ils savent le faire. Mais il leur faut en plus faire des réformes qui mobilisent leur base sociale et soient utiles au pays tout entier.
Quel est le bilan du gouvernement de Michel Rocard ? Ce bilan est positif. Remarquons aussi que toutes les sensibilités du Parti sont représentées au gouvernement. Mais le Parti Socialiste et le groupe parlementaire doivent intensifier le dialogue avec le gouvernement, influencer les choix de celui-ci, accentuer le caractère social de sa politique.
Je citerai huit exemples d'un dialogue réussi où le Parti et le groupe parlementaire ont obtenu du gouvernement un plus.

- La prévention des licenciements avec la création de conseillers d'entreprises, issus des grands syndicats et chargés de défendre les salariés sous le coup d'un licenciement dans les entreprises où il n'y a pas de syndicats.
- Le plafonnement des loyers dont le gouvernement n'avait pas vraiment envie au départ et l'accentuation des mesures en faveur du logement social.
- La limitation de la détention provisoire des mineurs de 16 à 18 ans qu'il faudra finir par supprimer sauf dans des cas bien particuliers.
- La réforme de la fiscalité locale où le gouvernement s'est engagé à lier pour partie la taxe d'habitation aux revenus des contribuables à partir de 1991.
- L'augmentation de l'impôt sur la fortune.
- La taxation portée de 16 à 19% des plus values des sociétés industrielles.
- L'attribution de l'allocation logement en milieu hospitalier pour les longs séjours et l'ouverture de perspectives nouvelles pour la revalorisation des pensions, des retraites et des minima sociaux (fonds national de solidarité et allocation aux adultes handicapés).
- L'augmentation des crédits d'aménagement du territoire.

Si j'ai cité ces exemples, c'est pour dire que nos débats ne sont pas uniquement philosophiques, mais débouchent sur des décisions concrètes.
C'est parce que nous souhaitons que de tels sujets et des sujets de grande dimension soient au centre de la préparation du Congrès que nous appelons à la synthèse entre les mitterrandistes, qui permettra d'ailleurs de débattre et de s'entendre avec les autres courants du Parti. Il existe dans notre parti deux

Coll. Fondation Jean Jaurès

cultures qui ont souvent réalisé ces dernières années la synthèse, mais le débat doit être poursuivi précisément pour chercher à nouveau cette synthèse.
Alors ne nous attardons pas dans des discussions entre ceux qui sont déjà d'accord sur le fond. L'unité des mitterrandistes est nécessaire pour réaliser l'unité du Parti tout entier.

Premier secrétariat

Sept élections en moins de dix huit mois, un débat idéologique à nourrir, des perspectives de modernisation à ouvrir, un Congrès à organiser : rarement le Parti Socialiste se sera trouvé confronté en si peu de temps à autant d'enjeux majeurs.
Malgré cette succession de scrutins, mon souci premier était de ne pas attendre mars 1990 pour amorcer notre débat idéologique et rénover ce qui doit l'être : statuts, déclaration de principe, avec pour double objectif de mieux ancrer le Parti Socialiste dans sa fidélité et de faire des propositions pour amorcer le 21ème siècle.
Ce Congrès a enfin la particularité de s'inscrire dans un contexte international bouillonnant. Nos enjeux deviennent-ils pour autant dérisoires ? Je crois au contraire que nous nous trouvons confrontés à notre responsabilité historique : prouver la validité de notre projet, donner un contenu à notre Socialisme de la liberté et de la responsabilité pour la France certes mais bien au-delà.
L'effondrement du Communisme en tant que système le remet fondamentalement en cause en tant qu'idéologie, car c'est la question centrale des libertés qui a finalement explosé, deux cents ans après la Révolution française : 1989 apparaît comme l'année de la victoire du Socialisme démocratique, 70 ans après Tours, 20 ans après Epinay, 10 ans après la victoire de François Mitterrand.
Nous mesurons encore mal la portée de l'événement : nous sommes désormais la seule alternative aux idéologies de droite, pour les peuples d'Amérique latine, d'Afrique du Sud, comme pour les pays d'Europe centrale.
Quel est notre bilan ?

1 - Des succès électoraux importants.

De mai 1988 à septembre 1989, le Parti Socialiste a été mobilisé par sept scrutins : présidentielle, législatives, cantonales, référendum pour la Nouvelle-Calédonie, municipales, européennes, sénatoriales.
Ce regroupement des scrutins n'avait pas de précédent dans l'histoire de notre Parti. Malgré cette difficulté, je considère que les Socialistes peuvent tirer du résultat de ces consultations un double enseignement positif.
- Une stratégie : le rassemblement.
Le Parti Socialiste a réussi à maintenir sa stratégie de rassemblement, particulièrement au moment des élections municipales. La Convention nationale réunie à La Villette le 29 janvier dernier, m'avait donné l'occasion de souligner la nécessité pour nos listes municipales de refléter localement les contours de la majorité présidentielle, en respectant une double exigence: renforcer le Parti

Socialiste, rassembler à gauche : dans cet esprit, le Parti Socialiste a négocié avec le Parti Communiste dès avant le premier tour. L'absence d'accord aurait en effet conduit à la généralisation des primaires. C'est pourquoi, à l'unanimité, le Bureau exécutif, puis la Convention nationale d'Epinay, avaient décidé de rechercher l'accord, intervenu, on s'en souvient, le 12 janvier.

- Des résultats : une implantation électorale élargie.

Le Parti Socialiste a conforté son implantation électorale. A des degrés différents, chaque élection a marqué un progrès et un élargissement de son territoire: il dispose désormais de la meilleure implantation locale de son histoire.

En revanche, nous ne pouvons nous satisfaire de la progression continue des abstentions. L'indifférence croissante des Français est un signal dont nous devons rechercher le sens. Nous ne pouvons en tout cas nous en accommoder.

2 - Un contact régulier avec les militants.

Pendant toute cette période, j'ai veillé à entretenir des contacts réguliers et approfondis avec les fédérations. Outre les rencontres traditionnelles avec nos Premiers secrétaires fédéraux, de nombreux meetings m'ont permis d'aller dans toutes les régions soutenir nos candidats.

De plus, j'ai accordé une attention particulière aux problèmes de nos camarades des Dom-Tom. En juin dernier, je me suis rendu en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe. Pour ce dernier département, récemment dévasté par le cyclone Hugo, j'ai tenu à organiser, dès les jours suivant la catastrophe, un vaste mouvement de solidarité du Parti et des collectivités locales afin de secourir les communes sinistrées.

3 - Une présence permanente dans les débats d'actualité.

- L'action gouvernementale.

Il n'est nul débat d'actualité, nulle réforme décidée par le gouvernement, dans lesquels le Parti Socialiste ne se soit profondément engagé durant ces dix-huit mois. J'en citerai au moins quatre.

- Le premier concerne la lutte contre la pauvreté et la création du RMI; cette réforme reprenait une proposition de loi déposée en novembre 1987 par le groupe Socialiste à l'initiative de Pierre Joxe et de moi-même. Le Parti s'est naturellement attaché à ce que cette prestation ait une portée financière réelle avec des conditions d'octroi souples; il a surtout mis l'accent sur la nécessité d'une dynamique d'insertion sans laquelle la lutte contre la pauvreté est vouée à l'échec.
- Le second porte sur le logement, et donc le retour sur la loi Méhaignerie et la nécessaire modération de la hausse des loyers. Certes, le Parti aurait souhaité que la réforme intervienne plus rapidement et j'avais écrit en ce sens au Premier Ministre dès juin 1988, mais l'essentiel est que cette réforme soit aujourd'hui acquise.
- La troisième porte sur les conditions de séjour des immigrés et le retour sur la loi Pasqua; là encore le Parti Socialiste avait souhaité - par le biais

Collection Jean Jaurès

d'une délibération de son Bureau exécutif - que la loi Pasqua soit réformée sans tarder. L'impulsion donnée par le Président de la République lors de ses vœux de nouvel an 1989 s'est révélée décisive, mais le travail de préparation de la réforme effectué par le Parti durant l'automne 1988, a permis d'avancer sans tarder au début de 1989.

- Le quatrième exemple porte sur la décentralisation et révolution de nos structures communales et régionales: c'est bien le Parti Socialiste qui dans son manifeste municipal en janvier 1989 a posé le problème du regroupement éventuel de nos régions pour les adapter à la dimension européenne. C'est bien le Parti Socialiste qui en juin 1988 a posé la question du regroupement des élections cantonales et de la réforme du mode de scrutin cantonal; c'est bien le Parti enfin, avec la FNESR, qui avant le 8 mai 1988 a ouvert le débat sur l'évolution du nombre et du rôle des communautés urbaines et la création de communautés rurales.

Le Parti Socialiste n'a pas pesé sur l'actualité uniquement par le dialogue avec le gouvernement, mais aussi en intervenant sur les débats de société et les conflits sociaux.

- Les conflits sociaux.

J'ai conservé tout au long de mon mandat des contacts étroits avec les organisations syndicales. Lors du conflit Peugeot, personne ne conteste que le Parti Socialiste ait rempli son rôle en insistant pour que la négociation et le dialogue s'engagent entre la direction et les salariés du groupe.

- Les questions de société.

Sur un autre débat, très sensible, celui de l'attitude à tenir face au port du voile à l'école, le Parti Socialiste a adopté en Bureau exécutif une position claire qui a quelque peu apaisé les tensions. Je souhaitais toutefois que la réflexion n'élude pas la question de l'intégration, c'est pourquoi j'ai créé une Commission dont l'objectif est de définir les orientations politiques défendues par le Parti Socialiste en matière d'intégration. Siègent à cette Commission représentants du Parti, du groupe parlementaire du Sénat et de l'Assemblée Nationale, comme des personnalités qualifiées.

4 - Le Parti sur la voie de la modernisation.

Dès ma prise de fonction, j'ai souhaité que nous engagions un profond débat idéologique. J'ai la conviction qu'il existe une large communauté Socialiste, qui se rassemble lorsque des échéances nous sollicitent, puis se disperse. Pour conserver cette dynamique, nous devons à la fois améliorer notre communication et retrouver un idéal, voire une utopie, fondé sur notre histoire, nos racines.

- L'approfondissement du débat idéologique.

J'ai organisé le débat et la réflexion sur plusieurs plans.

- Dans le cadre des colloques "Socialisme An 2000",qui reçoivent un écho de plus en plus large, du fait de la diversité des thèmes abordés (Nouvelles solidarités, nouveaux visages du Socialisme, nouvelles mutations économiques, militer aujourd'hui,....), de la qualité des

Contribution Jean Poperen

intervenants, et de la richesse des débats.

- Le groupe des experts a repris ses activités à la fin de l'année 1988. La plupart des ateliers se sont réunis régulièrement et publieront leurs travaux au début 1990.
- Le fonctionnement du Comité directeur en Commissions a donné lieu à des débats importants et animés. Cette expérience positive doit être poursuivie.
- La Commission chargée de rédiger une nouvelle déclaration de principe a travaillé dans un esprit constructif et je suis prêt, à titre personnel, à reprendre le contenu du texte qu'elle a élaboré.
- En revanche, la Commission sur la réforme des statuts n'a pu aboutir, faute d'une volonté réelle de travailler en commun que je déplore.

<u>- La diversification de la communication</u>

Je me suis efforcé de privilégier le dialogue direct, le débat et l'échange entre militants, sympathisants et responsables du Parti, à partir de quatre vecteurs.

- "Vendredi", hebdomadaire d'information et de débat, tiré désormais à plus de 270 000 exemplaires et adressé aux militants comme à près de 100 000 sympathisants. Il a publié de nombreux suppléments à l'occasion des campagnes électorales ainsi que sur des thèmes spécifiques. Un supplément Paris est également diffusé une fois par mois. Le débat entamé dans le Parti est largement diffusé et suscite un courrier très abondant sur le PS, le gouvernement comme sur les sujets d'actualité.
- La Nouvelle Revue Socialiste, dont la maquette a été rénovée, a rendu compte des colloques "Socialisme An 2000". Trois numéros ont été publiés et largement diffusés.
- Le minitel, 3614 code PS, lancé en septembre 1989, qui organise chaque mardi soir un débat en direct avec une personnalité du Parti et tout au long de la semaine des questions au gouvernement comme au PS.
- La "lettre aux militants" envoyée en juin dernier à chacun de nos adhérents, a reçu un large écho puisque plusieurs centaines de réponses me sont parvenues, témoignant de l'aspiration au débat de nos camarades et de la richesse de leur conscience politique.

Quels enseignements retirer de cette initiative ? L'attente d'une réflexion sur les grandes questions actuelles : protection de l'environnement, évolution des pays de l'Est, partage des richesses. La volonté de retrouver l'identité des valeurs du Socialisme, dans un parti plus uni.

5 - Un engagement internationaliste respecté.

Tandis qu'en Chine, la soif de liberté des étudiants était écrasée sous les chars, au Chili, en Pologne, en RDA, dans bien des régions du monde, les combats pour la démocratie connaissaient ces derniers mois de spectaculaires avancées.

Vigilant et solidaire, le Parti Socialiste s'est efforcé de soutenir ces luttes. A deux reprises en 1988, je me suis rendu à Santiago du Chili, où j'ai notamment conduit la délégation d'observateurs français au moment du plébiscite qui a vu la victoire du "non" à Pinochet.

Fondation Jean Jaurès

Je dois conduire en janvier 1990 une délégation de l'Internationale Socialiste qui rencontrera Mikhaïl Gorbatchev pour évoquer avec lui les évolutions en Europe de l'Est.
Nous avons depuis des années vécu dans l'antagonisme de deux systèmes, Communisme et capitalisme, en nous efforçant de tracer la voie alternative du Socialisme démocratique.
Aujourd'hui, nous sommes déjà entrés dans le 21ème siècle. Le monde Communiste s'effondre. Le modèle libéral s'enfonce.
Ainsi, l'idéal Socialiste que nous défendons depuis des décennies se trouve légitimé par l'Histoire. Nous nous en réjouissons. Mais nous n'entrons pas pour autant dans l'ère des certitudes.
Que sera le Communisme plus la liberté? C'est une question majeure à laquelle pour le moment nous ne savons pas répondre, puisque nous nous trouvons au début d'un processus nouveau. Réuni à Genève les 23 et 24 novembre dernier, le Conseil de l'Internationale Socialiste a réfléchi au moyen pour les Socialistes d'être présents dans les pays de l'Est, de dialoguer avec l'ensemble des partis, de combattre pour nos valeurs.
Si nous voulons contribuer à la victoire de ce Socialisme de la liberté et de la responsabilité dont nous nous revendiquons, nous devons aborder une nouvelle étape du combat Socialiste. Construisons pour cela un parti moderne, un parti qui rassemble, qui débat, qui rêve s'il le faut.

Secrétariat national à la coordination et à la trésorerie

Le Secrétariat national à coordination a été reconstitué en mai 1988 et fusionné avec celui à la trésorerie.
Depuis cette date, il a assuré le suivi des décisions politiques prises collectivement par nos organismes statutaires et a organisé son travail autour d'un certain nombre de priorités.
Outre les tâches traditionnelles (gestion du personnel du Parti, circulation de l'information entre les différents Secrétariats nationaux notamment par la publication d'un calendrier prévisionnel hebdomadaire et la tenue d'une réunion de coordination etc.), le Secrétariat national a œuvré à la modernisation du Parti.
Une coordination efficace ne peut que passer par une amélioration de notre communication interne comme externe, tout autant pour améliorer la circulation de l'information dans le Parti, du national vers les fédérations et le local, mais aussi du local vers le national que pour nous doter d'outils de dialogue avec nos sympathisants et l'opinion.
Le dispositif comprend trois volets.

- Un support écrit par le création de «Vendredi», dont la responsabilité a été confiée à Bernard Roman et au Secrétariat national à l'information et qui est diffusé à 350 000 exemplaires (200 000 militants et 150 000 sympathisants)
- Un dispositif télématique lancé en septembre 1989, huit mois après que Pierre Mauroy et Bernard Roman aient assuré la parution régulière de «Vendredi», ce nouvel outil de communication, mis au point en

Fondation Jean Jaurès

collaboration avec Anne Catherine Franck, répondait à une nécessité : permettre non seulement au Parti de faire connaître ses positions plus largement, mais aussi, et surtout, ouvrir la possibilité à nos adhérents et à nos sympathisants de réagir, de donner leur point de vue sur ces positions. Dialogue et démocratie, c'est autour de ces idées qu'à été ouvert le service télématique du Parti et organisée la campagne de communication qui l'a accompagné. Le succès, inégalé en ce domaine, qu'il a tout de suite rencontré, notamment au moment des "directs" organisés toutes les semaines, est révélateur d'un besoin sur lequel il faudra approfondir nos réflexions.

- Une liaison informatique : avec la télématique, l'informatique a été utilisée pour assurer la circulation d'une information qui soit à la fois plus complète et plus rapide. Commencée au siège du Parti où elle a été achevée en mai 1989, l'informatisation doit maintenant s'étendre à l'ensemble de nos fédérations, par la fourniture par le national dans tous les départements de micro-ordinateurs afin que toutes les fédérations puissent être dotées d'un matériel homogène et performant.

Le Secrétariat national à la trésorerie et à la coordination met au point un projet qui devrait nous permettre d'y arriver dans les meilleurs délais.
Couplé à un nouveau système de communication (Numéris), elle permettrait au PS de constituer une très importante banque de donnée regroupant tout autant des informations internes (compte rendu de réunions statutaires, interventions de nos responsables etc.) mais aussi plus générales (revue de presse quotidienne, lois, textes de référence sur des grands problèmes de société, sondages etc.).
L'ensemble de ces données seraient consultables immédiatement par les fédérations, par le biais des micros-ordinateurs qui leur seraient fournis.
Outre les avantages traditionnels de l'informatique (traitement de texte, gestion etc.) les fédérations auraient ainsi accès à une information et à une documentation qui améliorerait considérablement le travail de tous et dont pourraient aussi bénéficier nos élus locaux.
Couplé avec notre serveur télématique, ce système permettrait également aux adhérents et aux sympathisants de commander les documents qui les intéressent.
Plus qu'une simple amélioration de nos conditions de travail, l'informatisation de l'ensemble du Parti permettra ainsi de "révolutionner" notre communication interne en utilisant les outils les plus performants. L'ensemble de ce dispositif est conçu pour être intégré et donner au Parti Socialiste un système de communication moderne et sans équivalent. Il restera à compléter dans les années qui viennent par les autres possibilités qu'offre la technologie moderne (télédiffusion, production d'images etc.).
Vie du Parti.
Le Secrétariat national à la trésorerie et à la coordination a aussi travaillé à un meilleur fonctionnement démocratique du Parti.

- Dans le cadre de la préparation du Congrès, en animant une réunion de coordination de tous ceux qui font la diversité du Parti, réunion dont l'efficacité et la transparence a été saluée par tous.

- En abaissant la cotisation annuelle demandée à nos militants, et ce dans un contexte difficile (multiplication des échéances électorales), tout en assurant la diffusion à un prix très modéré (20 francs par an) de «Vendredi» à tous nos militants.
- En participant et en animant au sein de nos comités directeurs, la réflexion sur des problèmes aussi importants que le taux de nos cotisations et l'adaptation de nos statuts.

Trésorerie.
Le vote d'une loi sur le financement des partis politiques permettra dès 1990, de rationaliser dans la transparence notre financement.
En particulier, le financement public et la mise en place d'"association du financement du Parti Socialiste" permettra une réflexion réaliste sur l'homogénéisation des cotisations dans l'ensemble des fédérations.

Secrétariat national à l'information

En créant le Secrétariat national à l'information lors du Comité directeur de juillet 1988, le Premier secrétaire lui assignait une mission précise: créer un hebdomadaire destiné à l'ensemble des adhérents du Parti Socialiste et au-delà de ce cercle, aux sympathisants recensés.
Depuis la disparition de l'Unité, le Parti Socialiste ne disposait plus de moyens de traduire sa vision de l'actualité. Conscients des préoccupations des militants, notre volonté était de privilégier les contacts directs avec les acteurs de l'action politique sur le terrain pour animer le débat politique.
Le premier numéro de «Vendredi» est sorti le 6 janvier 1989. L'objectif qui avait été fixé était la création d'un journal qui fournisse, chaque semaine, dans un contenu rédactionnel riche, varié et ouvert, notre vision de l'actualité et partant, de constituer un organe d'animation du débat politique, de liaison constant entre tous ceux qui, adhérents et sympathisants, se reconnaissent dans les valeurs de Gauche en France aujourd'hui.
Au-delà, cette entreprise nous permettait de constituer une vaste communauté d'hommes et de femmes de Gauche et de franchir les premières étapes de l'élargissement du Parti vers l'extérieur.
«Vendredi» tire aujourd'hui à 270 000 exemplaires; au-delà des 200 000 adhérents du Parti, ce journal est envoyé chaque semaine aux 70 000 sympathisants que nous avons pu recenser en un an, grâce à la collaboration des fédérations.
Il a, depuis sa création, joué son rôle de vecteur privilégié du message Socialiste lors des grands moments de notre parti (quelques exemples peuvent être cités : diffusion massive des manifestes municipal et européen, dossiers thématiques consacrés à l'éducation, à l'action sociale du gouvernement, préparation du Congrès de Rennes).
Par ailleurs, la volonté commune était de faire de «Vendredi» un journal qui ne soit pas le journal de la direction du Parti, mais plutôt de tout le Parti, des fédérations, des Socialistes présents sur le terrain de l'action politique et de la réflexion commune.

Fondation Jean-Jaurès

Ce journal a ainsi été un relais efficace dans l'amorce et le développement du grand débat national engagé au sein de la communauté Socialiste et s'est fait l'écho de la richesse et de la diversité de l'expression de tous ceux qui, au-delà de nos rangs, donnent sa force au Parti.
C'est dans ce cadre aussi que la possibilité avait été donnée aux fédérations d'élaborer des encarts spéciaux laissés à leur disposition rédactionnelle. Cela permet de "régionaliser" le journal, à la grande satisfaction des lecteurs.
La fédération de Paris a saisi cette occasion: les 16 000 destinataires de «Vendredi» reçoivent chaque mois, un quatre pages supplément Paris, encarté dans «Vendredi».
Aujourd'hui, alors que la loi sur le financement des campagnes électorales va introduire de fait "une prime à l'information", il est indispensable de redéfinir et d'élargir nos objectifs.
La perspective de donner à «Vendredi» une diffusion publique en kiosques nous amène à réfléchir à son image extérieure et à une indispensable remise en question, tant au niveau de la pagination, qu'au niveau de la promotion. La performance technique - «Vendredi» est composé par ordinateur dans les locaux même de la rue de Solferino - la structuration d'une solide équipe de rédaction, la mobilisation du Parti pour densifier notre réseau de sympathisants et l'importance croissante du courrier des lecteurs sont autant d'éléments qui nous encouragent à poursuivre ce développement.

Secrétariat national aux élections

Le Secrétariat national aux élections en liaison avec le Premier secrétaire et le Secrétariat national aux fédérations a eu la responsabilité d'appliquer les décisions prises par nos instances nationales (Conventions) et de suivre en permanence la situation électorale dans notre pays, c'est ainsi que notre rôle à consisté à :

- Analyser en permanence les résultats électoraux et l'évolution de l'opinion publique.
- Préparer les décisions de ratification de nos candidats par les instances nationales.
- Désamorcer les conflits pouvant apparaître dans les désignations des candidats et parfois les arbitrer.
- Conseiller juridiquement les candidats.
- Négocier des accords électoraux de 1er ou de 2ème tour avec nos partenaires de gauche et de la majorité présidentielle.

Telles sont les fonctions permanentes du Secrétariat national aux élections.
Elles ont été assurées dans la double collégialité des trois Secrétaires nationaux, et de la Commission électorale. Cette dernière instance, non prévue par les statuts du Parti mais parfaitement conforme à leur esprit puisqu'elle associe à la décision l'ensemble des courants de pensée, s'est montrée d'une grande utilité. Elle vient de lancer en liaison avec le ministère de l'intérieur, un travail de réflexion sur les modes de scrutins électoraux
Plutôt que de détailler ici l'activité de notre secteur, nous vous proposons une

Coll. Fondation Jean Jaurès

bref retour en arrière sur les résultats du Parti au cours de la série exceptionnelle d'élections que nous venons de vivre.

La présidentielle des 24 avril et 8 mai 1988.
1er tour - 2ème tour
François Mitterrand : 34% (+ 8) - 54% (+2,3)
Jacques Chirac 19,9% (+2) - 45,9%
Raymond Barre 16,5% (-11,8)
Jean-Marie Le Pen 14,3%
André Lajoinie 6,7% (-8,6)
Participation :81.3%(+0.2)
Pour la première fois en France un Président de la République est réélu au suffrage universel.
L'ampleur du succès au second tour alors que la Gauche était minoritaire au premier appelle et justifie la double notion de rassemblement et d'ouverture qui commandera la stratégie adoptée pour la période récente par la Convention nationale du 21 mai 1988.

Les législatives des 5 et 12 juin 1988.
1er tour
PS + DVG 37,4% (+4,4)
PC 7,2% (-2,5)
Droite 40,5% (-4,3)
FN 9,6% (-0,2)
Référence présidentielle 1981, référence législatives 1986.
Participation :65.7%(-12.7)
Le PS approche son score de 1981, mais, contrairement à ce qui s'était passé alors, le total gauche est minoritaire en voix. En sièges la Gauche est majoritaire, mais le PS ne dispose que d'une majorité relative. Le phénomène abstentionniste, perceptible depuis plusieurs scrutins, s'amplifie nettement pour la première fois. La pérennité du vote F.N. se confirme.

Les cantonales des 18 et 25 septembre 1988.
Balance des sièges par rapport à 1982
PS (+ DVG)
PC
Droite
FN
1er tour 34,1% (+6)
13,3% (+0,5)
44,8% (-5,2)
5,5% (-3,1)*
+ 87
- 15
- 79

Fondation Jean Jaurès

Participation :48%(-7)
Bon résultat du Parti en suffrages exprimés et en sièges, qui se traduisent par le gain de deux départements : Gironde et Martinique.
Reste le taux préoccupant des abstentions qui commande d'engager une réflexion sur le regroupement des élections locales ainsi que sur le mode de scrutin.

Le referendum du 6 novembre 1988.
Oui
80%
Référence cantonales 1985
15
Non
19,9%
Participation :36.9%
"Il demeure que ce soir la fraternité et la solidarité l'ont emporté sur la violence et les menaces de guerre civile".
Pierre Mauroy.

Les municipales des 12 et 19 mars 1989.
Nombre de maires dans les villes de plus de 3500 habitants
PS 715(+168)
PC 258 (-67)
DVG 154 (+25)
Droite 1193 (-126)
FN 1 (+1)
Participation :72.8%(-5.5)
A l'occasion des élections municipales, la négociation avec le PCF, imposée dès l'automne 1988 à un partenaire qui s'y dérobait, a pris la forme d'une interminable course de lenteur où sang-froid, volonté unitaire, fermeté et connaissance des dossiers ont été nécessaires pour sauvegarder les intérêts du Parti.
Le Secrétariat national et la Commission électorale ont eu à connaître d'un certain nombre de problèmes touchant, soit à la désignation de nos candidats, soit à l'application des accords conclus avec nos partenaires. La plupart de ces difficultés ont pu être surmontées par un dialogue approfondi mais, malheureusement dans quelques cas, y compris Marseille, des dissidences n'ont pu être évitées. Toujours est-il que si le 19 mars au soir, le PS obtient "la meilleure implantation municipale de son histoire" et fait subir à la Droite une défaite politique, il n'en est pas moins vrai que la Gauche obtient un total de voix comparable à celui de 1983. L'importance du vote protestataire sans ses diverses formes (abstention, FN, écologistes) se trouve confirmée.

Les européennes du 18 juin 1989.
PS

Fondation Jean-Jaurès

PC
Droite
FN
Divers Ecolos
23,6% (+2,9)
7,7% (-3,5)
37,2% (-5,6)
11,7% (+0,7)
15,75% (+9)
Participation :48.8%(-7.9)
Les résultats du 18 juin sont marqués par un net recul de la Droite, en voix et en sièges (-8), la liste "majorité de progrès" gagnant deux sièges par rapport à la liste Socialiste de 1984 et obtenant un résultat en voix comparable à ceux des précédents scrutins européens.
La nécessité de revoir la procédure de constitution de notre liste a été admise pas tous ceux qui y ont participé : l'équilibre entre la logique des courants et celle des régions n'a pu être respecté de façon satisfaisante, et plusieurs régions se sont trouvées pénalisées.

Les sénatoriales du 24 septembre 1989.
Balance en sièges des groupes (y compris apparentés et rattachés)
PS
PC
RDE
66 (+3)
16 (+1)
23 (-10)
Référence Européennes 1984, référence sénatoriales 1986
Union Centriste 68 (-3)
UDF 52 (-1)
RPR 91 (+10)
Non inscrits 5 (+2)
Avec le handicap global d'un mode de scrutin qui sur-représente les campagnes par rapport aux villes, le PS réalise un bon résultat puisqu'en suffrages de grands électeurs il progresse dans 23 départements renouvelables sur 38, et gagne un siège.
Au total quatre principaux enseignements peuvent être tirés de cette période exceptionnelle.

- Le PS est en position dominante, mais il ne doit oublier ni que cette situation découle du succès de François Mitterrand, ni que les droites, tout en étant dans un état de profonde division, demeurent majoritaires dans le pays.
- L'expression protestataire, sous des formes aussi diverses que l'abstention, le vote FN, le vote écologiste est une donnée permanente de la période.

Fondation Jean Jaurès

- La situation d'une "union de la Gauche" en voie de disparition, rend urgente la constitution d'un vaste rassemblement, ancré à gauche, autour du PS.
- La distance entre la réalité politique du pays et sa traduction électorale dans les scrutins cantonaux et sénatoriaux impose une réflexion approfondie sur ces modes de scrutin.

Secrétariat national aux fédérations et au contentieux

Au secteur fédérations du Parti, depuis 10 ans, collaborateur de Paul Quilès, délégué général de Bertrand Delanoë, Secrétaire national adjoint de Marcel Debarge et depuis juillet 1988, Secrétaire national, la même ambition m'a guidé : servir le Parti, appliquer et faire appliquer ses règles, sa ligne politique, faire prévaloir l'intérêt général et l'unité du Parti avant toute autre considération.

Je veux remercier, à travers ce rapport d'activité, tous les camarades qui ont travaillé avec moi : bien sûr les collaborateurs du secteur mais aussi les Premiers secrétaires fédéraux et les permanents fédéraux. Je n'oublie pas qu'ils ont consacré beaucoup de dévouement, d'énergie, de patience à ce travail collectif.

Depuis le dernier Congrès de Lille, il y a donc eu deux périodes : la première de mai 1987 à juin 1988 où le Secrétaire national était Marcel Debarge ; la seconde de juillet 1988 à maintenant pour laquelle Pierre Mauroy m'a confié cette responsabilité partagée avec deux Secrétaires nationaux adjoints : Daniel Frachon et Frédéric Rosmini, ce dernier ayant démissionné en juin dernier pour se consacrer à son nouveau mandat de député européen.

Autant dire tout de suite que ce rapport d'activité, en accord avec Marcel Debarge, couvre les deux périodes, sans que cela pose le moindre problème puisque le même état d'esprit a guidé l'action du secteur.

Enfin, je rappelle que le Premier secrétaire Pierre Mauroy a souhaité qu'une Commission représentant la diversité politique du Parti soit réunie chaque fois qu'un problème survenait dans une fédération. Cela a été fait, et c'est ainsi que plusieurs conflits ont pu être réglés dans le respect de l'accord national du Congrès de Lille entre les sensibilités.

Enfin, je veux redire ici que le secteur s'est efforcé d'animer politiquement, au nom de la Direction nationale, la vie des fédérations en assurant une liaison régulière et permanente avec les Premiers secrétaires fédéraux ou leur représentant.

Espérant que l'expérience passée, pas toujours heureuse dans certains départements, vaudra pour guider l'action de tous à l'avenir, je veux réaffirmer mon attachement au respect par l'ensemble des responsables du Parti, et particulièrement des élus, de la fonction du Premier secrétaire fédéral.

Elu par le Parti, il est le premier des Socialistes dans son département et donc celui qui est habilité à s'exprimer en son nom.

Telle est en tout cas ma conception de l'organisation d'un Parti Socialiste de masse, fort et moderne.

Si le secteur fédérations que j'anime avec d'autres a pu, par son activité, son sérieux, son esprit d'équipe, son souci de l'intérêt général, contribuer, même

modestement, à faire progresser le Parti Socialiste, à renforcer son implantation dans les fédérations et à préserver son unité, ce serait pour moi un réel motif de satisfaction et le sentiment d'avoir rempli mon mandat.

Relations avec les fédérations

Le secteur a toujours été à la disposition des fédérations pour organiser les déplacements d'orateurs nationaux. Cela n'est pas toujours facile de coordonner les agendas, mais, depuis Lille, ce sont plusieurs centaines de réunions ou manifestations qui ont été ainsi organisées dans les fédérations.

Il a travaillé à l'organisation des 7 Conventions nationales tenues par le Parti et veillé à leur bonne préparation dans les fédérations.

Daniel Vaillant a proposé à Pierre Mauroy, qui l'a accepté, que tous les Premiers secrétaires fédéraux soient invités permanents du Comité directeur pour leur permettre de disposer de l'information en prise directe.

Le Bureau national des adhésions, géré par le secteur, a enregistré plusieurs centaines de demandes qui ont été immédiatement répercutées dans les fédérations concernées.

Ce mouvement d'adhésion vient de s'accélérer notablement grâce à la mise en place du "Minitel 3614 PS".

Malgré l'activité intense du Parti en matière électorale (7 scrutins ont ponctué notre vie politique depuis Lille), 11 journées de Premiers secrétaires fédéraux, initiées à l'origine par François Mitterrand, ont été tenues. Elles ont à chaque fois permis, en présence du Premier secrétaire, Lionel Jospin puis Pierre Mauroy, de rendre plus efficace et mieux coordonnée l'action du Parti, mais aussi de procéder à un échange politique, sans qu'aucun sujet ne soit tabou.

Le lancement de «Vendredi», qui connaît un réel succès auprès de nos militants ou sympathisants, s'est effectué avec la participation d'un assistant du secteur fédérations.

Le secteur a évidemment contribué à la réussite de l'opération "Solidarité Guadeloupe" lancée par le Parti.

Le Minitel, mis en place au secteur fédérations et relié à la quasi-totalité des sièges fédéraux, permet quotidiennement aux fédérations de disposer des informations nécessaires à leur activité, notamment des communiqués ou prises de position du Bureau exécutif national.

Ce service a remplacé les télé-réunions qui ne réunissaient plus un nombre suffisant d'interlocuteurs.

Campagnes électorales

Notre secteur a participé de manière permanente aux travaux de la Commission électorale animée par le secteur élections, afin de préparer au mieux de l'intérêt général du Parti la désignation de nos candidats aux différentes consultations.

Concernant les campagnes électorales (présidentielle, législatives, cantonales, référendum, municipales, européennes), le secteur s'est investi totalement dans leur organisation, afin d'assurer la meilleure mobilisation militante.

C'est évidemment pour l'élection présidentielle que la mobilisation a été la plus forte. Aussi bien dans la première phase, celle qui a vu le Parti mener campagne sans candidat (une quinzaine de grands meetings organisés avec Lionel Jospin)

Collection Jean Jaurès

que dans la seconde, pour assurer le succès des 6 grands rassemblements avec François Mitterrand.

Contentieux

Il a, hélas, eu aussi à gérer pour la Direction nationale une série de contentieux découlant de comportements contraires aux décisions unanimes et donc à faire appliquer les dispositions statutaires à l'encontre de ceux qui se sont mis d'eux-mêmes en dehors du Parti.

Il l'a fait avec esprit de responsabilité et de discernement, car ce n'est jamais agréable d'avoir à exclure des camarades. Chaque fois que cela a été possible, il a, en relation avec le secteur élections, agi en amont par un dialogue patient, afin d'éviter ces dissidences, ce qui a permis d'en limiter le nombre, toujours trop grand.

Concernant les contentieux fédéraux, le secteur a eu à en résoudre un certain nombre, environ une dizaine, que ce soit après le Congrès de Lille ou après les législatives.

A chaque fois, le secteur a organisé de multiples réunions ou rencontres, à Paris ou sur place, et à ce jour tous les conflits lourds ont été réglés, conformément à l'accord politique établi au dernier Congrès. Dans quelques fédérations, il a fallu tenir un Congrès administratif qui a tranché. Ainsi, toutes les fédérations abordent la préparation du Congrès de Rennes avec une direction sortante et un Premier secrétaire normalement désigné.

Péréquation

La caisse de péréquation, mise en place il y a dix ans a continué de jouer son rôle dans la répartition des cotisations versées par les parlementaires en direction des fédérations. Les sommes affectées aux fédérations ont été, du fait des résultats des élections législatives de 1988, sensiblement augmentées.

Le secteur a toujours veillé à ce que les besoins exprimés puissent, dans la mesure du possible, être satisfaits, dans le respect des critères définis. Ces moyens permettent un fonctionnement correct des fédérations, même s'ils sont encore insuffisants.

Préparation du Congrès de Rennes

Le secteur fédérations participe activement aux travaux de la Commission nationale animée par Henri Emmanuelli, et on peut affirmer que jamais un Congrès n'aura été préparé avec autant de minutie et des conditions d'égalité de traitement aussi bonnes.

Afin d'assurer la plus juste représentativité et la plus grande transparence dans les votes des militants pour le Congrès de Rennes, Daniel Vaillant, après avoir consulté les Premiers secrétaires fédéraux réunis le 21 octobre 1989, a proposé d'adopter des règles d'harmonisation pour le calcul des mandats fédéraux dans les sections, à savoir : 1 mandat fédéral = 1 adhérent ayant sa carte annuelle et 12 timbres mensuels.

Le secteur fédérations veille, et veillera jusqu'au 15 mars, au bon déroulement de la préparation du Congrès dans les fédérations pour que le Congrès de Rennes soit une réussite, pour les militants Socialistes eux-mêmes comme pour l'opinion publique.

Contribution Jean-Luc Laurès

Secrétariat aux relations internationales

Le secrétariat aux relations internationales est, presque nécessairement, organisé selon des règles qui lui sont propres. Autour d'un noyau réduit de permanents, plus de 60 camarades, ayant chacun la responsabilité d'un pays ou d'un groupe de pays, et regroupés par secteurs géographiques, travaillent bénévolement pour le Parti. La plupart d'entre eux nous consacrent l'essentiel de leur temps libre, et sont toujours disponibles pour réagir à l'événement lorsque c'est nécessaire. Au fil des années, cette équipe s'est étoffée, enrichie. Aujourd'hui en France, aucune organisation politique ne dispose, en matière internationale, d'une telle capacité d'expertise, d'intervention et de réflexion collective. Que tous ceux qui ont travaillé avec nous, depuis le dernier Congrès, sans ménager leur temps ni leur peine, trouvent ici l'expression de la gratitude du secrétaire aux relations internationales et de la direction du Parti.

Par ailleurs, le Secrétariat international travaille en liaison permanente avec plusieurs autres secrétariats : questions européennes évidemment, mais aussi droits de l'Homme, communication, presse, etc. Il est également amené à coopérer étroitement avec les groupes Socialistes de l'Assemblée Nationale et du Sénat, avec le MJS et la FNESR. Il collabore avec l'ISER pour la réalisation de rencontres et de colloques en France et à l'étranger. Il s'appuie sur "Solidarités Internationales" pour des actions de solidarités concrètes en direction de nos partis-frères. Depuis le Congrès de Lille, ces liaisons ont fonctionné, dans l'ensemble, de façon satisfaisante, et sans qu'apparaisse aucune difficulté.

Assez simple dans l'opposition, lorsqu'il s'agit à la fois de critiquer une diplomatie contraire à nos principes et d'entretenir notre réseau de relations internationales, l'action internationale du Parti pose des problèmes plus complexes lorsque nous sommes au pouvoir. Le principe est que, dans toute la mesure du possible, notre action doit être complémentaire par rapport à la politique étrangère définie par le Président de la République et le gouvernement. Le Parti a, en matière internationale, un rôle qui lui est propre, qui ne peut pas se confondre avec la diplomatie de la France, mais qui autant que faire ce peut, ne doit pas être en contradiction avec celle-ci. Il ne lui est pas interdit, lorsqu'il le juge utile, d'anticiper sur les évolutions, d'exprimer des opinions et de porter des jugements plus nets que le gouvernement ne peut le faire, d'agir de façon plus rapide et plus souple sur des questions où la diplomatie française est nécessairement prudente. Il est clair, enfin, qu'il lui appartient de définir son attitude sur les terrains dont il a la responsabilité directe : Internationale Socialiste, rapports bilatéraux avec les partis-frères, soutien aux mouvements de libération, propositions en matière de relations Nord-Sud et de coopération, analyse des événements internationaux à la lumière des principes et des valeurs qui sont les nôtres. C'est ainsi que le Bureau exécutif est régulièrement amené à prendre position sur l'actualité internationale sur la base de rapports et de textes préparés par le Secrétariat international.

Sous l'autorité de Louis Le Pensec, du Congrès de Lille à l'élection

présidentielle, le Secrétariat international a poursuivi le travail qui avait déjà été le sien pendant la période précédente. Le Parti a été représenté au Conseil de l'Internationale à Rome (avril 1987), au Conseil de l'OLP à Alger (avril 1987), au Congrès du SPD (mai 1987), à la mission de l'Internationale Socialiste sur le désarmement à Washington et Moscou (juin 1987), en Hongrie (juin 1987), au Congrès du Parti finlandais (juin 1987), au Congrès du Parti québécois (juin 1987), au Congrès du SPD à Bonn (juin 1987), au Comité Moyen-Orient de l'IS (juin 1987), au 25ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie (juillet 1987), à Haïti (juillet 1987), au Mexique et en Amérique Centrale (juillet-août 1987), au Congrès du Parti suédois (septembre 1987), à la Conférence annuelle du Labour Party irlandais (septembre 1987), au Congrès extraordinaire du Parti suisse (septembre 1987), à la Conférence annuelle du Labour Party britannique (octobre 1987), au Congrès du Parti danois (octobre 1987), à la célébration du 70ème anniversaire à Moscou (novembre 1987), à la Conférence annuelle du Labour Party d'Irlande du Nord (novembre 1987), en Algérie et en Tunisie (novembre 1987), au Comité de l'Amérique Latine à Caracas (décembre 1987), au Congrès des Socialistes catalans (décembre 1987), en Pologne (décembre 1987), au Congrès du PSOE à Madrid (janvier 1988), au 4ème Congrès de l'Interafricaine Socialiste à Tunis (février 1988), au Congrès du PS portugais à Lisbonne (février 1988) en Hongrie (février 1988), au Comité Moyen-Orient de l'Internationale Socialiste à Londres (mars 1988) et à Strasbourg (avril 1988), au Congrès du Parti social-démocrate de Turquie à Ankara (24-26 juin 1988).

Il convient de souligner que pendant la même période le Premier secrétaire du Parti a reçu le président du SPD, a conduit une délégation en URSS (septembre 1987), s'est rendu au Conseil de l'IS à Dakar (octobre 1987), a dirigé des missions à Alger et à Tunis (novembre 1987), a accueilli une délégation du PC chinois (décembre 1987), et de l'USFP du Maroc (janvier 1988).

Une délégation des Premiers fédéraux s'est rendue en Israël en novembre 1987.

Pierre Guidoni a succédé à Louis Le Pensec comme secrétaire international du Parti après la formation du gouvernement de Michel Rocard.

L'action du Secrétariat international peut, à partir de là, être résumée en fonction des différents secteurs géographiques qui sont le cadre naturel de la réflexion et des activités du Parti.

En ce qui concerne l'Europe, le souci commun du Secrétariat international et du secrétariat aux questions européennes a été de resserrer des liens du Parti avec l'ensemble de l'Europe des Douze.

Ce travail nous a permis de retrouver ainsi la place qui doit être la nôtre dans le Socialisme international. Il convient de dire un mot des relations que nous avons établies avec le Parti Communiste italien. Plusieurs rencontres bilatérales et la visite d'Achille Occhetto à Paris ont permis d'instaurer entre le PCI et nous, un rapport privilégié, base de ce que Pierre Mauroy a appelé l'"euro-gauche".

En Europe centrale et orientale, le Parti n'a pas été pris au dépourvu par la marche rapide des événements. Une première mission s'est rendu en Pologne en octobre 1988, une deuxième était à Varsovie lors des premières élections libres. Lech Walesa, Geremek, Michnik, ont été reçus au Parti, ainsi que le Premier

Ministre Rakowski. Nos liens avec Solidarité se sont d'autant plus développés que l'appui politique et matériel de notre Parti n'a jamais fait défaut à nos camarades polonais. Nous avons également été présents en Hongrie, recevant des délégations du PSOH et de l'opposition hongroise (Parti social-démocrate, Alliance), nous rendant en délégation à Budapest pour assister aux Congrès de chacune des organisations démocratiques hongroises. Le Parti était présent en RDA le lendemain de l'ouverture du mur de Berlin, rencontrant aussi bien le SED que le SDP et le Renouveau démocratique. Il s'est tenu en contact avec l'opposition démocratique en Tchécoslovaquie, a reçu une délégation bulgare au moment même où le changement s'annonçait à Sofia. La Roumanie est le seul pays d'Europe orientale où l'expression du Parti relevé davantage du secrétariat aux droits de l'Homme que du Secrétariat international.

Par ailleurs, une délégation du Parti s'est rendue en Yougoslavie (juillet 1989) et plusieurs dirigeants du Parti se sont rendus en Union soviétique tandis que nous recevions à Paris de nombreux dirigeants du PCUS.

Le Parti a élaboré très tôt sa propre analyse des changements en Europe orientale, soulignant dans les réunions de l'Internationale, qu'il ne s'agissait pas d'une libéralisation, encore moins d'une réforme du régime Communiste, mais d'une démocratisation conduisant l'ensemble de ces pays sur la voie du pluralisme, des libertés démocratiques, et de l'instauration d'un Etat de droit. Cette analyse a été pleinement confirmée par les événements et nous permet de fonder sur des bases solides une action de solidarité à l'égard de nos camarades d'Europe centrale et orientale qui doit se développer et s'approfondir.

En Asie, nos relations anciennes avec le PC chinois (délégations du PS en Chine en 1986 et 1988, réception d'une délégation chinoise en 1987) ont été suspendues depuis les tragiques événements de la place Tian'anmen. Le Parti a fermement condamné la répression et défendu la cause des droits de l'Homme en Chine. Une délégation à Tokyo nous a permis de rencontrer les Socialistes japonais et leur leader Madame Doï. Une délégation au Vietnam et au Laos a établi, pour la première fois, des relations avec les partis vietnamien et laotien avant qu'un premier contact ait lieu à Phnom Penh avec le régime de Hun Sen. Des représentants du Parti se sont également rendus en Inde (mars 1989). Le Premier secrétaire du Parti a reçu, avant la conférence sur le Cambodge, le Prince Sihanouk, et un contact a été maintenu avec les éléments démocratiques de l'opposition afghane.

En Amérique Latine, le Parti a poursuivi une action soutenue de solidarité au Chili (réception de Lagos, Almeyda, Arrate... délégations d'observateurs lors du plébiscite, colloque de l'ISER, délégations lors des élections du 14 décembre). Nous avons intensifié nos efforts pour encourager nos camarades chiliens à trouver les voies de l'unité Socialiste. Le Parti a été également présent en Argentine, au Paraguay, au Pérou, en Equateur, en Uruguay, au Brésil, nous avons reçu Lula à Paris, le Premier secrétaire du Parti a réuni sur place les maires de gauche des principales villes du Brésil (été 1989) nous étions présents lors des élections présidentielles brésiliennes, au Venezuela pour l'investiture de Carlos Andres Perez.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, le Parti tout en soutenant les tentatives régionales de règlement négocié du conflit a apporté sa solidarité concrète au Nicaragua, était présent lors des élections au Salvador, a attaché une importance toute particulière à la lutte pour la démocratie à Haïti : le secrétaire international et une importante délégation de nos fédérations des Antilles étaient présents au premier Congrès du PANPRA.
En Amérique du Nord, nous avons entrepris de développer nos relations avec les forces progressistes des Etats-Unis et avec le Parti démocrate ainsi qu'avec nos camarades du Canada (délégation à la Convention démocrate, au Congrès du Parti québécois etc.).
En Afrique, une attention particulière a été portée à l'Afrique australe (lutte contre l'apartheid, indépendance de la Namibie). De nombreuses missions ont concrétisé la présence du Parti dans cette région du monde. Nous avons reçu Sam Nujoma à Paris, établi des relations cordiales avec l'ANC, participé à diverses réunions interafricaines. Nous étions présents au Congrès des Partis du Sénégal, du Tchad, du Congo, de l'île Maurice, du Zimbabwe et du Mozambique. Nous avons soutenu l'entrée dans l'Internationale Socialiste du RCD tunisien, de l'USFP marocaine, du Vonjy malgache et du PND égyptien.
Dans le Pacifique, une délégation à Sydney nous a permis d'améliorer considérablement nos relations avec le Parti travailliste australien.
Le Parti a également suivi de très près les événements du Moyen-Orient : délégation en Israël, en Egypte, participation à la mission de l'IS, rencontres avec l'OLP et avec les forces de paix israéliennes, présence dans toutes les conférences et forums où peut s'engager le dialogue entre Israéliens et Palestiniens.
Le Parti a participé pleinement aux activités de l'IS et notamment aux différents Conseils (Paris - décembre 1988, Vienne - mars 1989, Genève - novembre 1989) et au Congrès de Stockholm (juin 1989). Pierre Mauroy, Michel Rocard et Pierre Guidoni conduisaient la délégation française à ce Congrès qui a élaboré notamment la nouvelle déclaration de principe de l'IS. Nous avons également été représentés dans de nombreuses réunions de comités spécialisés de l'IS (désarmement, environnement, Moyen-Orient, droits de l'Homme, économie, Amérique Latine, Afrique) ainsi qu'aux réunions de l'Internationale des femmes Socialistes, dont Yvette Roudy est vice-présidente.
Le Secrétariat international fournit à la presse du Parti (vendredi, NRS) les analyses qu'appelle l'actualité et fournit à l'ensemble des secrétariats du Parti, la documentation internationale qui peut leur être utile. Ainsi le Secrétariat international participe à la fois à l'élaboration de la ligne politique qui est celle du Parti tout entier à une époque où on ne peut pas penser juste sans penser mondial, et joue son rôle dans le mouvement Socialiste international contribuant ainsi, pour ce qui relève de sa responsabilité, à l'action internationale de la France.

Secrétariat national à la formation

Depuis le dernier Congrès (Lille 1987), le grand nombre et la diversité des

élections a pesé sur l'orientation du Secrétariat national à la formation.
Pour faire face à la demande ce dernier, seul ou en liaison avec d'autres Secrétariats nationaux, a du consacrer l'essentiel de ses différentes sessions (stages nationaux ou décentralisés, université d'été, journées fédérales ou nationales) à ces échéances électorales tant au point de vue technique que de celui du contenu.
Parallèlement a été poursuivie une politique d'édition de documents variés (cassettes vidéo, brochures). Depuis 6 mois, c'est à dire la fin d'un long calendrier électoral, une réorientation a été amorcée.
Sans cesser de mettre l'accent sur les techniques de communication (2 stages d'été St Valéry en 1988, Evian-Publier en 1989) ou sur la connaissance du fonctionnement du Parti (sujet de plusieurs journées fédérales - les dernières sont celles du Gard, du Val de Marne, de la Somme) les problèmes idéologiques et l'histoire du Parti reviennent à l'avant scène.
Cette orientation correspondait à la phase de préparation de notre Congrès. Aujourd'hui elle s'impose pour répondre, en particulier, aux immenses interrogations qui procèdent de l'effondrement, à l'Est des Communismes bureaucratiques.
Organisées par le Secrétariat national, les manifestations centrales à Paris (c'est le cas des "journées" nationales ou des stages courts) ou en province (c'est le cas des stages nationaux ou des universités d'été) ont été nombreuses et bien suivies.
Cela a été particulièrement le cas des stages et université d'été dans les deux "saisons" 1988 et 1989. Les raisons du succès ont tenu à plusieurs facteurs :

- Un réel besoin de formation chez les cadres et militants.
- Un choix heureux des thèmes et des lieux de stages avec, en général, le soutien actif des fédérations ou associations amies.
- Un effort du Secrétariat national pour faciliter l'accueil, réduire les coûts tout en organisant une atmosphère conviviale. De ce point de vue, l'université d'été de Risoul a constitué un témoignage éclatant : un accueil impeccable, beaucoup de monde, une grande richesse d'interventions, une ambiance chaleureuse.

Le programme 1990 doit reprendre les stages d'une semaine avec une orientation donnant plus de place a l'histoire du Parti et aux problèmes idéologiques qui reviennent en force. Le stage traditionnel sur les droits de la femme (qui n'a pu avoir lieu en 1989 pour des raisons indépendantes du Secrétariat national) retrouvera sa place.
Il est souhaitable que l'on puisse élargir ces stages nationaux à l'ensemble de l'année, notamment en période de vacances toujours plus favorables. Il n'y a pas de raison pour que des stages de printemps ou d'hiver n'aient pas la même audience que nos stages d'été.
Cela correspond d'ailleurs à une nécessité compte tenu de l'exigence d'élévation du niveau de formation et également de la demande (d'autant plus forte qu'à coté des nouveaux adhérents existe une multitude de militants gros demandeurs de formations).

Secrétariat national au bicentenaire

Le Parti Socialiste a décidé dès novembre 1987 de célébrer le bicentenaire de la Révolution française en créant avec la FNSER l'association "Vive la Liberté".
Louis Mexandeau chargé du bicentenaire comme délégué national puis comme Secrétaire national a pensé que le Parti Socialiste, héritiers des idéaux de la révolution Française, devait être le porte-parole des acquis de cette révolution qui a fait de la France "la patrie des droits de l'Homme".
Deux taches prioritaires ont été entreprises : informer et organiser des festivités.
Il était urgent de rafraîchir les mémoires face aux tentatives de falsification de l'histoire de la Droite et de l'extrême droite.
Entouré d'un comité scientifique (Maurice Agulhon, Jean-paul Bertaud, F. Hincker, Piere Levêque, Pascal Ory, Michel Vovelle), Louis Mexandeau a renoué les fils de notre histoire nationale, par la promotion d'ouvrages et l'organisation de colloques.

- Le 3/12/88 à l'Assemblée Nationale : "Les enjeux du bicentenaire".
- Le 18/05/89 à Saint-Fons : "La permanence des apports de la Révolution française sur l'éducation"

Des réunions publiques ont mis l'accent sur la permanence des valeurs démocratiques (Dijon, Nice, Lyon, Arras, Sommières, Limoges, Angoulême, Cerisy-La-Salle) les 2, 3 et 4 juin, l'association "Vive la liberté" présentait une exposition sur l'affiche politique à travers les révolutions dans le cadre de la ville au quotidien, porte de Versailles.
Georges Ferré, délégué national, a assuré le suivi d'articles dans «Vendredi».
Par ailleurs le Parti Socialiste a aussi organisé des festivités populaires.

- La campagne de plantation d'arbres de la liberté commencée en novembre 1988, a connu son apogée par la plantation d'une vigne de la fraternité par des enfants de diverses nationalités à Ferrali les Corbières (08/04/89).
- Le 08/07/89 à Tuchan, fête de la fraternité et des droits de l'Homme.
- Les 9 et 10 /09/89 à Caen, fête de la rose sur le thème : "Le Socialisme démocratique, héritier de la Révolution française".

Il est à regretter que les impératifs du calendrier et le défaut de certains concours n'ait pas permis au Parti et à des associations amies de réaliser le projet d'une grande fête populaire où les citoyens auraient été des acteurs. Le 14 juillet ils ont été seulement les spectateurs d'une parade de qualité. Nous souhaitons que cette fête populaire ait lieu ultérieurement. En effet il nous apparaît que pour des Socialistes la célébration doit déborder 1989 si l'on veut commémorer de façon pertinente des événements ou des réformes aussi essentiels que l'avènement de la République, le suffrage universel, la fin de l'esclavage, le projet d'école pour tous...
Le succès du colloque organisé conjointement par le Secrétariat national au bicentenaire et le Secrétariat national aux relations extérieures sur le thème "Après 89...des révolutions restent à faire" a bien démontré que le combat pour la liberté et l'égalité reste actuel.

Fondation Jean-Jaurès

Secrétariat national aux affaires européennes et de sécurité

Le Secrétariat national aux questions européennes a été créé au Congrès de Lille, afin de singulariser de façon claire au sein de l'action internationale du PS, un ensemble de relations voué à prendre de plus en plus d'importance du fait du renforcement de la Communauté européenne et de l'élargissement de son influence dans le monde.

Pierre Guidoni a été le premier à exercer la responsabilité du secrétariat. Gérard Fuchs lui a succédé en juin 1988, avec des attributions élargies à sa demande aux questions de sécurité et de défense, dont la gestion est de plus en plus mélangée à celles des affaires européennes.

Une équipe politique et administrative (deux délégués nationaux, deux permanents, une dizaine de bénévoles réguliers) assure la démultiplication des actions.

Concrètement, le secrétariat remplit deux sortes de fonctions: de réflexion, de propositions et de réactions politiques d'une part; de contacts internationaux bi- ou multilatéraux d'autre part.

La réflexion est organisée autour de deux Commissions.

- La Commission nationale Europe, articulée en groupes de travail variant selon la période et pilotée par un collectif. Ainsi, d'octobre 1988 à avril 1989, la Commission a organisé la préparation du manifeste Socialiste pour l'élection européenne de juin.
  Aujourd'hui elle suit à la fois l'actualité (préparation de notes d'information et de communiqués) et les perspectives à moyen terme (quelles institutions pour l'Europe de demain).
- La Commission nationale défense est, quant à elle, articulée autour de trois groupes stables : armée (qui a notamment suivi la préparation de la loi de programmation militaire), désarmement (un groupe actif mais dont l'effectif, curieusement, n'est pas à la hauteur des enjeux), industries d'armement.

La tâche la plus pressante cependant, et qui exigera dans les années à venir un sensible renforcement des moyens du Secrétariat national, est celle des contacts.

Les contacts bilatéraux sont allés en se développant ces dernières années, reflet du resserrement des liens entre les partis de la Gauche européenne. Ainsi les relations PS-Labour Party britannique, jusqu'alors des plus réduites, ont pris une grande extension du fait des changements de position du Labour en faveur de la Communauté européenne. A l'autre extrême, les relations PS-SPD restent régulières et sereines, avec deux groupes de travail permanents sur les problèmes économiques et de sécurité. Dans toute la période les relations PS-PSI, PS-PSOE, PS-PCI ont été nombreuses.

Ce sont les contacts multilatéraux qui apparaissent néanmoins aujourd'hui les plus riches d'avenir.

D'un côté l'Union des Partis Socialistes et Socio-démocrates de la Communauté (UPSCE) - 15 partis pour 12 pays - a créé un nombre important de groupes de travail qui ont alimenté substantiellement la rédaction du manifeste européen pour le 18 juin (encore que l'on doive regretter que la diffusion tardive de ce

Fondation Jean-Jaurès

texte n'en ait pas permis une meilleure utilisation de campagne, soulignant la qualité de notre insertion au sein d'une Gauche européenne dont le poids au Parlement de Strasbourg se fait chaque jour davantage sentir).
L'Union, présidée par le Belge Guy Spitaels et dont Gérard Fuchs assure aujourd'hui l'une des trois vice-présidences, organise de façon régulière des "rencontres des leaders" qui permettent aux quinze chefs de partis (qui sont souvent en même temps chefs de gouvernement) des échanges de vues très utiles pour améliorer la convergence des Socialistes européens.
L'Union est aujourd'hui entrée dans un double débat, capital pour son avenir : débat sur son élargissement, impulsé par les camarades Allemands, Hollandais, Anglais qui veulent voir entrer comme membres à part entière de nouveaux partis de l'Internationale Socialiste, même lorsque les pays correspondants n'envisagent pas de poser leur candidature à la Communauté; débat sur l'approfondissement, impulsé par les Socialistes Français, Espagnols et Italiens, qui souhaitent que certaines décisions politiques puissent être prises (comme cela se pratique au sein du Conseil des ministres européens) à la majorité. Aucune des deux propositions n'aboutira sans doute dans le court terme. Elles reflètent cependant de façon évidente le choc de deux conceptions de l'évolution de la Communauté et les incertitudes de la période plus récente quant à l'avenir de l'Europe de l'Ouest et la nature des relations à établir avec "l'autre Europe".
D'un autre côté les questions de désarmement sont régulièrement évoquées de façon collective au sein de trois regroupements : Scandilux et Eurosud qui réunissent respectivement les PS de l'Europe du Nord et du Sud ; Eurolux qui rassemble deux à trois fois l'an dans le cadre de grandes conférences l'ensemble des "Partis Socialistes des pays européens membres de l'Alliance Atlantique". Longtemps isolés dans ces rencontres du fait d'un rejet sans nuance des armes nucléaires par beaucoup de nos partenaires, nous avons aujourd'hui regagné du terrain. Les perspectives positives qui sont apparues ces derniers mois en matière de désarmement ont obligé nos partenaires à réfléchir en termes d'étapes et à nuancer des positions souvent simplistes. De notre côté; dans une optique de "scénarios", nous avons accepté d'envisager des hypothèses où la France ne se bornerait pas à être seulement spectateur de certaines négociations concernant les armes nucléaires.
Ainsi, nous avons été particulièrement heureux de voir Paris retenu comme lieu de la 5ème conférence des PS des européens de l'Alliance (en octobre dernier) et que Gérard Fuchs puisse présenter le principal rapport introductif sur le thème "Quel système de sécurité et de défense pour l'Europe de l'Ouest", rapport abordant pour la première fois simultanément les problèmes de désarmement et de défense.
Indiscutablement, l'Europe se trouve aujourd'hui à un carrefour. Tentation d'un élargissement géographique incontrôlé de la Communauté, limitant celle-ci à n'être qu'un grand marché sans institutions politiques capables de donner à notre voix l'écho nécessaire sur la scène mondiale. Ou, au contraire, renforcement et évolution vers une véritable union politique, créant un pôle de stabilité à l'Ouest de notre continent et un pôle d'attraction vis-à-vis de l'Est ?

Le dernier chemin est celui que nous estimons souhaitable et sur lequel nous essayons d'engager nos partenaires les plus réservés…
Travailler à chaque instant et dans chaque domaine à renforcer l'identité de la Communauté entre les grandes puissances et son évolution dans le sens de nos valeurs Socialistes: il y a là une tâche exaltante pour un secrétariat du Parti.
Quelques repères en 1989.
13 janvier : Commission PS/SPD sur les questions de sécurité à Bonn.
9-10 février : Congrès de l'Union des PS de la Communauté européenne (UPSCE) à Bruxelles.
11 avril : Rencontre avec Achille Occhetto (PCI) à Paris.
22-23 avril : Convention d'adoption du manifeste Socialiste pour l'élection européenne.
18 juin : Elections européennes.
28-29 juin : sommet des leaders de l'UPSCE à Paris.
20-21 octobre : 5ème conférence des PS des pays européens membres de l'Alliance Atlantique à Paris.
13-14 novembre: sommet des leaders de l'UPSCE à Lisbonne.
Participation au Comité du désarmement de l'Internationale Socialiste à Vienne (9-10 mars) et Stockholm (19-21 juin).
Réunions du Bureau de l'UPSCE à Madrid (10 janvier), Londres (20 octobre), Bruxelles (7 décembre).
Réunions d'Eurolux à Madrid (5 mai), Bruxelles (20 mai), Bonn (18 septembre).
Gérard Fuchs a, par ailleurs, assisté au Congrès du PSI à Milan (16-17 mai), du Labour Party à Brighton (2-3 octobre), du Parti Social-démocrate hongrois à Budapest (3-4 novembre).¨

Secrétariat national aux questions économiques et financières

Au début de l'année 1987, le secteur économie-finances était encore intégré au Secrétariat national aux études sous la responsabilité de Dominique Strauss-Kahn.
A partir de mai 1987, il est devenu un Secrétariat national sous la responsabilité de Pierre Bérégovoy jusqu'en mai 1988, puis de Dominique Strauss-Kahn à partir de notre retour au gouvernement.
Le collectif de la Commission économique a été l'élément moteur du secteur pendant ces trois années avec comme animateurs successifs : Pierre Bérégovoy puis Henri Guillaume.
Les débats les plus significatifs ont porté sur :

- une politique économique après le krach boursier d'octobre 1987
- Les conditions d'une croissance économique européenne autonome.
- La situation de l'agriculture dans le cadre de la Politique Agricole Commune.
- La reprise de la croissance et les marges de manœuvre.
- La politique salariale et le partage des fruits de la croissance.
- Le commerce extérieur.
- Le projet d'union économique et monétaire (rapport Delors).

Fondation Jean-Jaurès

Le secrétariat a participé largement au débat critique pendant la période gouvernementale de la cohabitation en alimentant le Parti en analyses et argumentaires contre les privatisations, les projets de budget, sur la crise monétaire et boursière. Il a participé aux universités d'été, à des meetings ou des colloques au niveau national ou dans les fédérations et pris part à l'élaboration des programmes électoraux aux côtés du Secrétariat national aux études. Depuis notre retour au gouvernement, les groupes de travail du secteur (problèmes financiers et monétaires, banques, assurances, entreprises et gestion, économie internationale, fiscalité) ont poursuivi leurs travaux de réflexion sur les problèmes d'actualité et, en liaison avec le groupe parlementaire, sur les budgets (préparation des amendements) et projets de loi.
Pour plusieurs projets de loi, des réunions de travail ont été organisées avec des membres des cabinets ministériels et des experts du secrétariat (COB, titrisation et OPCVM, OPA, assurances, endettement des ménages notamment).
Trois sous-groupes de travail se sont réunis parallèlement aux trois missions sur la fiscalité de la Commission des Finances (contrôle fiscal, fiscalité des collectivités territoriales et fiscalité de l'épargne).
Le secrétariat a rédigé des argumentaires pour le programme du Parti en 1988, pour PS-Info et poursuivi la publication hebdomadaire d'une revue de presse économique nationale et internationale.

Secrétariat national aux relations extérieures

Depuis l'automne 1988, le Secrétariat national aux relations extérieures a été en contact non seulement avec les grandes confédérations, mais aussi avec l'ensemble des autres organisations syndicales exerçant leur influence dans l'un des secteurs de la vie sociale française (SNI, SNES, fonctionnaires de la FASP, étudiants de l'UNEF-ID, lycéens de la FIDEL).
Les contacts les plus réguliers ont, bien sûr, été entretenus avec la CFDT, Force Ouvrière et la FEN, avec qui ont été rétablies des relations de confiance. Pour ce qui est de la CGT, nous n'avons pu que constater l'évolution de plus en plus défavorable aux Socialistes de cette organisation syndicale, les militants Socialistes de la CGT avec qui nous avons eu des relations amicales et nombreuses voyant leur place dans cette organisation pratiquement remise en cause.
Dans ces relations avec différents partenaires, nous avons tenu à tous le même langage : les convergences qui nous semblent exister entre FO, la CFDT et la FEN - même si nous ne méconnaissons pas la différence des traditions et des cultures - doivent permettre de faire évoluer le panorama syndical.
Pour le PS, il s'agit là d'une nécessité absolue. Ceci étant, le Parti Socialiste a toujours réaffirmé que ce n'est fort évidemment pas à lui mais aux organisations syndicales elles-mêmes de définir l'avenir du syndicalisme. Il s'est donc toujours refusé à une politique d'intervention au sein de ces organisations syndicales, qui, en tout état de cause, non-seulement ne ferait pas avancer les choses, mais serait facteur de blocage. De ce problème des relations entre les organisations syndicales, mais aussi entre les organisations syndicales et le PS,

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy s'est régulièrement entretenu avec l'ensemble des dirigeants de la FEN, de la CFDT et de Force Ouvrière.
Relation avec les grandes associations : au côté de ces relations avec les organisations politiques et syndicales le Secrétariat national a assuré des contacts avec toute une série de grandes associations : FCPE, Ligue des droits de l'Homme, SOS Racisme, JOC, JOCF, mouvement Mutualiste, Ligue de l'Enseignement, FranCa, CEMEA, UNAPA, Usagers des Transports, Anciens Combattants...

Colloques "Socialisme An 2000".

Le deuxième volet de l'activité du Secrétariat national aux relations extérieures a été constitué par l'organisation des colloques "Socialisme An 2000" à partir du début de l'année 19189.
En septembre 1988, Pierre Mauroy, lors de l'université d'été des Jeunes Socialistes, souhaitait un renouveau du débat au sein du PS. Il demandait que le PS soit à même de recenser les mutations intervenues dans la société française comme au niveau mondial dans les vingt dernières années afin de définir un Socialisme adapté aux réalités de l'An 2000.
Sur la proposition de Pierre Mauroy, le Bureau exécutif mandatait une Commission représentative de toutes les sensibilités du PS, chargée d'organiser un certain nombre de colloques, sous la responsabilité du Secrétariat national aux relations extérieures.
Depuis cinq colloques ont été organisés.

- 23 février : nouvelles mutations économiques.
- 25 Mai: individualisme ou nouvelles solidarités.
- 21 septembre : militer aujourd'hui.
- 19 octobre : nouveaux visages du Socialisme à travers le monde.
- 25 novembre : après 89... des révolutions restent à faire. (Colloque organisé en coopération avec le Secrétariat national à la formation).

La volonté du Secrétariat national a été d'organiser par ces colloques un débat pluraliste. Pluraliste parce que confrontant toutes les sensibilités de la Gauche (y compris les Verts) et donc avec le souci d'aller bien au-delà du PS, pluraliste parce que réunissant des intervenants issus de milieux divers (intellectuels, chercheurs, syndicalistes...) pluraliste parce qu'ayant le souci d'ouvrir l'ensemble de ces colloques à des intervenants étrangers (membres de l'Internationale Socialiste, mais aussi du PCI, leaders progressistes du tiers-monde).
Ces colloques se poursuivront d'ici le Congrès de Rennes, le prochain étant consacré à l'approche des Socialistes dans le domaine de l'écologie.

La Nouvelle Revue Socialiste.

Pour donner un écho à ces colloques au-delà des très nombreux participants qu'ils comptent maintenant régulièrement, la direction du Parti Socialiste a chargé le Secrétariat national aux relations extérieures de relancer la Nouvelle Revue Socialiste.
Du fait de la période de préparation des élections, la NRS n'avait plus paru depuis quelque temps. Trois numéros sont sortis depuis le mois de juin dans une

Fondation Jean Jaurès

présentation totalement renouvelée. Deux autres sortiront d'ici le Congrès de Rennes. La NRS paraît donc maintenant à un rythme pratiquement bimestriel. A partir de ce mois de décembre, elle sera par ailleurs vendue dans une série de relais H (350 points de vente à travers toute la France). Avec la NRS, le PS retrouve ainsi un instrument de débat et de confrontation théorique.

Renouveau du débat théorique et relations avec les organisations syndicales.

Au moment de la mise en place du Secrétariat national, le Secrétariat national animé par Gérard Colomb, assisté de Michel Amri et de Monique Sageret, s'est vu confier trois missions par le Premier secrétaire du Parti, Pierre Mauroy.

- Assurer les relations du PS avec les autres grandes organisations politiques, syndicales et associatives de notre pays.
- Organiser les colloques "Socialisme An 2000".
- Relancer la Nouvelle Revue Socialiste.

On trouvera ci-dessous un compte-rendu de la façon dont le Secrétariat national a assumé ces missions, on pourra aussi y trouver quelques réflexions brèves sur la nature même de ces missions.

Relations avec les autres organisations.

Relations avec les organisations : le Secrétariat national a entretenu des contacts avec l'ensemble des organisations politiques se réclamant de la Gauche ou de la majorité présidentielle (Parti Communiste, MRG, Association des Démocrates, Rénovateurs, PSU, diverses organisations Gaullistes de Gauche...). Compte tenu de la période, ces relations ont souvent porté sur l'organisation des différentes échéances électorales, notamment législatives et municipales en collaboration avec le Secrétariat national aux élections de Marcel Debarge.

La ligne directrice du Secrétariat national aux relations extérieures a toujours été conformément à la ligne de conduite du Parti de faire du PS le pôle du rassemblement de la Gauche et de la majorité présidentielle.

Elle a été aussi de manifester la volonté d'ouverture du PS à tous ceux qui souhaiteraient pouvoir le rejoindre ; c'est ainsi qu'a été organisée l'adhésion au PS d'Henry Fiszbin et de ses amis Communistes unitaires.

Relations avec les organisations syndicales : dans le cadre de mission "Relations Extérieures", c'est sans doute les relations avec les organisations syndicales qui ont le plus mobilisé le secrétariat.

Dès l'automne 1988, en effet, le Secrétariat national aux relations extérieures organisait des rencontres du PS et de son Premier secrétaire Pierre Mauroy avec toutes les grandes organisations syndicales (CFDT, FEN, CGT, CFTC, CGC).

Avec un certain nombre de ces organisations, le PS publiait un communiqué commun soulignant deux nécessités prioritaires pour la politique gouvernementale : celle de ne pas compromettre la reprise économique mais aussi celle de répondre aux aspirations des salariés à savoir une reprise de leur pouvoir l'achat après sept années de rigueur.

Secrétariat national à l'urbanisme et à l'environnement

La vie du secteur se divise en deux temps que sépare le changement de

Fondation Jean Jaurès

Secrétaire national en juillet 1988, Pierre Brana succédant à Robert Chapuis nommé secrétaire d'Etat.

Mer.

Le secrétariat a surtout travaillé sur l'avenir de la marine marchande.

Aménagement du territoire.

Le secrétariat a cherché à réfléchir avec René Dosière, délégué national sur ce qu'était une politique globale d'aménagement du territoire, et ce, en liaison avec le groupe parlementaire animé par Jean-Pierre Balligand. Dans ce cadre, le secrétariat a bien entendu condamné le rapport Guichard, peu précis sur les politiques et les moyens, faisant preuve d'un manque d'ambition regrettable, laissant ouverte la porte à une France à deux vitesses et surtout privilégiant le libéralisme à la solidarité nationale.

vie associative.

Le secrétariat a travaillé à la prise en compte de la vie associative dans le programme des présidentielles, en même temps qu'il menait une action sur le problème des mises à disposition, menacées par le gouvernement de droite.

Urbanisme.

Dès l'entrée en fonction comme déléguée nationale de Catherine Trautmann, le secrétariat s'est fixé pour objectif principal de doter le Parti d'outils opérationnels et d'un discours Socialiste rénové sur la ville. Trois axes de réflexion ont été arrêtés pour cela.

- La vie en ville : les centres-villes, le développement des quartiers et l'intégration des populations dans les quartiers, les équipements municipaux, les liaisons inter-quartiers et inter-urbains, le développement local urbain.
- La coopération intercommunale en milieu urbain.
- Le rôle des métropoles dans les réseaux urbains, dans le cadre de l'aménagement du territoire, l'élaboration des contrats de plan Etat régions donnant une actualité très forte à cette réflexion.

Ce travail théorique sur les outils de l'urbanisme s'est bien sûr accompagné d'un suivi très attentif de l'action de la Commission nationale de développement social des quartiers puis de la délégation interministérielle à la ville. Elle a trouvé son point d'orgue à l'occasion des Rencontres urbaines de Strasbourg du mois d'octobre 1989, avec ses recommandations pour une nouvelle charte urbaine. Enfin, la délégation urbaine a cherché à faire passer ses amendements dans les textes fondamentaux du Parti : en vain lors de l'adoption des propositions du PS à la France pour les élections présidentielles, avec bonheur pour le manifeste des élections municipales.

Logement.

Le secrétariat, avec le délégué national, Jacques Guyard, s'est consacré principalement à la défense du droit au logement pour tous, en s'opposant à l'application de la loi Méhaignerie sous le gouvernement de la Droite, puis en revendiquant, avec succès, l'abrogation des principales dispositions de ce texte législatif après le retour de la Gauche au pouvoir.

L'action du secteur, du temps de notre bref passage dans l'opposition, a surtout

Fondation Jean Jaurès

porté sur la propagande : édition d'une affiche, élaboration d'un tract national, les Assises nationales du logement de Massy (octobre 1987), précédées de nombreuses Assises régionales, ayant permis d'entretenir la mobilisation du Parti sur ce thème. Cette action s'est plus caractérisée par des démarches parlementaires à partir de juin 1988 en liaison avec le groupe des députés Socialistes animé par Guy Malandain.
Par ailleurs, nous avons avancé un certain nombre de propositions que nous avons eu la satisfaction de voir reprises par le gouvernement : augmentation substantielle du budget logement et notamment maintien du pouvoir d'achat des aides personnelles et multiplication des aides à la pierre, assouplissement des dispositions législatives régissant les prises de baux dans le parc ancien par les organismes de logements sociaux, plans départementaux de logements des plus démunis...
Les Commissions logement et urbanisme ont été amenées à travailler de concert, notamment pour traiter des conséquences urbaines de la politique du logement.

Environnement.

Les axes de travail retenus par le secteur environnement dans un premier temps ont été la pollution et les déchets nucléaires. Un texte soumis par le secrétariat au Bureau exécutif en mars 1988 et approuvé par celui-ci recense les propositions Socialistes sur l'environnement (économie et environnement, espaces naturels, forêt et environnement, qualité de la vie, bruit, déchets).
Cependant, il faut bien le reconnaître, les différentes instances du Parti ne considéraient pas alors ces thèmes comme véritablement prioritaires.
Par la suite, avec Guy Poirier (délégué à l'environnement) et Bernard Morin (délégué aux risques majeurs depuis l'automne 1988), nous avons engagé une campagne de relations avec les associations liées à l'environnement : WWFrance, la FNE (ex FFSPN), l'Entente Européenne pour l'Environnement, le Comité d'Action pour le Solaire, les Comités Ours... Ces rencontres nous ont permis de vérifier les demandes des défenseurs de la nature d'entretenir des contacts avec le PS mais aussi, assez souvent, les déceptions de certains d'entre eux.
Enfin, le secteur environnement a suivi et participé à l'élaboration de la plate-forme environnement de l'Internationale Socialiste.
Par ailleurs, en plus des journées de secrétaires fédéraux tenues rue de Solferino et des nombreux courriers adressés à nos correspondants pour les informer des mesures gouvernementales, notre secrétariat a entamé un important travail de publication, avec la lettre de l'urbanisme et de l'environnement (neuf numéros d'octobre 1988 à décembre 1989) et les deux plaquettes consacrées respectivement à nos Rencontres urbaines de Strasbourg et à notre politique pour l'environnement.

Secrétariat national aux droits des femmes

Le principal objectif du Secrétariat national aux droits des femmes est de poser clairement la question du pouvoir quand il s'agit des femmes. Un Parti Socialiste ne pourrait être longtemps crédible s'il n'asseyait pas sa légitimité sur

Collection Jean Jaurès

autre chose qu'une égalité de discours.
C'est pourquoi, le Secrétariat national aux droits des femmes s'est attaché : à veiller :

- A la place des femmes pour les élections municipales et européennes et à défendre le principe du quota fixé pour ces élections à 30%, plusieurs courriers ont été envoyés aux secrétaires fédérales, deux circulaires aux Premiers fédéraux, Premiers Socialistes, parlementaires. En liaison avec le Secrétariat national à la formation un stage de formation a été organisé à Lisieux pour les candidates aux municipales (10-11 décembre 1988). Une campagne nationale a été lancée avec le Secrétariat national à la communication pour inciter les femmes à se présenter aux élections municipales (BE du 12/10/88).
- à organiser des colloques.
- Pour les élections européennes "Femmes européennes les solidarités" le 27 mai dernier à l'ancienne école Polytechnique avec la participation de Pierre Mauroy, Laurent Fabius et de nombreuses personnalités européennes.
- Sur les "droits propres" à Lyon le 4 mars.
- Sur les "Femmes écrivains" à Lisieux le 6 mars.
- Des journées nationales de "réflexion des femmes de toutes tendances dans la perspectives du Congrès de Rennes les 23 et 24 septembre à Paris avec la participation de Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Jean Poperen, Louis Mermaz, Marie-Arlette Carlotti, Colette Deforeit, Geneviève Domeanch-chich, Laurent Fabius, Marie-Noëlle Lienemann.
- A renforcer les contacts avec l'Internationale Socialiste des femmes (élection d'Yvette Roudy à la vice-présidence).
- Organisation du Congrès de l'Internationale Socialiste des Femmes à Paris les 3 et 4 décembre 1988.
- Participation d'Yvette Roudy aux Congrès de Stockholm, de Tokyo, etc.
- Avec les associations, journées de réflexion en préparation du 16 et 17 décembre prochains.
- A faire connaître : les principaux textes de réflexions des groupes de travail ainsi que les principaux textes de lois en faveur des droits de la femme.

Par ailleurs le Secrétariat national a participé à de nombreux colloques et débats extérieurs.

Secrétariat national aux droits de l'Homme et libertés

La vie du secteur droits de l'Homme et libertés a été marquée, durant ce mandat, par le changement de Secrétaire national, Gérard Lindeperg succédant à Pierre Brana en juillet 1988. Ce changement ayant coïncidé avec le retour de la Gauche au pouvoir, l'action des deux titulaires respectifs ne pouvait pas être de même nature.

Un combat résolu contre la Droite (d'avril 1987 à juillet 1988)

Les premières actions du Secrétariat national ont bien sûr concerné la lutte

Collection Jean Jaurès

contre la politique de Charles Pasqua et d'Albin Chalandon. Nous nous sommes opposés à l'application des lois du 9 septembre 1986, tandis que nous dénoncions le programme pénal du ministre de la Justice qui, sous couvert de "préoccupation gestionnaire", constituait un recul de la démocratie au sein de l'institution judiciaire. Lors de la parution du rapport Hannoun et du rapport du Comité des Sages sur le code de la nationalité, pour lesquels nous avions été auditionnés, nous avons insisté sur le fait que leur teneur était très différente du projet Chalandon ou de la plate-forme RPR-UDF, ce qui nous laissait très sceptiques quant au devenir de ces deux rapports. Les faits nous ont, bien entendu, donné raison.

Par ailleurs, de nombreux contacts avec diverses associations de défense des droits de l'Homme, dont en particulier la Ligue des droits de l'Homme, ont permis de vérifier la conformité de nos analyses, d'entretenir des relations suivies et surtout de mener des actions communes. Cette période a également été marquée par les thèses et les déclarations de Jean-Marie Le Pen alors que l'existence d'un groupe parlementaire du Front National leur conférait une apparente respectabilité. Nous avons été très attentifs à dénoncer nombre de propos émanant de l'extrême droite et nous avons contribué à monter diverses manifestations avec les autres organisations démocratiques.

L'action du Parti Socialiste ne pouvant être que de protestations et de contre-propositions à l'échelon national jusqu'en juin 1988, nous avons par ailleurs consacré une grande partie de nos efforts à la lutte pour les droits de l'Homme dans les pays étrangers. Le Chili et l'Afrique du Sud ont été au cœur de nos démarches (rencontres avec les associations, actions communes, communiqués...). Mais nous sommes aussi intervenus partout dans le monde où les droits de l'Homme étaient bafoués, sous forme d'interventions, de démarches ou de dénonciations.

Enfin le secrétariat a eu à traiter de nombreux cas individuels que cela soit en France ou à l'étranger. Par ailleurs, le secrétariat a entretenu une communication régulière avec les fédérations par un bulletin périodique, des rapports, des réunions locales, des réunions nationales avec les secrétaires et délégués fédéraux, etc.

Avec la Gauche, pour les droits de l'Homme (depuis juillet 1988)

Depuis le retour de la Gauche au gouvernement, le Secrétariat national a développé son activité autour de trois objectifs :

- Organiser la réflexion, formuler des propositions politiques.

Deux groupes de travail ponctuels ont été constitués.

Le premier, sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, a été animé par Michèle Humbert-Lindeperg. Il a produit un rapport qui a été adopté par le Bureau exécutif. Sur cette question, les propositions du groupe mixte (Bureau exécutif, groupes parlementaires) présidé par le Secrétaire national aux droits de l'Homme, ont été retenues pour l'essentiel dans la rédaction définitive de la loi Joxe.

Le second, sur le droit d'asile et la situation des réfugiés politiques, a été animé par Gilles Lacan. Il a remis plusieurs notes appelant l'attention du Parti sur les

problèmes soulevés par l'accroissement du nombre de demandeurs du statut de réfugiés et les risques de dérives des institutions issues de la Convention nationale de Genève.
Enfin, une Commission permanente consultative a été mise en place en octobre 1989 en vue de mener une réflexion sur l'actualité des droits de l'Homme en liaison avec les associations concernées. Le premier thème choisi est : "Laïcité et droits de l'Homme".
- Sensibiliser et mobiliser les militants.
Le Secrétariat national a poursuivi le travail de liaison avec les fédérations : 6 numéros de la Lettre aux fédérations ont été expédiés aux secrétaires et délégués fédéraux depuis octobre 1988 ainsi que des dossiers thématiques sur les droits de l'enfant, le racisme et l'extrême droite, le droit d'asile...
Une plaquette d'environ 200 pages "droits de l'Homme, des outils pour l'action" sera publiée au cours du premier trimestre 1990 en vue de donner aux militants des éléments concrets et pratiques, des textes de base et des références, des adresses et une bibliographie pour les aider dans leur combat.
Une affiche droits de l'Homme a été éditée.
- Développer la solidarité au quotidien.
Le Secrétariat national consacre une grande partie de son activité à traiter des cas individuels et à suivre des dossiers d'intervention auprès des ministères et organismes concernés. Des délégations du monde entier sont reçues chaque semaine. Ces rencontres donnent lieu, le cas échéant, à des prises de position publique en liaison avec le Secrétariat national aux relations internationales.
Deux observations pour conclure.
Ce rapport d'activité ne traite pas, par manque de place, des orientations politiques du Parti en matière des droits de l'Homme; nous renvoyons les camarades intéressés à notre contribution intitulée «l'Actualité du combat pour les droits de l'Homme et des libertés», (contribution au débat n° II, page 51-52.)
Les moyens attribués par la direction du Parti à notre Secrétariat national ne lui permettent pas de faire face aux sollicitations croissantes dont il est l'objet. Il appartiendra au Congrès de prendre ses responsabilités sur cette question et à la prochaine Direction nationale d'en tirer toutes les conséquences.

Secrétariat national à l'audiovisuel - Porte-parole

En constituant après les élections présidentielles, un Secrétariat national à l'audiovisuel, la direction du Parti a souhaité doter le porte-parole d'un véritable instrument de communication vers les médias et l'ensemble du monde audiovisuel. Cette double responsabilité a été assumée selon deux axes : l'amélioration constante de l'expression du Parti et l'affirmation de sa présence au cœur des réformes du secteur audiovisuel.
Assumer et améliorer l'expression du Parti.
- La présence du Parti dans les médias grâce à un service de presse structuré.
Un délégué général, responsable du service de presse, a été nommé auprès du porte-parole afin d'établir un contact permanent avec les différents secrétariats et de leur donner l'ouverture la plus large possible sur l'opinion.

Fondation Jean Jaurès

Le service de presse est l'interface entre le Parti et l'ensemble des médias. Il prend en compte la diversité de la presse, en refusant d'intervenir de façon directe dans la gestion de l'information, mais faisant confiance aux journalistes pour rendre compte, en toute indépendance, des activités du Parti. Il met à la disposition des professionnels le maximum d'éléments objectifs leur permettant de formuler leur appréciation.
A ce titre, il assure au quotidien :

- La diffusion des communiqués.
- L'organisation de conférences de presse.
- La tenue de l'agenda prévisionnel des activités du Parti.
- Une présence constante et ordonnée de nos responsables sur les différents médias, en ventilant les propositions d'interventions.

Parallèlement, l'organisation d'un point de presse hebdomadaire (le lundi à 11 heures) permet de recevoir les journalistes au siège du Parti et de commenter l'actualité. Il est tenu alternativement par le porte-parole et le Secrétaire national plus directement concerné par les événements de la semaine. Le service de presse a pour rôle de rassembler tous les éléments permettant d'alimenter les commentaires sur l'actualité.
En dehors de ces rendez-vous réguliers, les occasions de rencontres avec la presse sont multiples, notamment avec la diffusion des communiqués du Bureau exécutif, du Secrétariat national et la participation des journalistes aux réunions du Comité directeur et aux Conventions nationales.
Au cours de cette année particulièrement dense sur le plan électoral, le secrétariat a pris une part active dans le suivi des relations avec la presse à l'occasion des différentes campagnes (les législatives, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, les municipales, les européennes.).
Son activité a porté principalement sur la préparation des conférences de presse de "lancement" de ces campagnes, l'organisation des déplacements des journalistes, et la sensibilisation de la presse sur certains thèmes.
- Développer la communication institutionnelle du Parti Socialiste.
Dans le courant de l'année 1989, le Parti s'est doté de nouveaux instruments de communication à destination de ses militants et de ses sympathisants : un hebdomadaire «Vendredi» et un réseau de communication par minitel "3614 PS".
Le secrétariat à la presse et à l'audiovisuel a promu très largement auprès des médias ces deux nouveaux moyens de communication, notamment l'éditorial de Pierre Mauroy ainsi que les rendez-vous minitel des dirigeants du PS avec le grand public.
Le secrétariat a pris en charge les émissions officielles radios/TV au cours des différentes campagnes électorales. Diffusées à une heure de grande écoute, elles ont eu un impact important sur l'opinion. Il importait de leur donner une forme moderne et attrayante pour éviter la monotonie et leur rejet par les téléspectateurs.
Plus régulièrement et dans le cadre des plages d'expression accordées à tous les partis représentés à l'Assemblée Nationale, le secrétariat supervise et anime les

Fondation Jean Jaurès

émissions "Expression directe". En prise permanente avec l'actualité, ces émissions ont permis à la fois d'illustrer la politique du gouvernement et de souligner les prises de position et les initiatives du PS.
De façon informelle, le service de presse accueille régulièrement des personnalités étrangères, officiels, journalistes, en quête d'informations sur le PS et sur la vie politique française en général. Ces personnalités sont ensuite systématiquement orientées vers les Secrétaires nationaux concernés.
- Créer une dynamique de communication au sein du PS.
Elément fondamental pour la vie du Parti, elle repose sur la diffusion de plusieurs documents :

- La revue de presse quotidienne à laquelle s'ajoutent parfois des éléments de presse étrangère.
- Les dépêches AFP et ACP.
- Le compte-rendu du point de presse, ainsi que les grands rendez-vous média de la classe politique.
- Des dossiers de presse thématiques associant articles factuels et articles de réflexion.
- Dans un souci de coordination et d'une plus grande efficacité, les communiqués des différents secrétariats.

Certains de ces éléments font l'objet d'une diffusion plus élargie, notamment les compte-rendus des points de presse à destination des ambassades, des ministères, des associations, des syndicats...

Développer les propositions du Parti en matière de politique audiovisuelle.

L'audiovisuel reste et restera l'un des enjeux décisifs de la décennie, aussi bien au niveau national qu'européen. Avant l'élection présidentielle, le porte-parole a notamment animé les travaux du groupe des experts qui a formulé un ensemble de projets de réformes reprises dans les "Propositions pour la France". Ce groupe des experts a poursuivi son travail de façon régulière, alimentant le Parti et les groupes parlementaires de ses réflexions.
Conformément aux souhaits exprimés par le Président de la République dans "la Lettre à tous les Français", le PS s'est attaché à mettre en application une législation destinée à rétablir l'indépendance des médias, à garantir le pluralisme et à restaurer le service public.
Après deux années de déstabilisation du paysage audiovisuel menée par le gouvernement Chirac-Léotard, il était urgent de retrouver des règles de fonctionnement plus conformes aux exigences de la culture et de la démocratie.
- Un service public fort et rénové.
Le porte-parole a participé à la concertation lancée par le ministère de la Communication sur l'avenir du service public qui s'est conclu par un débat parlementaire le 9 mai 1989, débouchant sur plusieurs mesures concrètes.
Sur le plan budgétaire, les lois de finances pour 1989/1990 ont eu pour objectif de revaloriser les ressources des chaînes publiques de radios et de télévisions, en insistant sur le renforcement de la production française.
Parallèlement, le Parti Socialiste a engagé une réflexion sur le financement de l'audiovisuel public. Il estime que la part prise par les ressources publicitaires

Fondation Jean-Jaurès

pèse trop largement sur le budget des chaînes et par-là sur le contenu des programmes. Pour retrouver son identité et lutter "à armes égales" avec les chaînes privées, le service public doit s'affranchir de plus en plus de la publicité.
Sur le plan des structures, le gouvernement s'est refusé à juste titre à entreprendre une réforme d'ensemble qui aurait été source de nouveaux conflits. Il a proposé au Parlement un projet de loi créant une présidence commune Antenne 2/FR 3. Le PS a approuvé cette démarche dans la mesure où l'autonomie de chaque société était préservée dans leurs structures, leurs moyens et leurs personnels.
Le porte-parole n'a pas voulu commenter les nominations intervenues sur le plan politique. Il est indispensable que le climat de politisation excessive qui a marqué chaque réforme de l'audiovisuel s'estompe. Il conviendra de juger les responsables sur leur action à la tête d'organismes que le dirigeants nommés par la Droite avaient laissé désemparés.
- La création du Conseil supérieur de l'audiovisuel.
Le Secrétaire national a travaillé sur la création du CSA en étroite collaboration avec le ministère de la Communication. Cette nouvelle instance constitue la clé de voûte du nouveau paysage audiovisuel.
Après la triste expérience de la CNCL, le CSA répond à la volonté de créer une autorité administrative indépendante de tout pouvoir et véritable arbitre capable d'imposer le respect des règles aux opérateurs publics et privés. Par ses premières décisions, le CSA a trouvé une légitimité.
- Le respect du pluralisme.
Le pluralisme est une des conditions de la démocratie ; c'est la mission de l'autorité régulatrice de le faire respecter dans l'audiovisuel.
Le Secrétariat national a saisi à plusieurs reprises la CNCL, puis le CSA des déséquilibres flagrants qu'il avait pu constater dans le traitement de l'information, en particulier à RFO et FR 3.
Une réflexion est en cours auprès du CSA sur l'application de "la règle des trois tiers" dans les émissions radiotélévisées. Dans ce cadre, le porte-parole a été auditionné et a fait connaître le souhait du Parti Socialiste que cette règle reste un "baromètre" tout en étant assouplie pour tenir compte des nouvelles modalités de la vie politique.
Par ailleurs, le Parti Socialiste a fait part de ses préoccupations concernant l'avenir de la deuxième agence de presse, l'Agence Centrale de Presse. Il tient à exprimer ses inquiétudes concernant les menaces de fermeture qui pèsent sur l'Agence Centrale de Presse. Une telle décision représente une double menace : pour l'emploi de plus d'une centaine de salariés qui ont travaillé au redressement de cette agence et pour le pluralisme de la presse. Dans un paysage marqué par les mouvements de concentration, il est indispensable qu'il y ait une diversité des sources d'information. La France a la chance de posséder deux agences de presse : c'est une situation unique en Europe. Cette dualité est un facteur de la liberté de la communication. Elle doit être préservée.

Fondation Jean-Jaurès

Secrétariat national aux études

Depuis le Congrès de Lille et jusqu'au mois de juin 1988, le Secrétariat national aux études a conduit son action dans trois directions.

- La rédaction des documents de réflexion du Parti en vue des élections présidentielles et législatives de 1988.
- L'analyse et la critique des décisions du gouvernement de Jacques Chirac.
- La poursuite d'une réflexion à long terme sur tous les sujets de la compétence du Secrétariat national.

La rédaction des "Propositions des Socialistes".

Une Commission spéciale, présidée par le Premier secrétaire, chargée de réfléchir et de préparer un nouveau document de référence pour les Socialistes a été mise en place dans les semaines qui ont suivi le Congrès de Lille.

Son travail était soutenu par un "deuxième cercle" d'experts qui se réunissait en petits groupes pour approfondir des points particuliers.

Un séminaire de deux jours a été organisé pour mettre au point la première version du document avant que celui-ci ne soit soumis aux militants.

Les sections et les fédérations ont débattu à deux reprises de ce texte. Les nombreuses remarques ou propositions de modifications émanant de ces discussions ont été prises en compte par la Commission nationale et le Comité directeur.

L'ensemble du processus de rédaction et de discussion de ce texte s'est étalé sur près de neuf mois.

"Les Propositions des Socialistes" furent définitivement adoptées à la Convention de Paris de janvier 1988. Elles ont été publiées sous forme de brochure et largement diffusées. C'est sur cette base et sur celle des argumentaires qui en découlaient que les militants ont mené la première partie de la campagne présidentielle.

L'analyse et la critique des décisions du gouvernement de Jacques Chirac.

Depuis mars 1986, le Secrétariat national aux études s'était organisé pour suivre au quotidien l'ensemble de l'activité du gouvernement en vue de préparer des réactions rapides à ses décisions. L'ensemble des Commissions était mobilisé sur cet objectif. Cela s'est traduit par de nombreux communiqués et la rédaction de documents-argumentaires facilitant les prises de position publiques des responsables du Parti.

De même, il a poursuivi la publication de "Post-scriptum", la lettre-riposte aux déclarations et décisions de la Droite. La collaboration des membres de Commissions du Parti aux travaux des groupes parlementaires a permis de préparer de façon conjointe les débats législatifs. C'est ainsi qu'un important travail a été effectué notamment autour des budgets.

La réflexion.

L'animation des Commissions de réflexion du Parti est une des missions principales du Secrétariat national aux études. Durant toute cette période, les six grandes Commissions de travail (économie, recherche, santé, défense, transports, justice et libertés) se sont réunies régulièrement. Elles ont procédé à l'examen de toutes les grandes questions d'actualité ou d'avenir qui se posaient

Fondation Jean Jaurès

dans leur domaine de compétence et leurs travaux ont été sanctionnés par la réalisation de documents à l'intention des instances nationales du Parti.
Certaines de ces réflexions ont aussi abouti à une manifestation publique, nous retiendrons trois exemples.

- Un "Livre Blanc" sur la sécurité sociale a été réalisé en collaboration avec les Secrétaires nationaux et délégués concernés. Présenté sous une forme claire et pédagogique, il a permis de populariser nos positions sur ce sujet. Ce document présentait un bilan complet de la situation de l'époque, une explication sur les causes de sa dégradation et mettait en valeur les enjeux de l'avenir.
- Un colloque "Toxicomanie : pour une approche globale" a été préparé pendant plus de six mois par de nombreux entretiens avec la plupart des organismes, associations ou personnalités concernés par cette question. La publication de l'ensemble de ces travaux dans le cadre de la "Lettre Santé" a donné un écho à cette journée notamment auprès des professionnels.
- Une journée de réflexion sur le thème "La prison et ses alternatives" a permis de faire débattre ensemble des professionnels (magistrats, avocats, éducateurs...) et des élus locaux, parlementaires et militants. Des textes ont été publiés à l'issue de cette rencontre.

Le Secrétariat national aux études a rédigé de nombreux articles pour PS-Info, des argumentaires, des projets de tracts et une revue de presse économique hebdomadaire. De même, il a réalisé à la demande de responsables du Parti, d'élus de fédérations ou de sections des dossiers et documents spécifiques.
Enfin, le Secrétariat national aux études assurait à cette époque la responsabilité de l'animation de la Nouvelle Revue Socialiste. Une nouvelle formule avait été créée et sa parution avait pris un rythme bimestriel.

Juillet 1988 - Décembre 1989.

En juillet 1988, l'animation et la responsabilité politique du Secrétariat national aux études est confiée à Jean-Marie Cambacérès.
Le Secrétariat national aux études s'est fixé trois axes qui orientent son action.

- Faire vivre nos idées.
- Faire participer davantage les fédérations.
- Introduire la notion européenne dans toutes nos réflexions.

Faire vivre nos idées.

L'animation des Commissions du Parti demeure une des tâches essentielles du Secrétariat national.
Les Commissions et groupes de réflexion se réunissent régulièrement (notamment les Commissions justice, police, transports, télécoms, industrie, groupe décentralisation). Elles font connaître leurs positions par des notes au Premier secrétaire ou par des publications dans PS-Info.
La rédaction du manifeste pour les élections municipales a été un moment important dans l'activité du secrétariat.
Les réunions hebdomadaires du groupe de travail composé de membres du Bureau exécutif et de la FNESR, en liaison avec les groupes parlementaires, ont

Contribution Jean Poperen

permis de présenter un texte au Bureau exécutif du Parti et de la faire parvenir aux militants afin qu'il soit discuté lors des Conventions fédérales consacrées aux élections municipales. C'est au total plus de 150 amendements qui ont enrichi le manifeste, adopté à l'unanimité par la Convention nationale du 29 janvier 1989.
La popularisation du manifeste a été faite au travers de conférences de presse, réunions des secrétaires fédéraux.
Ce manifeste a été diffusé à 250 000 exemplaires dans une version "grand public" par l'intermédiaire de «Vendredi», et à 15 000 exemplaires par PS-Info.
Le groupe "Décentralisation" mis en place par Pierre Mauroy, qui en a confié l'animation au Secrétariat national aux études, a mené un travail de fond en liaison avec les groupes Socialistes à l'Assemblée Nationale et au Sénat, ainsi qu'avec la FNESR, pour réfléchir d'une manière globale à ce que devrait être un deuxième souffle pour la décentralisation.
Les fédérations, les présidents de groupe Socialiste aux Conseils généraux et Conseils régionaux, ainsi que les unions départementales de la FNESR, ont eu la possibilité de participer aux travaux du Parti en orientant leurs réflexions autour du questionnaire élaboré par le Secrétariat national aux études.
Une journée d'étude sur l'approfondissement de la décentralisation fut organisée au siège du Parti le 4 novembre, au cours de laquelle furent abordés : les problèmes institutionnels (région, département), la fiscalité locale, la coopération intercommunale, la réforme des modes de scrutin et le statut de l'élu.

Secrétariat national aux affaires sociales

Construire un nouveau secrétariat.

Le Secrétariat national aux affaires sociales est né en mai 1988 lors de la réorganisation de la Direction nationale. Le travail accompli depuis 18 mois démontre l'intérêt de l'existence d'un secrétariat spécialement chargé des affaires sociales.
En effet, une des missions essentielles que s'est fixé le secrétariat a consisté à examiner les problèmes de ceux qui n'ont aucun moyen de blocage social. Nous avons cherché à faire prendre en compte les personnes qui ne sont pas en activité et qui sont majoritaires en France. Il s'agit des retraités, des préretraités, des handicapés, des jeunes et des chômeurs. Il est essentiel que soient parties prenantes au partage, les catégories sociales qui ne disposent d'aucun moyen de revendication. Le débat sur la croissance ne doit donc pas avoir lieu qu'entre le patronat et les salariés. Ces catégories avaient besoin de responsables à leur écoute : nous avons tenté de remplir cette fonction. Pour cela, nous avons commencé à constituer un réseau de correspondants.

- Les liens avec nos correspondants fédéraux et locaux ont été alimentés par des réunions nationales et l'envoi à la fois de notes d'information et d'un bulletin mensuel intitulé Info-Social. Nos Commissions se sont réunies à maintes reprises, en particulier pour la préparation des colloques organisés par le secteur.

- Nos rapports avec le gouvernement et le groupe Socialiste de l'Assemblée ont été permanents.

L'action du Secrétariat national a donc tourné autour de 3 grands axes.

La lutte contre les exclusions.

Les Socialistes ont comme priorité la lutte contre toutes les exclusions.

Depuis le vote de la loi du 1er décembre 1988 instituant le RMI, notre action s'est décomposée en deux temps. Dans un premier temps, notre rôle a été d'informer nos correspondants fédéraux et nos élus sur les dispositions précises de la loi. Dans un second temps, et ceci depuis quelques mois, le mouvement est inverse. Les informations relatives à la mise en œuvre du RMI et à l'état d'avancement des dispositifs d'insertion au plan local nous viennent des fédérations.

Ces premiers bilans partiels serviront de base aux travaux qu'accomplira la Commission nationale technique insertion et action sociale mise en place récemment par Jean-Claude Boulard et animée par Jacques Salvator, délégué national à l'insertion sociale.

L'insertion nous est toujours apparue comme un sujet difficile à mettre concrètement en œuvre. Il conviendra, dans les prochains mois, d'éviter les dérapages en ce domaine. Le dispositif d'insertion ne doit pas devenir un prétexte au développement d'un second secteur sous-payé ou d'une formation au rabais.

Le lancement du débat sur les personnes âgées dépendantes.

La motion d'orientation du Congrès de Lille encourageait le Parti à mener une réflexion sur la situation des personnes âgées et des retraités.

C'est dans cet esprit que s'est tenu, en janvier 1989, un colloque sur les personnes âgées regroupant la plupart des associations concernées. Les actes de ce colloque devraient être publiés sous forme d'un livre au début de l'année 1990.

Le Secrétariat national aux affaires sociales s'est également préoccupé de l'hébergement des personnes âgées en demandant au gouvernement d'accorder le droit à l'allocation logement pour les personnes âgées hébergées en centres de long séjour. L'augmentation du nombre des personnes âgées en France doit nous inciter à continuer cette réflexion au cours des prochaines années. La prise en charge de la dépendance doit devenir une priorité des Socialistes.

Le droit à la santé.

Sous l'impulsion de Claude Pigement, délégué national à la santé et de Michel Debout, délégué national à la prospective médicale, une vaste réflexion a été menée par le Secrétariat national aux affaires sociales sur le thème de la santé des français.

Trois pistes ont été privilégiées par le secrétariat.

- Réhabiliter l'hôpital public et réfléchir à l'amélioration de son fonctionnement.
- Organiser la médecine de ville dans le sens d'un meilleur accès aux soins pour tous.
- Œuvrer pour le développement d'une véritable politique de santé

Fondation Jean Jaurès

publique.

- L'hôpital public.

Le colloque organisé les 4 et 5 novembre 1989 par le secteur a permis de faire le point sur la crise actuelle de l'hôpital public et ceci quelques mois avant la discussion au Parlement de la prochaine réforme hospitalière. Planification, évaluation, départementalisation, réforme des structures internes, harmonisation des financements entre le public et le privé, devront être les axes de cette loi.

- L'organisation de la médecine de ville.

Le nécessaire équilibre entre le secteur 1 à tarifs opposables et le secteur 2 à honoraires libres a été un des principaux chevaux de bataille du secteur santé au cours de ces derniers mois. Le Parti a réaffirmé, lors de la discussion sur la Convention médicale, son souhait de voir respecter le libre accès aux soins pour tous.

- La santé publique

Le Secrétariat national aux affaires sociales a encouragé toutes les actions allant dans le sens du développement d'une réelle politique de santé publique en France. (lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme et le tabagisme, prévention du Sida et des cancers...)

Le débat sur le financement de la protection sociale.

Face aux remises en cause de la protection sociale par la Droite entre 1986 et 1988, le Parti Socialiste a réaffirmé sa volonté de sauvegarder un régime de protection sociale pour tous, basé sur la répartition.

En accord avec la motion nationale d'orientation du dernier Congrès, le Parti soutient la réforme du financement de la sécurité sociale, dans la mesure où elle rééquilibre l'imposition du capital par rapport à celle du travail.

Projets en cours.

Un certain nombre d'attentes nous sont parvenues. Nous approfondissons actuellement la réflexion sur deux thèmes : une véritable politique d'insertion pour les handicapés tout d'abord ; puis une réflexion d'ensemble sur les droits sociaux des jeunes (droit à la formation, au logement, à la protection sociale...) qui donneront matière à un colloque prévu pour la fin du premier semestre 1990.

Dans le même esprit, un dîner-débat fut organisé par la Commission justice du Secrétariat national aux études le 21 novembre. Le thème en était : "La réforme du Code Pénal". Il s'est déroulé en présence de parlementaires, d'avocats, de magistrats et de professionnels du droit.

Enfin, un dossier-bilan des activités, notes et articles du Secrétariat national aux études a été réalisé et envoyé en juillet dernier à tous les secrétaires fédéraux études et aux membres du Bureau exécutif.

Faire participer davantage chaque fédération.

A la demande du Secrétaire national, chaque fédération a désigné un secrétaire fédéral ou délégué fédéral aux études.

De nombreuses réunions ont été organisées au siège du Parti et les secrétaires fédéraux ont été largement associés aux travaux du Secrétariat national aux études.

Les comptes rendus et principaux textes leur ont été envoyés après chaque

Fondation Jean Jaurès

journée d'étude.
Les thèmes abordés furent variés. Nous retiendrons, par exemple, l'examen de la situation internationale, le débat budgétaire de 1988, la situation économique et sociale, l'étude du manifeste municipal, l'enjeu européen en liaison avec les Secrétariats nationaux aux affaires européennes et à la formation, ou encore la décentralisation et son approfondissement.

Introduire la notion européenne dans toute réflexion.

Cette orientation nouvelle avait été donnée dès les premières réunions des secrétaires fédéraux aux études.
L'importance de cette notion a été soulignée lors d'un voyage d'étude de deux jours à Bruxelles où les secrétaires fédéraux ont pu rencontrer Jacques Delors et des membres de son cabinet, ainsi qu'une délégation de parlementaires Socialistes européens.
Une conférence a été organisée par la Commission industrie du Secrétariat national aux études sur les axes géographiques des pôles industriels européens.
De même, un colloque a été organisé par la Commission justice du Secrétariat national aux études sur "la Justice et l'Europe", en présence du garde des Sceaux et de nombreux magistrats, avocats, journalistes et professionnels du droit.
La dimension européenne a toujours été présente dans les journées d'étude des Secrétaires fédéraux et la volonté du Secrétariat national aux études est de faire en sorte qu'elle le soit dans toutes les réflexions du Parti.
Le Secrétariat national aux études a également participé à des manifestations extérieures (colloques, forums, débats...) à l'étranger (Cuba, Vietnam, Turquie...) et a été organisateur de plusieurs opérations (dîner-débat, colloques, conférences de presse, communiqués de presse du Secrétariat national, etc..).

Secrétariat national à la culture

L'activité du Secrétariat national à la culture - depuis que j'en ai pris la responsabilité à compter du mois de juillet 88 - a été déterminée par une série de réflexions.
Les premières ont trait à nos rapports avec le gouvernement et son ministère de la Culture.
D'abord, je n'ai pas voulu faire du Secrétariat national à la culture "le bureau des pleurs" de ceux qui (artistes en tout genre, troupes de théâtre etc.) se considèrent comme les mal-aimés ou les incompris du ministère de la Culture.
Puis il s'est agi de donner vie à ce secrétariat en ne le limitant pas à un rôle de courroie de transmission entre des individus ou des organismes (syndicats etc.) et ce même ministère de la Culture.
Enfin, nous avons essayé de distinguer les préoccupations du Secrétariat national à la culture des activités et des initiatives du ministère.
Ces réflexions, même si elles paraissent évidentes, n'ont pas été faciles à mettre en œuvre car, le Parti Socialiste étant le Parti gouvernemental, un Secrétariat national comme celui de la culture est ressenti par beaucoup comme un instrument de pression sur le ministère.
Mais, à mon sens, ce ne pouvait être là le rôle prioritaire du Secrétariat national

Fondation Jean Jaurès

à la culture.
Bien sûr, nous avons tenté de contribuer au règlement de certains dossiers, nous avons transmis des points de vue, nous avons interrogé le ministère de la Culture à propos de tel ou tel de ses choix et nous sommes intervenus, quand c'était nécessaire, auprès du Premier Ministre pour lui dire combien les milieux culturels étaient attachés à ce que le budget de la Culture ne soit pas amputé au nom de la rigueur budgétaire.
Pour résoudre ce type de questions, nous avons établi des contacts réguliers (une fois par mois) avec le cabinet du ministre.
Mais - second ordre de réflexion - mon souci principal a été de considérer que le Secrétariat national à la culture devait faire vivre le débat à propos de la culture et de son sens. Parce qu'il m'a toujours semblé qu'une culture ne peut être vivante que si elle est "critique" (ce qui, bien entendu, ne signifie pas critique du gouvernement) c'est-à-dire qu'elle doit questionner sans égard la société.
Il m'a semblé que pour cette raison là, et aussi pour marquer l'autonomie du Secrétariat national à la culture par rapport à l'institution gouvernementale, il importait de mettre en œuvre avec vigueur cette orientation.
C'est pourquoi le Secrétariat national à la culture, quitte à paraître sortir d'une définition étroite du mot culture, a (après avoir soumis son projet au Secrétariat national du Parti qui l'a acceptée) organisé, avec l'appui de l'ISER, des débats d'idées notamment sur "la fin de l'exception française, "l'intolérance", "l'Etat et la culture", "la laïcité".
Il a organisé par ailleurs trois colloques : l'un sur "La culture et la ville" (à Montpellier), l'autre sur "Quelle culture pour l'Europe ?" et le dernier sur "Les Socialistes et les perspectives culturelles".
Ces débats d'idées comme ces colloques ont connu un large succès et ont donné lieu à des publications - tirées chacune à 4000 exemplaires - diffusées dans tout le Parti et hors de celui-ci.
C'est cette orientation qui nous a fait intervenir directement dans l'actualité politico-culturelle (affaire Scorsese, affaire Rushdie, etc.).
De même, j'ai pris position à plusieurs reprises sur les questions de télévision (sur le problème des quotas européens, présence de la publicité dans le secteur public de télévision, projet de création d'une contribution "culture-communication" permettant, à partir d'un prélèvement sur les recettes publicitaires des chaînes commerciales, d'alimenter le budget du service public).
Il est en effet impossible aujourd'hui de réfléchir aux questions culturelles si on ne pose pas la question du contenu des programmes de télévision, et donc du rôle du service public.
Bien entendu, le Secrétariat national à la culture a placé au premier rang de ses activités les rapports avec les élus Socialistes.
C'est pourquoi, il a régulièrement participé aux réunions du groupe d'action culturelle de la FNESR et élaboré avec la FNESR certaines activités, par exemple : l'organisation lors des rencontres d'Avignon, de débats d'idées (notamment sur "Culture et inégalités sociales" avec Pierre Mauroy).
De même, le Secrétariat national à la culture a considéré que la liaison avec les

fédérations du Parti était décisive et il a rassemblé à plusieurs reprises les représentants des différentes fédérations.
Enfin, au sein du Secrétariat national à la culture, des groupes de travail thématiques (arts plastiques, cinéma, grands travaux, livres etc.) se sont régulièrement réunis pour réfléchir sur des domaines particuliers. Ainsi ont pu être organisés dans les fédérations des colloques sur des points particuliers : "Culture et ville" dans le Val de Marne, "Enseignements artistiques et arts plastiques" à Saint Etienne.
Après un peu moins de deux années de responsabilité au sein de ce secrétariat, un ensemble de remarques s'imposent.
D'abord, la direction du Parti a favorisé (notamment par l'octroi d'un budget annuel) la mise en œuvre de la politique du secrétariat et elle en a accepté les orientations.
Quant au fond, l'écho rencontré par nos initiatives me semble confirmer que l'orientation choisie était la bonne : la culture, ce sont des idées d'abord. La culture, pour un Secrétariat national à la culture, ce doit être d'abord une confrontation d'idées. Rien ne serait pire, me semble-t-il, qu'un Secrétariat national à la culture enlisé dans la gestion d'intérêts corporatistes, de cas individuels ou se bornant à réfléchir sur la gestion des établissements et des personnels culturels.
Ces domaines, s'ils n'ont pas été négligés, doivent être considérés, à mon avis, comme secondaires par rapport à l'animation du débat des idées, à l'incitation à une réflexion critique sans laquelle il ne saurait y avoir de culture. Et sans lesquelles le Parti Socialiste perdrait toute possibilité d'entretenir avec les milieux culturels et les intellectuels des liens forts qui lui sont indispensables.

Secrétariat national à l'entreprise, au secteur public et à la planification

Le Parti Socialiste est devenu sans conteste, au terme de la décennie qui s'achève, le premier parti du monde du travail. Parce qu'il a su être la grande force de rassemblement de la Gauche, il assume désormais l'héritage historique de l'ensemble du mouvement ouvrier ; il incarne, par-là même, les valeurs de justice, de solidarité et de progrès économique.
C'est une responsabilité immense, au regard de l'avenir du Socialisme démocratique dans notre pays.
L'enracinement d'un Parti Socialiste repose sur un contrat de confiance durable, passé avec le salariat, et donc sur une implantation politique forte dans le monde du travail.
Dans un contexte difficile - relative déception du monde du travail à l'égard de la politique gouvernementale, affaiblissement des syndicats et des représentations collectives - le secrétariat à l'entreprise a conduit un travail d'équipe, fondé à la fois sur la continuité et l'évolution.
L'action du secteur entreprise ne peut, en effet, produire ses effets que si elle est menée collectivement, dans un climat de confiance, associant le Secrétariat

Fondation Jean Jaurès

national, les délégués nationaux, les responsables des GSE nationaux, les secrétaires fédéraux, les membres de la CNE.

La continuité.

- Le Secrétariat national à l'entreprise a accompli un travail quotidien en relation avec les GSE nationaux et les sections d'entreprise. Organisation et animation des réunions, séances de travail, stages de formation en direction du monde du travail, notamment au Luc, à Toulouse et à Fussy, rôle d'interface entre militants, cabinets ministériels et organisations syndicales des divers secteurs d'implantation, constituent la clé même d'une action de longue haleine, indispensable à la vie du secteur entreprise.
- Le suivi des conflits sociaux a représenté une autre exigence du travail quotidien. Le Secrétariat national a exercé et exerce un suivi politique étroit des conflits, en particulier ceux des infirmières, des agents des finances, de Peugeot, de RVI Annonay, de Dassault etc.
- Il s'est également efforcé d'anticiper et d'alerter, le Bureau exécutif et le Comité directeur ainsi que le gouvernement sur l'imminence et la gravité potentielle de ces conflits majeurs. Ainsi, le Bureau exécutif et le Comité directeur ont-il été saisis dès la première décade de septembre 1988 de la gravité du malaise social dans le secteur hospitalier public. Des communiqués du secteur entreprise ont insisté, dès la fin du printemps 1989 sur la nécessité d'engager de véritables négociations au ministère des Finances, afin de traiter le plus sereinement possible les problèmes salariaux et structurels posés par les agents des impôts. Le secteur entreprise est également intervenu sur le terrain pour apporter son soutien aux grévistes de Peugeot, tout en mettant l'accent sur l'urgence de l'obligation de négocier pour les partenaires sociaux dans le secteur privé.
- Enfin, dans des secteurs tels que l'aéronautique ou les PTT, le secrétariat à l'entreprise s'est efforcé de piloter le remarquable travail effectué par les militants entreprise en relation avec les ministères concernés. Cette action, pragmatique, patiente, a permis, jusqu'à ce jour, de concilier les impératifs de la modernisation avec ceux de la préservation et du développement des acquis sociaux.

L'évolution.

La Société française bouge, les réalités économiques et sociales aussi. Les approches de notre parti, notamment à la fin des années 80, ont évolué dans nombre de domaines, et d'abord dans le secteur économique et social. Le secteur entreprise ne pouvait plus, à la fin des années 80, fonctionner comme au cœur des années 70.

Pour gagner en crédibilité, retenir l'écoute d'interlocuteurs du monde politique, économique et social, recruter à nouveau dans le Parti, il convenait de redonner au secteur entreprise un rôle de réflexion collective et de proposition au cœur du Parti, à partir des expériences militantes du terrain, et des compétences du monde du travail.

Cette évolution s'est traduite par plusieurs initiatives.

Fondation Jean-Jaurès

- D’abord, un long travail pédagogique relatif à l’urgente nécessité d’une vraie réhabilitation du service public, en général et des services publics dans leur diversité de missions et de statuts.
Dès la fin de l’été 1988, le secrétariat à l’entreprise a effectué, auprès du Bureau exécutif et du gouvernement, le diagnostic du profond malaise social dans le service public, malaise lié à des réalités objectives - les problèmes du pouvoir d’achat et des effectifs - mais aussi plus politiques et psychologiques - sentiment de déclassement, d’interrogation sur l’utilité sociale et la signification des missions, d’abaissement du rôle de l’Etat face aux laudateurs de l’entreprise et du libéralisme.
Le Secrétariat national à l’entreprise a aussi multiplié les suggestions auprès de tous ses interlocuteurs, à l’intérieur comme à l’extérieur du Parti, sur la nécessité d’une puissante et progressive revalorisation morale et matérielle de la condition des fonctionnaires et assimilés, sur la nécessaire simultanéité des processus de revalorisation et de modernisation du service public, sur la priorité à accorder à la globalisation des discussions et des négociations avec les organisations syndicales concernées, sur la définition de démarches progressives donc pluriannuelles.
L’évolution du secteur entreprise s’est également concrétisée par l’organisation collective de deux grandes manifestations, ponctuant un important travail des militants entreprise.
- La Conférence européenne des travailleurs, du 20 mai 1989, a rassemblé des centaines de militants et une dizaine de délégations syndicales, social-démocrates et Socialistes européennes. Ce grand rendez-vous - premier du genre - a permis de marquer une étape importante dans la campagne pour les élections européennes. Mettant en évidence les risques de nivellement social par le bas inhérents à la construction européenne, il a cherché à fédérer les volontés européennes autour d’un projet social cohérent, sans lequel l’Europe des Douze ne serait qu’une zone de libre-échange, sans respect pour le monde du travail. Un appel pour une Europe sociale organisée a été lancé à cette occasion. Une structure permanente de concertation a été décidée au niveau des secteurs entreprises des partis Socialistes et sociaux-démocrates de l’Europe des Douze.
Enfin, cette manifestation a concrétisé et démontré l’étendue et la diversité des contacts internationaux du secteur entreprise. Cette politique de désenclavement et d’ouverture aux réalités internationales correspond aux vœux de la grande majorité des militants d’entreprise, qui multiplient à leur tour, et en relation avec le Secrétariat national, les contacts sectoriels indispensables.
- Le colloque "la France et ses entreprises" a marqué la deuxième grande manifestation. Il a rassemblé, les 23 et 24 septembre derniers, plusieurs centaines de militants entreprise, mais aussi syndicalistes et responsables du monde économique. Il a ainsi témoigné du rayonnement du secteur entreprise.
Ce colloque a contribué à l’actualisation de sa réflexion et par conséquent, de ses propositions sur la place et le fonctionnement de l’entreprise.
Le thème de l’économie mixte et de son développement face aux offensives libérales nationales européennes et surtout internationales, a été placé au cœur

Fondation Jean Jaurès

du débat.
La réalité économique française ne saurait se résumer au marché et à l'éloge de l'entreprise privée. La compétition internationale exige une réelle coopération entre secteur public et secteur privé - et donc le dépassement d'une simple cohabitation - dans le cadre d'une planification moderne capable de définir des priorités fortes.
Le développement de l'économie mixte commande également la question du dialogue social et de la participation des salariés à la vie de l'entreprise. Le rôle du Parti Socialiste est de permettre au salariat de franchir cette nouvelle étape.
- Enfin, le Secrétariat national a multiplié, en relation avec les GSE nationaux qui le souhaitaient et en fonction de l'actualité, les journées d'études sectorielles, avec pour objectif constant de désenclaver le secteur entreprise, de stimuler la réflexion, d'associer le maximum d'expériences et de compétences à l'effort de propositions, mises ensuite à la disposition du Parti.
Deux journées d'études - l'une consacrée à l'hôpital, l'autre à la rénovation du service public - réunissant respectivement plus de 100 et près de 200 militants, constituent les exemples les plus récents.
D'autres initiatives du même type, dans les domaines des PTT, de l'Automobile et des Assurances, sont d'ores et déjà en préparation pour janvier et février prochains.

Secrétariat national aux questions de société et vie associative

La création de ce secrétariat qui regroupe deux secteurs d'activités jusqu'ici séparés est une réponse à la demande sociale. Associer "questions de société" et "vie associative" permet de lier les problèmes spécifiques aux associations avec leur finalité sociale et leur pratique du terrain, et d'éviter d'enfermer leurs revendications dans un aspect corporatiste. Elle tient compte du fait qu'une grande partie des solutions aux questions de société ne sont pas du seul registre de l'Etat, mais aussi de celui de la société civile.
Transversal par définition, notre secrétariat a développé une logique de synergie avec les principaux secrétariats concernés par les grandes questions qui se posent à notre société ou qui l'inquiètent.
Il s'agissait :

- De dégager des propositions pour le Parti et le gouvernement.
- D'écouter, d'informer le milieu associatif qui traite de ces questions et abordent au quotidien les problèmes qu'elles soulèvent. D'impulser nos idées qui découlent de notre choix de société. De recenser le monde associatif et de créer avec lui un maximum de liens.

Trois thèmes majeurs ont été retenus dès le départ, sur une perspective d'un an.

- Pauvreté - Précarité – RMI.
- Immigration et société. Intégration dans la société française.
- Relation entre la police et les citoyens.

Les deux premiers thèmes ont été jugés prioritaires.
L'activité a été conduite selon deux axes :

- Un travail de fond qui a donné lieu à des rapports destinés au Bureau

Fondation Jean Jaurès

exécutif.
- Un travail "opérationnel" en coopération avec les fédérations.

Dans la campagne des municipales, 12 fédérations-chantier ont été choisies pour une action sur des points précis tels que :

- La sécurité des enfants à la sortie des écoles.
- La toxicomanie chez les jeunes.
- La présence de pauvres ou personnes en situation de précarité dans les communes.

Nous avons, en relation avec la FNESR et les Secrétariats nationaux concernés, participé à la formation des candidats et appuyé les opérations de communication vers les populations.

RMI et mobilisation sociale.

Au moment de l'élaboration du projet de loi sur le RMI, la Secrétaire nationale a rencontré Jean-Michel Belorgey, des membres du gouvernement et pris contact avec la direction de l'action sociale. Avec Guy Raffi, délégué national à la vie associative, elle a constitué un groupe de réflexion présidé par Georgina Dufoix. Ce travail collectif a permis d'améliorer le projet de loi en matière de politique d'insertion et d'y introduire une logique de mobilisation sociale par le biais notamment du secteur associatif. Puis, il a travaillé sur l'évolution de la dynamique d'insertion et les choix qu'elle appelle.

Point d'orgue : le colloque tenu le 24 novembre 1988 à Alfortville sur le thème "RMI et mobilisation sociale : le rôle des associations", où de très nombreux représentants du monde associatif et des collectivités locales ont pu définir le rôle des associations en ce qui concerne les mesures d'accompagnement du RMI.

Le groupe de travail a poursuivi sa réflexion sur l'évaluation du dispositif de l'insertion (avec Patrick Viveret), la proposition d'un partenariat (avec Guy Raffi), le RMI et l'action sociale (avec Jean-Michel Belorgey).

Sur ce thème, Geneviève Domenach-Chich a participé aux travaux de la CEF de La Rochelle, au colloque d'Yvette Roudy à Lisieux, aux Assises internationales pour de nouvelles solidarités organisées par Bernard Kouchner.

Elle est également intervenue à Rennes au colloque de la FNESR sur la mise en place du RMI et ses mesures d'accompagnement.

Un PS-Info spécial a été publié sur le sujet par le secrétariat. La Secrétaire nationale a en outre pris part à la Journée nationale de formation du PS sur l'Europe, intervenant sur le thème "44 millions de pauvres dans la Communauté : le 13ème Etat de la CEE ?".

Intégration des immigrés.

La présence de populations immigrées sur le sol français intéresse deux Secrétariats nationaux : celui des "droits de l'Homme et libertés" pour ce qui a trait aux aspects juridiques, celui des "questions de société - vie associative" pour ce qui touche aux questions de leur intégration dans la société française sous toutes ses formes. Il est évident que la collaboration entre ces deux Secrétariats nationaux s'impose.

Toujours sous cet angle, le travail a été mené en étroite collaboration avec

Philippe Farine, Françoise Gaspard et Georges Morin, délégués nationaux auprès du Premier secrétaire, ainsi qu'avec Abdel Kader Kettou, délégué national auprès de Geneviève Domenach-Chich. La Secrétaire nationale a formé autour du Pr. Remy Leveau, spécialiste de l'Islam, un groupe de réflexion chargé d'établir un rapport. Ses conclusions insistent sur la nécessité d'améliorer rapidement les conditions de vie des immigrés, en particulier l'habitat et l'accès à la formation.

Au Bureau exécutif du 4 janvier 1989, les propositions de Geneviève Domenach-Chich ont été largement reprises dans un communiqué titré : "Pour une politique d'intégration des immigrés". Commentant l'intervention de Lionel Jospin sur la politique du gouvernement pour l'Education nationale, elle a souligné sur "le rôle de l'école comme facteur d'intégration. L'effort à fournir pour les enfants d'immigrés devant être situé dans un cadre plus large : celui à réaliser pour l'ensemble des enfants des couches défavorisées".

La contribution d'un groupe spécifique à l'école a enrichi la réunion de la Commission nationale immigration, dirigée par Philippe Farine, qui portait notamment sur l'enseignement des langues d'origine.

Avec la participation des quatre délégués, le travail s'est aussi développé sur les questions de naturalisation et de gestion de la présence en France de trois millions de musulmans.

Mais vouloir contribuer aux conditions d'une intégration harmonieuse, c'est aussi être à l'écoute des personnes concernées. Geneviève Domenach-Chich et Françoise Gaspard ont donc réuni des représentants de plusieurs associations de jeunesse issues de la communauté maghrébine pour faire le point sur les synergies à développer entre les actions de terrain et l'animation politique du secrétariat. Elles ont également rencontré des responsables "d'Accueil et Promotion" et du CAIF.

Au lendemain des municipales et en regard de l'actualité liée à l'immigration, l'effort du secteur s'est concentré sur la question essentielle de l'intégration.

La Secrétaire nationale a participé au groupe de travail (PS/AN/gouvernement) mis en place par le Parti et visant à abroger la loi Pasqua. En juin, les quatre délégués, Geneviève Domenach-Chich et Gérard Lindeperg ont fixé ensemble les axes d'intervention. Ils ont été reçus à leur demande par le Premier secrétaire du Parti, puis par le cabinet du ministre de la Solidarité et le FAS.

La Commission nationale a poursuivi le débat sur la loi Joxe et l'enseignement des langues d'origine.

Au début du Ramadan, Geneviève Domenach-Chich a adressé au recteur de la mosquée de Paris un message dédié à toute la communauté musulmane vivant en France.

Geneviève Domenach-Chich et Philippe Farine ont soutenu la manifestation du MRAP contre l'exclusion d'enfants d'immigrés dans des écoles de Montfermeil.

La Secrétaire nationale a préparé le débat qui s'est déroulé au Bureau exécutif du 25 à propos de "l'affaire des foulards". Soulignant l'importance d'une volonté politique d'intégration, elle a présenté les conclusions du groupe de travail sur l'immigration dont le rapporteur était Adil Jazouli. Elle s'est

Fondation Jean Jaurès

exprimée sur ce thème dans le numéro 35 de «Vendredi».
La Commission nationale immigrés s'est réunie pour traiter des implications de cette "affaire". On y a discuté du concept de l'intégration, de la nécessité d'en définir les voies et les moyens, de la laïcité et de la place de l'Islam dans la société française.
Une autre réunion a porté sur les propositions de loi relatives au droit de vote aux élections locales. Des camarades maghrébins ont présenté leur contribution au Congrès "Ici, maintenant et avec nous...". Le travail de la Commission servira de base à la Commission intégration à laquelle participe la Secrétaire nationale.
Le délégué national aux immigrés a pris l'initiative d'une contribution thématique pour le Congrès de Rennes : "Objectif : Intégration".

Le Sida, question de société.

Un dernier chantier s'est ouvert. Le travail du groupe mis en place autour de son rapporteur Henri Maurel, et faisant suite à celui déjà réalisé en 1987 par Françoise Gaspard, a débouché sur un colloque : "Sida et société : quelles politiques ?" qui s'est tenu le 25 novembre au CNIT-La Défense.
Claude Evin y a rappelé l'effort consacré à ce combat, notamment par la création de trois nouvelles structures. Pierre Mauroy a mis l'accent sur le rôle et les responsabilités des élus, soulignant la nécessité de développer des synergies entre la politique de l'Etat et les collectivités locales.
A propos de l'affirmation du Pape que "le préservatif est blessant pour la dignité humaine", il a rappelé qu'en absence de thérapie pour guérir, la seule voie étant la protection, c'est le préservatif qui préserve la dignité humaine.
Il ressort de ces travaux qu'une politique courageuse et menée sans relâche contre l'exclusion/marginalisation est un axe fondamental pour lutter contre l'épidémie.
Le développement amplifié et accéléré des logements sociaux thérapeutiques en est un des moyens. Respect de la dignité, protection sans isolement sont les maîtres-mots des participants.
Enfin, au Bureau exécutif du 4 octobre la Secrétaire nationale a présenté un rapport introductif : "Les drogues : quelles politiques ?" qui a fait l'objet du "Spécial" PS-Info n°420. Un article est paru dans le PS-Info 415 sur la répression du trafic de drogue.

Vie associative.

Dès le mois d'août 1988, Guy Raffi, délégué national, et Geneviève Domenach-Chich attiraient l'attention du Premier Ministre sur la réduction de la part du budget de l'Etat accordée à l'action associative. Ils soulignaient l'importance de ne pas décevoir le monde associatif déjà volontairement affaibli par le gouvernement de Droite. Grâce à leur intervention conjointe quelques améliorations significatives ont pu être obtenues. Une note et des tableaux retraçant l'évolution des mêmes chapitres par rapport aux années 1986-88 ont été adressés aux associations.
Le secrétariat a proposé un amendement de l'article 4 du projet de loi de finances pour 1989. Il demandait d'instituer une réduction d'impôt en faveur des dons consentis aux associations d'aide alimentaire et de lier ce crédit au rôle des

associations dans la mise en œuvre du RMI.
Guy Raffi a contribué au succès du colloque sur le RMI et établi de nombreux contacts à celui sur le SIDA. Il a représenté le secrétariat à toutes les manifestations importantes du secteur associatif ainsi qu'au 30ème anniversaire du FAS.
Le Collectif national vie associative a tenu quatre réunions : le 15 décembre 1988, le 24 janvier 1989, les 11 mai et 28 novembre 1989.
La Commission nationale questions de société, vie associative s'est réunie le 8 octobre 1988. Les deux campagnes électorales n'ont pas permis d'autres réunions les camarades étant mobilisés sur le terrain. Le secrétariat y a remédié par le contact téléphonique et l'envoi le 2 mai d'un rapport d'activité reprenant le travail du secteur depuis sa création le 3 juillet 1988, accompagné d'un ensemble d'informations aux fédéraux, questions de société, vie associative, ainsi qu'aux Premiers fédéraux.
Le Secrétariat national a présenté pour le Congrès de Rennes une contribution thématique : "Mobilisation sociale et vie associative".

Secrétariat national à la consommation

Concrétiser la réflexion et développer l'action.

Créé en juillet 1988, le Secrétariat national à la consommation bénéficié du travail effectué par Catherine Lalumière comme déléguée nationale du Parti puis au gouvernement. Le thème de la consommation figurait dans l'argumentaire des législatives de 1986 et dans les propositions de 1988. Cependant, jamais un secrétariat n'avait eu pour fonction de se consacrer uniquement à cette tâche. Dans le contexte de l'été 1988, la création de ce secrétariat constituait une judicieuse novation. A cela, trois raisons majeures.

- Avec les lois de 1983, la France a franchi une étape en matière de protection des consommateurs ; notre Parti se devait d'approfondir sa réflexion et d'être une force de propositions dans ce domaine.
- A l'aube de l'Europe du marché unique et à moins d'un an du renouvellement du Parlement de Strasbourg, il apparaît que l'Europe des consommateurs constitue une dimension incontournable de l'Europe des citoyens.
- Enfin, les Français ayant à nouveau choisi les Socialistes pour gouverner le pays, il revenait au Parti d'être, comme le remarquait Michel Rocard dès le début de son mandat de Premier Ministre, proche des préoccupations quotidiennes des Français. Des relations suivies ont été nouées dans ce sens avec Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de ce dossier.

Les défis à relever étaient donc d'importance. Poursuivant le travail engagé, nous avons développé notre action autour de trois axes principaux.

Rassembler pour structurer.

Pour créer une structure efficace, il convenait de définir les priorités du secteur, d'élaborer des documents de base et de promouvoir la réflexion et l'action.
- Rassembler informations et documents sur la consommation.

Collection Jean Jaurès

A l’intérieur du Parti.
Notre première tâche a été de réunir les documents existants et d’en tirer la logique globale de la réflexion des Socialistes jusqu’alors.
A l’extérieur du Parti
Collecter des informations auprès des instances et institutions ayant trait à la consommation (secrétariat d’Etat, Institut national de la consommation, Commission de la sécurité des consommateurs, Bureau européen des unions de consommateurs...).
Rencontrer des représentants des associations de consommateurs pour délimiter avec eux les thèmes essentiels pour les consommateurs (Gisèle Stievenard a rencontré en septembre et octobre 1988 les responsables de la plupart des associations et a entretenu avec eux des relations régulières).
S’abonner aux revues consuméristes pour suivre l’actualité de la consommation (50 millions de consommateurs, Que Choisir, INC Hebdo, le Consommateur d’Alsace).
Participer à des colloques pour rencontrer des spécialistes de la consommation et prendre part aux débats (colloque "Consommation et grand marché européen" organisé par le Centre français du commerce extérieur, en décembre 1988, colloque "Le marché unique : une nouvelle réalité des citoyens consommateurs" organisé par le Centre régional de la consommation du Nord-Pas-de-Calais en avril 1989, pour ne citer que deux exemples).
- Structurer le Secrétariat national à la consommation.
Mise en place d’un réseau de correspondants fédéraux chargés de la Consommation afin de relayer le travail du Secrétariat national, être en contact avec le terrain, faire remonter des propositions, et développer les relations avec les institutions locales spécialisées.
Création d’une Commission d’experts dont le premier thème de travail a été "Les consommateurs et l’Europe" et qui s’est ensuite consacrée à la réflexion en vue de la réalisation d’un document exprimant les positions des Socialistes en matière de consommation.
Réfléchir pour proposer.
Le Secrétariat national a organisé sa réflexion dans plusieurs domaines afin d’être un laboratoire d’idées et une force de proposition.
- Réflexion et propositions pour les échéances électorales.
Rédaction d’une fiche argumentaire pour les élections municipales de mars 1989 sur "Les communes et la consommation".
Rédaction d’un texte de réflexion et de proposition à intégrer au manifeste européen des Socialistes sur les consommateurs et l’Europe (avril 1989).
- Collaboration avec d’autres secrétariats.
Rédaction, en novembre 1988 d’un article sur "Les droits des consommateurs" pour une brochure du Secrétariat national aux droits de l’Homme.
Participation aux travaux de la Commission Europe chargée de la rédaction du manifeste des Socialistes pour l’Europe.
- Réflexion de fond sur les thèmes liés à la consommation.
Edition en juin 1989 d’une brochure : "Les Socialistes et la consommation : la

Collection Jean Jaurès

démocratie au quotidien" exprimant nos positions et propositions sur les questions d'actualité pour les consommateurs : sécurité domestique, formation du jeune consommateur, endettement des ménages, règlement des litiges, etc.
Amorce d'une réflexion sur la question du "travail le dimanche".
- Dynamisation du travail fédéral.
Rédaction en avril 1989 d'un dossier de fiches "Aborder la consommation" pour faire connaître le monde de la consommation et sensibiliser les responsables et militants Socialistes. Ce dossier comprend trois parties : pouvoirs publics et organisations de défense du consommateur, l'Europe et les consommateurs et des documents de référence.

Diffuser pour informer.

Le Secrétariat national à la consommation s'est doté d'outils pour diffuser ses idées et informer sur ses actions.
- Circulation de l'information dans le Parti et auprès de nos élus.
Création d'un bulletin d'information du Secrétariat national "Consommation-infos", mensuel de novembre 1988 à février 1989 et bimensuel depuis le premier mars 1989.
Interventions régulières dans les publications internes : réalisation dans "PS-Info" de quatre pages consacrées à "L'Europe des Consommateurs" en juin 1989 et interview dans «Vendredi», par exemple.
Tenue d'une journée nationale des correspondants consommation le 8 avril 1989 et organisation de deux journées de travail au Parlement de Strasbourg en janvier 1990.
Interventions auprès de députés ou de ministres pour attirer leur attention sur un sujet particulier (par exemple auprès de Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz et Claude Estier en novembre 1988, sur le projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs immobilières et aux fonds communs de créance, intervention auprès de Jacques Delors et Nicole Péry sur le programme ELHASS, etc.).
- Expression vers l'extérieur.
Diffusion de communiqués (à titre d'exemples : sur les pratiques bancaires à l'égard des consommateurs le 1er septembre 1988, sur la baisse des prix de détail des médicaments le 15 novembre 1988, sur la concertation entre consommateurs et professionnels le 8 mars 1989, sur le surendettement des ménages le 7 septembre 1989...).
Présentation à la presse de la brochure "Les Socialistes et la consommation : la démocratie au quotidien" (21 juin 1989) et diffusion du document aux associations de consommateurs, aux fédérations, aux parlementaires nationaux et européens.

Conclusion.

Ce bilan rend compte de l'énergie développée pour faire exister le Secrétariat national à la consommation en tant que lieu de réflexion, de proposition et d'impulsion d'initiatives. Cependant, il serait incomplet si l'on ne pointait pas un problème que seize mois de travail n'ont pu faire disparaître ; il s'agit du faible intérêt des animateurs du Parti pour les questions touchant la

Collection Jean Jaurès

consommation. Plusieurs enquêtes d'opinion ont pourtant révélé une forte attente de la part des citoyens d'une approche plus concrète de la politique. Il s'avère donc fructueux de continuer dans l'avenir, non seulement à réfléchir et exprimer nos positions, mais aussi à sensibiliser tous ceux, et ils sont nombreux chez les Socialistes, que le bien-être des Français et l'amélioration de leur vie quotidienne concernent.

Secrétariat national à la communication

Mai 1987-juillet 1988

Après le Congrès de Lille, la responsabilité politique de la communication est confiée à Henri Emmanuelli, Secrétaire national.

L'action du Secrétariat national à la communication à partir de mai 1987 a été rythmé pour l'essentiel, et plus que tout autre, par les échéances électorales qui se sont succédées sans discontinuer. Cela a déterminé son type de travail et une partie de ses orientations - d'où la cohérence professionnelle qui s'en suivit -, l'élargissement des moyens techniques mis à la disposition des militants - pour qu'ils puissent faire face à la cadence qui leur était imposée -, l'intervention directe dans le travail de "communication" des autres secteurs.

Dans le bilan de l'action du Secrétariat national dirigé par Henri Emmanuelli une période fort courte a pu être consacrée tout d'abord à des campagnes de type classique orientées contre la Droite, charpentées par la diffusion massive de brochures, d'argumentaires, de tracts et d'affiches (loi Méhaignerie, défense de la sécurité sociale, privatisations, bilan Chirac), puis positives et ciblées (femmes, jeunes, pour l'intégration).

Cependant il lui a fallu faire face assez vite à un problème majeur qui a dû être abordé avec une véritable réflexion stratégique et un souci discret d'organisation : les présidentielles de 1988.

Dès septembre 1987, après le choix d'une agence, une cellule de haut niveau se met en place avec Lionel Jospin, Premier secrétaire, Henri Emmanuelli, secrétaire à la communication, André Laignel, trésorier.

Avec l'agence, elle définit une stratégie de campagne ; elle détermine les objectifs, les cibles, les orientations et choisit les premiers supports.

Un plan de campagne est conçu et le secrétariat s'investit de façon déterminante dans son organisation.

La première campagne d'affichage commercial et militant déclinée sur les thèmes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité reprenait les valeurs qui sont les nôtres comme alternatives aux intérêts qui sous tendaient la politique de la Droite et à laquelle répondait en écho "nos propositions pour la France".

Le lancement en février 1988 de la "génération Mitterrand" eut non seulement un formidable impact à court comme à moyen terme mais illustre remarquablement bien l'utilité et la qualité d'une vraie campagne de communication quand elle s'appuie - dans un contexte pourtant difficile - sur un travail politique en profondeur, un sens du risque, une élaboration stratégique et un réel suivi permettant à chacun des protagonistes (responsables politiques, professionnels) d'assurer solidairement mais chacun dans son rôle respectif la

conduite d'une campagne de cette importance.
L'investissement du secrétariat a donc été total et lui a permis de passer à la vitesse supérieure pour répondre à tous les besoins qui se faisaient sentir et d'acquérir un certain nombre de réflexes pour pallier les éventualités de la campagne présidentielle proprement dite.
La déclaration de candidature de François Mitterrand et la mise en place de la direction de campagne ne modifia en rien le rôle primordial du Secrétariat national à la communication mais intensifia encore son activité puisqu'il mena de front la campagne du candidat, la campagne de soutien au candidat décidée par le Parti lors de sa Convention nationale.
Le très beau visuel du Président accompagné du slogan "La France unie", suivi de "La France unie est en marche" fut la base de cette campagne.
On retrouva ces images sur les nombreux supports de communication.
"La Lettre à tous les Français" parue dans les quotidiens puis diffusée massivement révéla le programme du Président.
Le matériel de communication destiné à la campagne des législatives du 12 juin fut préparé avec rapidité. La grande nouveauté, la grande initiative du secrétariat fut, pour nos 500 candidats, la mise à disposition d'un kit du candidat, concrétisation d'un soutien politique efficace. Cela permit une homogénéité et une grande cohérence à la campagne des législatives.
Bien que le Secrétariat national à la communication eut à s'occuper d'autres aspects de la vie du Parti (colloques, stages, émissions, etc.), ce fut bien sûr la campagne électorale qui marqua son activité. A tous les points de vue la campagne de 1988 restera comme une "référence" avec tous ses aspects positifs qu'il faut engranger.
Mais à certains égards, elle pèse aussi sur ce que l'on attend d'une campagne. Dans l'ensemble son tempo, son style, son efficacité technique, sa qualité esthétique font figure de "modèle" tant pour les militants, les responsables que pour les Français et peuvent entraîner des habitudes, des exigences qui ne sont pas toujours concevables en toutes occasions et à tous les échelons.
Ce fut une période si intense qu'elle a porté toutes les énergies, toutes les capacités à leur plus haut niveau. Beaucoup de ces avancées ont pu être utilisées par la suite même s'il est indispensable de s'interroger sur leur application dans la réalité plus quotidienne de l'action politique.

Juillet 1988-décembre 1989.

A partir de l'été 1988, il a fallu "gérer" la cadence soutenue des échéances électorales avec une certaine lassitude du corps électoral voire même des militants confrontés à des difficultés de toutes sortes qu'ils ont cependant assumées.
Le Secrétariat national à la communication, animé par Anne-Catherine Franck, devait non seulement déterminer les lignes de force de la communication du Parti mais aussi aider le plus possible les militants sur le plan technique afin qu'ils puissent mieux se consacrer au travail politique d'élaboration de leur campagne c'est pourquoi il mit au point une campagne de rentrée politique, campagne positive, développée dans un journal 4 pages illustré par les slogans

des affiches militantes "Faisons vivre nos idées" (Prenez le Parti des libertés - Prenez le Parti de la justice - Prenez le Parti du progrès).
Pour les cantonales, il reprit l'idée du kit mis à la disposition des candidats et qui fut utilisé très largement.
Dès septembre, la campagne du référendum sur la Nouvelle-Calédonie a été préparée soigneusement dans un contexte difficile où il était nécessaire de pallier l'abstentionnisme prévisible d'où une campagne de sensibilisation, de mobilisation pour expliquer le sens du "oui", "la Nouvelle-Calédonie a besoin de notre oui - oui ou non à la paix - oui ou non à la fraternité".
Puis une campagne contre l'abstention "pour la paix, on ne s'abstient pas".
Il est aussi de tradition que le Secrétariat national à la communication prenne plus que sa large part à la réalisation des meetings du Parti.
La campagne du référendum à peine terminée, il a fallu préparer celle des municipales. Même si celle-ci est traditionnellement plus décentralisée, il était nécessaire d'assurer une cohérence politique et d'image mais surtout d'apporter une aide technique suffisante à ceux de nos candidats qui n'avaient pas forcément une grande expérience et de gros moyens, d'où des conseils aux candidats pour mettre au point leur campagne et leur matériel de communication : fiches techniques, maquettes pour la réalisation du matériel officiel (profession de foi, bulletin de vote, affiche officielle).

- Le manifeste des Socialistes pour les élections municipales largement diffusé.
- Affichage national afin de soutenir nos candidats et nos candidates : "Prenez le Parti de la vie, mars 89, agir là où l'on vit", "La politique n'est pas qu'une affaire d'hommes, Agissons dans nos municipalités".
- Un journal tabloïd mettant en parallèle le bilan gouvernemental et les actions pour les villes Socialistes.

Préparer la campagne européenne, avant même de connaître nos candidats n'a pas été simple tant ce type de campagne mobilise de façon variable notre électorat et embraye plus difficilement sur un parti mieux armé pour des campagnes idéologiques ou au contraire très localisées. Les enjeux étaient tels qu'elle nécessitait autant de soins professionnels que d'autres élections et une analyse fine des rapports de force.
Malgré les difficultés diverses le Parti s'est bien mobilisé mais il aurait eu besoin de temps pour le rôle pédagogique qui est le sien sur des thèmes qui ne sont pas toujours spontanément perçus par les électeurs.
Conscient de ce problème le Secrétariat national à la communication a commencé à travailler le plus tôt possible avec comme exigence d'être au plus près des besoins des militants et des responsables.
Donc dès le début 1989, le Secrétariat national à la communication a notamment préparé un plan de campagne, proposé un calendrier d'actions, arrêté des choix puis a apporté sa large part au bon déroulement de la campagne.
En relation avec le Secrétariat national aux questions européennes, il a organisé une journée de travail des secrétaires fédéraux à la communication et des délégués fédéraux Europe.

Fondation Jean Jaurès

Pour mémoire : affiches commerciales et militantes "Vers la nouvelle terre" - journaux - dépliants - maquettes pour les candidats - matériel divers - etc.
Le secrétariat a participé à l'organisation des meetings tenus par le candidat et a élaboré le matériel de communication les concernant.
Bien entendu, même si cela ne pouvait être l'essentiel de sa mobilisation, le secrétariat a assuré le quotidien en répondant aux demandes des différents secteurs du Parti, tant sur le plan des "conseils" que sur le plan matériel : tracts - divers tracts 4 pages - affiches pour différents secteurs, dont affiches et autocollants pour le Secrétariat national à la jeunesse par exemple et divers matériels pour les colloques et conférences organisées par le Parti.
En collaboration avec le Secrétariat national à la coordination qui a lancé le Minitel, il a préparé la campagne (affiches, dossiers, insertions presse) y afférant.
Une campagne militante en cours de préparation doit sortir au début de l'année 1990.
En ce qui concerne la communication, s'ouvre avec l'année 1990 une période où les échéances électorales deviennent réellement des objectifs à leur juste place - mais ne seront plus comme dans la période passée l'action elle-même. Il est temps de faire le bilan objectif de nos avancées et de nos faiblesses en cette matière. C'était le sens du stage de Publier en juillet 89 et des journées fédérales animées par le secteur et bien nécessaires pour faire le point dans ce domaine.
La période qui s'ouvre devrait permettre de mieux cerner les rôles des uns et des autres, de redonner toute son importance à la préparation, à l'organisation et de faire le tri honnêtement entre les avancées qui ont permis une approche plus "scientifique" et les éventuels abandons de souveraineté. On peut penser qu'aux difficultés dues au rythme insensé que le Parti a subi, succéderait celles dues à une communication rendue plus difficile, plus délicate par l'exigence d'informations nouvelles de nos concitoyens.
Ce sera peut être "mieux" et à tous les niveaux le temps d'analyses nouvelles, d'élaboration de stratégies pour des campagnes plus idéologiques, d'une communication plus interactive peut être avec ceux que nous appelons à travailler avec nous autant qu'à nous soutenir... mais cela est une autre histoire.

Secrétariat national jeunesse

Le MJS a été pendant plusieurs années, le secteur jeune du Parti Socialiste, au même titre que les autres secteurs. Or, la jeunesse a montré au cœur de ces dernières années, le rôle fondamental qu'elle pouvait jouer dans le cadre de la société française, dans des domaines qui lui étaient propres. Si nous ne voulons pas nous couper d'un électorat, traditionnellement de gauche, nous devons nous doter d'une organisation de jeunesse capable d'exister et de développer une dynamique propre.

Des transformations nécessaires.

Conscient de cette nécessité, nous avions déjà commencé à changer les règles au Congrès de Lille. L'adhésion au MJS pour les jeunes de moins de 26 ans membres du Parti Socialiste a cessé d'être automatique. Il nécessite aujourd'hui

un acte volontaire. Dans un premier temps, cela a fait chuter nos effectifs. Il fallait relever le défi de la construction d'un mouvement de la jeunesse Socialiste crédible, à côté du Parti Socialiste.
Nous avons défini un plan de travail en deux étapes. La première consistait à faire exister le MJS dans son propre milieu. Les jeunes devaient savoir qu'il existait une organisation de jeunesse du Parti Socialiste, menant des batailles, prenant des initiatives et des positions sur des sujets les concernant. Ce qui était loin d'être acquis. Ensuite, la possibilité d'exercer une influence sur ce milieu, d'en être un pôle de référence, pouvait s'ouvrir. Nous avons déjà remplit la première partie du contrat.

Un MJS qui apparaît.

- A l'intérieur.

Les initiatives prises par le secrétariat à la jeunesse et l'équipe nationale MJS ont remporté un succès croissant, au fur et à mesure de leur déroulement. Si la première université d'automne était conçue pour 300 jeunes, ils étaient plus de 600 à Albi. Et encore, a-t-il fallu refuser plus de 200 inscriptions pour des raisons d'infrastructures. La rentrée politique avec beaucoup de dirigeants du Parti s'y est effectuée dans les meilleures conditions. Ces succès ont eu pour conséquence l'adhésion au MJS d'une grande partie des jeunes du Parti Socialiste. Aujourd'hui, il existe environ 80 fédérations MJS. Il faut aussi signaler le travail effectué au niveau de l'international des jeunes Socialistes. Le suivi des dossiers, la qualité de nos interventions, nous ont valu une place au bureau de la IUSY, pour la première fois depuis plusieurs années.

- A l'extérieur.

Le MJS a multiplié les prises de position en faveur des droits de l'Homme dans les pays où ils sont bafoués (Chine, Afrique du Sud, l'an passé) et a participé à toutes les initiatives prises à cet effet, se faisant ainsi reconnaître à part entière. De même, chaque sujet d'actualité concernant de près ou de loin les jeunes, a donné lieu à une prise de position indépendante, même si jamais contradictoire avec celle du Parti Socialiste.
Plusieurs campagnes spécifiques au MJS ont également eu lieu cette année. Une campagne pour l'inscription des jeunes sur le thème "Ne reste pas sans voix" lancée au niveau national, a permis diverses initiatives dans les fédérations. Une campagne d'identification du MJS s'est mené toute l'année à travers les affiches "Oui à la solidarité, la tolérance, l'égalité", "Non à l'indifférence, le racisme, l'inégalité".
Tout en nous faisant entendre sur tous les événements internationaux, la solidarité avec le Chili a donné lieu à une campagne spécifique et active, pour soutenir le processus électoral.

Devenir un pôle de référence.

La deuxième étape que nous nous sommes assigné peut aujourd'hui être abordée. Il faut que le MJS, progressivement, sache offrir un cadre de référence à la jeunesse militante, des perspectives politiques à tous ceux qui se sentent démobilisés.
Certains obstacles restent à surmonter pour que notre organisation de jeunesse

Fondation Jean Jaurès

soit à la hauteur de nos ambitions. Le fonctionnement en courants de l'équipe de direction provoque une automatisation de notre organisation entre les partisans des différents leaders nationaux. Or, une dynamique nationale est aujourd'hui indispensable pour impulser la création de groupes locaux suffisamment nombreux et structurés.
Un système de Commissions, sur différents thèmes et secteurs a commencé à être mis en place. Si le résultat n'a pas toujours été très heureux, il faudra persévérer dans cette voix et approfondir notre réflexion et nos interventions sur toute une série de sujets. Cela pourrait être un schéma d'organisation au niveau du Conseil national. De même, il faudrait multiplier le travail en commun avec d'autres secrétariats (droits de l'Homme, relations extérieures, affaires sociales) et être associé aux projets gouvernementaux.
Il est difficile de présenter le bilan du secteur jeune au même titre que les autres, car sa réalité est beaucoup plus complexe, c'est le bilan de l'ensemble d'une organisation, celle du MJS, et celle de la politique de l'ensemble du Parti à son égard.
Le MJS est aujourd'hui sur une pente ascendante et a gagné son premier pari. Mais beaucoup de travail reste à faire. Les succès à venir dépendront de sa dynamique propre. Mais aussi de la volonté du Parti Socialiste de lui donner les moyens, financiers, politiques, humains à la mesure de son ambition.

Secteur administration

Depuis le Congrès de Lille, le secteur administration, au service de l'ensemble du Parti, a poursuivi, en l'améliorant si possible, son rôle de gestionnaire et d'organisateur.
L'équipe de 25 permanents répartis dans les différents services de l'administration accomplit ses tâches, parfois ingrates, rarement spectaculaires mais absolument indispensables. Qu'elle soit ici remerciée.
Sur le plan matériel, des améliorations ont été apportées.

- Au service reprographie et courrier par l'acquisition de machines plus performantes permettant de traiter rapidement de gros envois.
- A notre installation téléphonique par la mise en place d'un autocommutateur et d'un standard plus performant permettant d'appeler directement son correspondant (sélection directe à l'arrivée).
- Mise en place d'un plan équipement bureautique des secrétariats. Après étude, le choix s'est porté sur Macintosh. Désormais, une cellule informatique rattaché au secrétaire à la coordination a pris le relais.

Le secteur a organisé les différents Comités directeurs et les Conventions nationales qui se sont tenus pendant ces trois ans, ainsi que de très nombreux colloques lancés à l'initiative des différents secrétariats. Depuis quelques mois, le secteur administration prépare le Congrès de Rennes.
Nous avons participé à la campagne des élections présidentielles en organisant les meetings régionaux de Lionel Jospin et en participant au suivi et à la mobilisation des meetings de notre candidat.
Nous avons également été associés dans la campagne des législatives, des

Coll. Fondation Jean Jaurès

cantonales, du référendum, des municipales et des élections européennes. Là encore, notre secteur a pris en charge l'organisation d'un certain nombre de meetings répartis sur tout le territoire.
Le service d'ordre du Parti, composé de militants bénévoles a été particulièrement mis à contribution pendant toutes ces périodes. Il me semble nécessaire de les remercier pour leur efficacité et leur dévouement.

Secrétariat national à l'éducation et à la recherche

Au Congrès de Lille, en avril 1987, nous avons choisi de mener une politique très ambitieuse pour l'Education nationale. Le Secrétariat national à l'éducation s'est fait, à la suite du Congrès, l'interprète de cet engagement politique fondamental.
En effet parce que l'éducation et la formation sont une clé du développement humain et de l'égalité des chances, parce qu'elles sont au cœur des évolutions de notre société, nous avons décidé d'en faire une priorité essentielle de notre action.
Pour ce faire, le Secrétariat national a mené une grande concertation avec les représentants du monde syndical (enseignants, ATOS, étudiants), les représentants des parents d'élèves.
Une analyse profonde du système éducatif a été entreprise avec ceux-ci.
Les objectifs, les difficultés à vaincre, la méthode, les moyens indispensables, tout ceci a été attentivement examiné et discuté. Une convergence de point de vue s'est dégagée.
Ceci a permis de préparer un texte-programme adopté par le Bureau exécutif : "Education/Formation : les nouvelles chances pour demain", que Lionel Jospin et Laurent Fabius ont présenté ensemble à la presse.
Ce texte a également inspiré la partie éducation du manifeste pour l'élection présidentielle.
Cette priorité est devenue la priorité des priorités du second septennat de François Mitterrand. Le gouvernement de Michel Rocard a traduit dans les faits cette priorité lors du vote des budgets de 1989 et 1990 en mettant en œuvre une revalorisation de la fonction enseignante et faisant adopter par le Parlement, en juillet, la loi d'orientation qui constitue une réforme ambitieuse du système éducatif.
En décembre 1988 le secrétariat est devenu la Délégation nationale à l'éducation et à la recherche auprès du Premier secrétaire. Elle a activement participé à la préparation de la loi d'orientation tant par son action au sein du Parti en privilégiant la concertation avec les secrétaires fédéraux éducation et la Commission nationale, que par ses interventions lors du débat au Parlement.
Pour amplifier l'audience et la résonance de cette loi, elle a organisé deux colloques : le premier en mai sur le thème "Rénover l'école" et le second en novembre sur les" Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)".
Ces colloques avaient pour but de manifester la volonté des Socialistes de voir la loi d'orientation se traduire par des changements concrets, par une profonde rénovation de l'école, et de voir les IUFM se mettre en place sous la forme

Fondation Jean Jaurès

d'instituts universitaires originaux apportant à tous les maîtres de la maternelle à l'université la formation scientifique et professionnelle qui leur est nécessaire pour conduire 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat.
Par ailleurs le Secrétariat national et la délégation ont engagé plusieurs actions.

- Mise en place de groupes de travail : enseignement supérieur, enseignement scolaire - stratégie de la réussite, crédit formation, personnels, service public et ses partenaires, vie quotidienne et formation continue.
- Reprise de l'édition de la lettre "Ecole et Socialisme" adressée à la Communauté éducative.
- Constitution de la Commission nationale à l'Education (ex collectif).
- Organisations de réunions publiques organisées par les fédérations ou associations sur l'éducation.
- Réunions régulières des secrétaires fédéraux éducation et de la Commission nationale éducation.
- Rencontres avec les représentants du monde éducatif.

Délégation nationale au monde rural

"Campagnes en mouvement" : le titre du colloque organisé par le secteur en janvier 1990 ne doit rien au hasard. Rapporté à la période qui sépare le Congrès de Lille de celui de Rennes, il en devient encore plus pertinent : le mouvement est bien le signe qui caractérise ces trois dernières années. Le passage de François Guillaume au ministère de l'Agriculture, une nouvelle attitude des milieux agricoles, une réactualisation et un élargissement de nos propositions : ces trois éléments constituent les évolutions les plus significatives.
Le passage de François Guillaume au ministère de l'Agriculture nous a permis - a contrario - de montrer la justesse de la politique agricole engagée en 1981 et la nécessité de la réforme de la Politique Agricole Commune initiée en 1984. Le "parler haut et faux" de François Guillaume et sa démagogie populiste lorsqu'il était président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) n'a pas tenu face aux contraintes internationales. La politique d'assainissement des principaux marchés communautaires, la prise en compte de la contrainte budgétaire que nous avions mise en œuvre malgré l'hostilité de l'ensemble de la profession, n'ont pas été fondamentalement remises en cause. Avec François Guillaume, l'hypothèque libérale et le voile corporatiste étaient levés et notre action antérieure légitimée.
En étroite collaboration avec le groupe à l'Assemblée, le secteur a pu ainsi développer un important travail d'information visant à mettre en évidence les contradictions du gouvernement Chirac.
La privatisation du Crédit Agricole a donné lieu à une bataille législative : les conditions de la privatisation récemment mises à jour par la Commission d'enquête confirme aujourd'hui nos analyses de l'époque : un manque à gagner de huit milliards pour l'Etat.
Parallèlement à ce travail d'opposition, le secteur a entamé une réflexion sur le bilan de notre gestion entre 1981 et 1986 et sur les perspectives qu'il convenait

Fondation Jean-Jaurès

d'en dégager. Une session de réflexion et plusieurs réunions de la Commission nationale agricole ont débouché sur un texte d'orientation concernant l'agriculture et le monde rural : la performance économique dans la justice sociale, constitue la trame de ce texte qui a été le support de l'ensemble des campagnes électorales que nous avons connues, de la présidentielle aux Européennes.

L'hostilité traditionnelle des milieux agricoles vis-à-vis du Parti s'est transformée, sous le poids des faits, en une ouverture bienveillante de certaines couches de l'électorat agricole. Les différentes consultations électorales n'ont pourtant pas permis de vérifier une progression significative du vote Socialiste agricole. A ce titre, les élections européennes ont même vu une défection de nos soutiens traditionnels dans ce milieu. Outre les éléments généraux du contexte particulier de cette consultation, le non-aboutissement du dossier de la représentativité syndicale a pesé lourdement. Mais si le Parti ne transforme pas suffisamment les résultats de sa politique en gains électoraux, la nouvelle donne syndicale en gestation est porteuse d'espoir. Aucune organisation ne remet aujourd'hui en cause le tournant de la Politique Agricole Commune, négociée en 1984. Les implications de cette nouvelle PAC, corsetée par des mécanismes quasi-automatiques de régulation des principaux marchés, permettent aujourd'hui un nouveau mode de négociation entre pouvoirs publics et organisations professionnelles. Ce nouveau type de relations rend caduques les pratiques corporatistes du secteur. La reconnaissance de la pluralité syndicale devrait par ailleurs assurer une représentation plus équitable de l'ensemble des agriculteurs.

Dans ce contexte particulier, le secteur a essentiellement développé un travail d'argumentation mettant en avant les nouvelles perspectives communautaires, la nécessaire compétitivité des filières agroalimentaires et l'expression de la solidarité. Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'une contractualisation à l'intérieur des filières pour un meilleur partage, contractualisation encouragée et arbitrée par l'Etat.

Le travail d'explication s'est traduit notamment par cinq colloques à destination des responsables professionnels, l'édition de "Terre et travail" journal du secrétariat jusqu'en mai 1988, et la publication d'un matériel spécifique pour chaque élection.

Le Parti lui-même a réactualisé ses analyses et affiné ses propositions en intégrant d'une manière plus volontariste les problèmes de l'environnement et ceux de l'aménagement du territoire. Premier constat, la nouvelle PAC de 1984, complétée en 1988; ne constitue pas une parenthèse. Elle reste néanmoins à être rééquilibrée : par l'introduction de mécanismes de différenciation entre producteurs et entre régions, par une meilleure prise en compte du caractère polluant d'une certaine agriculture et par un respect des équilibres régionaux. Les pouvoirs publics ont à ce titre un rôle d'orientation et d'arbitrage essentiel à jouer, puisque les transferts publics représentent une part déterminante du revenu agricole.

Aucune politique agricole n'échappe à une politique plus globale de

développement rural et d'aménagement rural. La CNA a intégré cette nécessité en multipliant les relations avec les élus ruraux et avec les ministères et organismes concernés. Elle a suivi plus particulièrement les débats actuels sur l'approfondissement de la décentralisation et sur l'amélioration des outils du développement local.
Le premier bilan du ministère Nallet constitue, pour une part un point d'appui pour valoriser et expliquer nos orientations. Le texte commun à l'ensemble des sensibilités du Parti, déposé pour le Congrès de Rennes, témoigne de ces évolutions. Il a fait l'objet d'une importante réflexion et de nombreuses consultations qui ont mobilisé l'essentiel du travail des instances du secrétariat dans la dernière période.
Le colloque de janvier 1990, le projet d'un nouvel organe de presse du Parti en direction des milieux agricoles, sont révélateurs du souci du secrétariat de "capitaliser" autour de notre action. Le Parti ne saurait se payer le luxe de laisser en jachère une part importante de la sociologie du pays. C'est en tout cas le sens du travail effectué.

Fédération des Français de l'étranger

Elisabeth Mitterrand et Jean-Pierre Bayle ont axé leur démarche essentiellement sur deux thèmes.

- Aider à la consolidation d'une structure propre aux camarades résidents à l'étranger.
- Engager au plus vite, une réforme du Conseil supérieur des Français à l'étranger.

Une fédération qui compte.

S'agissant de faire connaître les camarades de l'étranger, leur action, leur fédération. Pour cela les deux délégués ont fait le lien entre les structures fédérales, qui, depuis le Congrès de Lille comprennent statutairement comme toute autre fédération, un Premier fédéral, Jean-Pierre Bonnet, un BEF, une CEF, et les structures nationales. Ils ont participé aux réunions de coordinations du secteur international pour impliquer la vie des sections aux débats sur la politique internationale du Parti notamment en matière de coopération et de relations Nord/Sud, mais aussi en travaillant en collaboration chaque fois que cela a été nécessaire avec le Secrétariat national aux droits de l'Homme, aux affaires européennes, aux fédérations, aux élections, aux études. Ils ont aussi incité Secrétaires nationaux et élus à rencontrer lors de leurs déplacements les camarades expatriés. Enfin, faire connaître, ce fût aussi être présent lors des Comités directeurs et régulièrement publier des rapports d'activités qui informent des problèmes des camarades expatriés.

Dialoguer avec le gouvernement.

Etre représenté de façon équitable et pouvoir exercer son droit de vote, sont deux exigences des camarades de l'étranger, qu'Elisabeth Mitterrand et Jean-Pierre Bayle ont faites leurs.

- Pour une juste représentation : les deux délégués en liaison avec les associations, les élus du CSFE, le ministre des Affaires étrangères, les

Fondation Jean Jaurès

sénateurs, le Premier fédéral ont participé à l'élaboration d'un projet de loi établissant un nouveau mode de scrutin lors des élections de leurs représentants au Conseil supérieur des Français de l'étranger. Ce projet de loi, déposé au Sénat par Jean-Pierre Bayle et Guy Penne, devrait être voté rapidement.

- Voter à l'étranger : dès que le projet de réforme électorale de Pierre Joxe a été connu, liant le lieu de vote au lieu de résidence, Elisabeth Mitterrand a rapidement engagé un débat avec le cabinet du ministre pour que le projet tienne compte de la situation bien particulière des Français de l'étranger.

Résultats.

A la veille du Congrès de Rennes, les deux délégués nationaux notent une autonomie des sections, une majorité aboutie de la fédération. Mais les problèmes de coordination aussi bien administratifs que financiers, de circulation de l'information entre les sections, la fédération, l'équipe nationale du Parti, les élus, le gouvernement restent. C'est précisément là l'objet de leur tâche. Cette action se solde, cependant, par des résultats positifs.

- 64 sections en novembre 1989.
- 1221 camarades inscrits à la fédération des Français de l'étranger contre 666 en janvier 1985.
- 28,5% pour le candidat de Gauche aux présidentielles de 1988 contre 20% en 1981.

ISER

Depuis 1987, l'ISER est présidé par Colette Audry et dirigée par Renée Fregosi.

A l'origine, l'ISER a été créé pour alimenter la réflexion théorique du Parti Socialiste en confrontant militants, responsables politiques et "intellectuels" venus de tous les horizons de la Gauche tant en France qu'à l'étranger. Au fil des années, l'ISER s'est constitué comme un acteur à part entière du débat politico-intellectuel et a développé ses activités internationales. En 1984, l'ISER s'est doté de nouveaux statuts prenant en compte ses nouvelles dimensions notamment eu égard à ses relations internationales.

L'ISER entretient aujourd'hui des contacts avec différents Instituts Socialistes, socio-démocrates mais aussi Communistes ou "progressistes divers" dans le monde entier (Europe, Europe de l'Est, Inde, Chine, Vietnam, Japon, Afrique, Amérique latine, USA). Après avoir travaillé principalement dans le cadre européen et consolidé ses relations avec le monde politique et intellectuel européen, l'ISER s'oriente également, depuis deux ans environ, dans une action de coopération internationale plus ambitieuse dont les deux axes prioritaires sont : les pays de l'Est d'une part, et l'Amérique Latine d'autre part. Dans ces deux zones, l'ISER souhaite pouvoir soutenir des projets locaux cohérents avec sa propre action de développement d'une culture politique démocratique, pluraliste et progressiste qui s'acquiert et s'approfondit par l'échange.

En étroite relation avec ses homologues de l'Europe du Sud, l'ISER soutient en effet l'analyse selon laquelle, outre l'Europe, ces deux zones du monde voient se développer aujourd'hui, dans leurs cadres particuliers, des possibilités nouvelles

Fondation Jean Jaurès

d'alternatives démocratiques et pluralistes, facteur essentiel d'un développement économique durable. C'est dans ce cadre qu'apparaît l'utilité d'une forme de coopération explicitement politique de la part de la Gauche européenne, soutenant les efforts démocratiques de différents secteurs progressistes tant à l'Est qu'en Amérique Latine.

L'ISER a donc signé plusieurs accords de coopération avec des Instituts homologues durant les deux dernières années.

- Fondation Pablo Iglesias (PSOE)
- ICIPEC (PSI)
- CeSPI (PCI)
- Centre VECTOR (PS Arrate)
- Centre AVANCE (PS Almeyda)
- Institut des Sciences Sociales (PCUS)
- FLASCO-Chile (Faculté latino-américaine de sciences sociales financée par les Nations Unies)
- Club de Cultura Socialiste d'Argentine
- Centro de Estudios Sobre Europa (PC cubain)
- Centre Pétion-Bolivar (PAMPRA Haïti)
- ISER Guadeloupe
- ISER Martinique

Et a poursuivi ses relations traditionnelles avec les Instituts suivants.

- Fondation Friedrich Ebert (rencontres bilatérales régulières et multilatérales)
- Institut Karl Renner d'Autriche
- Wiardi Bekman Shifting des Pays-Bas
- deux Instituts Emile Vandervelde de Belgique
- Fondation Nenni du PCI
- Institut Gramsci du PCI
- Institut des Sciences Sociales du PSOH
- Institut des Sciences Sociales de RDA
- Tribune internationale "Socialisme dans le monde" de Yougoslavie.

L'ISER a participé à de nombreuses rencontres à l'étranger : 4 rencontres dans les pays de l'Est ; 7 rencontres en Europe ; 3 rencontres en Amérique latine et Caraïbes.

- Décembre 1987 : Moscou. Conférence internationale sur la révolution d'octobre, organisée par l'Institut du Marxisme Léninisme.
- Mars 1988 : Madrid. Séminaire organisé par la Fondation Pablo Iglesias sur le thème "Socialisme et nationalisme".
- Mars 1988 : Hongrie. Rencontres avec l'Institut des Sciences Sociales.
- Avril 1988: RDA. Rencontres avec l'Institut des Sciences Sociales.
- Juin 1988 : Athènes. Symposium international sur la Gauche européenne, organisé par le PASOK et sa Revue.
- Juillet 1988 : Bologne. Colloque sur le Printemps de Prague, organisé par l'Institut Gramsci et la Fondation Nenni.
- Décembre 1988 : Amsterdam. Colloque sur l'avenir de la démocratie,

Fondation Jean-Jaurès

organisé par le Wiardi Beckman Schtifting et le groupe Socialiste au Parlement européen.

- Janvier 1989 : Moscou. Rencontres avec l'Institut des Sciences Sociales.
- Mars 1989 : Rome. Participation au Congrès du PCI.
- Mars 1989 : Bruxelles. Réunion des Revues européennes.
- Avril 1989: Madrid. Rencontre des Instituts des Partis Socialistes d'Europe du Sud.
- Avril 1989 : Argentine. Colloque sur les problèmes urbains, organisé par le gouvernement de la Province de Buenos Aires.
- Juin 1989 : Cuba. Rencontres avec le Centre d'Etudes sur l'Europe.

L'ISER a organisé plusieurs rencontres à l'étranger : 1 en Europe ; 6 en Amérique latine et Caraïbes.

- Janvier 1989 : Rome. Colloque en collaboration avec le CeSPI sur "La France mitterrandienne et l'Europe".
- Août 1989 : Buenos Aires et Santiago. Deux Colloques sur les réformes sociales et la rénovation du Socialisme ; un colloque à Santiago avec les Instituts des deux PS chiliens sur la réunification Socialiste au Chili.
- Octobre 1989 : Pointe à Pitre. Colloque sur les nouveaux thèmes du débat idéologique. Fort de France. Colloque sur les changements dans les pays de l'Est. Port au Prince. Colloque sur les Socialistes et la démocratie.

L'ISER a produit également plusieurs rencontres à Paris, dont certaines en collaboration avec des Secrétariats nationaux du PS (culture, international, femmes) et d'autres associations (Convention pour l'armée nouvelle, Femmes 2000, Forum international de politique...).

- Juin 87 : Séminaire sur la théologie de la libération.
- Novembre 1987 : Séminaire international sur l'URSS de Gorbatchev.
- Novembre 1987 : Séminaire sur la Gauche aux USA.
- Juin 1988 : Soirée débat sur la coopération avec l'Amérique latine.
- Octobre 1988 : Colloque sur le Printemps de Prague.
- Novembre 1988 : deux débats d'idées : La France politique se normalise-t-elle ? ; La nouvelle intolérance, vers le retour de l'ordre moral.
- Décembre 1988 : Séminaire international sur l'Espace social européen.
- Février 1989 : débat d'idées : l'Etat et la culture.
- Mai 1989 : Femmes européennes, les solidarités.
- Juin 1989 : La relation Armée - Nation.
- Novembre 1989 : Colloque sur l'URSS aujourd'hui.
- Décembre 1989 : Débat d'idées : laïcité et droit à la différence.

L'ISER a également apporté son soutien à d'autres activités du PS, notamment celles de "Socialisme de l'An 2000".

L'ISER a publié ses bulletins N° 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 et les actes de deux rencontres :"La Perestroïka est-elle un nouveau Printemps de Prague ? (RPP n° 938), "Europe sociale : quelle dynamique de gauche ? (RPP n° 939).

Collection Jean-Jaurès

Organismes centraux

Les organismes centraux ont, depuis le Congrès de Lille, continué à se réunir dans les conditions habituelles : Comité directeur tous les deux mois, Bureau exécutif et Secrétariat national chaque semaine.

Toutefois, la série exceptionnelle d'élections que nous avons vécues a entraîné une série de réunions exceptionnelles.

- La réunion du Comité directeur du 1er et 2 juillet 1988, qui à la suite de la constitution du gouvernement Rocard a vu l'élection de Pierre Mauroy au poste de Premier secrétaire et un remaniement de la direction du Parti.
- Six réunions de la Convention nationale pour mettre en place notre dispositif avant les divers scrutins.

Voici la liste de ces réunions qui ont fait suite à une Convention thématique consacrée aux droits des femmes les 12 et 13 mars 1988 à Châtellerault.

Conventions nationales ordinaires.

- 16 et 17 janvier 1988 : "Les propositions des Socialistes" (Paris).
- 22 et 23 avril 1989 : Elections européennes (Paris).

Conventions nationales extraordinaires.

- 27 mars 1988 : Soutien à la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle (Paris).
- 20 mai 1988 : élections législatives.
- 12 et 13 novembre 1988 : élections municipales (Epinay).
- 22 janvier 1989 : élections municipales.

En ce qui concerne l'information interne, nous avons mis l'accent sur l'amélioration de la lisibilité de "PS-Info" grâce au nouveau matériel mis à notre disposition. La parution de «Vendredi», destiné à l'ensemble des militants et des sympathisants, ne supprime en rien la nécessité d'un hebdomadaire de référence destiné aux cadres du Parti où ils trouvent chaque semaine communiqués, argumentaires et textes officiels du Parti.

Note

Vous trouverez ci-joint une contribution thématique qui avait été remise dans les délais et qui n'a pu être publiée dans le Poing et la Rose-contributions.

Contribution thématique pour le Congrès de Rennes

Jacques Roger-Machart, Marie-Laure Morin, Gérard Colomb, Jean Le Garrec.

La démocratie dans l'entreprise

Pour un parti né de la classe ouvrière et de ses luttes, de la volonté d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, la citoyenneté dans l'entreprise reste un objectif fondamental.

Quelle citoyenneté, sous quelle forme ? Avec quels droits d'expression syndicale, politique, individuels ou collectifs ? Avec quels pouvoirs d'information, de contestation, de négociation, d'organisation ou de gestion ?

Avant 1981, notre approche consistait essentiellement à revendiquer de "nouveaux droits", de nouveaux pouvoirs pour les salariés que la prise de

Fondation Jean-Jaurès

pouvoir permettrait de conquérir. Ainsi, de 1981 à 1986, avons-nous légiféré et accordé "par en haut" de nouveaux droits aux salariés.
Les lois Auroux sont démonstratives de cette démarche. A bien des égards, elles ne représentaient qu'un rattrapage de notre situation par rapport à l'Europe du Nord. Mais elles ouvraient aussi des perspectives nouvelles dans les relations professionnelles françaises : le droit d'expression, bien sûr, mais aussi l'ouverture de nouveau champs de négociation notamment dans l'entreprise. Aussi se sont-elles avérées en avance sur la pratique. Les syndicats ont eu des difficultés à en exploiter toutes les potentialités. En outre le patronat s'est efforcé de les dévoyer : ainsi en a-t-il été des "droits d'expression" par la méthode des "cercles de qualité".
Notre désir de bien faire et d'aller vite, dans un tel contexte, nous a conduit à multiplier les initiatives - démocratisation du secteur public, aménagement du temps de travail, fonds salariaux, droits d'alerte dans les entreprises en difficulté, loi d'initiative économique et rachat d'entreprises par les salariés (RES), options de souscription d'actions - sans toujours veiller à expliciter les repères idéologiques et notre conception de la démocratie dans l'entreprise par une pédagogie lucide et soucieuse de l'application concrète des mesures prises. Aussi convient-il que le Parti remette un peu d'ordre dans ses idées pour se prononcer sur les projets gouvernementaux et élaborer ses propres propositions.
Il doit le faire aussi en tenant compte de la réalité des pratiques sociales suivies ces dernières années et de l'ensemble des éléments qui ont contribué à fragiliser notre système, notamment le déplacement des centres de décision de l'entreprise, soit au niveau "micro" (par la décentralisation, les entreprises "réseaux", les "usines flexibles, etc.), soit au niveau "macro" (par l'internationalisation).
Pour réaliser les adaptations nécessaires face à des changements économiques et technologiques rapides et dans une économie ouverte, les entreprises françaises ont souvent préféré le recours à la "flexibilité externe" (licenciement ou mise à la retraite anticipée, emploi précaire) à la flexibilité interne (formation, gestion prévisionnelle des emplois, mobilité) qui auraient supposé des relations professionnelles plus fournies et des syndicats plus solides. Ceci explique pour partie la formation d'un volant stable de chômeur de longue durée et de salariés précaires.
Le centre de gravité des relations professionnelles a oscillé de la branche, lieu traditionnel de la solidarité professionnelle et point d'ancrage syndical, à l'entreprise sans que le point d'équilibre ait été encore véritablement retrouvé à ce jour. Cette tendance a aussi accentué les disparités entre les salariés et entre les entreprises.
La réalité du rapport de force social qui résulte de ces évolutions n'est guère favorable aux syndicats, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est toutefois en dialogue avec ces derniers, au moins ceux qui sont les plus proches de nous et dont le point de vue doit être pris en compte, que nous devrons avancer. Cette contribution ne pourra donc être qu'une première approche.

Quelques repères et quelques principes.

- Alors que les syndicats de l'Europe du Nord s'inscrivent dans une tradition de conquête de la co-gestion, ceux de l'Europe du Sud sont beaucoup plus marqués par une culture contestataire fondée sur une séparation claire entre les responsabilités de gestion, reconnues au patronat, et la défense des salariés, de leurs intérêts individuels et collectifs, rôle des syndicats. Ce qui n'empêche que ceux-ci puissent formuler des propositions, revendiquer des responsabilités dans l'organisation du travail et, suivant la formule de Jean Kaspar (Le Monde du 23.08.89) après avoir été "producteur de tensions" (dans leur rôle de critique sociale), être "producteur de consensus" (dans leur volonté de trouver des solutions négociées). Ou encore, suivant Marc Blondel, pratiquer le syndicalisme de contestation et le syndicalisme d'accompagnement des mutations, la question étant celle du dosage entra l'un et l'autre que le secrétaire de FO situe aujourd'hui davantage vers la contestation et la revendication que vers l'accompagnement pratiqué par son organisation depuis 1982 (cf interview du Monde, le 22.08.89).

Si donc les Socialistes au pouvoir, désireux d'assurer la bonne marche des entreprises et soucieux d'éviter des conflits sociaux, peuvent souhaiter le développement chez les salariés d'une culture d'entreprise, leur implication dans son projet, ils ne doivent pas perdre de vue que la tradition syndicale française ne va pas précisément dans ce sens et qu'à prétendre y aller trop vite aujourd'hui on risque de mettre les syndicats en porte à faux et de les amener, sauf à se compromettre, à rejeter la politique sociale du gouvernement.

Il convient donc de privilégier plutôt ce qui peut renforcer la représentativité syndicale, sa capacité à gérer collectivement les conflits dans un meilleur rapport de force permettant d'aboutir à des accords négociés assumés par les syndicats, à faire remonter l'axe de la négociation collective de l'aval (salaires, rythmes et conditions de travail) vers l'amont (prévention, mutation technologique, flexibilité, organisation du travail, formation...).

- Il faut ici distinguer entre deux méthodes distinctes qui ont toutes deux été utilisées ces dernières années pour répondre à ces évolutions et tenter d'accroître la démocratie dans l'entreprise. Elles peuvent être complémentaires, mais elles peuvent aussi masquer le déséquilibre des relations professionnelles.

La première conduit à chercher l'accord au sommet, par la négociation interprofessionnelle et à tenter ainsi, en légitimant l'action syndicale, d'impulser la négociation de branche. L'échec de la négociation sur la flexibilité de 1984 a durablement obscurci ce chemin. Toutefois de façon plus pragmatique, thèmes par thèmes, des accords d'orientation ont été conclus ces dernières années (congé-conversion, assurance chômage, les mutations technologiques et l'organisation du travail) d'autres sont en cours. Cette voie est une voie utile mais progressive. Elle permet actuellement de définir des orientations et des méthodes, mais guère plus en raison de la faible représentativité des organisations tant patronales que syndicales et de la diversité des situations des entreprises. Pour être efficace, le pragmatisme, la prudence doivent rester de règle. Cette voie peut permettre de dégager progressivement des éléments d'un nouveau compromis d'ensemble, mais elle mérite d'être complétée et surtout

relayée.
La seconde voie est celle qui a été le plus empruntée, non sans de nombreuses confusions. A la faveur nouvelle pour l'entreprise, a correspondu une floraison de formules de "participation" de gestion participative dans lesquelles figurent nombre des droits nouveaux que nous avons introduit. Pour aller plus avant, leur efficacité et leur cohérence doivent être appréciées en fonction des traditions de notre pays et du rapport de force social.
Il est vrai que la construction de l'Europe sociale conduit à rechercher chez nos partenaires des solutions de participation et de démocratie dans l'entreprise. Les exemples de cogestion ou de participation développés dans les pays d'Europe du Nord sont souvent cités en exemple. Mais que ce soit avec la Suède ou avec l'Allemagne des différences importantes subsistent entre leur situation et la nôtre qui interdisent toute transposition facile. La participation suédoise, comme la cogestion dans l'entreprise allemande, s'articule sur un système de négociations efficace, externe à l'entreprise, conduit par des syndicats dont la force et la légitimité sont reconnues. Et la mutation technologique a été maîtrisée en faisant davantage appel à la flexibilité interne qu'à la flexibilité externe.
Telle n'est pas la situation, ni la tradition dans notre pays. La forme de "participation" la plus traditionnelle reste la représentation institutionnelle par les élus du personnel. Doté d'une fonction de contrôle du pouvoir du chef d'entreprise, exclusive de tout partage de décision, ce pouvoir de contrôle se conjugue avec la mission de négociation confiée aux syndicats sur les droits, les conditions de travail et d'emploi et les garanties sociales des salariés. La loi de démocratisation du secteur public a introduit une forme nouvelle de participation à la gestion. Le développement des formules d'intéressement ou de nouvelles formes de rémunération a donné une ampleur importante à la participation financière. Compte tenu des difficultés rencontrées et des ambiguïtés propres a chaque formule, il nous appartient d'être clair sur ces différentes formes de participation.

L'extension de la participation à la gestion ?

La loi de démocratisation a introduit la participation aux Conseils d'administration des entreprises publiques de représentants élus des salariés.
Le bilan de cette loi est incontestablement positif. Les élections qui ont eu lieu récemment confirment l'intérêt des salariés pour cette forme de démocratie. Globalement, les élus expriment une appréciation positive de leur participation. Reste que bien des PDG devraient davantage jouer le jeu de la transparence et de la collégialité en associant mieux leurs Conseils d'administration aux décisions, y compris et sans exclusive les représentants salariés. Ce pourrait faire l'objet d'une directive du gouvernement.
Reste aussi qu'il faut être conscient des limites de cette formule qui peut rester très formelle si elle ne s'accompagne pas d'un mode de gestion beaucoup plus participatif. Reste encore que ce progrès dans la démocratie "interne" a l'entreprise devrait être accompagné de progrès dans la démocratie "externe", c'est-à-dire dans les rapports entre l'entreprise publique et son environnement

Fondation Jean Jaurès

(pouvoirs publics nationaux et locaux, usagers, sous-traitants, etc.).
Faut-il étendre au secteur privé l'élection d'administrateurs salariés ? Le projet Socialiste avait pris position en ce sens, et le Premier Ministre semble l'inscrire dans ses projets. Mais, mis à part la CGC et la CFTC, aucune organisation syndicale n'y fait actuellement référence. Pour être efficace, cette expérience doit pouvoir s'appuyer sur des formes de participation plus conforme à notre tradition.
Si donc il convient de développer cette expérience et rester prudent pour faire tâche d'huile dans le secteur public (…illisible…)
Et il faudrait dans l'immédiat rechercher des solutions alternatives plus conformes à la tradition en retrouvant l'esprit qui avait inspiré la mise en place des comités d'entreprise : consolidation du rôle de contrôle de ces comités, recherche de procédures et de niveaux de négociation permettant dès le stade de la conception de discuter des changements nécessaires, du pouvoir de contrôle et des contreparties accordées qu'il s'agisse des mutations technologiques, de la formation professionnelle ou de la gestion prévisionnelle de la main d'œuvre.
Les difficultés perspective (…illisible…)
Par exemple en expérimentant la formule des Conseils de surveillance où la participation des salariés serait moins engageante dans les décisions de gestion.
(…illisible…) des relations de travail. Les cercles de qualité, la rémunération au mérite (attribuée souvent sans critères clairs de répartition) etc., ont diminué la force des contre-pouvoirs dans l'entreprise qui sont pourtant indispensables à sa vie démocratique. Nous devons réaffirmer que l'implication directe des salariés est indispensable à l'évolution et à la modernisation des entreprises. Mais cette mobilisation ne sera gage de démocratie et d'équilibre entre tous ceux qui concourent au développement de l'entreprise que si l'expression collective des intérêts des salariés est clairement assurée. Cela suppose le développement de la négociation de leur qualification et de leur rémunération, de leur formation et de leur condition de travail. Dans cette perspective les syndicats sont les meilleurs garants de la définition de solidarité et de responsabilités collectives ; nous devons veiller à ce que leur monopole dans la présentation des listes aux élections des représentants du personnel et pour la négociation d'entreprise soit respecté et accepté.
Le développement "d'entreprises réseaux", l'internationalisation vers l'extérieur et la décentralisation productive à l'intérieur doivent aussi être pris en compte. Sans pouvoir d'information ou de négociation au niveau "micro" (atelier) ou "macro" (comités de groupes internationaux), les représentants du personnel se trouveront largement démunis. La définition d'une société de droit européen et de la négociation collective au niveau européen peuvent être l'occasion de définir ce que doivent être les droits de la représentation du personnel.
D'autres difficultés résultent de la tentation du corporatisme d'entreprise qui, en l'absence d'un système de négociation externe suffisamment développé peut conduire à un éclatement du tissu social. Si certaines entreprises ont su faire des avancées réelles, pour d'autres l'absence de toute présence syndicale ou de futaie (…illisible…) de représentation ne permet pas le développement d'une

réelle citoyenneté. C'est le cas de beaucoup de petites entreprises, mais aussi de nombreuses entreprises "innovantes" ou de service dans lesquelles les relations de travail sont beaucoup plus directes. Notre syndicalisme a du mal à y trouver sa place faute d'arriver à définir les bases de nouvelles solidarités professionnelles (qualifications nouvelles, conditions de travail différentes, etc.).

La démocratie dans les PME.

Cette question est donc aujourd'hui essentielle. Les chiffres sont éloquents :
1986 nombre effectif entreprises > 500 salariés 925 entreprises < 500 salariés 25 000 1,1 million 1,9 million. (?)

Pour ces milliers de petites unités, faut-il maintenir un mode de représentation équivalent à celui des grandes entreprises ou chercher des solutions spécifiques, sachant que l'abaissement des seuils pour l'élection des DP ou du CE sera difficile ?

Aussi convient-il de favoriser la négociation de modes de représentation plus souples et contractuels. Les lois Auroux avaient introduit les délégués de site et de nouvelles possibilités de négociation. Dans cette perspective. Ces outils ont été peu utilisés ; il conviendrait de les adapter pour les rendre efficaces. C'est le niveau interentreprises qu'il faut privilégier. Il peut s'organiser sur le territoire (site local, départemental, voire régional) ou dans la branche. L'exemple des négociations conduites dans certaines branches (mutualisation de la formation dans l'artisanat) montre qu'il existe des possibilités d'action non seulement pour créer un filet protecteur en matière de condition de travail mais également pour insérer le syndicat dans le processus de maîtrise du changement technologique (mobilité, organisation du travail gestion prévisionnelle des emplois).

A cet égard, la loi sur le licenciement économique du 2 août 1989, comporte des dispositions particulièrement intéressantes, notamment, en l'absence de syndicat ou de représentant du personnel, la possibilité offerte à un salarié convoqué à l'entretien préalable au licenciement de se faire accompagner par "un conseiller choisi sur une liste régionale établie par le Préfet après avis des organisations représentatives".

Pour la prévention des difficultés dans les petites entreprises, où le droit d'alerte ne peut jouer, la loi sur le licenciement économique a ouvert aussi de nouvelles possibilités d'audit économique. Il serait souhaitable de les développer de façon externe et mutualiste, selon la formule des groupements agréés dans la loi du 1er mars 1984 qui n'ont guère été mis en œuvre.

Toutes ces formules vont dans le sens d'une recherche de solutions originales et interentreprises qui peuvent être mises en œuvre au niveau local ou régional. Au demeurant il conviendrait d'associer les collectivités territoriales à cette réflexion.

D'autres questions seront à examiner avec attention et notamment, celle des rapports entre les institution représentatives et les organisations syndicales des grande entreprises donneurs d'ordres et le personnel des entreprise sous-traitantes ; ou celles des rapports de ces mêmes entreprises avec leur environnement local, notamment dans les cas de réduction d'activité. Des formules de "contrats d'objectifs" négociés entre employeurs, organisations

syndicales e collectivités locales devraient être expérimentées.

Intéressement, participation (financière), fonds salariaux, "stock options".

L'intéressement est une forme individualisée de rémunération, fonction des résultats globaux et liée aux performances réalisée par chaque agent ou chaque équipe de travail.

La participation demeure globale et fonction des résultats de l'entreprise. Elle peut être l'attribution d'action S'il s'agit d'une rémunération, elle peut être versée à un fond salarial.

Les fonds salariaux sont des salaires différés mis en réserve ou réinvestis.

Les "options de souscription d'achat" ou "stocks options" permettent aux salariés (les cadres en général) d'acheter dans des conditions particulièrement avantageuses d'un point de vue fiscal des actions de leur entreprise.

L'intéressement et la participation.

Avant 1988, le Parti était contre et ses députés se sont opposés aux ordonnances de 1986. Depuis, non seulement la condamnation a miraculeusement disparu (notamment le ministre du Travail confirme en novembre 1988 le non-versement de cotisations sociales sur les revenus de l'intéressement) mais encore, le Premier Ministre recommande aux responsables des entreprises publiques de développer l'intéressement et les laisse libres d'en expérimenter les modalités par la négociation !

Pourtant le président du groupe à l'Assemblée signait pas plus tard que le 28 juin 1989, une lettre aux députés Socialistes où il écrivait notamment : "notre différence avec le mouvement gaulliste sur ce sujet est illustrée par notre souhait de favoriser une citoyenneté dans l'entreprise plus globale qui ne se limite pas à la seule participation des salariés aux bénéfices de leur entreprise" et plus loin : "ce type de rémunération, s'il permet de responsabiliser les salariés à la bonne marche de leur entreprise, a des effets pervers puisqu'il n'a pas le caractère de salaire pour l'application de la législation sociale du travail ni pour la sécurité sociale".

Cette lettre évoque en fait les principaux termes du débat.

- La perspective souhaitée est celle d'une nouvelle forme de participation des salariés à la vie de l'entreprise, prise en charge par les syndicats : ils s'engagent dans la négociation sur les conditions et l'aménagement du temps de travail, la flexibilité interne à l'entreprise... obtiennent en contre partie une capacité de contrôle sur l'innovation et les mutations, l'organisation du travail, les prévisions d'emplois... mais acceptent qu'une part des revenus du personnel soient fonction des résultats de l'entreprise ou de l'unité de travail.

Une telle formulation est inverse, notons-le, de celle du patronat qui tente d'imposer la conséquence (revenus individualisés fonction des performances) sans évoquer les préalables (contrôle syndical). Impliquer le salarié dans une stratégie de modernisation de l'entreprise, d'amélioration de la qualité, de conquête des marchés, de compétitivité, suppose que l'on accepte la négociation sur les termes de l'accord d'intéressement et que celui-ci ne puisse apparaître comme une manière d'éviter toute négociation salariale.

- Reste que cette rémunération apparaît comme aléatoire dans la mesure où les

Fondation Jean Jaurès

résultats annuels de l'entreprise sont certes fonctions des efforts internes mais beaucoup également de données externes et conjoncturelles qui, dans le court terme, sont des données exogènes, différées si la direction décide des affectations de ressources minorant provisoirement les résultats (provisions, investissements immatériels, amortissement...) et, s'il s'agit d'une participation au capital ou à un fonds salarial, elle sera non seulement différée mais également risquée, dans la mesure où le placement peut donner lieu à une moins value (comme d'ailleurs à une plus value).
Son individualisation au salarié ou au collectif de travail (ce qui est préférable) pose le problème des critères objectifs et fiables qui doivent être négociés.
En outre, ces formes de rémunération peuvent ne pas être imposables sur le revenu (participation et "stocks options") et se traduisent par un manque à gagner pour l'Etat ; elle ne donnent pas davantage lieu à cotisations sociale (employeurs et salariés) et contribuent donc à mettre e danger l'équilibre de la sécurité sociale.

- Pour ces raisons, l'intéressement ou la participation ne sont acceptables comme forme de rémunération que :
- - si elles restent limitées à une fraction marginal des salaires (10% au maximum ?),
- si, à l'avenir, elles sont soumises aux cotisation sociales,
- et, bien sûr, si elles résultent d'un accord négocié portant notamment sur les critères d'individualisation.

Elles ne sont souhaitables que dans la mesure où existe en contrepartie une négociation effective et un contrôle sur l'organisation du travail, la formation et l'emploi.
Les fonds salariaux.
Les fonds salariaux, institués par les lois de décembre 1983 et de juillet 1984 puis supprimés ensuite, ont une origine clairement syndicale (CFDT).
Les questions de fond qu'ils posent sont celles de savoir qui a le pouvoir de répartir les surplus, en augmentation de salaire direct ou en salaire différé d'une part, à des fin d'investissement dans l'entreprise ou à l'extérieur de l'entreprise d'autre part (bassin d'emploi, branche de l'entreprise en difficulté, placements non spécialisés).
La question des critères et notamment du lien avec la productivité du collectif de travail apparaît comme fondamentale. Introduire des critères concernant la qualité (zéro défauts, retards, erreurs...), l'amélioration service rendu, rapportés à la pénibilité de l'effort, les coûts des facteurs de production mis en œuvre... apparaît préférable à l'utilisation de critères de profit qui peuvent dépendre de la stratégie financière et de la politique d'amortissement sur lesquels les salariés n'ont pas prise. Il serait d'ailleurs intéressant de faire établir des typologies des critères utilisés en fonction des filières productives et de l'implantation syndicale.
En ce qui concerne le premier groupe de questions, il est clair que la part des surplus qui seront mis en réserve dans un fonds salarial ne peut résulter que d'une négociation. Sachant que pour obtenir des salariés qu'ils acceptent de

Collection Jean-Jaurès

différer une augmentation de salaire, il faut qu'ils puissent en espérer à terme un gain supérieur et qu'ils soient assurés de conserver le contrôle de l'utilisation qui en sera faite.
En ce qui concerne donc le deuxième groupe de questions, il convient de rester pragmatique et de ne pas limiter a priori l'utilisation des fonds sachant qu'il convient tout à la fois de garantir aux salariés qu'ils ne perdront pas leur mise et que les fonds serviront au développement de l'emploi. En tout état de cause, il convient que la gestion du fonds soit paritaire à défaut d'être purement et simplement sous la responsabilité des élus du personnel.
Soulignons enfin que, dans un contexte de nécessaire respect des grands équilibres économiques - où toute augmentation du pouvoir d'achat qui se traduirait par un développement excessif de la consommation risquerait de détériorer davantage le solde du commerce extérieur et de mettre en cause la solidité du franc -, le gouvernement devrait proposer aux partenaires sociaux cette voie de fonds salariaux qui tout à la fois permettrait d'accorder des satisfactions aux salariés en termes de répartition des surplus générés par la croissance et de favoriser le financement des investissements qu'il s'agit actuellement de développer plus rapidement encore.
Les options de souscription d'achat ou "stock options".
Ces formes de participation qui consistent à offrir au personnel (en fait à l'encadrement supérieur) la possibilité d'acquérir une part – minoritaire - du capital à des conditions avantageuses n'intéresse guère les syndicats. C'est plus une technique pour renouveler sociologiquement la classe des actionnaires qu'un réel mode d'approfondissement de la démocratie dans l'entreprise. Encore faudrait-il que ce mode de rémunération et d'enrichissement substantiel soit moralisé par le paiement de l'impôt sur le revenu et l'assujettissement aux cotisations sociales.
Le rachat d'entreprise par les salariés (RES).
C'est un mécanisme tout à fait différent qui transfère aux repreneurs la majorité du capital.
Mais le RES est en fait devenu, à la suite du mécanisme financier et fiscal de Balladur en 1987 une réforme qui permet la transmission d'entreprise à une nouvelle génération d'entrepreneurs. Il ne s'agit donc pas non plus d'une nouvelle forme de démocratisation dans l'entreprise.
S'il apparaît souhaitable de développer ces différentes techniques d'initiatives économiques en les réservant aux seuls vrais salariés de l'entreprise et en évitant l'évasion fiscale, elles ne peuvent pas, loin de là, constituer pour la majorité des salariés de notre pays la démocratie dans l'entreprise auxquels ils aspirent.
Aujourd'hui les trois formes de "participation" -institutionnelle, financière, participation à la gestion - coexistent. Il convient de clarifier leur place respective en tenant compte des traditions de notre pays. A l'heure de la construction de l'Europe et des réflexions sur le statut de l'entreprise européenne, au moment ou la diversité de formes d'entreprise et des formes de travail s'accroît, il nous appartient, pour faire progresser la démocratie dans le travail, de réaffirmer le rôle fondamental des institution: de la participation

collective des salariés. Sans elles aucune modernisation négociée n'est possible. C'est en s'appuyant sur le développement de leur pouvoir de contrôle de consultation, de négociation et de proposition que le salariés pourront exercer avec davantage de liberté leur droit d'expression, que le sort de ceux qui travaillent dans les plus petites entreprises pourra être pris en compte et que les conditions d'un juste partage pourront être débattues.
Les autres formes de participation sont intéressantes : la participation financière pour diffuser la propriété industrielle à ceux qui "apportent en industrie", la participation à la gestion pour qu'un plus grand nombre connaisse les contraintes de l'exploitation et appréhende la stratégie. Mais en aucun cas elles ne peuvent se substituer au rôle des institutions représentatives.

Consommation Infos.

Bulletin d'information du Secrétariat national à la consommation

1er décembre 1989.

Les résultats du Conseil européen des ministres de la Consommation sur le surendettement des ménages : le projet de loi a été adopté par le Sénat.
Les sénateurs ont adopté en première et dernière lecture le projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers. Le texte a été voté à l'unanimité, les Socialistes et les Communistes s'abstenant.
Les débats ont porté en premier lieu sur la composition de la Commission administrative départementale chargée de régler à l'amiable les contentieux. Pour les sénateurs, cette Commission devrait comporter, outre les représentants de l'Etat, des services sociaux du département, de la Banque de France et de l'Association française des établissements de crédit, un avocat et un notaire.
Un certain nombre d'amendements ont été adoptés par les sénateurs. Par exemple, celui instituant un fichier informatique des incidents de paiement centralisé par la Banque de France ou celui introduisant un délai de rétractation de sept jours pour tout achat de logement, le respect de ce délai étant garanti par l'envoi de l'acte d'acquisition par lettre recommandée.
Ils ont également limité la durée de la suspension des procédures d'exécution à deux mois, renouvelables une fois et englobant les créances fiscales et les dettes à l'égard des organismes de sécurité sociale.
Les sénateurs n'ont pas suivi les groupes Socialiste et Communiste qui demandaient, en cas de surendettement chronique, d'apurer complètement le passif du débiteur, comme cela avait été octroyé par le passé aux sociétés commerciales.
Le projet de loi sera étudié par les députés à partir du 5 décembre prochain.
Le Conseil du 9 novembre dernier a adopté une résolution qui fixe quatre priorités pour les trois années à venir.

- L'intégration de la politique de la consommation dans les autres politiques communautaires.
- L'amélioration de la représentation des consommateurs au niveau européen.

Confédération Jean-Jaurès

- La politique de qualité et de sécurité des produits et des services.
- L'accès à la justice.

Au cours de cette réunion, M. Van Miert a annoncé une réforme du Comité consultatif des consommateurs installé actuellement auprès de la Commission. Une large place y sera faite aux mouvements nationaux de consommateurs et le dialogue avec les représentants des organisations professionnelles sera renforcé. M. Van Miert s'est également engagé à présider personnellement les travaux de la nouvelle instance et à demander aux autres Commissaires européens de venir y présenter leur politique.

Sans correspondre entièrement aux propositions françaises, ces transformations préfigurent le Comité européen de la consommation que Véronique Neiertz avait présenté au gouvernement français en juillet dernier.

En ce qui concerne la directive sur la sécurité des produits, tous les Etats membres ont marqué leur accord sur la nécessité d'adopter une législation qui fasse obligation aux fournisseurs de mettre sur le marché des produits sûrs ; l'actuel système d'alerte sur les produits présentant des risques graves devra être amélioré. Enfin, les délégations ont rapproché leurs vues quant au champ d'application du texte et son articulation avec les réglementations sectorielles.

En ce qui concerne la directive sur les voyages à forfait, quelques divergences subsistent quant aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de l'organisateur du voyage et aux garanties dont doit bénéficier le consommateur en cas de mauvaise exécution du contrat ou de défaillance du voyagiste.

INC (suite).

Le Conseil national de la consommation, réuni le 14 novembre dernier, a approuvé l'avant-projet de décret portant réforme de l'Institut national de la consommation.

Reste désormais à obtenir l'accord du Conseil Constitutionnel, puis celui du Conseil d'Etat pour permettre le passage de l'INC établissement public administratif en établissement public à caractère industriel et commercial.

Le Conseil Constitutionnel devra confirmer si le changement de statut s'opérera par simple décret ou s'il nécessitera un examen du Parlement.

Le prix de la neige.

Depuis le 16 novembre, les informations "Info prix Neige" sont disponibles sur le serveur Minitel 3614 Consom du secrétariat d'Etat à la Consommation.

En tapant sur votre clavier, vous pouvez obtenir des renseignements pratiques et connaître les tarifs de 87 stations de sports d'hiver.

Vous pouvez également calculer votre budget et fixer la date de votre séjour en conséquence, les prix hors-saison pouvant être moitié moins élevés que ceux pratiqués en période de vacances scolaires.

De plus, le serveur permet de comparer les stations selon leurs caractéristiques (taille, altitude, remontées mécaniques et niveau de prix) ou de choisir son hébergement (certains hôteliers ayant communiqué leurs tarifs).

Véronique Neiertz a souligné que même si de nombreux professionnels ont fait des efforts pour stabiliser leurs prix par rapport à la saison passée, ceux pratiqués dans les stations de sports d'hiver connaissent en règle générale des

augmentations supérieures à l'évolution moyenne des prix des services. La liste des professionnels "raisonnables" est disponible sur le serveur.
Enfin, le secrétaire d'Etat a précisé que, comme chaque année, les Directions départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes procéderont à des contrôles pour assurer la sécurité des skieurs, veiller à la qualité et à l'hygiène des produits alimentaires et de la restauration, et vérifier le respect des règles d'information en matière de prix.

Banques : pas de services payants.

A l'occasion du dîner annuel avec l'Association française des Banques, Pierre Bérégovoy a déclaré que la rémunération des comptes courants n'était pas à l'ordre du jour. Les banques n'ont donc plus d'argument pour imposer la facturation des comptes. En libérant la rémunération des dépôts à vue, le gouvernement craignait qu'une forte concurrence entre les banques ne se répercute sur le taux des crédits payés par les entreprises et les petits comptes.
Par ailleurs, le ministre veut encourager l'épargne et envisage un assouplissement de la législation sur les dépôts et comptes à terme et sur les livrets.
Les banques semblent s'être adaptées à ce relatif statu-quo et, même si les comptes chèques restent généralement gratuits, les services bancaires sont payants et parfois très chers (cf. tableau comparatif dans Libération du 21 novembre 1989, page 9).
Il revient aux consommateurs d'apprendre à comparer les prix des services proposés par les banques. Ils peuvent maintenant se procurer auprès de la plupart d'entre elles un dépliant normalisé qui répertorie le coût des services bancaires.

Premières nocturnes en RFA.

Jusqu'au début du mois d'octobre dernier, il était impossible de rattraper ses oublis de pain ou de sucre après 18 h 30 en RFA. Respectant à la lettre la législation de 1956, tous les magasins, sauf de rares kiosques de gare, fermaient sans exception à cette heure.
Depuis plusieurs années déjà, le débat sur les horaires de fermeture avait été lancé dans la société allemande, mais jusqu'à récemment, aucune tentative de modification législative n'avait abouti.
Après l'adoption d'une loi-cadre le 2 juin dernier, syndicats et unions patronales se sont mis d'accord mi-juillet sur une ouverture nocturne par semaine, le jeudi, jusqu'à 20 h 30.
Cette possibilité est soumise à certaines conditions : le gérant doit faire valoir que la concurrence l'oblige à allonger les horaires et il doit obtenir l'accord du Comité d'entreprise. Le texte prévoit une compensation de 55%, en principe en temps libre, et plusieurs garde-fous. Ainsi, un employé ne pourra "être de nocturne" qu'un jeudi sur deux et ne devra pas travailler plus de 8 h 30 dans la journée.
Les salariés ont peur que cette brèche prépare d'autres dérégulations.
Pour leur part, les consommateurs, surtout dans les villes, semblent apprécier cette nouvelle possibilité.

Collection Jean Jaurès